



HAL
open science

Les circulations migratoires roumaines en Europe: Réseaux sociaux et inscription dans l'espace.

Vincent Maisongrande

► **To cite this version:**

Vincent Maisongrande. Les circulations migratoires roumaines en Europe: Réseaux sociaux et inscription dans l'espace.. Sociologie. Université de Poitiers, 2008. Français. NNT: . tel-00603335

HAL Id: tel-00603335

<https://theses.hal.science/tel-00603335>

Submitted on 24 Jun 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**LES CIRCULATIONS MIGRATOIRES
ROUMAINES EN EUROPE :**
Réseaux sociaux et inscription dans l'espace.

<u>I. Supports théoriques, approche et dispositif méthodologique.</u>	8
1) : Approches théoriques des circulations migratoires.	8
A): Évolutions historiques.	8
B): De l'immigration à la circulation.	10
C): Le réseau social support de la mobilité.	12
D): Transnationalisme et approche transversale.	16
2) : Méthodologie de Terrain.	19
A): Objectifs.	19
B): Observation préalables.	20
C): Mise en place de l'échantillon.	22
D): Recueil et formalisation.	25
<u>II. Facteurs déterminants à l'origine des flux.</u>	29
1) : Configurations globales en Roumanie.	29
A): Des caractères "structurels" particuliers.	29
B): 20 ans de profonde récession économique.	30
C): La "frustration" des populations et la recherche de nouvelles sources de revenus.	32
2) : Les mobilités internationales des Roumains.	35
A): L'ouverture des frontières et son contexte international : La mobilité devient une ressource.	35
B): Les trois "époques" des mobilités roumaines.	36
C): L'évolution des flux à partir de 2002.	38
3) : La population étudiée dans sa zone d'origine.	41
A): Les mobilités des habitants de Mehedinti.	41
B): L'espace local d'origine de nos circulants et migrants.	43
C): Caractéristiques sociales.	47
<u>III. Les premières circulations du groupe. Logiques ethniques et commerciales.</u>	51
1) : Le Champ circulatoire Allemand.	51
A): Les <i>Aussiedler</i> et l'ouverture du "Champ Allemand".	51
B): Les mobilités des Tsiganes roumains vers l'Allemagne.	53
C): Circuler pour réussir sa migration.	56
2) : L'accès à de nouveaux champs circulatoires par le biais de l'activité commerciale.	61
A): La reconstruction du secteur commerçant de Drobeta-Turnu Severin.	62
B): Les circulations transnationales en Serbie.	64
<u>IV. Les circulations en France.</u>	69
1) : Les Roumains en France durant les 90'.	69
A): Des flux qui croissent rapidement.	69
B): De fortes entraves à l'immigration.	70
C): Activités et implantation.	72
D): La sortie provisoire de la France du champ circulatoire roumain.	73
2) : Les circulations roumaines en France après 2002.	75
A): Les premières circulations de la famille en France : une nouvelle vague d'explorations.	75
B): La diffusion du savoir-faire se fait d'abord au sein de la famille proche.	79
C): Extension du phénomène à la "communauté circulante" et structuration de l'espace.	82
D): Une nouvelle portion du champ circulatoire de la famille et de nouvelles pratiques.	85

V. Les mobilités Roumaines vers l'Espagne. 88

1) : Le contexte des migrations en Espagne. 88

A): Croissance économique et dispositif juridique favorable. 88

B): Logiques d'embauche au noir et principaux flux. 91

2) : Les migrations roumaines. 93

A): Les pionniers, caractéristiques et zones d'implantation. 93

B): Les dispositifs d'entrée par le réseau. 96

C): L'accès au marché du travail : rôles des réseaux communautaires et externes. 97

3) : A partir de 2002 : Changement de situation et accroissement des mobilités. 99

A): Croissance massive des flux de migrants. 99

B): Saturation des espaces et contraction des réseaux communautaires. 104

C): La reprise des mobilités exploratoires. 106

D): Le recours à la circulation. 111

Conclusions et mise en perspective générale : 115

Annexes : 120

Table d'illustrations. 156

Bibliographie. 158

Introduction :

Parmi les différentes populations que compte l'espace européen, les Roumains apparaissent comme le collectif national qui a récemment développé les pratiques de mobilités les plus amples et les plus complexes. Ils sont en effet présents en grand nombre dans la plupart des pays de l'Union au sein desquels ils circulent librement depuis l'ouverture à l'Est de l'espace Schengen (débutée à partir de 2002 et qui se poursuit encore aujourd'hui).

C'est notre connaissance personnelle préalable à cette année d'études de Master II de plusieurs familles roumaines inscrites dans la circulation migratoire qui a motivé notre choix de réaliser ce travail. Dès le départ nous avons été frappés par la complexité de leurs mobilités et le grand nombre d'espaces et d'activités qu'ils étaient amenés à pratiquer.

La formation ultérieure que nous avons suivie cette année sur le thème des migrations internationales nous a permis de mieux comprendre certaines de leurs logiques et n'a fait qu'accroître notre curiosité face à des phénomènes qui nous semblaient tellement modernes et semblaient s'inscrire dans la recherche théorique la plus récente de ce champ d'étude.

Il s'agit de plusieurs familles originaires de la même zone en Roumanie et qui depuis presque une vingtaine d'années pratiquent des formes multiples de circulations internationales à travers plusieurs pays d'Europe, en France, en Espagne, et Allemagne et dans différentes zones de ces pays. Leurs mobilités semblent s'appuyer sur un réseau social ample et constitué par les différents membres de ces familles, qui se trouvent éparpillés dans un grand nombre d'espaces. De plus, ces mobilités ne sont pas figées dans le temps et ont connu de profondes évolutions depuis le commencement de leur mise en place au tout début des années 1990.

En ce sens, les déplacements de ces familles et de leurs membres constituent un exemple de pratiques de circulation migratoire qui nous semblait très intéressant à étudier en détail du fait de leur complexité et de la possibilité qui nous était offerte de les approcher. C'est afin de pouvoir nous concentrer sur ce détail que nous avons choisi de ne pas nous éparpiller et de centrer nos recherches de terrain sur quelques individus de ces familles.

Mais même en se basant sur l'expérience de quelques personnes, la complexité et la richesse de ces phénomènes et de leurs implications théoriques nécessiterait une étude bien plus large et plus précise que nous ne pouvions mettre en place dans le cadre de ce mémoire de M2. Nous avons alors décidé de nous centrer sur la description la plus précise possible des mobilités des membres de ces familles, en prenant en compte les différents facteurs qui pouvaient avoir une influence sur leur définition avant de pouvoir en réaliser une analyse plus globale et en rapport avec la théorie actuelle des migrations internationales.

Pour comprendre et décrire ces logiques, nous avons utilisé l'espace comme point de référence et avons tenté d'y lire les configurations sociales induites par ce phénomène et ses évolutions. Rapidement, nous sommes arrivés à la conclusion que sa mise en place était basée sur le fonctionnement en réseau de ces migrants et qu'une partie des réponses se trouvaient à ce niveau d'analyse. C'est la raison pour laquelle nous nous sommes aussi penchés sur ce point précis.

Dans une première partie, nous commencerons par présenter le cadre conceptuel de notre travail en évoquant la théorie scientifique existante sur ces deux thèmes, la mobilité internationale et le rôle des réseaux sociaux dans sa définition. Nous

présenterons pour ce faire les différentes approches et termes existant, en définissant les apports et les limites qui sont les leurs. Ces éléments nous serviront à la mise en place de notre démarche d'étude générale que nous présenterons et qui nous permettra d'aboutir à la définition d'un dispositif méthodologique précis. Nous exposerons alors la manière dont nous avons construit notre échantillon, recueilli et organisé l'information auprès des migrants eux-mêmes et l'utilisation que nous avons faite de ces données.

Dans une seconde partie, nous présenterons dans le détail les évolutions les plus récentes qu'a pu connaître la Roumanie et qui expliquent ce recours généralisé à la mobilité internationale et les formes qu'il prendra. Nous nous attacherons aussi à présenter les caractéristiques sociales de notre population test et les éléments propres à leurs zones d'origine en Roumanie. Tous sont en effet originaire de la même région d'Olténie située au sud-ouest du pays et faisant frontière avec la Serbie et la Bulgarie. Nous verrons que ces caractères auront leur rôle dans la définition de leurs mobilités ultérieures.

Dans une troisième partie plutôt historique, nous présenterons les formes prises par les toutes premières circulations de ces individus, au cours des années 90' et les processus sociaux qui permettront leur mise en place. Celles-ci furent effectuées à destination de l'Allemagne et de la Serbie principalement et expliquent elles-aussi les logiques qui seront celles de leurs mobilités suivantes, à partir des années 2000.

Enfin, nous nous centrerons dans une quatrième et cinquième partie, sur les deux destinations principales de ces groupes à l'étranger, la France et l'Espagne. Nous y évoquerons les caractéristiques macro-structurelles et historiques des migrations roumaines dans leur ensemble ayant pu avoir une influence sur les mobilités de ces familles, dont nous retracerons le détail et l'évolution dans le temps. Nous verrons apparaître dans ces espaces des activités et des logiques de mobilité très particulières, et relativement différenciées dans la définition desquelles le réseau social prendra un rôle très important et parfois paradoxal.

Tout au long de ce travail nous nous baserons sur le discours des propres circulants que nous avons interrogés et sur son croisement avec de nombreuses sources que constituent les travaux de différents auteurs. Ceci nous permettra d'éclairer les logiques globales des circulations roumaines dont l'exemple de nos populations ne constituera qu'une illustration.

Notre démarche transversale d'étude que nous détaillerons dans le premier chapitre et que nous utiliserons tout au long de ce travail nous permettra de conclure en évoquant les éléments théoriques les plus révélateurs qui nous semblent apparaître au cours de ces enquêtes.

Rappelons enfin que notre travail n'est qu'une première approche d'un phénomène complexe et très ample dans ses implications de toutes sortes mais que nous avons dû nous limiter à une vision d'ensemble qui n'est pas aussi approfondie que nous l'aurions souhaité. Nous avons tenté ici de réaliser une mise au point générale sur le phénomène qui se veut la plus exhaustive possible, en utilisant les apports de différents champs de la recherche sur les migrations internationales et en nous basant sur les travaux d'auteurs de différents pays. Cela constitue en quelque sorte une mise en perspective nécessaire pour la réalisation d'analyses postérieures et plus fines que nous aimerions pouvoir développer dans notre mémoire pour le DU Sigmage ou dans le cadre d'une thèse doctorale par exemple.

I. Supports théoriques, approche et dispositif méthodologique.

1) : Approches théoriques des circulations migratoires.

Jusque dans les années 1970, la majeure partie des études portant sur les migrations internationales pouvaient basiquement être classées selon deux pôles dominants : "*Les approches portant sur les sociétés d'installation, organisées autour des problématiques de l'intégration, et celles basées sur les pays d'origine, centrées sur celles du développement*" (Berthomière and Hily 2006).

A partir de cette époque, tout autant du fait de transformations objectives du phénomène migratoire, que d'une volonté de toute une nouvelle génération de chercheurs de prendre en compte ses différents aspects et implications jusqu'alors non-considérés, de nouvelles approches conceptuelles vont être développées qui replaceront au centre de l'analyse le migrant comme acteur et ses pratiques de mobilité.

A): Évolutions historiques.

Pour comprendre quelles furent les évolutions des approches scientifiques au sujet des migrations internationales, rappelons quelles furent les transformations du contexte général de ces dernières.

1 - Un nouveau contexte international pour les migrations.

Le premier pan de cette évolution tiendrait aux politiques restrictives mises en place depuis une vingtaine d'années par les principaux pays récepteurs de migrants internationaux. La crise pétrolière de 1973 marque la fin de la période d'intense croissance économique basée sur l'industrialisation et le plein emploi qu'avaient connu les sociétés occidentales développées. La longue restructuration économique qui s'en suit verra la tertiarisation croissante de leurs économies, l'apparition du chômage de masse et la dégradation des conditions de vie et d'ascension sociale d'une partie de leur population (au premier rang desquelles, les immigrés déjà installés dans ces pays).

Ce sera la fin de l'immigration de travail massivement organisée par les États, et sera mise en place une batterie de lois s'opposant à l'entrée, le séjour et le travail de populations étrangères sur leurs sols nationaux. Cette orientation sera accentuée tout d'abord par la fin de la guerre froide et donc de l'intérêt politique que pouvait revêtir à l'échelle internationale, l'accueil de réfugiés, mais aussi par la dégradation consécutive des termes de l'échange économique mondial, qui provoquera un accroissement de la pauvreté sur une grande partie du globe, et donc l'accroissement du nombre de d'émigrants potentiels.

La crispation des sociétés développées et vieillissantes autour de la figure sociale de l'immigré et de l'exclu du système, que se soit à l'intérieur comme à l'extérieur de leurs frontières, va conduire à l'élaboration progressive d'un dispositif toujours plus élaboré et drastique d'entrave aux mobilités internationales des individus.

Paradoxalement, tout cela se produit simultanément avec une croissance sans précédent des moyens techniques de cette mobilité, et une claire modification du rapport entretenu à celle-ci, dans la plupart des sociétés. Tous les auteurs auxquels il sera fait ici référence semblent s'accorder sur le fait que nos sociétés, ces 50 dernières années, soient entrées dans une période d'intensification des mobilités sociales et spatiales. Nous nous trouvons actuellement à une époque où ces

progrès dans les transports et les communications, d'abord inféodés au fonctionnement économique mondial, ont parallèlement permis une fluidification de la diffusion des normes et des représentations sociales. Les référents culturels des sociétés ont ainsi tendance à être de plus en plus uniformes sur l'ensemble de la planète ce qui conduirait à une modification des approches traditionnellement adoptées dans les sciences sociales.

C'est en tout cas ce que propose le sociologue John Urry (Urry 2005) dans son ouvrage Sociologie des mobilités, dans lequel il récapitule l'ensemble des approches développées autour de cette notion de mobilité. Pour lui, les implications sont telles, que paraît évidente la nécessité de refonder une sociologie traditionnellement basée sur l'identité et la construction des sociétés dans un cadre national. Ce cadre n'est plus valide car traversé de part en part par des courants sociétaux qui ne répondent ni ne dépendent plus de quelque territoire que ce soit, et vu l'importance de ces évolutions dans la création et la reproduction des sociétés actuelles.

Les transformations sociales induites par l'accroissement des mobilités de toutes formes sont valables pour tout un chacun, à différents niveaux, et sont fondamentales dans le domaine des migrations en particulier. Tout d'abord parce qu'elles favorisent les migrations mais aussi car elles la permettent et de plus en plus, la structurent.

2 - Persistance des facteurs déclencheurs.

Voilà pour ce qui est des transformations récentes du cadre des phénomènes migratoires, qui ont entraîné une évolution des pratiques de mobilités des migrants. Pourtant, les facteurs globaux provoquant le déplacement des individus à l'étranger restent inchangés. Pour les migrants des pays pauvres, soucieux d'améliorer leur situation, le fait de partir est avant tout une stratégie. On se déplace à l'étranger afin de profiter d'opportunités dont on ne peut disposer dans le cadre national du pays d'origine. Souvent cette mobilité peut s'inscrire comme une réaction à de brusques changements économiques ou sociaux défavorables (Ma Mung 1999). Les facteurs strictement mercantiles qui génèrent la migration peuvent s'expliquer par le différentiel de richesse entre zone d'origine et zone de destination et les facteurs "Push & Pull"¹ (Maya Jariego 2004) ; (De Miguel Luken and Solana Solana 2007).

Un autre facteur à prendre en compte pour définir cette première phase de mobilité internationale est la représentation que se construisent les migrants de celle-ci. Les individus en effet se représentent la mobilité physique, comme mobilité et ascension sociale et cela influence leurs choix en faveur de celle-ci. Il est important de considérer cette ascension sociale en fonction des critères du pays d'origine et non de la zone de destination qui sont "*deux espaces sociaux (...) gérés par des structures et des hiérarchies sociales différentes*" (Oso Casas 2005). Une mobilité sociale pouvant paraître descendante aux yeux de la société de réception sera fortement ascendante par rapport aux critères de la société d'origine, et donc pour le migrant puisque ce sont ces critères qu'il utilise, principalement financiers.

La combinaison des ces différents facteurs provoque une complexification des formes et des modalités de la migration avec d'un côté de plus nombreuses raisons et possibilités techniques d'émigrer vers les pays les plus riches du globe et parallèlement, de plus en plus d'obstacles institutionnels, de zones de transit et de pratiques périlleuses développées afin de passer outre les restrictions apportées par ces mêmes pays. Et ces difficultés sont généralement encore plus grandes lorsqu'il

¹ Théorie de Ravenstein sur les facteurs « Push » défavorables et qui poussent le migrant à partir et « Pull », favorables, qui attirent le migrant vers les zones où ils existent. Le différentiel entre ces deux pôles expliquerait à lui seul le développement ou non de la migration. Cette théorie est largement dépassée pour l'explication des phénomènes migratoires par celle du réseau.

s'agit pour les migrants de s'installer dans leur zone de destination et d'y travailler légalement.

Schmoll résume cette évolution en disant qu'on ne peut plus dès lors parler de migration "*ordonnée*" mais de migration de "*mobilité*" (Schmoll 2004) ce qui impliquerait une transformation des pratiques des migrants et de la manière dont ils se représentent celles-ci. C'est dans ce contexte historique nouveau que la mobilité devient un concept fondamental dans l'étude des nouvelles formes de migrations, et que se fait la rupture avec l'étude traditionnelle de l'intégration des migrants dans les sociétés où ils s'installaient souvent de manière définitive.

B): De l'immigration à la circulation.

1 - Vers le concept de "circulation migratoire".

Les premières allusions à ces formes de mobilité intenses, nous les devons à Montagne, dans son étude de 1954 sur les travailleurs Kabyles². Il utilisera le terme de "va-et-vient" pour désigner les retours réguliers de travailleurs, parfois assez longs, entre deux périodes d'activité en France (Hily, Doraï et al. 1998). De la même manière, les recherches sur les migrations vont aussi prendre en compte les pratiques de retour vers le pays d'origine pour la période des vacances et le rôle de lien et de contact culturel entre société d'origine et société d'accueil des migrants que prendront ces interactions ponctuelles.

Ces premières analyses permettent d'ores et déjà d'apercevoir le fonctionnement en réseau des groupes migrants (Hily, Doraï et al. 1998) et c'est dans cette optique que les recherches ultérieures sur les migrations vont avoir tendance à recentrer leur attention sur la constitution d'un "savoir-faire"³ migratoire et de réseaux transnationaux qui serviront de supports à la mobilité internationale et au fonctionnement de la "chaîne migratoire"⁴. Tous ces éléments participent à la construction du concept de "champ migratoire" qui serait constitué des espaces d'origine et de destination d'une population migrante et du dispositif relationnel, de transports ou de services permettant de faire le lien entre les deux (Hily, Doraï et al. 1998).

Un autre élément à expliquer dès lors est la mobilité des migrants au sein de leurs zones de destination, à l'échelle locale ou nationale, et les logiques qui les déterminent. Cette mobilité peut s'expliquer comme une caractéristique des sociétés postfordistes ou comme une véritable stratégie (Tarrus 1996).

Lorsque ces mobilités sont le fait de migrants pionniers (les premiers arrivés d'une communauté), Diminescu parle de "mobilités exploratoires" (Diminescu, Ohlinger et al. 2001), qui se développent à travers les différentes zones de destination que parcourt le migrant à la recherche d'opportunités de travail. Celles-ci se font plus rares car il y a moins de demande de main d'œuvre immigrée qu'à l'époque fordiste, parce qu'il existe aussi pour ces activités généralement précaires une plus forte concurrence avec les classes de populations nationales défavorisées (Morice 1998). Les politiques restrictives des États envers les migrants rendent aussi plus difficile leur accès au travail. Nous savons aussi que globalement dans les sociétés

² Montagne, R. (1954). "Étude sociologique de la migration des travailleurs musulmans d'Algérie en France." *Cahier liminaire* 1 - 8: 3 - 33.

³ Le savoir-faire correspondant ici à une série de connaissances et de normes de comportement qui seront utiles aux migrants pour que ces derniers puissent tirer le meilleur parti de leur migration. Ce savoir-faire peut se transmettre entre les migrants mais aussi s'apprendre "sur le tas"

⁴ Série de relations personnelles établies entre le migrant et les membres de sa communauté d'origine dans son pays. Les nouveaux migrants "voyagent" le long de cette chaîne c'est-à-dire qu'ils ont tendance à se rendre là où se trouvent les personnes qu'ils connaissent qui ont déjà migré, pour profiter de leurs expériences et contacts et vont de ce fait avoir tendance à exercer les mêmes activités.

postfordistes, les emplois ont tendance à être plus précaires, de plus courte durée et plutôt axés sur le secteur tertiaire. C'est ainsi que les migrants vont se retrouver de plus en plus souvent à exercer diverses activités temporaires, précaires et mal rémunérées, et localisées dans différentes zones du ou des pays de destination de leur migration.

Considérer l'ensemble de ces déplacements, qu'ils soient inter ou intra nationaux, et surtout leur articulation à dessein par les migrants nous amène au concept de "circulation migratoire". Gildas Simon le définit comme "*la mobilité physique des hommes, avec leurs itinéraires, leurs moyens de transports et la pratique effective et affective de l'espace parcouru*" (Simon 1995). L'évolution que permet cette approche est de privilégier dans l'analyse le couple migration/territoire qui ferait "*autrement sens*" que le couple migration/insertion (Tarrus 1996). La notion de circulation migratoire ne cherche pas à considérer les seules mobilités, mais tente aussi d'en expliquer les différents facteurs et de voir leurs incidences sur les pratiques et représentations sociales et spatiales des individus qui l'exercent.

2 - De nouvelles pratiques et leurs implications théoriques.

Au cours de ces mobilités circulatoires qui s'articulent entre zone d'origine et diverses zones de destination, le pionnier tisse des liens avec divers autres acteurs, sédentaires locaux des espaces traversés mais aussi avec d'autres migrants, circulants ou pas, souvent extérieurs à sa propre communauté d'origine. Ces contacts se font souvent par homophilie, c'est-à-dire des liens basés sur la proximité géographique (même temporaire) ou sur le partage d'un même statut (celui de migrant ou plus largement d'exclu au sien de la société locale) (Maya Jariego 2004) ; (Diminescu 2001). Ces liens ne sont pas aussi forts que ceux entretenus avec la communauté d'origine mais sont précisément ceux qui lui permettent de profiter d'un maximum d'opportunités ponctuelles et localisées (Ma Mung 1999) qui se convertissent par leur empilement en la réussite de la migration et constituent dès lors une justification et un support de la mobilité. C'est pour cela que les migrants recherchent souvent ces alliances extracommunautaires, une sorte de "*réseau volontaire stratégique*" (Hily and Rinaudo 2002).

Une telle entreprise, on le comprend, n'est pas aisée et nécessite de grandes qualités morales pour supporter le déracinement et relationnelles afin de créer ces alliances. On parle ici de qualités humaines (formation, expériences) ainsi que psychologiques (comme la capacité de faire face, seul, aux problèmes qui se posent pour le migrant), difficiles à déterminer mais qui influencent à coup sûr la décision d'émigrer et la réussite du projet migratoire pour le pionnier (Maya Jariego 2004) ; (De Miguel Luken and Solana Solana 2007).

Les "nouveaux migrants" sont donc de plus en plus souvent circulants, entre différents pôles qui sont leur zone d'origine et différentes zones d'activités dans divers espaces du ou des pays de destination. Ils utilisent leur réseau construit au cours de leurs circulations successives pour pouvoir articuler leurs déplacements. Ils jouent ainsi sur un différentiel de mobilité, par rapport aux populations locales sédentaires des espaces qu'ils traversent, dans le cadre d'une concurrence non conçue comme telle mais réelle et de plus en plus accrue, pour la captation d'un certain nombre de ressources précaires. Ils tentent ainsi de multiplier les opportunités de travail, de commerce ou de collecte d'argent en tous genres qui peuvent s'offrir à eux dans des lieux parfois très éloignés (Portes 1999), par un jeu sur les disparités sociales, économiques et législatives de ces différents espaces.

Dans le contexte que nous évoquons de restriction de la présence immigrée et de perte d'emplois, la circulation migratoire qui permet de diversifier les sources de revenu devient une pratique de plus en plus nécessaire (Ma Mung 1999). Tarrus parle ainsi du devenir des migrants comme "*une capacité à perpétuer un rapport*

nomadisme-sédentarité qui déstabilise les étroits voisinages des populations autochtones" (Tarrus 1996). Dès lors se créent des représentations des normes et des rôles sociaux propres aux migrants du fait de ces pratiques circulatoires, qui ne sont plus ni celles de la société d'origine ni celles des sociétés de destination (Hily and Ma Mung 2002). Cette culture migrante se développe dans ce que Tarrus appelle le "territoire circulatoire", somme des espaces traversés par les migrants, mais surtout des pratiques de ces derniers, par tous les membres du réseau, "initiatrices d'un lien social original", productrices de "mémoires collectives" de la migration (Tarrus 1996) (la « mondialisation par le bas que décrivait Portes).

Ces évolutions dans les pratiques et les mobilités des individus provoquent un véritable changement de paradigme conceptuel. En effet, la migration à proprement parler (c'est-à-dire l'installation fixe, d'au moins un an dans un pays étranger) se fait de plus en plus rare, au profit de la circulation et de la multiplication des mobilités qui constituent dès lors une stratégie tout aussi lucrative et plus facile à mettre en place dans ce contexte de restrictions juridiques. Ceci est particulièrement vrai pour les populations Est-européennes qui se situent dans un contexte d'accès progressif à la libre circulation dans ce grand ensemble qu'est l'espace Schengen. Ils vont surtout y développer des mobilités s'apparentant à des "navettes", "transfrontalières" (Morokvasic 1999), et rarement avoir accès à des possibilités d'installation fixe en Europe Occidentale. Dans ce cas de figure, la migration au sens ou nous l'entendons généralement devient plus rare, le seul fait de quelques individus plus chanceux ou plus débrouillards que les autres mais qui vont endosser dès lors un rôle capital dans la circulation de leur entourage, en servant de pont socioculturel, de point de chute pour les mobilités et en apportant d'autant plus d'aides et de contacts sociaux externes, aux membres circulants de leur communauté d'origine.

Un des objectifs de ce travail sera d'aider à la compréhension et à la définition de ces nouvelles pratiques de mobilités qui tendent aujourd'hui à prendre le pas sur l'émigration et l'immigration (tels que traditionnellement définies), à travers l'étude des circulations migratoires roumaines qui en constituent un exemple particulièrement éloquent. Cette démarche s'inscrit tout à fait dans la logique d'une évolution des outils conceptuels et la définition théorique des "mobilités circulatoires transnationales". Ce terme n'est pas vraiment satisfaisant mais permet de caractériser ces pratiques sans faire référence au champ lexical de la migration, qui se réfère à une installation dans le pays d'accueil, ce qui, nous le verrons, n'est plus qu'occasionnellement le cas, au point de ne plus être vraiment recherché par les circulants. En effet nous verrons que dans le cas des mobilités roumaines, deux figures assez différenciées apparaissent, les migrants, qui vont avoir tendance à s'implanter plus longtemps dans leurs zones d'accueil et les circulants, plus mobiles. Les deux sont en contact au travers de "réseaux sociaux migratoires" et s'appuient les uns sur les autres dans leurs propres stratégies de réussite économique. Nous reviendrons sur ce point dans la présentation ultérieure des résultats de l'enquête. Précisons tout d'abord cette notion de réseau avant d'aller plus loin.

C): Le réseau social support de la mobilité.

1 - La dualité des réseaux.

La notion de réseau en sciences sociales est héritée de la théorie mathématique des graphes et constitue une approche conceptuelle visant à expliquer les relations sociales entre individus sur un plan différent des approches structurelles et macro-sociales, puisqu'elle ne se base pas sur les attributs des acteurs mais sur leur position au sein du réseau qu'ils constituent pour expliquer les configurations des interactions entre eux (Requeña Santos 1989).

On doit la première utilisation de ce terme à John Barnes qui en 1954 l'emploiera dans son étude sur les relations entre les habitants d'un village de pêcheurs Norvégiens. Ce terme sera ensuite réutilisé par divers auteurs qui tenteront de la conceptualiser. Citons ainsi Elizabeth Bott qui étudiera, à travers le réseau, le développement du contrôle social au sein de l'unité familiale et qui, la première, établira la distinction entre "*réseau serré*", très exclusif et "*réseau lâche*", en fonction du niveau de contrôle exercé, ou encore Arnold Epstein qui mettra en lumière le rôle des réseaux dans l'établissement et la diffusion de normes et de perceptions sociales (Hily, Berthomière et al. 2004). Les principales applications de ce champ de recherche se trouveraient dans l'étude de comportements électoraux, consuméristes ou culturels ou dans les travaux portant sur l'accès au marché de l'emploi (Requeña Santos 2006)⁵.

Pour ce qui est du réseau social en migration, il fut tout d'abord utilisé pour caractériser l'organisation plus ou moins formelle des migrants au sein des sociétés d'accueil. Cette approche était novatrice dans la mesure où elle appliquait une vision plus interactionniste que structuraliste (l'approche habituelle) au thème de l'intégration des migrants qui n'étaient plus seulement considérés comme des individus dominés au sein de la société mais comme membres de groupes sociaux particuliers, qui géraient et digéraient collectivement cette confrontation à la société autochtone, occupant au sein de ces groupes des positions différentes (ainsi les femmes dans les communautés migrantes). Ces enquêtes étaient centrées sur l'intégration des individus et sur les rôles, à la fois de résistance et d'accompagnement vers celle-ci que pouvait revêtir le réseau communautaire des migrants. Ces rôles s'articulaient dans le temps, différemment selon les individus, faisant comprendre le réseau comme des moments de l'intégration (Hily, Berthomière et al. 2004).

Lorsque l'on va commencer à s'apercevoir de l'importance prise par la mobilité dans les sociétés actuelles et de la dispersion de plus en plus forte des migrants (par rapport à l'ancienne équation : une communauté = un lieu d'origine = une niche économique unique dans un lieu de destination), on va commencer à considérer le réseau comme structurant de cette mobilité et support à la création de nouvelles formes sociales transnationales complexes (Hily and Ma Mung 2002).

Les études vont alors mettre en lumière la dualité des réseaux sociaux migrants que l'on va nettement différencier dans leur essence entre réseaux communautaires (présents dès l'origine) et réseaux externes, construits au cours de la migration (ou de la circulation). Ces réseaux, outre l'origine de leur construction, ont des utilités inégales et comportent des obligations qui ne sont pas les mêmes. Ils peuvent parfois s'articuler, parfois non, au grès des stratégies adoptées par les individus dans la mobilité, toujours dans l'objectif de maximiser les bénéfices de cette dernière (Hily and Ma Mung 2002). Cette articulation prend la forme d'une utilisation du réseau externe afin de "*transgresser autant que de renforcer les frontières sociales des groupes migrants*" (les réseaux communautaires) (Hily, Berthomière et al. 2004).

2 - Construction et rôles des deux réseaux.

Comme tout un chacun, le migrant, avant même son départ du pays d'origine, est inscrit dans diverses structures économiques, familiales et communautaires. La théorie classique du réseau social définit bien comment c'est à travers ces organisations réticulaires construites par les interactions que s'organise en partie la vie sociale des individus.

⁵ Voir Annexe 1.

Cela ne change pas lorsqu'il entreprend un déplacement international en quête de ressources économiques. C'est ainsi majoritairement au sein de ces groupes d'origine que se mettent en place les logiques de dispersion, comme une des diverses stratégies de maintien de l'unité domestique (De Miguel Luken and Solana Solana 2007). Ainsi il a été montré par exemple que, contrairement à l'idée communément établie de la migration perçue comme détruisant le tissu familial, la décision de migrer était bien souvent conçue à l'intérieur du groupe et articulée à d'autres stratégies d'implantation locale. La famille servirait ensuite de passerelle entre ses différents membres éparpillés afin que se produisent des mécanismes d'appui et de redistribution entre ces différents pôles. Le migrant, bien que physiquement éloigné, continue souvent à participer activement à la vie de la communauté et aux décisions prises par celle-ci, fort de sa nouvelle position de personne ressource détachée à l'étranger, et des connaissances et facilités financières qu'il aura pu acquérir au cours de la migration (Portes 1999).

C'est un véritable rôle de personne ressource que prend alors le migrant vis-à-vis de la communauté restée au pays, à laquelle il peut apporter de multiples soutiens (financiers, informations, savoir-faire), mais aussi faciliter le projet migratoire ou circulatoire éventuel d'autres membres du groupe. Et c'est là une caractéristique capitale qui provoque, pour peu que la migration pionnière soit réussie, la valorisation de cette solution pour les individus, dans le panel des diverses stratégies de maintien ou de progression sociale éligibles. Valorisation de la solution migratoire par l'exemple de la réussite de celle-ci mais aussi par la baisse importante dès lors des incertitudes économiques et émotionnelles qu'elle entraîne par le fait de pouvoir compter avec un des membres de la communauté (et donc tenu dans une certaine mesure au devoir de solidarité) déjà implanté à l'étranger (Gurak and Caces 1998). Dans ce cas de figure assez fréquent, notons tout de même l'importance de divers facteurs sociaux-économiques de la zone d'implantation du migrant pionnier qui rendront possible cette extension du processus à certains de ses proches et surtout, l'intérêt capital du pré-établissement par ce dernier d'un réseau externe, vecteur d'opportunités qu'il partage dès lors avec son réseau communautaire.

Les amis et parents ayant migré avec antériorité donnent des informations sur le contexte étranger, offrent un logement temporaire, font bénéficier de leurs contacts et leur expérience pour trouver une activité rémunérée. L'idée en est qu'ainsi "*diminuent les coûts du déplacement international*" (Maya Jariego 2004). Les qualités nécessaires aux migrants pionniers ne sont dès lors plus aussi importantes et le nombre potentiels de migrants ou de circulants s'accroît fortement par cette facilitation de la mobilité (et c'est bien cet effet que l'on retrouvera en Roumanie à partir des années 2000). Celle-ci se fait par le biais de la chaîne migratoire et à destination de la ou des zones occupées par les membres de la communauté à l'étranger. Nous voyons donc que cette reconstruction n'est pas tant voulue que naturelle et influencée par le rapport coûts/bénéfices qui caractérise l'option migratoire dans ce cas de figure. Les facteurs Push et Pull ne sont plus aussi importants et la migration s'entretient d'elle-même (Maya Jariego 2004). Cette propension est d'autant plus favorisée par la mobilité et les fréquents retours au pays qui impliquent des phénomènes de substitution des travailleurs dans les niches économiques ouvertes aux migrants.

Finalement, la migration aura tendance à s'effectuer exclusivement à travers ces canaux, créant des phénomènes d'assignation et de ségrégation internes au groupe migrant (Maya Jariego 2004).

Les nouveaux arrivants se trouvent dans une situation de dépendance vis-à-vis des pionniers dans le pays de destination, qui peuvent tirer un avantage de cette configuration. C'est le cas de figure que l'on retrouve dans les nombreux cas

d'exploitation de migrants qui sont en fait abusés par d'autres migrants plus anciens. Un exemple en serait la création d'entreprises de sous-traitance à travers lesquelles, ils font travailler d'autres immigrants récents, dans des conditions encore plus défavorables que celles qu'ils ont eux-mêmes connu, s'enrichissant ainsi à leurs dépens. Ces mécanismes d'abus de situations dominantes au sein des réseaux communautaires immigrants ont été démontrés depuis longtemps et dans des cas divers⁶. On en revient donc à l'idée de verticalité au sein du réseau et des rapports de pouvoir qui s'y mettent en place, comme d'une hypothèse à explorer (Hily, Berthomière et al. 2004).

Nous savons que c'est le réseau externe qui offre le plus d'opportunités en vue de la réussite de la migration. Les pionniers, de par la position dominante qu'ils acquièrent au sein de la communauté, en origine comme à l'extérieur, avec la multiplication des nombres de départs, vont donc tenter d'influer pour que les nouveaux migrants, dépendants d'eux-mêmes dans un premier temps, le restent et n'aient pas accès directement à d'autres contacts sociaux qui leur permettraient d'améliorer leur situation en sortant de cette assignation. Ce cas est particulièrement vrai pour certains individus occupant des positions subalternes dans le réseau ou de par coutume spécialement dépendants des autres. On observe souvent ceci chez les femmes (Odden 2006), lorsque elles émigrent avec l'aide de leur famille, pour qui sortir du segment professionnel qui leur est fixé devient particulièrement difficile (Maya Jariego 2004).

Les aspects négatifs du réseau seraient "*qu'entre ceux-ci, se distinguent la capacité de sanction exercée à travers les pratiques de contrôle social de communautés hermétiques, les privations de liberté que les normes en vigueur en leur sein peuvent imposer, rendant plus difficile le succès des projets individuels, l'excessive dépendance envers l'enclave ethnique qui freine la mobilité (sociale) ascendante, ou les dettes (ou devoirs) créés par la propre activation de ces ressources disponibles, qui plus tard, peuvent supposer une charge pour celui qui les assume*". (De Miguel Luken and Solana Solana 2007). Pour certains, le rôle des politiques sociales serait alors de favoriser la mixité au sein des communautés migrantes et de permettre ainsi que se nouent les contacts externes si importants à la fois pour le bien-être mais aussi pour la réussite sociale et économique des migrants (Maya Jariego 2004).

Pourtant, par la suite, une fois la sortie de l'exclusivité communautaire effectuée, une activation partielle de ces réseaux d'origine, articulée avec celle des réseaux externes peut favoriser le succès de la migration (Ma Mung 1999). Cela sera particulièrement le cas pour la circulation qui implique souvent la mobilisation de nombreux contacts dans des espaces différents. Le migrant peut même, une fois implanté à l'étranger, devenir la personne ressource d'autres potentiels migrants et abuser de sa position de force sur ceux-ci, comme on avait pu le faire auparavant avec lui, ou pas.

Enfin, et pour terminer sur cette notion de réseau en migration, divers auteurs ont noté l'existence d'un "*point de saturation au-delà duquel les réseaux cesseraient de croître*" (De Miguel Luken and Solana Solana 2007). On attribuerait cet effet à des facteurs macros au sien des sociétés d'accueil (comme la disparition de la ou d'une des niches d'activités dans lesquelles s'inséraient les migrants (Beltrán 2000) ; (Potot 2000)) tout autant qu'aux propres intérêts des communautés immigrées. De plus, des phénomènes de concurrence auraient tendance à apparaître avec l'arrivée de nouveaux individus dans des zones déjà "conquises" par les circulations de

⁶ Macdonald, J. S. and L. D. Macdonald (1964). "Chain migration, ethnic neighbourhood formation and social networks." *Milbank Memorial Fund Quarterly* 42(1): 82-97.

Étude sur les "padronis" qui abusaient de leur situation dominante au sein des communautés migrantes italiennes au Etats-Unis.

migrants plus anciens. Cette concurrence, que l'on savait exister entre les groupes migrants de différentes origines se développerait aussi en leur propre sein.

D): Transnationalisme et approche transversale.

Même si les travaux que nous venons d'évoquer s'inscrivent essentiellement autour des problématiques ayant attiré aux mobilités des individus, il convient de préciser que celles-ci participent d'un champ d'étude bien plus large et développé à l'échelle de la communauté scientifique internationale qui est celui du transnationalisme, que nous allons évoquer ici brièvement.

1 - Le transnationalisme et la critique de l'approche des réseaux.

Cette approche apparaît là encore à partir des années 1970, suite aux premiers travaux visant à expliquer la nouvelle phase de mondialisation économique⁷, et dans le sillage des économistes, des auteurs comme Wallerstein et Wolf, vont les premiers mettre en lumière la nécessité de considérer les processus économiques, politiques, démographiques et culturels à une échelle locale tout autant que globale (Suárez Navas 2007).

Sans entrer plus avant dans le détail des travaux autour de cette approche⁸, retenons seulement que le transnationalisme implique, dans son sens le plus général des *"processus et pratiques économiques, politiques et socioculturelles qui sont liées et configurées par des logiques dépendant de plus d'un État-nation, et qui se caractérisent par le franchissement constant de leurs frontières"* (Suárez Navas 2007). Notons enfin que l'intérêt des chercheurs spécialisés dans ce domaine va rapidement se porter sur la situation des migrants internationaux et leur rôle de ponts entre les sociétés, les économies et les cultures.

Là encore, le rôle prépondérant des réseaux sociaux transnationaux dans le déroulement et la configuration de ces processus sera rapidement mis en lumière et conduira à un net regain d'intérêt pour ce domaine d'étude des sciences sociales. Ceci permettra de dépasser les approches traditionnelles et limitées du structuralisme, et à l'opposé, de l'individualisme méthodologique, et de comprendre comment les informations et les individus circulent au sein des champs migratoires (Suárez Navas 2007). Cette approche connaîtra pourtant assez rapidement d'importantes critiques.

En effet, le fait est qu'une grande partie de la recherche empirique sur les migrations internationales va avoir dès lors tendance à se focaliser exclusivement sur cette optique réticulaire, commettant ainsi deux erreurs principales. La première sera de considérer comme une réalité objective ce qui n'était à la base qu'un simple concept opératoire, un outil permettant de comprendre les relations sociales entre individus, la seconde, d'oublier dans l'analyse des facteurs présidant à la mise en place des mobilités transnationales et des structures qui les facilitent divers acteurs essentiels, comme les États, les employeurs et les "marchands" de la migration (Suárez Navas 2007). D'autres auteurs insisteront dans cette logique *"sur la nécessité d'analyser les migrations à différents niveaux afin d'en comprendre tous les mécanismes"* (Hily, Doraï et al. 1998).

⁷ Qui sera décrite comme impliquant une plus grande internationalisation de la production, la concentration du capital et une relative perte de contrôle de l'État-nation sur la gestion et la planification économique et politique

⁸ Pour plus de détails, voir à ce sujet l'excellent texte de Liliana Suárez Navas, déjà cité dans le texte et en bibliographie, et qui établit un récapitulatif des plus complets des auteurs et travaux ayant en rapport à ce thème.

D'un autre côté, il convient de ne pas oublier les pratiques des individus dans la circulation (puisqu'en fin de compte ce sont eux qui composent ces réseaux sociaux transnationaux) et de prendre en compte le fait que leurs différents positionnements au sein des réseaux, leurs caractéristiques, stratégies et actions individuelles participent bien-sûr à la détermination de ces nouvelles pratiques de mobilité à travers différents espaces nationaux et locaux. On peut penser en particulier que l'étude des rapports de pouvoir et de contrôle social à l'intérieur des réseaux, celle des stratégies individuelles ou de couple visant la réussite de la migration, ou encore les processus d'innovation et de transmission du "savoir-faire" entre les individus circulants restent des champs de recherches très intéressants, encore largement inexplorés.

2 - Approche d'étude transversale.

Notre approche ici, consistera donc à tenter de comprendre comment s'articulent les différents phénomènes qui peuvent influencer sur les mobilités circulatoires des populations roumaines au sein de l'espace européen, c'est-à-dire comment leur champ migratoire s'est peu à peu mis en place et comment les individus se déplacent régulièrement et de manière répétée au sein de ce dernier, en fonction des éléments structurels de chacun des espaces pratiqués et à travers l'action de leurs réseaux sociaux. La démarche par laquelle nous l'aborderons s'inspire largement de la typologie méthodologique développée par Faist, légèrement modifiée pour correspondre à notre propre objet de recherche, la mobilité.

Figure N° 1 : Les trois niveaux d'analyse proposés par Faist.

MACRO-NIVEAU : STRUCTUREL	MESO-NIVEAU :	MICRO-NIVEAU :
<p><i>Opportunités (structures politiques, économiques et culturelles)</i></p>	<p><i>Collectivités et réseaux sociaux (relations sociales)</i></p>	<p><i>Valeurs, attentes et ressources (degré de liberté)</i></p>
<p>Opportunités économiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - revenu et différence de chômage, accès au capital <p>Opportunités politiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - régulation de la mobilité spatiale (réglementations nationales et internationales) - répression politique et conflits inter-ethniques - interdépendance dans les relations inter-étatiques <p>Ensembles culturels :</p> <ul style="list-style-type: none"> - normes dominantes et discours <p>Démographie et écologie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - croissance de la population - disponibilité en terres arables - niveau technologique 	<p>Liens sociaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - liens forts : familles et ménages - liens faibles : réseaux de migrants potentiels, de non-migrants et d'intermédiaires - liens symboliques : organisations religieuses et ethniques <p>Capital social :</p> <ul style="list-style-type: none"> - ressources disponibles pour les migrants potentiels et non-migrants du fait de la participation aux réseaux et collectivités à travers des liens faibles, forts et symboliques. 	<p>Valeurs individuelles : (objectifs, préférences et attentes)</p> <ul style="list-style-type: none"> - santé, statut, confort, stimulation, autonomie, affiliation et moralité <p>Ressources individuelles:</p> <ul style="list-style-type: none"> - capital financier - capital humain : niveau de scolarisation, formation professionnelle - capital culturel : visions communes ; prévisions, mémoire, symboles partagés - capital politique : droit de vote.
<p>Traduit de Thomas Faist (1997) par K. Dorai</p>		

Source : (Hily, Dorai et al. 1998).

Un autre apport de ce travail sera de tenter de centrer l'analyse sur l'aspect évolutif de ces processus. La circulation migratoire est en effet un phénomène dynamique et en perpétuelle reconfiguration, justement du fait des évolutions et transformations qui se produisent de manière constante, dans tous ces différents niveaux de compréhension. L'adaptation devient dès lors une notion centrale que nous souhaitons ici mettre en valeur. C'est celle-ci qui selon nous, permet de faire

le lien entre les différents niveaux d'analyse présentés par Faist. L'adaptation du dispositif des migrants aux caractéristiques des différents espaces qu'il englobe et traverse, mais aussi aux évolutions de ces caractéristiques dans le temps, l'adaptation des réseaux d'interconnaissance et de leurs rôles en fonction du dispositif migratoire ainsi mis en place et l'adaptation des pratiques et des mobilités des individus en fonction des opportunités offertes par le réseau et de leur propres choix et compétences.

C'est selon ce schéma directeur que sera organisé notre réflexion, qui cherchera à considérer pour chacun des espaces concernés, tout d'abord les éléments structurels à l'œuvre, éléments incluant les caractéristiques économiques, politiques, juridiques ou encore liées au marché de l'emploi dans les espaces d'origine comme dans ceux de destination des ces circulations migratoires, mais aussi à une échelle plus large, qui sera celle de l'espace européen dans son ensemble⁹. Ces éléments structurels ne sont bien-sûr pas figés et il conviendra de prendre aussi en compte les modifications qu'ils ont pu connaître depuis l'entrée en migration des premiers émigrés roumains à partir du tout début des années 1990 (d'où l'importance de l'ample littérature existante depuis une dizaine d'années sur ces sujets et que nous avons utilisé).

Il s'agira aussi d'évoquer d'autres facteurs que l'on ne peut pas pleinement considérer comme dépendant de la structure des espaces, mais qui constituent tout autant, le "cadre" dans lequel se déroulent ces circulations roumaines et qui en influencent les modalités. En ce sens, nous repasserons l'historique préalable des migrations roumaines dans les différents espaces considérés par l'étude et prendrons en compte de ce fait les caractéristiques du dispositif migratoire et le savoir-faire déjà existant au moment où les populations que nous étudierons entreront en circulation (ce qui se fera surtout à partir de 2002). L'existence préalable, par exemple, d'une véritable économie des transports à destination de l'Europe Occidentale, les pratiques habituelles de corruption des douaniers Roumains ou encore la configuration progressive des représentations sociales des migrants roumains dans les différentes sociétés d'accueil constituent des éléments sur lesquels les circulants que nous étudierons ici n'ont pas vraiment de prise, mais sans lesquels leurs mobilités auraient été certainement tout autres.

Nous tenterons de voir aussi les éléments ayant trait à l'organisation de cette circulation par les acteurs eux-mêmes, c'est-à-dire par le biais des réseaux sociaux. Nous verrons que l'articulation de différentes pratiques de mobilité (circulation ou migration) qui se fait au travers de ceux-ci peut provoquer des configurations sociales particulières et des positions de pouvoir dont certains individus profitent tandis que d'autres en font les frais. Plus encore, nous verrons que les trajectoires adoptées par les mobilités des individus sont directement liées à ces configurations sociales et à la structuration de l'espace qu'elles offrent et sur laquelle s'appuient les circulations.

Nous évoquerons enfin de manière plus rapide et diffuse les aspects plus strictement individuels du phénomène, en mettant en lumière l'existence, et bien-sûr en fonction des cadres établis par les deux précédents niveaux de facteurs, de différentes positions et stratégies qui peuvent être mises en place par tout un chacun, et de la même manière, que les innovations dans le "savoir-faire" circulatoire sont tout d'abord le fait d'individus avant de se répandre dans l'ensemble de la communauté, justement à travers les réseaux sociaux. Ces éléments individuels sur lesquels nous n'avons pas eu le loisir d'approfondir nos analyses ont aussi leur part dans l'explication des mobilités et des pratiques de la

⁹ En particulier par rapport aux possibilités de circulations au sein de l'espace Schengen qui seront progressivement offertes aux ressortissants roumains, ceci constituant une situation assez exceptionnelle vis-à-vis d'autres populations migrantes.

circulation et constituent une piste de recherche des plus intéressantes dans le cadre de futurs travaux.

Notre présentation de ces phénomènes sera basée sur les travaux antérieurs réalisés sur ces mêmes thèmes, et dans différents pays, comme peuvent l'être les études réalisées par Swanie Potot et Dana Diminescu en France, celles de Sylvia Marcu, Miguel Pajares ou encore Rafael Viruela Martínez pour l'Espagne et Dumitru Sandu, Ana Bleahu et Mirjana Morokvasic pour la Roumanie et les pays de l'Est. Ces auteurs constituent la base des lectures que nous avons effectuées pour ce travail qui nous ont permis de comprendre certains points des logiques migratoires roumaines et d'orienter nos propres questionnements. Nous les utiliserons largement tout au long de notre démonstration afin d'illustrer les différents éléments que nous évoquerons.

2) : Méthodologie de Terrain.

A): Objectifs.

Comment prendre en compte, pour ce phénomène de la circulation migratoire roumaine qui nous intéresse, à la fois les facteurs macro-structurels ayant une action sur celles-ci, le dispositif migratoire préexistant, mais aussi la mise en place, le rôle et le fonctionnement des réseaux sociaux qui permettent la circulation ? Comment capter, de plus, l'aspect dynamique et évolutif, du phénomène et comprendre comment les migrants s'adaptent aux situations et aux caractéristiques des espaces qu'ils traversent et qu'ils s'approprient ?

Pour pouvoir considérer simultanément ces différents éléments, l'option qui nous a paru la plus satisfaisante était de se baser sur le parcours des circulants, tenter de retracer leurs trajectoires de mobilité dans le temps, en interrogeant directement les acteurs. Cette démarche avait été ainsi développée par William Berthomière et Marie-Antoinette Hily dans leur travail sur "les expériences de la co-présence" dans lequel ils avaient cherché à mettre l'accent sur "*les trajectoires et la diversité des parcours, (...) dans la perspective d'analyser les parcours migratoires déployés sur des espaces transnationaux*" (Berthomière and Hily 2006). Ces "parcours migrants" ainsi recueillis peuvent être analysés en fonction des informations sur la structure (économique, juridique et sociale) des espaces cités par les acteurs mais aussi en fonction des caractéristiques du "champ migratoire" roumain dont nous avons une connaissance précise grâce à l'abondante littérature existante. L'idée est alors de tenter de "lire", à travers les trajectoires individuelles, les influences sur la mobilité des éléments macro-structurels et des "dispositifs migratoires", et leurs évolutions.

Une autre exigence était de pouvoir analyser la mise en place, le rôle et le poids des réseaux sociaux dans la définition des mobilités et des pratiques qu'elles impliquent pour les individus. Là encore, le recueil du discours des premiers intéressés, les circulants eux-mêmes pouvait constituer une source très précieuse d'information en ce sens.

A titre de comparaison, on retrouve cette même approche dans les travaux de Jesus Sáenz Abad sur les remises d'argent effectuées par les migrants équatoriens et dans sa méthode du "*recueil de réseau migratoire*" et du "*Migragrama*". Celle-ci consiste à interroger directement les migrants à propos de leur parcours dans la migration, des remises qu'ils ont effectués et des personnes qui les ont aidé à migrer ou qu'ils ont eux-mêmes aidé, en reportant les informations ainsi obtenues dans des tableaux permettant d'effectuer des comparaisons entre les individus et les collectifs migrants (Sáenz Abad 2007). La démarche est certes intéressante mais ne suffisait pas à nos yeux à représenter de manière assez fine les rôles de chaque individu et les influences concrètes du réseau social sur les mobilités.

La solution adoptée fut alors de centrer le recueil des parcours sur un collectif précis de circulants roumains, en l'occurrence une même famille élargie, dont nous savions préalablement que ses membres pratiquent de manière intensive la circulation migratoire, qu'ils sont en perpétuel contact entre eux, et que ces contacts influent grandement sur les mobilités de chacun au sein du groupe. C'est donc une portion d'un réseau migratoire transnational que nous avons choisi d'étudier de manière approfondie, afin de capter précisément les mécanismes de transfert d'information, d'aides à la mobilité (financière, logement, contacts), et de transmission du "savoir-faire" circulatoire qui constituent en théorie les particularités et rôles du réseau social des migrants. De plus, une fois terminé le recueil des parcours pour l'ensemble des individus qui composent cette "famille transnationale", l'analyse globale des résultats nous a permis d'établir l'existence de rapports de pouvoir, de pratiques de contrôle social ou de formes d'évitement de ce contrôle, dans cette portion de réseau migrant¹⁰. Enfin, nous avons tenté, au cours des entretiens, de mettre l'accent sur le "réseau externe", les relations entretenues par les acteurs avec différentes personnes extérieures à la communauté d'origine, en caractérisant ces individus et les liens qui les relient aux migrants et aux circulants.

Cette orientation méthodologique nécessite dès lors de caractériser le plus exactement possible les individus interrogés ainsi que leur zone d'origine. C'est en fait une monographie que nous avons réalisé et qui implique les intérêts et les limites de toute monographie, une grande précision dans l'analyse des processus sur lesquels on souhaite se focaliser mais une capacité à l'explication d'ensemble assez faible. Néanmoins, l'apport des travaux antérieurs sur les migrations internationales et particulièrement sur celles des Roumains nous permettra de faire le tri entre particularités et caractères généraux.

Enfin, la personnalisation des questionnements et des informations recueillies (sur le parcours de mobilité mais aussi le ressenti des individus par rapport à celui-ci et aux événements qui le jalonnent) permet de faire ressortir des éléments liés à l'aspect individuel des migrations internationales tels que ceux cités auparavant : les choix individuels des acteurs dans la mobilité, l'utilisation de leurs compétences et connaissances personnelles, l'existence de "postures" différenciées dans la circulation, la position des individus au sein des réseaux (liée à leur "prestige" mais aussi à la quantité et la qualité des aides et informations qu'ils apportent à leur entourage) ou encore l'aspect individuel que prend souvent l'innovation dans le "savoir-faire" circulatoire avant d'être diffusée à travers le réseau. Tous ces éléments sont bien-sûr les moins généralisables et ceux dont nous traiterons le moins ici mais il nous paraissait intéressant de les recueillir aussi, afin de pouvoir en réaliser une analyse ultérieure car nous considérons qu'ils influent grandement sur les mobilités et constituent à ce titre un objet d'étude valable et un aspect intéressant pour comprendre les logiques universelles de celles-ci.

B): Observation préalable.

Au sein de la population étudiée, les individus interrogés n'ont pas été choisis au hasard mais sélectionnés, soit pour leur grande propension à la mobilité internationale, soit pour leur poids présumé au sein du réseau migrant ou encore pour leur position particulière et intéressante à nos yeux au sein de celui-ci. La mise en place d'un tel dispositif méthodologique nécessite de connaître en amont, et de manière déjà assez précise les individus et leur réseau social, leurs pratiques, caractéristiques personnelles et leur champ migratoire.

¹⁰ La famille en question étant elle-même incluse dans un réseau plus large que l'on pourrait considérer comme englobant l'ensemble de leur communauté, dans leur région d'origine en Roumanie.

Avant de détailler les outils et les méthodes précises qui furent employées pour ce recueil, il convient de préciser que dans le cas de cette étude, et pour cette famille qui en est le support, ces connaissances préalables dont nous disposons ne découlent pas d'une posture d'observation scientifique clairement définie et appliquée à ces individus mais d'une expérience de vie personnelle au côté de ces derniers depuis maintenant plusieurs années. Cette situation de l'enquêteur est assez particulière et pourrait être vue comme posant problème par rapport à la prise de distance vis-à-vis de l'objet d'étude. Elle reste tout de même très enrichissante car elle permet d'effectuer une foule d'observations diverses sur les parcours, les stratégies et les modes de vie de ces individus, dans la migration et en dehors de celle-ci. Sans pouvoir à proprement parler d'observation participante puisque il n'existait pas alors de réel questionnement scientifique autre que celui de notre curiosité, ni non plus de prises de notes ou d'analyses poussées des situations rencontrées, cette appréciation préalable pourrait s'apparenter à cette démarche, et détermine dans une large mesure les orientations postérieures de l'enquête de terrain et la définition des techniques à adopter pour réaliser celle-ci.

Ces pré-observations (qui ne doivent par être considérées comme autre chose) ont une triple utilité. Lorsque Kaufmann dans son manuel définit le principe de la méthode d'enquête dite de "*l'entretien compréhensif*", il explique que l'intérêt en est de pouvoir réajuster le dispositif de recherche après chaque entretien réalisé, en fonction des informations collectées. Cela nécessite de la part du chercheur une bonne connaissance préalable du phénomène qu'il étudie afin de pouvoir resserrer son questionnement sur les points qui lui paraissent significatifs (Kaufmann 1996). Cette connaissance acquise dans le temps et par le contact normal et détaché de toutes préoccupation scientifique avec les migrants, joue le rôle qui pourrait être celui d'entretiens exploratoires qui permettent de cerner un sujet avant de se pencher plus avant sur certains de ses aspects.

Une autre utilité des ces éléments préalables est de faciliter la collecte d'information auprès des acteurs. Dans le cadre d'une recherche de terrain "*Cette familiarité avec le milieu étudié, antérieure à l'enquête, constitue un avantage évident pour entrer sur le terrain (...) Lorsque des compétences techniques sont nécessaires pour tenir certains rôles, cette familiarité réduit en outre le temps de l'apprentissage*" (Arborio and Fournier 2005). Le fait d'être connecté au réseau de migrants à observer, que cette connexion soit durable, comme le fait de maîtriser leur langue maternelle ou encore de connaître personnellement une bonne partie des individus qui le composent et d'entretenir avec eux des relations diverses (et qui peuvent parfois se transformer en amitié) constituent des atouts non-négligeables au moment de les interroger.

Enfin, le fait de disposer d'une vision assez précise des caractéristiques et de l'historique migratoire du groupe à étudier et des individus qui le composent permet d'atténuer le poids des exagérations et non-dits éventuels dans le discours des personnes interrogées et rend aussi plus aisée l'empathie.

En contrepartie de tout cela, le risque pourrait être celui d'une perte de distance qu'il conviendrait d'éviter à tout prix afin que ne soient pas faussés les résultats tirés de l'enquête. Afin d'éviter cet écueil, Arborio et Fournier expliquent la nécessité d'une auto-analyse et d'un retour sur soi par rapport à l'objet afin de rétablir vis-à-vis de celui-ci une distance adéquate. C'est un exercice auquel il est convenable de se livrer, lorsque la proximité personnelle à l'objet d'étude est très grande, la recherche en science sociale établissant la nécessité d'une prise d'une certaine

démarcation par rapport à l'objet d'étude (la société) dont tout un chacun (et y compris l'enquêteur) fait pourtant partie¹¹.

C): Mise en place de l'échantillon.

Tous ces éléments préalables dont nous disposions sur cette famille "migrante" nous ont servi dans un premier temps à sélectionner quels seraient les individus à interroger. Le fait de déjà connaître dans les grandes lignes les parcours et les principales destinations des circulations des membres de cette famille nous a permis de cibler avant même de les avoir interrogés, les individus les plus mobiles qui seraient logiquement ceux qui auraient le plus d'information à nous donner sur la circulation migratoire. Pour ce faire, nous avons recouru à l'aide de plusieurs informateurs, eux-mêmes membres de la famille, avec lesquels nous nous trouvions en étroite relation et qui ont acceptés de nous dessiner à grands traits les circulations et les caractéristiques de tous les autres membres, aux cours de discussion informelles qui, bien que ne faisant pas véritablement partie du protocole de recherche, nous ont permis d'éclaircir certains points posant question.

Il ne s'agissait pas alors de véritables entretiens mais plus de discussions au cours desquelles nous évoquions les voyages multiples effectués par la famille. Par la suite, et en fonction des informations recueillies au cours des premiers entretiens, nous avons orienté nos questionnements vers les cas individuels qui nous semblaient les plus intéressants, pour le fait de correspondre à certains critères de mobilité, ou au contraire d'entrée tardive dans le dispositif migratoire, de forte dépendance du réseau ou au contraire d'indépendance relative de l'action de celui-ci, d'importance de l'aide apportée aux autres membres du groupe ou encore une certaine originalité dans ses pratiques de mobilité. L'idée était de pouvoir prendre en compte le maximum de "postures" possibles vis-à-vis de la migration. Nous avons d'ailleurs bel et bien isolé plusieurs figures mais le faible nombre d'entretiens nous interdit encore de tirer des conclusions quant à l'existence de types différenciés de migrants.

Les entretiens en eux-mêmes consistaient à ce que la personne interrogée nous raconte dans le détail et dans l'ordre chronologique l'ensemble des circulations migratoires qu'elle avait effectuées au cours de sa vie entière. Pour les plus mobiles, l'exercice pouvait parfois durer 4 à 5 heures et nous avons dû parfois réaliser les entretiens sur deux jours. Les questions qui étaient posées étaient dans l'ensemble récurrentes, et à dessein, dans l'idée d'établir par la suite des comparaisons. Elles incluaient aussi des interrogations particulières selon les individus, que ce soit des demandes de précision sur certains points qui nous paraissaient intéressants ou faites en fonction de l'évolution des questionnements. Rappelons que la volonté était de comprendre le fonctionnement des mobilités des individus, pour chaque personne mais aussi dans leur ensemble.

¹¹ Voir Annexe 2.

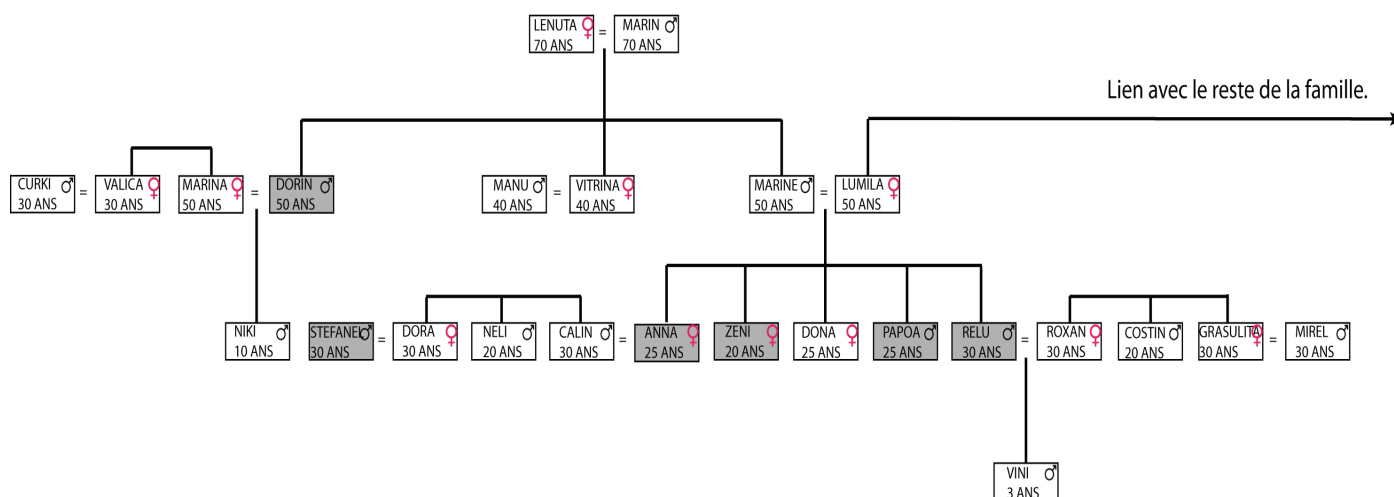
Figure N° 2 : Récapitulatif des individus interrogés.

Nom	Age 2008	Lieu d'entretien	Nb voya.	Formation	Destinations successives
Papoa	26	Almonte, Huelva, Espagne	3	Lycée Prof.	Italie, Espagne
Zeni	21	Almonte, Huelva, Espagne	4	BEPC	France, Espagne
Dorin	47	Villa Manrique, Sevilla, Espagne	9	Primaire	Allemagne, Espagne
Cosmi	33	Alcanar, Tarragona, Espagne	14	Lycée pas Bac	Serbie, France, Espagne
Ramona	33	Alcanar, Tarragona, Espagne	13	BEPC	Serbie, France, Espagne
Nico	28	Alcanar, Tarragona, Espagne	5	BEPC	Allemagne, Serbie, Espagne
Anica	49	Alcanar, Tarragona, Espagne	3	Primaire	Allemagne, France, Espagne
Tim	40	Alcanar, Tarragona, Espagne	2	Bac Prof.	Allemagne, Espagne
Relu	29	Par tél depuis Severin, Roumanie	5	Lycée pas Bac	France, Espagne
Anna	25	Par tél depuis Libourne, France	10	BEPC	France, Espagne
Stefanel	33	Par tél depuis Libourne, France	11	Bac scientifique	Serbie, France

Nous voyons tout de suite que ces membres de la même famille se trouvent actuellement éparpillés à travers l'Europe, que certains d'entre eux ont beaucoup voyagé, que leur niveau d'éducation est globalement assez bas et que la France et l'Espagne seront les principales destinations de leur circulations et migrations. Les entretiens ont tous été réalisés en Roumain, que nous le maîtrisons suffisamment pour pouvoir l'utiliser, même lorsque nos interlocuteurs parlaient un peu le Français (souvent assez peu) ou l'Espagnol (beaucoup mieux pour ceux qui se trouvaient en Espagne depuis longtemps). Les noms de tous les individus qui seront cités dans le mémoire ont été modifiés.

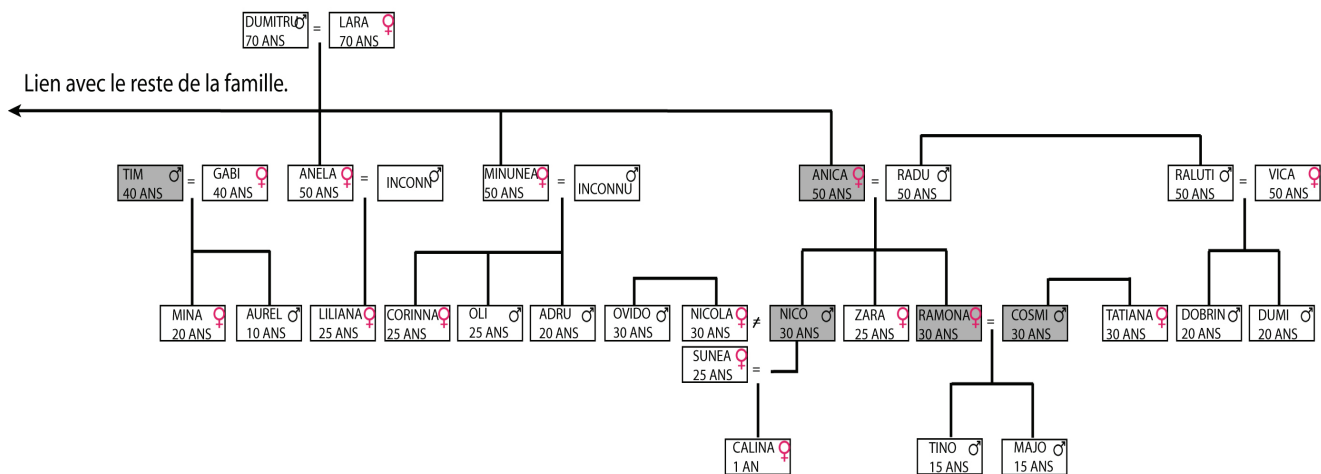
Figure N° 3 : La position des individus interrogés au sein de la famille élargie.

GÉNÉALOGIE RÉCENTE DE LA FAMILLE (partie gauche)



Les individus interrogés apparaissent en grisé sur le schéma. (l'âge de chaque personne qui apparait dans les cadres n'est donné que de manière indicative et par tranches).

GÉNÉALOGIE RÉCENTE DE LA FAMILLE (partie droite)



Les individus interrogés apparaissent en gris sur le schéma. (l'âge de chaque personne qui apparaît dans les cadres n'est donné que de manière indicative et par tranches).

Ce schéma généalogique nous présente les individus et leur famille élargie. Les personnes qui y apparaissent seront celles qui nous seront citées au cours des entretiens comme ayant participé aux circulations et migrations du groupe. Il constitue en somme une tentative de représentation du réseau migratoire communautaire de ces personnes, réseau principalement basé sur des liens familiaux plus ou moins directs. La représentation en reste pourtant partielle, pour des raisons de commodité de présentation¹² mais aussi car nous n'avons pas cherché à faire remonter notre connaissance du réseau à un niveau trop éloigné des individus interrogés (ce qui n'était pas l'idée). Tous les ascendants n'y apparaissent pas et les différents individus sont bien évidemment connectés à d'autres personnes par des liens autres que familiaux (amitié, voisinage) qui joueront aussi un rôle dans leur mobilités internationales (mais moins fortement et moins souvent dans l'ensemble). Nous avons représenté les liens qui nous paraissaient les plus importants et qui permettront au moins de comprendre la logique générale des regroupements à l'étranger, des échanges de services dans la migration, et de la transmission du savoir-faire circulatoire qui se produiront au sein de cette famille.

Outre ces entretiens à proprement parler, nous avons utilisé nos propres observations faites en France, en Espagne et en Roumanie, depuis plusieurs années et au contact de ces populations, qui nous ont permis d'apporter ici des précisions à certains éléments qui étaient apparus et qui méritaient des informations

¹² La généalogie est une discipline à part entière au sein des sciences sociales qui dispose de ses normes et théories particulières. D'intenses débats existent quand aux modes de représentation à utiliser et de très nombreuses techniques ont été développées. La solution que nous avons choisi, de séparer l'arbre en deux parties n'est peut-être pas la meilleure ou la plus formelle mais c'est celle qui, tout en respectant les principaux principes de la généalogie, nous a semblé la plus adaptée à notre propre travail et à une volonté de lisibilité et de compréhension qui était la notre. Vu la taille de la famille et le nombre de cousins, oncles, beau-frère et petits neveux dont on nous a parlé et qui ont circulé en Europe les uns avec les autres, ou chacun de leur côté, mais toujours en contact plus ou moins fixe, nous avons décidé de nous centrer sur l'entourage familial le plus proche des individus que nous avons interrogé. Ce schéma de la famille reviendra à plusieurs reprises dans ce travail, chaque fois associé à des informations différentes, car nous pensons qu'il constitue un moyen satisfaisant de représenter les logiques réticulaires du groupe familial et de ses sous-groupes, qui se mettront en place à différentes époques et dans différentes situations.

complémentaires. Nous avons enfin réalisé un très court entretien téléphonique et informel, avec le service des étrangers de la préfecture de Charente-Maritime, entretien qui nous a permis de confirmer certains éléments tirés du recueil de discours de diverses personnes interrogées et qui nous semblaient douteux mais ce sont révélés exacts.

D): Recueil et formalisation.

Un des principes qui gouvernait notre démarche méthodologique était de recueillir de manière complète l'ensemble des parcours des individus interrogés, de la manière la plus précise et la plus normalisée possible. Ceci devait nous permettre par la suite d'effectuer plus aisément des comparaisons entre les différentes expériences et ainsi de dessiner une image globale satisfaisante du dispositif migratoire du groupe, des évolutions de celui-ci et de la forme et la mise en place des réseaux sociaux qui le définissent. Nous avons alors mis en place des grilles d'entretiens, dont le principe était de les remplir avec les individus interrogés, dans lesquelles apparaissaient les différentes informations que nous cherchions à obtenir. Pour chaque voyage à l'étranger effectué, une grille devait être remplie. Un second type de grille devait être utilisé, s'apparentant à des matrices biographiques qui nous permettraient de recueillir précisément le détail des mobilités lors des périodes de circulations intenses de chaque individu.

Cette proposition s'est rapidement révélée inadaptée et difficile à mettre en place au cours des entretiens car elle était justement trop rigide pour permettre de recueillir le discours des personnes. Comment formaliser de manière précise et "sur le vif" plus de 15 ans de circulations dans différents pays d'Europe, ponctuées d'anecdotes et de souvenir plus ou moins embrumés ? Dès les premiers entretiens nous avons donc opté pour une méthode plus ouverte, consistant à interroger librement les individus tout en prenant des notes. Cette méthode nous permettait de laisser parler nos interlocuteurs, tout en leur demandant de préciser sur les points qui nous semblaient intéressants. Néanmoins, nous n'avons pas abandonné l'idée de formalisation et avons tout de même insisté dans nos questionnements sur les informations que nous cherchions à recueillir.

C'est à posteriori et après chaque entretien que nous avons reporté les informations obtenues dans les grilles que nous avons construites à cet effet, en les modifiant légèrement par rapport au schéma de base, afin de pouvoir en comparer les données. Cette méthode nous permettait en outre de mettre au clair, après chaque entretien les informations obtenues et d'insister lors des suivants sur les éléments nous paraissant les plus importants ou nécessitant des éclaircissements. Nous avons eu par exemple beaucoup de mal à déterminer les dates précises des circulations les plus anciennes des individus, car ces derniers ne s'en souvenaient que vaguement. Ils se contredisaient souvent entre eux sur ce point et ce n'est que par la mise en correspondance postérieure que nous avons pu rétablir une chronologie satisfaisante et crédible. Nos tableaux sont ainsi devenus des outils d'analyse et de progression dans le questionnement efficaces plutôt que les grilles d'entretiens.

Figure N° 4 : Notes de l'entretien de Stefanel.

② 07/2004 - Il donne un peu d'argent à la douane → r. sa femme et sa femme.
 - Arrive à Royan. - Hébergement à Royan (sa femme).
 - Son ami l'avait prévenu de la situation en France.
 - Royan - Périgueux - Libourne
 - Il était venu avec de l'argent et a acheté sa propre voiture (Ford escort) → annonce sur la voiture dans la rue, son pote négocio.
 - Ils restent 2 voitures et vont de villes en ville pour vendre ~~1~~ 1 mois 1/2.
 - Il rentre en Roumanie avec 2 voitures.
 - Il laisse Ionel s'occuper du magasin pendant ce temps. - 1500 € par mois à deux personnes.
 - Il renfloue son magasin puis France encore.

③ Deux mois en Roumanie.
 10/2004. Seul avec sa femme.
 → France.
 - La grande zone Aquitaine - Dordogne - Limousin, en changeant de ville tous les 3 jours. (il avait appris la technique de son pote).
 - Repart après 2 mois car il ne faisait plus trop de sous et il avait des problèmes avec le magasin et ses parents étaient malades.
 - Comme le magasin perdait plus d'argent qu'il n'en gagnait, il le ferme.

④ 03/2005 seul avec femme → 7 mois, on avait.
 - en avril, 16/04/2005 son fils naît en France à Libourne et sa femme rentre avec lui en avion.
 Costinell rentre en voiture après 1 mois à l'hôpital où ils restent tous (Costinell, copin et sa femme).
 - Ils laissent l'enfant à ses beaux-parents et

Figure N° 5 : Mêmes informations formalisées.

Date du départ : 07/2004 France	Avec qui il part / modalités du voyage : Dana (femme de Costinell), Vaidița et sa femme.
② Duré du séjour : 1 mois 1/2 Costinell	Activités pratiquées : Mendicite
Contacts facilitant le départ : Un ami de Severin, Vaidița	Réussite du voyage ? : Bonne.

Raisons du départ, informations préalables, organisation du voyage et situation en origine à ce moment :

- Un des ses amis qui allait régulièrement en France pour mendier lui propose de le l'emmener.
- Il savait que c'était dur de trouver du travail là-bas mais que la mendicite gagnait bien, de plus son ami connaissait les techniques.
- Il part pour gagner un peu plus et aussi par curiosité.
- Il laisse Ionel (son beau-frère) pour s'occuper du magasin.

Etapes, moyens de transport / Déroulement du séjour, événements / situation quotidienne :

- ① Partent tous les 4 avec la voiture de Vaidița pour mendier à Royan. Costinell connaissait la situation et l'activité en France.
- ② Costinell était venu avec de l'argent, pour payer la douane et s'acheter une voiture en France. Il achète une Ford escort à Royan qui était à vendre dans la rue, Vaidița qui parlait français négocio pour lui.
- ③ Ils se suivent avec les 2 voitures et font la manche dans la zone de Royan, Périgueux et Libourne, en changeant de ville de temps en temps.
- ④ Après 1 mois 1/2, ils rentrent en Roumanie avec les 2 voitures avec 2000 € gagnés entre lui et sa femme.

Utilisation de l'argent récolté :

- Renfloue son magasin qui avait fait pas mal de pertes en son absence.

Expériences retirées du voyage :

- Technique en France et habitude de ce mode de vie un peu nomade.

Ces tableaux et leur empilement permettent une vision chronologique claire des trajectoires de chacun dans la circulation. Chaque déplacement est ainsi renseigné par un certain nombre de questions redondantes. Cet ensemble précis de parcours individuels est intéressant à trois points de vue : Ce qui ne change pas ; ce qui évolue ; et ce qui diffère.

1 - Il permet d'observer les correspondances entre les discours des personnes et décrire, par "petites touches" l'ensemble du champ circulatoire du groupe étudié et du réseau qui le structure.

2 - En prenant en compte la temporalité des déplacements, observer chronologiquement l'évolution des dispositifs et des pratiques circulatoires dans le réseau.

3 - En considérant les éléments divergents d'un individu à l'autre pour les mêmes types de circulations et aux mêmes époques, déterminer ce qui dans les mobilités est lié aux choix ou aux caractéristiques individuelles.

Quant aux matrices de déplacements journaliers que nous avons préparé, nous ne les avons utilisées qu'à quelques reprises, lorsque le détail des déplacements était

intéressant à recueillir et que ceux-ci étaient trop nombreux pour apparaître clairement dans les autres grilles.

Figure N° 6 : Exemple de Matrice Journalière.

Détails voyage ④

④
Voilà

Jou	Date	Déplacement	Motif du déplacement	Activités	Événements
1	10/5/03	Sarzin-Saintes	Rajointra Parents	☺	
2	11/5/03	La Rochelle	Demande Asile		
3	12/5/03	St-Jean-d'Angely	Faire la Marche	Mendicité	Bon endroit
4					Après 2 jours, les gens ne donnent plus
5					
6	15/5/03	Saintes	cherchent sur la carte		Problèmes avec Police
7	16/5/03	Cognac	Problème Saintes		
8					
9	18/5/03	Jonzac	Suite sur la Carte		Pas de magasins
10	19/5/03	Montron	Pas Magasins Jonzac		les gens ne donnent pas
11	20/5/03	Bellac	Pas d'argent Montron		Marche bien
12					
13	22/5/03	Chataleuvault	Suite Carte		
14					
15	24/5/03	Loches	"		Accident léger avec Voiture
16					
17	26/5/03	Romoraubin	"		Très bon, ils y restent 1 semaine.
18					
19					
20					Doru perd la sacoche avec les passeports et l'argent.
21					
22					
23					
24	02/6/03	Plois	"		
25					
26					
27	5/6/03	Vendôme	"		
28					
29	7/6/03	Chateau Dun	"		Marche trop bien
30					Problèmes Ad.ice → voir Annexe
31	9/6/03	Ferte-Bernard	Problèmes Chateau Dun		
32					
33	11/6/03	Hamers	Carte		
34					
35	13/6/03	Montagne Perche	Carte		
36					
37	15/6/03	Alençon	Trop grand et ne plaît pas à Doru		
38	16/6/03	Ferte-Macé	Carte		
39					
40	18/6/03	Domfront	Carte		Pas assez de clients
41	19/6/03	Vire	Carte		
42					
43	21/6/03	Caen	Carte		Ville trop grande.
44					
45					
46					
47					
48					
49					

Ensuite, ils répètent le même parcours en sens inverse, en évitant les ville où leur activité ne marchait pas.
Même chose ensuite avec Aurel et Monica puis avec Franzi et sa sœur.

Enfin, nous avons reporté à part les autres informations qui nous furent données, mais qui ne correspondaient pas à un déplacement en particulier, comme les caractéristiques et l'historique de chaque individu, leur activité hors des périodes de circulation, des informations complémentaires sur certains individus du groupe ou encore des descriptions de situations précises. Ces informations nous permettent ainsi de retracer l'histoire de ce groupe dans la circulation et de voir quelles sont les situations qu'ils ont rencontrées, à quels endroits et à quels moments.

Cet exemple nous permettra de mettre à l'épreuve une méthode basée sur différents niveaux explicatifs pour comprendre le développement et l'évolution des ces mobilités.

Précisons enfin que les données ainsi obtenues, entre les parcours des individus, leur ressenti et anecdotes, et les informations complémentaires qu'ils nous ont donnés sur le dispositif migratoire roumain, ou encore sur d'autres individus du réseau que nous n'avons pas interrogé, représentent une masse conséquente d'informations. Pour des raisons de temps et de présentation, nous nous sommes basé seulement sur une partie des informations recueillies pour ce travail, les plus révélatrices, mais les analyses complémentaires qui pourront par la suite être réalisées seront nombreuses, du fait de la richesse et de la précision du recueil, par laquelle nous avons-nous-même été surpris. Nous nous sommes plutôt centrés sur une approche géographique du phénomène de mobilité, mais nous pensons qu'il serait tout à fait possible, à partir des mêmes données, de faire des analyses bien plus précises que celles qui seront présentées ici, de sa logique réticulaire par exemple, ou encore de la diffusion des opportunités et des informations au sein du groupe.

II. Facteurs déterminants à l'origine des flux.

Comme nous l'expliquions dans notre première partie, notre démarche consistera à présenter de manière exhaustive l'ensemble des éléments qui peuvent avoir ou avoir eu une influence sur la définition des mobilités internationales des populations de Roumains que nous avons suivi. Il nous paraît important alors de commencer par présenter la situation dans le pays d'origine de ces flux, en Roumanie, car celle-ci aura une importance capitale sur leur quantité, les modalités qu'ils prendront et leurs évolutions dans le temps. Évoquons ici les principaux caractères de la société roumaine qui conduiront à ces départs massifs, le contexte international dans lequel ils s'inscriront et leurs évolutions générales au cours des années 90 et 2000 avant de resserrer l'analyse sur les espaces et caractères d'origine des circulants et migrants que nous avons interrogés.

1) : Configurations globales en Roumanie.

A) : Des caractères "structurels" particuliers.

Au sein de l'ensemble des pays Est-Européens qui avaient connu la domination communiste durant plus d'un demi-siècle, la Roumanie développera historiquement des logiques économiques et sociales qui lui seront propres et qui permettront de comprendre pourquoi ses flux de départ seront plus importants que ceux de n'importe quel autre pays de la région au moment où, tout comme ses voisins, elle connaîtra une crise économique très profonde au début des années 1990. Cette crise y sera plus longue et plus dure que partout ailleurs et fera que l'émigration roumaine sera plus soutenue et plus forte (et il s'agit d'un effet cumulatif).

Ces caractéristiques seront principalement liées au fait que le pays vivra pendant plus de 25 ans sous le régime de Ceausescu, un des dictateurs les plus durs et les plus mégalomaniques que connaîtra l'Europe de l'Est, et qui, à partir de son accession au pouvoir en 1962, instaurera une forme de contrôle personnel total du pays dans son ensemble. Au moment même où ses voisins auront plutôt tendance à s'ouvrir progressivement¹³, la Roumanie restera en autarcie durant de longues années.

De ses caractéristiques particulières "signifiantes" pour ses migrations, signalons :

1 – La jeunesse de sa population, liée à un fort taux de natalité jusqu'en 1989 (Rey 2003), ce qui apparaît très bien dans notre population étudiée puisque la moyenne dans ces familles tournera autour de trois à cinq enfants par femmes à cette époque¹⁴ (voir figure 3).

2 – La forte structuration de la société roumaine selon des logiques communautaires de type "ethnique" (Rey 2003). Elle comportera notamment d'importantes communautés Juives, Allemandes, Hongroises et surtout Tsiganes. Nous reviendrons par la suite plus en détail sur ces communautés Roms/Tsiganes de Roumanie qui constituent en nombre les plus importantes de toute l'Europe¹⁵ (Pajares 2007).

3 – La fermeture quasi-totale des frontières du pays jusqu'en 1989. Les contacts avec l'extérieur seront pratiquement inexistantes et les rares sorties du pays s'apparenteront plutôt à des "fuites", liées à des causes politiques ou des

¹³ Voir Annexe 3.

¹⁴ Voir Annexe 4.

¹⁵ Voir Annexe 5.

regroupements communautaires justement liés à des logiques "ethniques"¹⁶ (Muntele 2003).

4 – Enfin, sa population restera en grande majorité rurale et pauvre (Rey 2003), et son industrialisation sera tardive et concentrée se qui provoquera l'apparition d'importants mouvements de migrations pendulaires, interrégionales et temporaires, liées au travail (Sandu 2007). Ce fait particulièrement nous sera confirmé par Anica qui nous dira avoir pratiqué l'activité de saisonnier agricole avec son mari, dans diverses régions de l'Ouest de la Roumanie "*Banat, Dolj, Timiș...*", en fonction des récoltes, jusqu'à la révolution¹⁷.

En 1989, le régime de Ceausescu s'effondre bruyamment. Durant les années 1980, sa politique visant à rembourser entièrement la dette extérieure au détriment du niveau de vie de la population avait plongé dans la misère une grande partie de la société roumaine (des tickets de rationnement avaient été mis en place). Parallèlement, sa mégalomanie avait atteint son apogée : "*La construction de la démentielle Maison du Peuple à Bucarest ou le projet –partiellement mis en œuvre– de raser tous les villages du pays au profit de cités ouvrières plus conformes à l'idéologie en vigueur, en sont quelques exemples*" (Potot 2007). La forme d'autisme dans lequel s'étaient enfermés le dictateur vieillissant et son épouse face aux protestations de plus en plus fortes au sein de la population avait précipité sa chute et la fin brutale de son pouvoir. On se souvient particulièrement de la scène du dictateur au balcon, conspué par son peuple et qui ne se rend même pas compte de ce qui se passe sous ses yeux, ou encore de sa fuite ridicule¹⁸, son procès et son exécution diffusée par les télévisions du monde entier.

La fin du régime communiste qui implique la transition démocratique et le passage graduel (car pensé et appliqué comme tel) à une économie de marché provoque des troubles politiques et sociaux couplés à une baisse vertigineuse et continue du niveau de vie de la population.

B): 20 ans de profonde récession économique.

Dès le début des années 1990, les licenciements sont nombreux dans l'agriculture collectiviste mais surtout dans l'industrie, touchant particulièrement la main d'œuvre peu qualifiée, c'est-à-dire les populations tardivement arrivées en milieu urbain ou y travaillant de manière temporaire (mouvements pendulaires internes précédemment cités). Entre 1990 et 1994, ce ne sont pas moins de 1 716 000 emplois qui seront perdus, dont la moitié au moins dans le secteur industriel (Florina Nedelcu 2001). A la fin de la décennie, l'industrie roumaine aura perdu à elle seule 1 250 000 emplois (Pajares 2007).

Dès les premiers mois de la transition, se produit un net reflux vers les campagnes, de familles et communautés entières en quête de nouveaux moyens de subsistance (Rey 2003). Sandu parlera de "migration inversée" pour décrire ce phénomène qui ne s'apparente pas à un processus de croissance des villages en périphérie des grandes villes mais à une migration de "survie" liée au déclin urbano-industriel. En dix ans, les flux de migrations internes changeront complètement de morphologie. Alors que le rapport était de 70% rural-urbain et 3, 5% urbain-rural en 1990, en 2000, il sera de 19,5% rural-urbain et 33,8% urbain-rural (sachant qu'en 2000, le gros du phénomène était déjà passé) (Sandu 2000). Parallèlement, le pourcentage de population déclarant comme activité principale l'agriculture passera de 28,2% à plus de 40% dans le même temps (Pajares 2007).

¹⁶ Voir Annexe 6.

¹⁷ Voir Annexe 7.

¹⁸ On l'avait retrouvé quelques jours plus tard avec son épouse Elena. Ils s'étaient cachés dans un tank, au fond d'un hangar, dans une base militaire proche de Bucarest.

Le taux de chômage grimpe en flèche (de 2% en 1990 à 10% en 1993) et l'inflation atteint des sommets historiques (295,5% en 1993) (Marcu 2007).

Les trois individus les plus âgés de notre échantillon nous ont parlé de la récession qu'a connue le pays après la révolution, l'évoquant comme une période très difficile pour tout le monde. Anica et Dorin travaillaient tous deux comme journaliers agricoles, Dorin parfois comme bûcheron. Tim quand à lui était conducteur de camions de chantiers pour une entreprise de Craiova jusqu'en 1987. Tous les trois ont perdu leur activité suite à la révolution et sont retournés vivre de manière fixe dans leur village d'origine et cultiver le peu de terrain dont ils disposaient, échangeant leurs produits contre diverses denrées. Tim, décrivant la situation alors à Maglavit parle de "*véritable désastre économique, plus personne ne travaillait et le village survivait à peine*".

Des troubles politiques internes se produisent, avec des violences contre les minorités. Les populations Tsiganes sont de nouveau stigmatisées et, un climat d'intolérance se met en place qui débouchera sur des pogroms dans différentes zones du pays entre 1990 et 1991 (quatre morts à Hadareni en 1993). La même chose se produit vis-à-vis des minorités hongroises du nord-ouest et du centre du pays, avec le conflit interethnique de Tirgu-Mures. Souvent, ces conflits localisés déboucheront sur l'éviction des communautés minoritaires des localités touchées (Reyniers 2003).

Une réforme agraire est effectuée en 1995, avec la fin de l'agriculture collectivisée et la redistribution des terres réquisitionnées par la révolution communiste en 1948 à leurs anciens propriétaires. Là encore, nombreuses seront les familles rurales pauvres qui ne bénéficieront pas de cette mesure (car leur famille ne possédant pas de terres en 1948) et verront leur niveau de vie chuter car devant troquer leur statut de membres de fermes collectives pour des emplois de journaliers dans l'agriculture.

A partir de 1996, la Banque Mondiale recommande et fait appliquer au pays ses fameuses « thérapies de choc » imposant l'abandon du financement du secteur public au profit de la subvention d'entreprises privées. La gestion des services de protection sociale est confiée de plus en plus souvent à des entreprises privées qui ne disposent généralement que d'une courte expérience de l'économie de marché et le degré de protection sociale des populations s'effondre. Les prix sont totalement libéralisés ainsi que les taux de change, ce qui a pour effet d'enfoncer un peu plus encore les populations dans la misère (Marcu 2007). Évolution encore plus dramatique, c'est à ce moment que les salaires, jusqu'alors encore fixés par l'État passeront dans le jeu de la concurrence internationale ce qui signifiera, au cours de l'année 1996, le passage du salaire mensuel moyen de 200€ à 100€ (Pajares 2007).

Les Roumains commencent de plus en plus à douter de leur avenir. On peut en voir un indice dans l'évolution du taux de natalité qui s'effondre lui aussi, passant de 2,2 enfants par femme en 1989 à 1,3 en 2000 et 0,9 en 2006¹⁹. On a une perte de presque 6 naissances pour mille habitants ce qui provoque (avec les émigrations massives) une croissance négative de la population de 0,21% en 2001 (Marcu 2007). En 2003, 49% de la population vivait en dessous du seuil de pauvreté²⁰.

¹⁹ Il convient aussi bien sûr de pondérer ces chiffres. En effet, se produit aussi un ajustement des taux de natalités sur la moyenne des pays est-européens, la natalité ayant été artificiellement maintenue sous Ceausescu par l'interdiction de l'avortement.

²⁰ *Anuarul statistic al României 2006*.

Ces chiffres sont encore plus éloquentes pour les différentes minorités ethniques stigmatisées tels les tsiganes pour lesquels on retrouve un taux de chômage de l'ordre de 50% et une pauvreté encore plus accrue (87,5% déclarent ne pas avoir de quoi survivre ou à peine²¹) accentuée par une absence généralisée de qualification, de très forts taux d'analphabétisme et de déscolarisation précoce (Reyniers 2003).

Pour ce qui est de la situation actuelle en Roumanie, il est évident que la situation économique d'ensemble tend à s'améliorer avec l'entrée du pays dans l'Union Européenne. Ainsi à partir de 2004, les indices économiques commencent à redevenir positifs avec une inflation en net recul (8,6% en 2005 contre 45,7% en 2000) et une croissance qui repart (1,4% en 2000, 8,3% en 2004 et 4,1% en 2005 après avoir été négative pendant de longues années) (Potot 2007). Aujourd'hui, principalement du fait des investissements étrangers qui affluent vers le pays, celui-ci connaît les plus forts taux de croissance économique d'Europe, aux alentours de 7%.

Pourtant, la situation ne semble pas s'améliorer si rapidement pour habitants car les salaires restent dans l'ensemble très faibles alors que des années successives d'inflation ont eu tendance à aligner les prix sur les standards européens²². En septembre 2006, l'Institut National de la Statistique de Roumanie calculait que le salaire moyen était de 245€ net. Sur ces points, de plus, le rôle des investissements étrangers serait plutôt néfaste²³ (Pajares 2007).

La crise économique roumaine se prolonge donc tout au long des années 1990 et durant la première moitié des années 2000. Elle est d'autant plus mal vécue par la population que la normalisation espérée par l'inclusion à l'Union Européenne, tellement annoncée, tarde à venir. S'il paraît effectivement probable que la situation tendra à se redresser à moyen terme, la question qui se pose pour les populations précarisées est celle de la survie au quotidien. A un certain stade, il semble évident pour tout le monde que se conformer au « contrat social » et aux règles du jeu économique institutionnel ne suffit plus vraiment à assurer sa subsistance et celle de sa famille, ni encore moins à satisfaire les attentes de promotion sociale d'une large part de la population roumaine pour qui se pose un problème de déqualification sociale²⁴. Face à cet état d'esprit qui se généralise de plus en plus au fur et à mesure que le pays s'enfoncé durablement dans la crise, les populations, développent des solutions alternatives afin de pouvoir survivre, voire s'enrichir dans le contexte d'une économie dévastée et d'une chute abyssale du pouvoir d'achat (Potot 2002).

C): La "frustration" des populations et la recherche de nouvelles sources de revenus.

Que ce soit au sein des populations disposant d'un niveau d'éducation relativement élevé²⁵ et qui s'estiment, du fait de l'immobilisme social provoqué par la crise, lésées au niveau des opportunités qui devraient être les leurs tout comme au sein des importantes populations rurales ou issues des minorités, pour qui la survie quotidienne devient de plus en plus incertaine, c'est tout naturellement que se

²¹ Zamfir, E. and C. Zamfir (1993). *Tiganiii intre ignorare si ingrijoare*. Bucharest, Éditions alternatives.

²² Le prix de l'essence y est en particulier le plus élevé de la planète.

²³ Voir Annexe 8.

²⁴ Voir Annexe 9.

²⁵ Comme dans la plupart des pays communistes, l'accès à l'éducation supérieure était gratuit et largement favorisée en Roumanie ce qui fait que sa population dispose, et malgré sa grande pauvreté, d'un niveau de formation très élevé, qui atteint celui des pays occidentaux les plus avancés dans ce domaine.

développent diverses tactiques permettant de maintenir un certain niveau de revenus en mobilisant des ressources relationnelles et des positions avantageuses au sein de la société, hors des circuits légaux et légitimes (Péraldi 2001). Toutes les opportunités seront dès lors utilisées en ce sens, et ce de manière tellement généralisée que ces comportements acquerront quasiment le statut de nouvelles normes sociales.

Il ne faut pas non plus vouloir voir à tout prix dans ces pratiques une nouveauté fondamentale due uniquement à la situation du pays. Comme certains auteurs l'ont fait remarquer, la pratique de l'économie informelle existait déjà dans une assez forte mesure à l'époque communiste ou elle servait à palier les insuffisances de l'économie planifiée et à maintenir pour les populations un certain standard de vie. La conjoncture de crise ne fera qu'étendre ces pratiques à une portion bien plus importante de la société. "*Dans un pays où le salaire moyen avoisinait les 110€ (1999) et que le coût moyen de la vie était estimé à quelques 450€ mensuels*" (Potot 2002), les écarts seront compensés par le recours au marché informel et à la corruption pour les individus qui en avaient la possibilité.

1 - Accroissement de la corruption.

Le cas de la corruption est en ce sens révélateur car si celle-ci existait en Roumanie à l'époque du régime communiste²⁶, elle semble en tout cas avoir gagné en importance avec la crise économique. Toutes les fonctions officielles ou encore les positions dominantes dans le secteur privé seront rapidement exploitées à ces fins.

Nombreux seront les petits fonctionnaires, policiers ou exécutants dans l'administration publique qui prendront l'habitude de demander une rétribution, refusant leurs services à ceux ne voulant ou ne pouvant payer, ou à laisser leur appréciation être modifiée en fonction de cette rétribution. Ce schéma se répète à tous les niveaux de responsabilité et dans une grande indifférence liée à une logique de survie et d'imitation de ces pratiques. Le clientélisme qui se met en place rapidement est tel, que ces rétributions dépasseront assez vite la valeur des salaires alloués dans la fonction publique. Les agents corrompus délaisseront alors de plus en plus leurs fonctions premières, si ce n'est que pour maintenir une "façade", et s'adonneront de plus en plus nombreux à une véritable et systématique "course au bakchich". Le développement postérieur des migrations et des circulations toujours plus nombreuses, qui augmentera l'entrée de devises dans le pays, accentuera encore plus ce phénomène avec la mise en place de pratiques visant à "ponctionner" une partie de la manne des migrants, circulants ou candidats au départ. Il en existe divers exemples comme celui des sociétés de recrutement en origine, mandatées et payées par des entreprises occidentales qui, en plus de leur rémunération normale pour ce service, vendront systématiquement les contrats qu'elles avaient à proposer (Pajares 2007) ; ou encore celui des agents de douanes postés aux frontières occidentales du pays et avec lesquels, toute irrégularité d'entrée comme de sortie du territoire, réelle ou imaginaire, était de notoriété publique "négociable".

Parmi les 11 personnes interrogées, 7 d'entre elles nous ont déclaré avoir à un moment ou à un autre payé des pots-de-vins aux douaniers Roumains (sortie du pays) et parfois aussi aux douaniers Hongrois (entrée dans l'espace Schengen), mais à ces derniers des sommes moins conséquentes. A partir de 2002, lorsque le visa touristique de 3 mois est instauré, la sortie du pays est en théorie libre à condition de présenter une somme d'argent équivalente à 100€ par jour de voyage (avec un minimum de 500€). Le voyageur devait en outre présenter une réservation dans un hôtel pour la durée de son séjour. Lors de leurs voyages, nos enquêtés disposaient en général de la somme à présenter mais jamais de la

²⁶ Voir Annexe 10.

réservation hôtelière. Pour palier à cette restriction, la solution était tout simplement de payer le douanier à qui l'on avait affaire lors du passage afin que celui-ci appose sur leur passeport le tampon de visa. Les tarifs qui nous ont été cités allaient de 20€ à 200€, avec une notable diminution au cours des années, certainement due à l'accroissement constant du trafic à tous les postes-frontières occidentaux du pays. Un exemple de ce fonctionnement habituel serait celui de Ramona qui, lorsqu'elle rentre de son premier voyage en France où elle avait passé plus de 9 mois (elle y avait déposé une demande d'asile et disposait d'un récépissé renouvelable), en février 2004, doit négocier au prix fort avec les douaniers Roumains pour que ces derniers ne lui confisquent pas son passeport pour avoir dépassé la durée légale de son visa.

Un autre exemple de la corruption habituelle des agents de l'État en Roumanie est celui de Stefanel qui recevait deux fois par an dans son magasin la visite d'inspecteurs sanitaires à qui il devait payer d'importantes sommes. C'était, disait-il une pratique habituelle et dont souffraient tous les petits commerçants de la ville. Sous la menace de leur apposer de lourdes amendes et de les forcer à fermer boutique pour toutes sortes de raisons rarement justifiées, les inspecteurs sanitaires organisaient un véritable racket auprès des commerçants qui devaient tous se plier afin de conserver leur activité. Pour le cas de Stefanel, il explique que la ponction que ces sommes représentaient sur ses faibles bénéfices participa grandement de sa décision de vendre sa boutique après quatre ans d'exploitation²⁷.

2 - Importance du marché noir.

De la même manière que la corruption des services de l'État, le marché noir existait en Roumanie bien avant la crise économique consécutive à la révolution. Durant les années 1980 déjà, au moment de la mise en place des tickets de rationnement, ces pratiques avaient connu un fort accroissement. Leur rôle était de permettre à une grande majorité de la population de subsister malgré les faibles niveaux de revenus existants en Roumanie bien plus que d'être l'apanage de réseaux mafieux ou de délinquants en quête d'un enrichissement rapide (Potot 2007). Ces pratiques de l'économie informelle concernaient avant tout des produits de consommation courante dont la vente en elle-même n'était pas illicite mais qui se faisait en dehors des cadres juridiques. Le décalage entre les revenus du travail et ceux qui pouvaient être obtenus par ces pratiques s'élargissant sans cesse, de plus en plus de Roumains auront tendance à partager leur temps entre activité "formelle" (le travail était obligatoire) et informelle, choisissant de plus en plus souvent leur travail en fonction des possibilités qu'il offrait de s'y dérober, afin de s'investir plus fortement sur le marché parallèle, plus lucratif (Oprescu 2000). De la même manière, les trafics liés aux vols de marchandises dans les fabriques d'État étaient une pratique courante (Potot 2007).

Durant la crise des années 1990, et sur fond de libéralisation progressive de l'économie, ces pratiques informelles vont se diversifier et prendre encore plus de poids. Dans les villes, on assistera à l'ouverture d'une multitude de petites entreprises individuelles de commerce ou de services qui ne seront que rarement déclarées et soumises à l'impôt (mais si à la prédation des contrôleurs) Au sein des communautés rurales, la généralisation de l'autosubsistance agricole et de pratiques de troc ou de services réciproques vont faire glisser dans l'invisibilité une grande partie des échanges économiques du pays (Potot 2007). En 1996, le secteur informel représentait plus de la moitié de la consommation des ménages, sans que cette tendance ne semble véritablement s'inverser par la suite.

²⁷ Pour plus de précision sur le cas des petits entrepreneurs face à la corruption en Roumanie, voir le travail d'Ana Bleahu qui cite des cas tout à fait similaires de petits chefs d'entreprise qui ont abandonné leur activité et sont parti à l'étranger (Bleahu 2004).

Le commerce occupe une place importante au sein de cette "économie de subsistance". Qu'il s'agisse de la vente de denrées agricoles, souvent autoproduites, sur les marchés ruraux, ou encore la revente au détail de biens de consommation divers achetés en gros à des fabricants, la grande majorité de ces transactions se produisent en dehors de tout cadre ou tout contrôle légal (Potot 2007). Ces activités de ventes vont occuper de manière intermittente (et c'est toujours le cas) à une importante partie de la population Roumaine qui les pratique en alternance avec d'autres activités, selon les saisons et les opportunités d'achat et de vente à des tarifs intéressants qui peuvent se présenter à chacun. C'est cette pratique d'achat/vente permise par le desserrement du contrôle étatique sur l'activité commerciale qui va d'ailleurs influencer dans une mesure importante les premières sorties à l'étranger suite à l'ouverture des frontières en 1989 (sous Ceausescu, tenter de sortir du pays était puni d'emprisonnement) avec le développement de commerce transfrontalier "à la valise".

2) : Les mobilités internationales des Roumains.

A) : L'ouverture des frontières et son contexte international : La mobilité devient une ressource.

A l'époque du communisme, et encore plus fortement par la suite pendant la crise des années 1990 et 2000, c'est une grande partie de la population roumaine qui va développer des stratégies économiques de subsistance basées sur la captation de toutes les ressources dont elle pourra disposer. Comme le résume très justement Swanie Potot, *"les migrations transnationales étudiées ne sont que le prolongement d'un mode de vie développé dans le pays depuis plus de vingt ans (...). C'est dans l'organisation de la société d'origine qu'il faut chercher la genèse mais aussi l'apprentissage de la mobilité (...). Ces habitudes ont développé chez les sujets une capacité à passer d'un milieu à l'autre et à s'adapter à des contraintes variées (...), dans laquelle les réseaux sociaux, la capacité à saisir des opportunités au jour le jour étaient des atouts majeurs"*. Les circulations des Roumains à l'étranger ne seront donc qu'une adaptation de ces techniques de "débrouille", perfectionnées depuis des années, au nouveau contexte d'ouverture progressive des frontières, et qui permettra d'élargir le rayon d'action de ces populations. Les modes de fonctionnement, les attitudes, les capacités d'innovation ainsi que les ressources sociales mises à disposition de la circulation seront les mêmes que celles que les individus utilisaient quotidiennement dans leurs espaces d'origine. C'est seulement que ces dispositifs sociaux-économiques vont s'orienter vers la circulation, de plus en plus fortement à mesure que cette option se révélera au cours du temps la plus lucrative. Ceci ne signifie pas non plus que les individus vont abandonner leurs activités en Roumanie, mais ils auront tendance à partager leur temps entre celles-ci et les déplacements à l'étranger (Diminescu 2004). Ceci explique aussi en partie de développement de formes de circulation plutôt que de migrations traditionnelles. Globalement, c'est cette capacité très profondément ancrée dans la société roumaine à faire "feu de tout bois" qui lui permettra de développer des formes de mobilité tellement diversifiées.

De plus, cette brusque ouverture se fait dans un contexte historique précis par rapport aux mobilités, qui en expliquera aussi les premières modalités. Comme le montre très clairement Mirjana Morokvasic dans son étude sur les circulants polonais, bien avant la chute du rideau de fer, et pour ainsi dire à l'abri de celui-ci, il existait en Europe Centrale et Orientale un système très important et complexe de circulations commerciales et de main d'œuvre²⁸, centré sur les places marchandes et les gares des villes Est-européenne, et dont la Pologne et Berlin Est ne constituaient que les "portes occidentales", puisque celui-ci s'étendait jusqu'à la

²⁸ Voir Annexe 11.

Turquie et la Russie, et au-delà, en Asie Centrale et incluait même quelques villes de Chine (Morokvasic 1999).

Les causes de son établissement étaient les mêmes que celles déjà explicitées pour la Roumanie (*"l'accumulation du capital dans une société en transition vers l'économie de marché est chaotique et tient à l'écart la majorité de la population qui cherche à rester dans la course par le biais de l'économie liée aux voyages et au marché noir"*) (Morokvasic 1999). Morokvasic insiste sur les choix des acteurs et leur recherche avant tout de sauvegarder leur statut dans leurs sociétés d'origine. L'impossibilité de l'immigration légale vers les pays occidentaux, ainsi que la baisse de statut social que celle-ci impliquait souvent poussait les individus à choisir plutôt la circulation.

Rapidement c'est tout un dispositif de transports et de toutes sortes de pourvoyeurs d'opportunités diverses qui va se mettre en place. *"A coté des lignes régulières entre les grandes villes, des liaisons locales hebdomadaires se mettent en place entre certains villages fournisseurs de main-d'œuvre temporaire et les lieux de destination, même si de grandes distances les séparent"* ; *"employeurs, logeurs, agences matrimoniales, proxénètes, passeurs. Pour la plupart binationaux, eux-mêmes originaires de Pologne, ils constituent une infrastructure d'accueil sans laquelle les millions de "touristes" de passage n'existeraient pas. Les réseaux qui s'établissent sont transnationaux, tout en ayant un fondement ethnoculturel"* ; *"tous ces emplois précaires ont été trouvés grâce aux intermédiaires polonais, de vagues "cousins" ou "voisins" qui ont déjà eux-mêmes travaillé sur place"* (Morokvasic 1999).

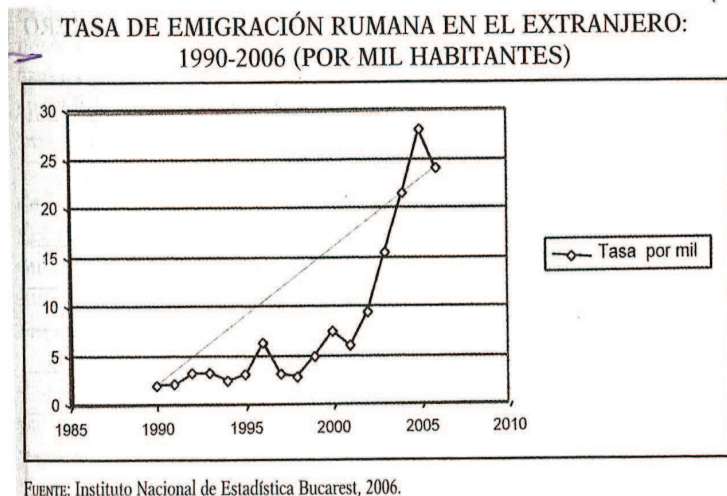
Tous ces éléments sont exactement ceux que l'on va retrouver dans la configuration des premières sorties à l'étranger des Roumains qui ne vont rien inventer de nouveau, mais plutôt s'intégrer dès 1990 dans ce jeu aux règles bien définies, et ce d'autant plus fortement que leur entrée sera tardive.

B): Les trois "époques" des mobilités roumaines.

Nous allons maintenant donner un aperçu très général des migrations et des circulations Roumaines, depuis le début des années 1990, avant de resserrer l'analyse sur la population qui fût étudiée pour ce travail, préciser quelles peuvent être leurs caractéristiques sociales ainsi que les caractéristiques géographiques de leur espace d'origine et avant de s'intéresser dans le détail à ces mobilités internationales, ce qui nous permettra de nous pencher sur les caractéristiques des différents espaces qu'ils ont traversés.

Figure N° 7 : L'émigration roumaine.

Dans son texte de synthèse sur les migrations roumaines depuis 1989, Sylvia Marcu, nous propose une délimitation en trois étapes pour considérer celles-ci, chacune d'entre elle correspondant à des différentes évolutions économiques et juridiques, tant en Roumanie que dans le reste de l'Europe. Ces étapes sont calquées sur celles apparaissant sur le graphique d'évolution du taux d'émigration roumain. On constate une croissance régulière et on y remarque tout de suite l'effet de l'ouverture de l'espace Schengen en 2002.



Source secondaire : (Marcu 2007)

La première étape se situerait entre 1990 et 1995, et correspondrait aux premières sorties des Roumains vers l'étranger. Les tous premiers flux sortants sont constitués de réfugiés profitant de la chute du régime pour fuir à l'Ouest ou de regroupement ethniques. Ces mouvements ethniques dont les prémices avaient déjà été posés dès les années 1980 (Muntele 2003) vont s'amplifier surtout du fait des minorités Hongroises, Juives et Allemandes encore importantes dans le pays et qui le quittent dès qu'elles en ont l'occasion (Reyniers 2003). Ces phénomènes s'inscrivent dans ceux, plus large, de reconfiguration des appartenances et frontières nationales que va connaître toute l'Europe de l'Est à la chute des régimes communistes, que ces reconfigurations signifient la séparation (la Tchécoslovaquie ou la Yougoslavie quelques années plus tard) ou le regroupement des populations (les deux Allemagnes) (Ferrero 2007).

En parallèle à ces mouvements, s'effectuent les premières sorties liées au commerce à la valise ou au travail saisonnier. Ces déplacements ont une portée géographique assez faible et concernent surtout les zones transfrontalières ou certaines populations ayant des traditions particulières de mobilité (comme certains groupes Tsiganes). Morokvasic nous parle ainsi de "*plusieurs milliers de citoyens roumains (qui) venaient tous les jours en Yougoslavie vendre leurs marchandises et acheter des devises étrangères*" dès 1990, ou encore, là encore en Yougoslavie, de "*quelques 20 à 30 000 (roumains) employés au noir dans l'agriculture et le bâtiment*" (Morokvasic 1999). Beaucoup de mouvements pendulaires se développent aussi avec la Turquie. Marcu parle pour décrire cette première époque de "*phase initiale d'exploration*" (Marcu 2007).

La seconde époque de l'émigration roumaine se situerait, selon Marcu, entre 1996 et 2001. On se souvient que 1996 est l'année de la libéralisation des salaires dans le pays et que ceux-ci vont alors chuter de moitié. Le nombre de personnes qui se dirigent alors vers l'étranger va alors continuer à progresser. Cette période sera celle des accords temporaires de main d'œuvre qui seront signés avec l'Allemagne et avec Israël (Diminescu 2004) et de la mise en place progressive du dispositif migratoire roumain. De plus en plus de petites entreprises de "voyages internationaux" se créent pour transporter les migrants et les circulants de plus en plus loin en Europe et les agences de recrutement mandatées par des entreprises

étrangères (les "*contrats en origine*") gagnent en importance au sein du phénomène²⁹. C'est aussi à cette période que l'on retrouvera de nombreux Roumains en France, demandeurs d'asiles, qui furent étudiés par divers chercheurs français (Potot 2000) ; (Bennatig and Brachet 1998) ; (Diminescu 1999). Cette époque est celle d'une extension du rayon d'action des migrants et circulants roumains qui, en nombre encore modéré, vont aborder de nouveaux espaces en Europe de l'Ouest, la France mais aussi l'Italie (Diminescu, Ohlinger et al. 2001) et l'Espagne (Bleahu 2004), à la suite des premières "explorations" des pionniers. On y verra aussi dans une certaine mesure un mouvement de réorientation suite à la mise en place de restrictions juridiques en France et en Allemagne.

La dernière période citée par Marcu débute à partir de 2002 et correspond à une très forte croissance des sorties vers l'étrangers des Roumains, une généralisation et une diversification des pratiques migratoires et circulatoires de ces derniers à travers toute l'Europe. L'émigration temporaire ou de plus longue durée devient une pratique de plus en plus acceptée et pratiquée dans la société roumaine, et d'autant plus facilitée par la mise en place préalable d'un dispositif complexe de transports et l'accumulation d'une "expérience circulatoire".

C): L'évolution des flux à partir de 2002.

L'évolution brutale du phénomène à ce moment précis tient à la modification des conditions d'accès à l'espace européen qui intervient au 1^{er} janvier 2002 (Ferrero 2007). C'est à cette date qu'entrent en vigueur les simplifications administratives qui permettent dès lors aux ressortissants roumains d'obtenir un visa touristique de trois mois valable dans l'ensemble de l'espace Schengen, directement à la douane (autrefois une invitation d'un nationale de l'Union Européenne était nécessaire pour obtenir le même document). C'est principalement ce biais que vont utiliser les circulants roumains pour pouvoir quitter légalement le pays, et y rentrer une fois la durée expirée, en gardant la possibilité de reproduire le même processus encore et encore. Cette évolution juridique qui se produit alors que le dispositif migratoire roumain qui s'était progressivement mis en place les dix années précédentes avait atteint son état de "maturité", va provoquer une véritable "explosion" des sorties qui apparaît sur le graphique de Marcu. Ces mouvements seront d'autant plus forts qu'ils vont avoir tendance à se répéter et à rester invisibles (de par leur aspect "touristique") aux yeux des systèmes statistiques européens.

1 - Évolution des destinations.

Cette possibilité nouvelle va aussi impliquer une réorientation des flux exclusivement vers l'Europe et des pays comme Israël, la Turquie ou encore le Canada, vont complètement disparaître des parcours migratoires ou circulatoires. Un nombre très important de Roumains (toutes classes sociales confondues, et non plus principalement les minorités ethniques ou les populations transfrontalières) vont se ruer vers l'Europe Occidentale qui s'ouvre ainsi à eux, d'autant que leur situation en Roumanie ne s'était toujours pas arrangée depuis 1989, en s'appuyant sur les réseaux sociaux préalablement constitués par quelques uns. L'accroissement sera notable dans tous les pays auparavant traversés et "balisés" par les pionniers avant que, à partir de 2004/2005, les flux se ne se réorientent visiblement vers les pays méditerranéens, l'Italie mais surtout l'Espagne (Viruela Martínez 2006).

²⁹ Pour plus de détails sur ce mode de recrutement, ces modalités de fonctionnement et son rôle dans les migrations internationales des Roumains, voir l'ouvrage très complet de Miguel Pajares sur le cas espagnol dans lequel il revient en détail sur ces pratiques. - Pajares, M. (2007). Inmigrantes del Este. Procesos migratorios de los rumanos. Barcelona, Icaria.

Figure N° 8 : Les principales destinations des émigrations roumaines au cours des trois périodes.

**SALIDAS TEMPORALES PARA TRABAJAR EN EL EXTRANJERO
POR PAÍSES Y PERIODOS (%)**

<i>País de destino</i>	1990-1995	1996-2001	2000-2006
Italia	8	22	50
España	3	9	24
Alemania	8	6	5
Francia	4	6	2
Hungría	9	9	4
Israel	18	17	0
Turquía	10	7	1
Grecia	4	4	2
Canadá	4	7	2
Bélgica	6	1	1
Rusia	5	2	0
Otros países	21	10	9
<i>TOTAL</i>	100	100	100

FUENTE: Instituto Nacional de Estadística. Rumanía, enero de 2007; El Informe de la Fundación Soros para una Sociedad Abierta, 2007.

Source Secondaire : (Marcu 2007).

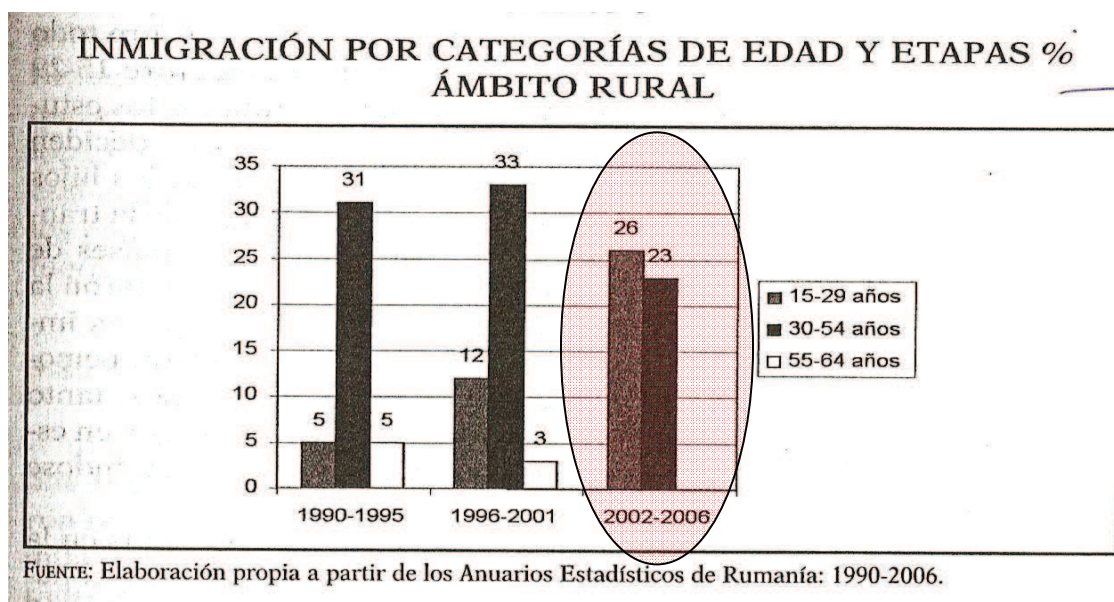
Ce tableau réalisé par Sylvia Marcu présente les sorties temporaires de travail effectuées par les Roumains au cours des trois périodes qu'elle détermine, avec leurs pays de destination. Si les circulations "touristiques" n'y apparaissent pas (elles sont, par principe, impossibles à calculer précisément), ces chiffres nous indiquent tout de même quelle fut la tendance des mouvements migratoires et circulatoires des Roumains depuis le début des années 1990. La première période laisse bien apparaître les flux "ethniques" (Israël, Allemagne, Hongrie), transfrontaliers ou de commerce (Turquie) et autres. La seconde période laisse apparaître la baisse des premiers types de flux, l'apparition de la France et bien plus encore de l'Italie. La dernière partie indique clairement la polarisation des flux vers l'Italie et l'Espagne. Cela apparaît aussi dans la dernière ligne "autres pays" dont les valeurs de cessent de baisser, indiquant une moindre dispersion des flux dans le temps, ce qui correspond assez bien à la théorie d'une "exploration circulatoire" dans un premier temps, qui permettra de "découvrir" les espaces les plus propices à la migration de travail, vers lesquels les flux se redirigeront progressivement et de plus en plus importants³⁰.

³⁰ Nous reparlerons tout de suite en détail du cas espagnol mais ce n'est pas étonnant que les flux de Roumains se redirigent massivement vers celui-ci, qui à la même époque devient le premier pays d'accueil de migrants internationaux d'Europe. Pour revenir au cas italien et ses évolutions, l'important nombre de Roumains dans le pays semblerait avoir rapidement chuté suite aux événements d'octobre 2007 (la mort d'une avocate à Rome qu'un jeune Roumain avait été accusé d'avoir assassiné) et aux décrets d'expulsion massive et expéditive des ressortissants étrangers, et en particulier Roumains, s'y trouvant.

2 - Évolution du profil des migrants.

Ce très fort et rapide accroissement des flux de personnes quittant le pays pour "mieux gagner leur vie à l'étranger" va rapidement provoquer des modifications au sein de ceux-ci. L'émigration devient une pratique courante, ses modalités, souvent difficiles (la mendicité en France ou le travail agricole en Espagne), sont connues et intériorisées et cela va pousser de plus en plus de personnes, de plus en plus jeunes et de moins en moins préparées à se lancer dans l'aventure, sur les traces des pionniers. Cette évolution se poursuit encore de nos jours. A l'aube de l'entrée de la Roumanie au sein de l'union Européenne et alors que les "fonds structurels" et les investissements étrangers commencent à affluer vers le pays, le gouvernement commence à sérieusement se préoccuper de cette hémorragie de main d'œuvre dont il risque d'avoir grand besoin au cours des prochaines années. Les politiques d'incitation au retour organisées tout récemment en Espagne vont dans ce sens (Periódico 2008). Un autre exemple en serait les récentes campagnes mises en place par le ministère de l'éducation roumain afin d'inciter les lycéens du pays à terminer leurs études plutôt que de partir, de plus en plus tôt, vers l'âge de 15 ou 16, travailler dans la récolte des fraises à Huelva.

Figure N° 9 : Des migrants de plus en plus jeunes.



Source secondaire : (Marcu 2007)

Ce dernier tableau de Marcu nous montre bien que la dernière étape des émigrations roumaines (ne pas se fier au titre en espagnol qui contient une coquille, il s'agit d'émigrations et pas l'inverse) concerne de plus en plus et majoritairement des personnes jeunes. Celles-ci sont parmi les moins aptes, de par leur expérience et leur formation à se lancer dans la réalisation de "projets migratoires" et ne peuvent le faire que si elles sont en quelque sorte "encadrées" par un dispositif migratoire préexistant solide. Ce dispositif serait constitué de la somme des expériences préalables de migrants et circulants Roumains à l'étranger, un "champ migratoire" organisé, bien implanté et de plus en plus pratiqué par l'ensemble de la population. Cette mobilité internationale passée dans les mœurs en Roumanie constitue dès lors une caractéristique générale de cet espace d'origine qui influe bien-évidemment sur la mobilité de ses habitants.

Nous allons ensuite tenter d'évoquer plus en détail des différentes étapes de la "projection" roumaine vers l'étranger en utilisant le filtre et l'exemple que constituent les trajectoires migratoires des individus que nous avons interrogé.

Nous nous baserons sur leurs récits de vie pour aborder de manière détaillée les caractéristiques des différents espaces européens qu'ils ont traversé au cours du temps, et voir en quoi ces caractéristiques ont pu influencer sur leurs mobilités et sur les activités qu'ils ont pratiqué dans chacun de ces espaces. Mais pour pouvoir comprendre ces mobilités il est indispensable tout d'abord de bien définir les caractères généraux de ces individus ainsi que les particularités de leur espace d'origine, ce que nous allons faire à présent. Rapprochons-nous donc de notre population "test".

3) : La population étudiée dans sa zone d'origine.

A): Les mobilités des habitants de Mehedinți.

Les familles de migrants et de circulants dont il sera ici question (surtout des circulants en fait mais cela dépendra des espaces de destination) sont originaire de la zone sud-ouest de la Roumanie, précisément des Județ de Dolj et de Mehedinți. Commençons par nous pencher sur l'historique et la "propension migratoire" de cette zone car nous savons que ces éléments peuvent constituer de puissants facteurs de mobilité pour les populations dont il sera question, à travers le "dispositif migratoire" ainsi créé. Les données dont nous disposons sur les mouvements internationaux au départ de cette zone sont agrégées à un niveau plus large que ces deux Județ mais nous permettent de faire ressortir des tendances générales que l'on pourra retrouver dans les enquêtes de terrain.

Figure N° 10 : Situation spatiale en Roumanie.



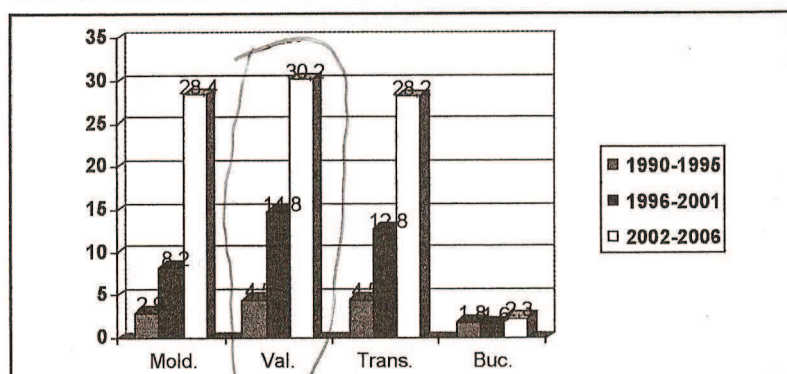
FUENTE: Atlas de Rumanía, Bucuresti, 2007.

Source secondaire : (Marcu 2007)

Pour situer la zone à laquelle nous nous intéresserons dans les tableaux qui suivront, les Județ de Dolj et de Mehedinți (en rose sur la carte) se trouvent ici dans la région de Oltenia, elle-même incluse dans l'ensemble plus grand nommé Valachie et qui contient aussi les régions de Muntenia et Dobrogea, mais n'inclue pas Bucarest.

Figure N° 11 : L'émigration dans les grandes régions de Roumanie.

LA TASA DE LA EMIGRACIÓN TEMPORAL EN EL EXTRANJERO POR REGIONES HISTÓRICAS: 1990-2006



FUENTE: Elaboración propia a partir de los Anuarios Estadísticos de Rumanía: 1990-2006. El Informe de la Fundación Soros para una Sociedad Abierta, 2007.

Source secondaire : (Marcu 2007)

Cette grande région qu'est la Valachie a connu les plus forts taux d'émigration temporaire du pays, au cours des différentes périodes qui caractérisent ces mobilités. A titre d'exemple, Les communautés circulantes étudiées en France et en Espagne par Swanie Potot au début des années 2000, originaires de Teleorman et Târgoviște (en jaune sur la carte), proviennent elles-aussi de cet ensemble (Potot 2007).

Figure N° 12 : Principaux pays de destination dans les grandes régions de Roumanie.

LOS PRINCIPALES PAÍSES DE DESTINO DE LA EMIGRACIÓN TEMPORAL POR REGIONES (1990-2006) (%)

País de destino	Modalvia	Valaquia (Oltenia, Dobrogea)	Transilvania (Maramures, Banat)	Bucarest
Israel	26	7	20	12
Italia	26	20	17	6
Hungría	3		9	6
Turquía	15	8	3	7
España	6	11	6	8
Alemania	5	7	4	5
Canadá	2	16		4
Grecia	1	6		3
Francia	2	8		7
Bélgica	1	7		9
Serbia	3		18	4
Austria	2		9	5
Suecia	1		10	4
Otros	7	10	4	20

FUENTE: Elaboración propia a partir de los Anuarios Estadísticos de Rumanía: 1990-2006; El Informe de la Fundación Soros para una Sociedad Abierta, 2007.

Source secondaire : (Marcu 2007)

Cet autre tableau qui reprend les principaux pays de destination des flux de migrations temporaires dans les différentes régions de Roumanie nous permet de montrer que les déplacements que nous avons pu recueillir au cours de nos entretiens semblent assez représentatifs de la tendance générale telle qu'elle apparait dans les statistiques roumaines sur ce thème des migrations temporaires. En effet, outre le cas du Canada qui n'est pas ressorti dans nos entretiens, les principales destinations des personnes interrogées sont l'Allemagne, la France et l'Espagne. Hors, il apparait ici que ces trois pays ont connus leurs principaux flux de migrants temporaires roumains précisément en provenance de Valachie.

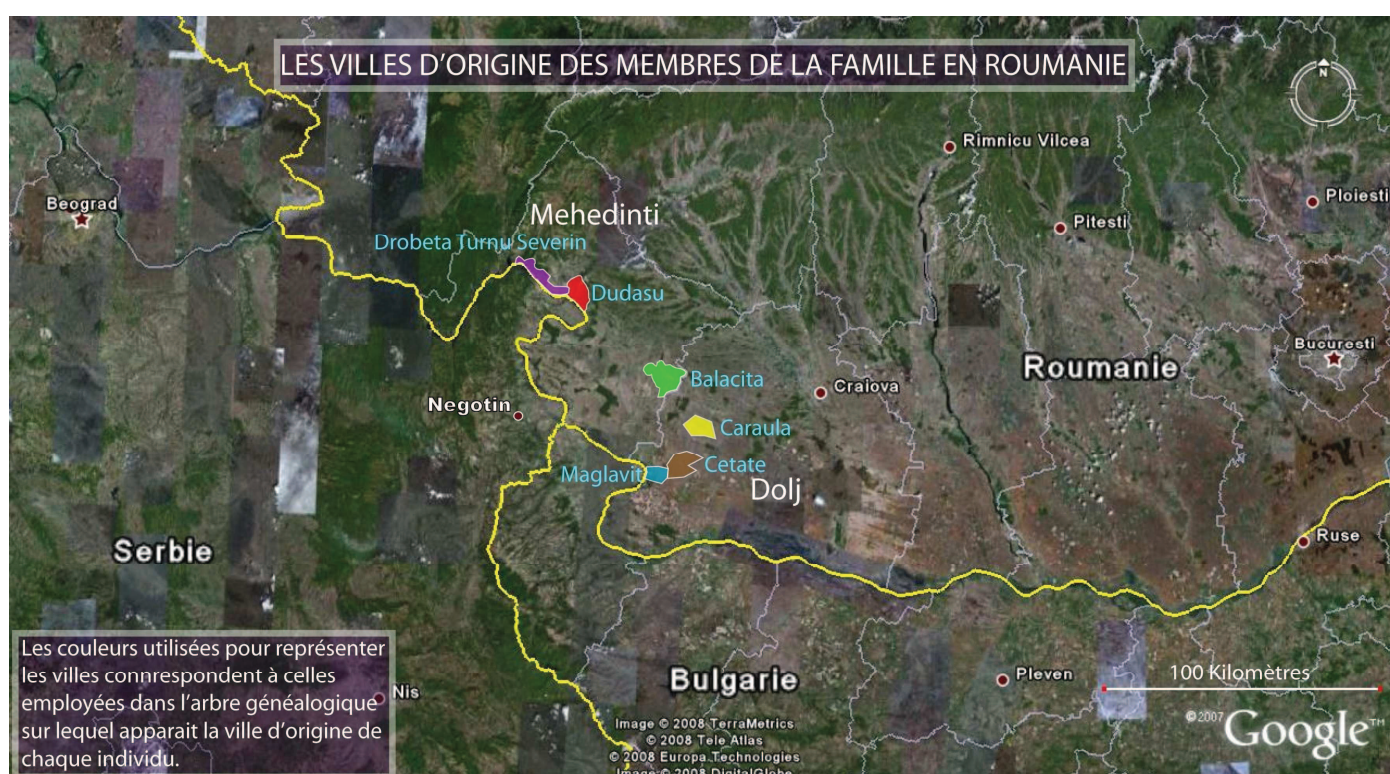
Rapprochons nous maintenant un peu plus de notre objet géographique afin de considérer les caractéristiques des espaces d'origine de nos circulants.

B): L'espace local d'origine de nos circulants et migrants.

Les individus que nous avons interrogé et dont nous avons retracé les trajectoires de mobilité internationale sont originaires de plusieurs villages et d'une ville de plus grande importance de la zone mais appartiennent au même "réseau de migrants" dans le sens où ils sont en relation en Roumanie mais aussi dans différents pays d'Europe dans lesquels ils circulent depuis maintenant presque 20 ans pour les plus vieux. 4 d'entre eux, Anica, Nico, Ramona et Cosmi sont originaires du village de la Bălăcița, 1, Tim est du village de la Maglavit. Ces cinq personnes, outre le fait d'être de la même famille, viennent de zones rurales des Județ de Mehedinți et Dolj.

Les autres individus interrogés, nous les définissons comme urbains, puisque qu'un d'entre eux, Stefanel est originaire de Drobeta-Turnu-Severin, capitale de Mehedinți et que 5 autres, Dorin, Papoa, Anna, Zeni et Relu du village de Dudașu qui se trouve à moins de 2 kilomètres de cette ville³¹. A ces espaces, ajoutons les villages ruraux de Cetate et Caraula dont aucun des individus interrogés n'est originaire mais dont les populations s'inscrivent, là encore du fait des liens familiaux qui les unissent, dans le même réseau migratoire.

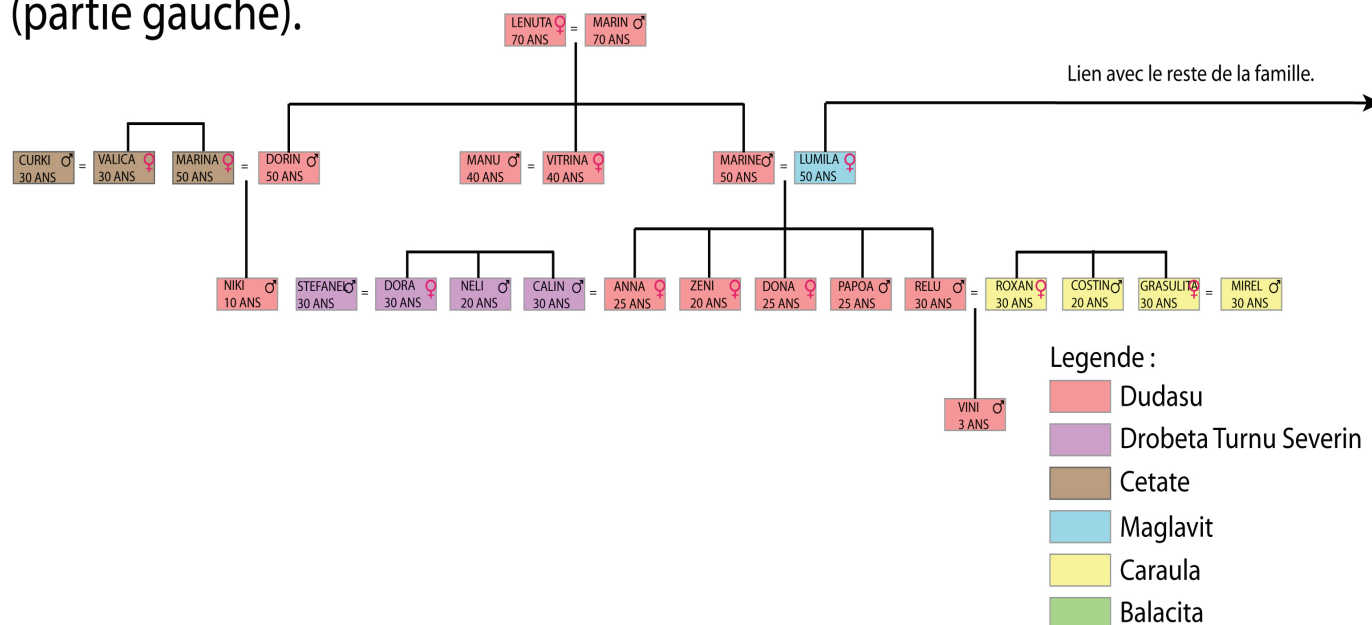
Figure N° 13 : Zone d'origine de la famille élargie.



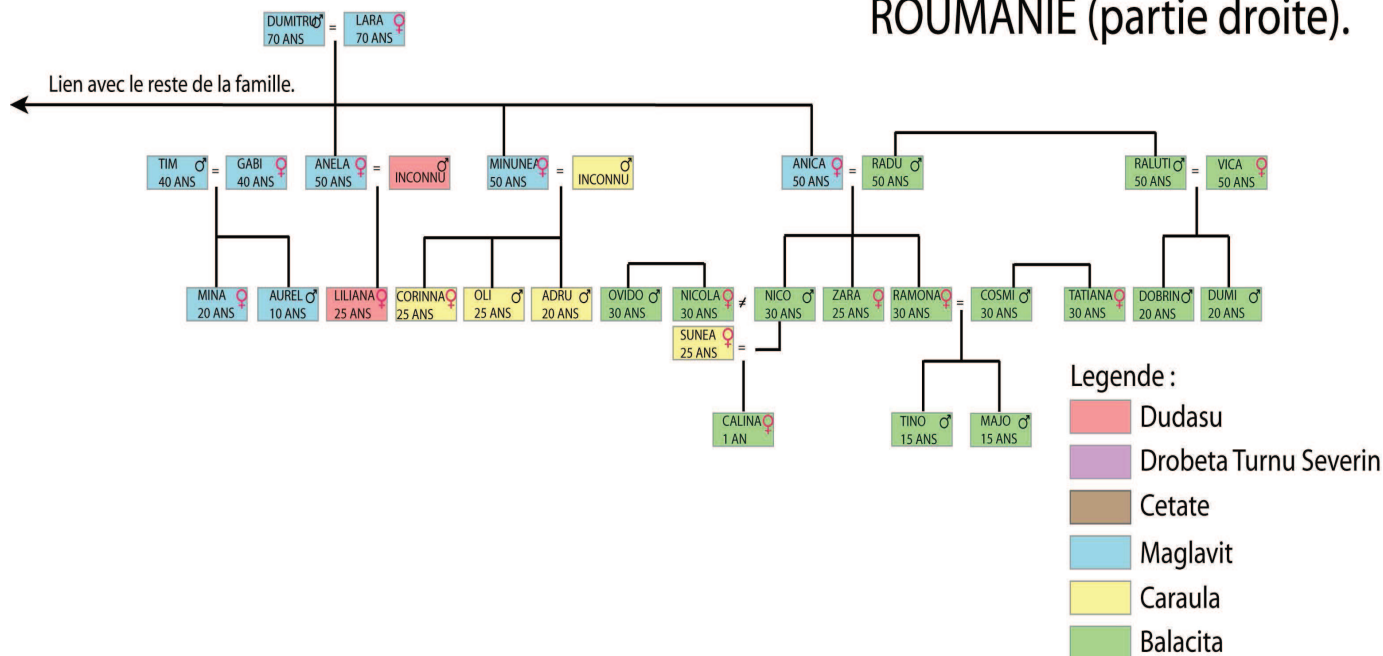
³¹ C'est-à-dire qu'ils passent une grande partie de leur temps, travaillent et développent la majorité de leurs relations sociales dans cet espace urbain, pour autant nous pouvons les inclure dans la catégorie "urbains".

Figure N° 14 : Les villes d'origine des membres de la famille.

LES VILLES D'ORIGINE DES MEMBRES DE LA FAMILLE EN ROUMANIE (partie gauche).



LES VILLES D'ORIGINE DES MEMBRES DE LA FAMILLE EN ROUMANIE (partie droite).



Voyons tout d'abord quelles sont les caractéristiques de ces deux espaces différencié, urbain et rural, au sein de la même région.

Drobeta-Turnu-Severin est une ville assez importante (104 035 habitants au recensement de 2002)³² qui disposaient de quelques industries dont bien peu on passé la période post-communiste. A proximité se trouve le barrage des "Portes de Fer", un des plus importants du pays mais qui n'offre à ses habitants qu'une activité limitée. Plus que toute autre chose, Drobeta-Turnu-Severin est une ville sur le Danube qui semble vivre de commerce et de sa situation de point de passage de nombreuses routes entre la Roumanie et le reste de l'Europe. Dès l'antiquité, c'est à Drobeta-Turnu-Severin que l'empereur Trajan qui conquiert et latinise la Roumanie avait fait construire un pont (dont on visite les ruines aujourd'hui) pour permettre le passage de ses troupes sur le Danube. Durant les siècles suivants, la ville était restée la porte d'entrée du pays par l'existence de ce pont. Aujourd'hui, ce sont parmi les principales routes et voies ferrées du pays, celles qui relient Bucarest à Timișoara (4^{ème} ville du pays avec 330 000 habitants) et au reste de l'Europe qui passent par Drobeta-Turnu Severin, de même que le Danube sur lequel circulent de nombreuses péniches commerciales qui y font escale. Enfin, et encore plus récemment, le tracé de la future autoroute qui reliera l'Europe à Istanbul (et plus loin encore par la suite) traverse le Danube à Calafat (3 km de la Maglavit). Cette région constitue donc un point important de passage en Europe de l'Est qui fait frontière avec deux autres pays. Des dizaines de lignes de bus régulières héritées de l'époque du fleurissement du commerce à la valise relient toujours régulièrement Drobeta-Turnu Severin aux villes les plus proches de Serbie et de Bulgarie. Par cette situation de carrefour, la région correspond aux critères de "zones à fort potentiel migratoire" tel que définies par Sandu dans son étude³³.

Figure N° 15 : Vues générales de Drobeta-Turnu Severin avec le Danube en arrière plan.



³² Anuarul statistic al României.

³³ Bien que dans ce travail de recherche, Mehedinți n'apparaisse pas comme telle, mais cela s'explique par le fait que cette étude date de 2000 alors que nous verrons que la majeure partie des flux importants de populations vers l'Europe se mettront en place à partir de 2002 (Sandu 2000).



Photos prises en août 2006 à Drobeta-Turnu Severin.

Les deux autres villages d'origine de la population étudiée, la Bălăcița (3 411 habitants en 2002) et la Maglavit (5 900 habitants en 2002)³⁴ (mais aussi la Caraula (2560 habitants en 2002) et Cetate (6000 habitants)) sont des zones essentiellement rurales et la principale activité de ses habitants est l'agriculture. Ces villages se trouvent à mi-chemin entre Drobeta-Turnu-Severin et Craiova (5^{ème} ville du pays avec 300 000 habitants) et avant la crise économique, leurs habitants avaient l'habitude d'aller chercher du travail dans l'une et dans l'autre. Comme nous l'a raconté Tim, bon nombre de personnes sont revenu au village à partir de 1990 après avoir perdu leur emploi dans l'industrie de Craiova³⁵. Ces villages restent encore aujourd'hui très pauvres ce qui explique l'importance prise par les mobilités internationales dans l'économie locale.

Pour ce qui est de la situation économique de la zone, les chiffres du chômage sont parmi les plus élevés du pays, 8,7% pour Mehedinți en 2006 (Pajares 2007)³⁶ mais ce qui ne veut pas dire que l'activité y soit faible car nous savons qu'une grande partie de l'activité en Roumanie (et surtout lorsqu'il s'agit de commerce) n'est pas déclarée et donc pas comptabilisée et que le cumul d'activité formelles et informelles y est une pratique habituelle.

³⁴ Ibid.

³⁵ La restructuration industrielle des 90' a été très dure à Craiova, ville essentiellement industrielle. En 2006, cette activité représente encore 38% de son économie.

³⁶ Les chiffres du chômage donnés par l'Institut Roumain de la Statistique sont à considérer avec beaucoup de prudence, c'est d'ailleurs la raison pour laquelle nous ne les avons pratiquement pas utilisés. Si l'on en croit les chiffres officiels, la Roumanie serait parmi les pays d'Europe avec le plus faible taux de chômage (environ 5% en 2005). Sont comptabilisés comme chômeurs seulement les individus qui touchent de ce fait une pension ce qui ne représenterait qu'à peine 30% des cas (Pajares 2007). Ainsi tous ceux qui ont perdu leur emploi dans l'industrie pendant la crise et se sont retournés vers l'agriculture de subsistance ne sont pas comptabilisés.

C): Caractéristiques sociales.

Pour ce qui est de ces individus précis, si ceux qui vivent en ville semblent s'en sortir un peu mieux que les ruraux, tous sont pauvres (comme la grande majorité de la population roumaine) et n'arrivent souvent qu'à subvenir difficilement à leurs besoins essentiels en nourriture et chauffage. A titre d'exemple, aucun ne dispose chez lui de l'eau courante, ni non plus de ligne de téléphone. Les rares qui disposent d'un véhicule l'ont acheté en France après les années 2000. Les plus anciens, Anica, Dorin et Tim qui avaient un peu travaillé avant la révolution ont perdu leur emploi au début des années 1990 et n'ont par la suite plus jamais exercé d'activité salariée en Roumanie. Ils nous ont tous les trois raconté être passés par une période où la seule ressource qui leur restait était de cultiver le bout de jardin de leur maison. Tim qui était parti travailler à Craiova avait dû rentrer à la Maglavit, chez ses parents, où il pouvait trouver de quoi se nourrir. Parmi les autres, (8 autres personnes qui étaient trop jeunes pour avoir vraiment connu la période communiste) seuls deux ont eu l'occasion de travailler en Roumanie dans autre chose que la production et vente de produit agricole avec leur famille : Stefanel qui aura son propre magasin durant quelques années et Anna qui travaillera pendant six mois (entre deux voyages circulatoire) comme secrétaire médicale. Elle abandonnera ce travail rapidement car, dit-elle, il lui rapportait beaucoup moins que ce qu'elle pouvait gagner à l'étranger.

Pour ce qui est de la composition sociale de ces espaces, et pour évoquer dans ceux-ci la situation des Tsiganes (tous les individus de notre échantillon sont d'origine Rom sauf Stefanel), là encore les différences entre espace rural et urbain sont notables. Nous ne disposons pas de chiffres statistiques par rapport à ces configurations mais nous nous basons ici sur nos propres observations et les récits et descriptions que nous avons pu recueillir lors d'entretiens informels avec nos informateurs.

Dans les villages ruraux de Maglavit et la Bălăcița tout d'abord, mais de la même manière à Cetate et Caraula, les populations Roms sont très importantes, au point de représenter presque la moitié de la population. Ils disent vivre en bonne entente avec les "Roumains" s'inscrivant plutôt dans une communauté villageoise qu'éthnique. Les Roms présents dans ces villages y sont en effet implantés (et sédentarisés) depuis plusieurs générations. On ne les distingue pas des autres habitants dans leurs activités ou dans leur tenue vestimentaire mais par contre ils parlent entre eux le Romani (mais aussi parfaitement le roumain lorsqu'ils s'adressent aux non-Tsiganes). Le niveau social (pauvres et peu éduqués) entre Roms et "Roumains" dans ces espaces est sensiblement le même. Leur zone de résidence au sein du village est tout de même différenciée des quartiers "Roumains", du fait de logiques de regroupement familial de l'habitat et de survivances des processus de ségrégation spatiale qui étaient coutumiers jusqu'au début du 20^{ème} siècle³⁷.

A Drobeta-Turnu-Severin, la situation est différente. Les Roms y sont en fait assez peu nombreux (au plus quelques dizaines de familles) et vivent essentiellement à Dudașu qui constitue plus un quartier de Drobeta qu'une ville à part entière et qui compte environ un millier d'habitants. Leur concentration fut peut-être due dans un premier temps à des logiques d'exclusion (mais cela remonterait au moins aux années 1930) mais il semble que plus que tout autre chose, ce phénomène ou sa reproduction serait à attribuer à la coutume roumaine (et pas nécessairement Tsigane) qu'ont les enfants de s'installer à côté de chez leurs parents. Ainsi le cas de Relu qui construit actuellement sa maison juste en face de celle de ses parents,

³⁷ Traditionnellement dans les villages ruraux, on forçait les Tsiganes sédentarisés à s'installer à l'écart loin des points d'eau pour le contrôle desquels de nombreux conflits existaient.

sur un terrain que possédait son père, avec l'argent que lui rapporte ses circulations en Europe.

Dudaşu a pourtant l'aspect extérieur d'un village roumain rural, avec sa route principale non-goudronnée et ses maisons basses auto-construites au bord de celle-ci, avec généralement un petit terrain derrière. Ce n'est pas un quartier particulièrement défavorisé de la ville, ni non plus très riche. L'espace d'habitat y est tout de même segmenté en fonction de l'origine "ethnique" des habitants, comme dans les autres villages de la région, mais nous pensons là encore que cette organisation est liée à une occupation ancienne de l'espace puisque les habitants des deux communautés semblent entretenir des relations de voisinage des plus normales (aux yeux d'un observateur extérieur). Ils se retrouvent dans les mêmes bars, les mêmes fêtes religieuses ou de quartier et même s'ils ne se mélangent pas totalement, il ne semble pas exister entre eux de formes de défiance ou d'animosité ouvertement exprimées.

Hors, dans la partie la plus périphérique du village, et la plus récemment construite, on retrouve des familles de Tsiganes avec lesquelles personne ne se mélange, pas mêmes les Tsiganes "du cru", dont font partie les individus que nous avons interrogés. C'est en fait que ces Tsiganes, qui se reconnaissent pas leur tenue vestimentaire restée très traditionnelle et leur fort accent lorsqu'ils parlent Roumain, seraient arrivés sur place il y a une dizaine d'années tout au plus, venus d'une autre partie du pays. Ils vivent dans des conditions encore plus difficiles que les autres habitants du village et sont très pauvres. Les membres de la communauté que nous avons pu approcher, et qui pour la plupart sont nés dans la région disent ne pas bien comprendre leur langue (bien qu'il s'agisse pourtant de Romani, la langue Tsigane, mais d'une autre variante) et disent éviter d'avoir des contacts trop intimes avec eux, les considérant comme des gens peu recommandables.

Ces quelques observations sont très succinctes et mériteraient d'être approfondies mais indiquent pourtant l'existence d'une catégorisation différenciée au sein des groupes Tsiganes, qui se revendiquent ainsi d'appartenances locales plutôt que communautaires lorsqu'ils se retrouvent face à face. Cela ne veut pas dire qu'ils ne soient pas considérés tous de la même manière par les "Roumains" mais il existe y compris chez ces derniers, une différenciation de traitement entre les Tsiganes "*romanisés*" (c'est le nom qu'ils se donnent), qui parlent Roumain et s'habillent "à l'occidentale", et les "*vrais Tsiganes*", que l'on reconnaît par leur port du costume traditionnel et dont tout le monde dit se méfier. Ainsi, si dans la partie Tsigane "*Romanisé*" de Dudaşu, vivent quelques Roumains, dont beaucoup ont contracté des mariages mixtes, aucun, aussi pauvre qu'il soit, n'irait vivre chez les "*vrais Tsiganes*". Ces remarques ne sont basées que sur des observations partielles et n'ont pas vocation à une analyse plus poussée mais permettent d'illustrer les propos d'Alain Reyniers lorsqu'il dit que les formes d'intégration qu'ont connues les populations Tsiganes après-guerre ont été variables selon les espaces, les communautés et même les familles.

Les Roms de Dudaşu que nous avons interrogés sont plutôt bien intégrés à la population locale dont ils partagent les activités et les loisirs. Bien qu'ils aient conservé l'usage du Romani au sein de la cellule familiale et avec leurs cousins de la campagne, ils pratiquent le Roumain la plupart du temps, y compris assez souvent entre eux. Anna, 25 ans que nous avons interrogée est par exemple mariée à un Roumain de Drobeta depuis plusieurs années maintenant et ce sont des cas que l'on retrouve assez souvent à Dudaşu. La majeure partie de ses habitants vit de la vente de produits agricoles au marché de la ville et de circulations (comme d'ailleurs les autres Roumains qui travaillent au marché de Drobeta).

On pourrait ainsi penser que les Roms de Drobeta, justement par leur caractère citadin sont plus en phase et se distinguent moins de la société roumaine dominante. Ils restent tout de même en contact avec leur famille de milieu rural et appartiennent en même temps à la communauté des "Roms d'Olténie". Cette dispersion des familles à une échelle locale s'explique par la coutume qui veut que les épouses aillent systématiquement vivre chez leur mari, dans leur village d'origine (voir figure 14). La communauté Rom de Mehedinți dont il est question ici développe donc un espace de vie à cheval entre plusieurs villages, connectés entre eux par des liens familiaux³⁸ auxquels s'ajoutent les liens d'amitié et de voisinage de chacun de ses membres. La réalité de celle-ci est maintenue lors de diverses fêtes villageoises et autres célébrations ponctuelles (mariages, baptêmes, fêtes religieuses...) auxquels ils participent collectivement et où ils se retrouvent alors majoritairement entre Roms (mais aussi de plus en plus avec des "Roumains"). Cette caractéristique explique aussi la capacité de diffusion rapide des informations et des normes de comportement au sein de ces différents espaces et de la communauté dans son ensemble, bien que celle-ci soit constituée d'une multitude de sous-groupes.

Figure N° 16 : Les regroupements villageois et communautaires Roms.



Photo prise lors des fêtes de Pâques 2007 à la Caraula.

Selon nous, cette double appartenance que l'on retrouve chez les familles de Dudașu sera très importante dans la définition des mobilités de ces individus puisqu'ils pourront jouer successivement sur les réseaux sociaux dont ils disposent au sein des deux communautés ainsi avoir accès aux ressources offertes par la

³⁸ Ces communautés comporteraient alors plusieurs milliers de personnes réparties entre les différents villages dans lesquels on les retrouve. Si tous ne vont pas pratiquer la circulation migratoire, les individus que nous avons interrogés représentent un bon exemple du dispositif migratoire et des modalités de circulation de l'ensemble.

communauté roumaine de Drobeta comme à celles, parfois différentes, "maitrisées" par la communauté Rom. Cette particularité que nous ne nous attendions pas à trouver dans notre population expliquerait en tous cas que ces individus soient parmi les plus mobiles au sein de leurs espaces d'origine.

Décrivons maintenant les mobilités des ces populations que nous avons recueilli, en nous basant sur la séparation en trois périodes proposée par Marcu. Nous verrons que ces mobilités s'inscrivent dans l'évolution globale des migrations et circulations roumaines précédemment décrites. Pour chacune de ces étapes, nous insisterons sur les différents niveaux de facteurs (macro, réseaux) qui peuvent permettre de comprendre les modalités que ces mobilités prendront pour tout un chacun.

III. Les premières circulations du groupe. Logiques ethniques et commerciales.

Comme le remarquèrent les différents auteurs que nous avons cités, les premières sorties de populations roumaines vers l'étranger seront caractérisées par des logiques transfrontalières de commerce et de travail temporaire, et leur inscription dans des réseaux sociaux à base ethnique. Ces modalités seront principalement influencées par l'existence préalable d'un important dispositif de ce type en Europe de l'Est et, face aux difficultés impliquées par la migration permanente vers les pays riches, elles prendront souvent la forme de circulations. Ces formes particulières de mobilité temporaire permettront en outre de cumuler un revenu conséquent qui servira à assurer le maintien ou la promotion sociale des populations dans leurs espaces d'origine en reconfiguration, et dans lesquels elles s'attendent à voir progressivement apparaître de nouvelles opportunités (ce qui ne sera que partiellement le cas).

Pour les Roumains précisément, nous savons que dès la chute du régime, la mise en place de l'économie de marché, l'intégration européenne, et l'amélioration des conditions de vie qui l'accompagne en théorie, seront dans tous les esprits. Ce n'est qu'après quelques années, lorsque l'on comprendra que celle-ci ne se produira pas à court terme (et la situation ne s'est toujours pas encore fondamentalement améliorée aujourd'hui, 20 ans plus tard), que les circulations auront plus tendance à se transformer en migrations de longue durée.

Pour ce qui est de notre famille, ses premières mobilités internationales s'inscriront tout à fait dans ces logiques et seront l'occasion de l'apprentissage d'un savoir-faire particulier, basé justement sur une grande mobilité et une utilisation optimale des réseaux sociaux. Ce sont ces connaissances et "comportements types", hérités des stratégies illicites de survie mises en place en Roumanie, qui seront adaptés à la circulation internationale puis réutilisés lors des mobilités suivantes, et dans d'autres espaces à l'étranger. D'où l'importance de bien décrire ces premières sorties et leur déroulement pour comprendre les suivantes.

1) : Le Champ circulatoire Allemand.

A partir de 1992, les tous premiers séjours des membres de la famille à l'étranger prendront la forme de circulations plus ou moins longues vers la partie Est de l'Allemagne, nouvellement réunifiée. Nous savons que ce sera à cette époque une des principales destinations des flux de Roumains et que cela sera lié en premier lieu au rôle de pionnier qu'avaient pu y jouer les *Aussiedler*. Voyons quelles étaient les modalités et l'historique des circulations roumaines vers cet espace avant d'évoquer l'expérience précise des individus que nous avons interrogés.

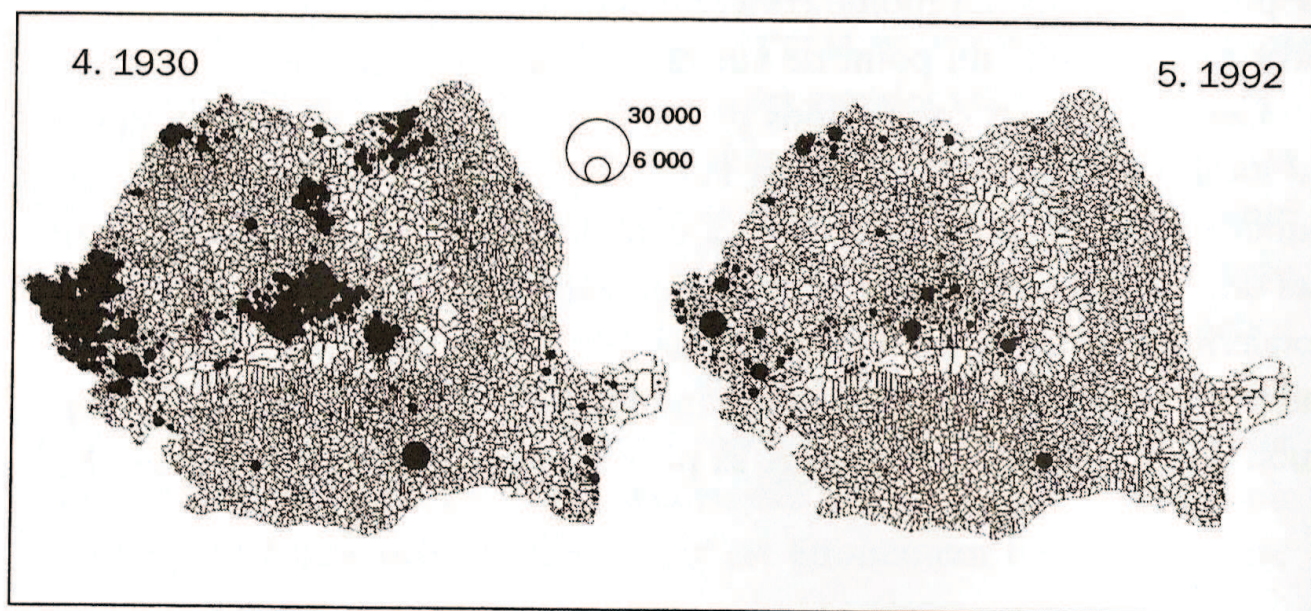
A): Les *Aussiedler* et l'ouverture du "Champ Allemand".

*"Les circulations migratoires roumaines observées dans les années 90 dans le cas allemand – mais aussi dans le cadre plus large de l'espace européen – ne peuvent se comprendre sans l'arrière plan de l'histoire de la migration des *Aussiedlers* de la Transylvanie et du Banat, deux régions roumaines à forte composant ethnique allemande"*³⁹ (Diminescu, Ohlinger et al. 2001).

³⁹ Notons que l'identité allemande de ces populations serait avant tout une construction, datant du milieu du 19^{ème} siècle, et qui se serait opérée pour des raisons politiques de rapprochement avec l'Empire allemand, les saxons cherchant alors la protection des Habsbourg (Michalon 2002).

La mise en place du statut de *Aussiedler* par l'État fédéral allemand en 1953 offrait une possibilité juridique à d'importantes populations est-européennes d'origine allemande, d'obtenir la nationalité et de s'installer en Allemagne, dans l'idée d'un retour vers la "mère patrie". Les flux de *Aussiedler* originaires de Roumanie ne prendront vraiment une certaine importance qu'après la révolution et la réouverture des frontières (Michalon 2002) ; (Muntele 2003).

Figure N° 17 : Les minorités allemandes de Roumanie en 1930 et 1992.



Source : (Muntele 2003).

Pour les Saxons de Transylvanie et du Banat, les derniers arrivés parmi les *Aussiedler* d'Europe de l'Est, l'installation définitive en Allemagne sera difficile et souvent conditionnée par les réseaux saxons fortement implantés sur place. Les flux prendront alors souvent la forme de circulations et de périodes temporaires de travail en Allemagne. Les facilités de circulation qui leurs seront offertes par leur statut particulier et le fait de disposer de la nationalité allemande leur permettra de développer une mode de vie à cheval entre les deux espaces (Michalon 2002).

Des liens forts seront maintenus avec les communautés d'origine de ces migrants et circulants⁴⁰, en Roumanie, ce qui aura tendance à provoquer, par effet d'imitation, que des populations de plus en plus importantes et de moins en moins allemandes s'inscrivent dans des logiques analogues. Les réseaux des *Aussiedler* roumains feront office de pont entre les deux pays et constitueront la base de la massification et la diversification de ces flux au début des années 90, principalement par l'émission de nombreuses invitations de tourisme qui permettront l'obtention de visas vers l'Allemagne pour ceux qui ne disposaient pas du statut binational. De nombreux Tsiganes profiteront par exemple de ce système⁴¹ (Michalon 2002).

Tous les migrants roumains qui se dirigent alors vers l'Allemagne ne le font pas par le biais des *Aussiedlers* loin de là mais ce qui paraît tangible, c'est que "l'effet de

⁴⁰ Ces populations n'avaient d'Allemandes que le nom, puisque leur implantation en Roumanie datait souvent de plusieurs siècles. Bien que cette germanité soit reconnue par l'État Allemand, elle ne le sera pas forcément par la population allemande, ni vraiment "ressentie" par les Saxons de Roumanie eux-mêmes. Cette appartenance sera surtout un prétexte à l'obtention de nouveaux droits, directement utilisables pour améliorer leur situation en Roumanie.

⁴¹ Voir Annexe 12.

mode" que ces formes précises de migrations et leur réussite contribuent à construire en Roumanie vis-à-vis de cette destination est à ce moment très important et touche de nombreuses populations dans le pays. L'effet d'appel sera fort et les flux grossiront en conséquence. "*Entre 1989 et 1991, l'Allemagne va accueillir environ 140 000 Roumains, dont 35 000 Aussiedler et 21 000 Tsiganes. En 1992, 103 787 réfugiés roumains supplémentaires y introduisent une demande d'asile. Parmi eux, il y aurait eu entre 50 et 60% de Tsiganes*" (Reyniers 2003).

D'autres dispositifs seront mis en place, qui permettront à des ressortissants roumains de gagner légalement l'Allemagne pour y exercer une activité rémunérée. Certains contrats seront ainsi passés entre diverses entreprises allemandes et roumaines pour le transfert temporaire de main d'œuvre. Ces échanges fonctionneront surtout entre 1993 et 1996 avant de pratiquement disparaître (Potot 2007). Dans le même ordre d'idée, une convention sera passée entre les deux Etats en 1992, prévoyant l'envoi annuel de 500 travailleurs pour une durée de 12 à 18 mois (Diminescu 2004). Ces initiatives ne concerneront pourtant qu'un nombre de personnes très limité et l'entrée clandestine ou par le biais d'invitations de tourisme sur le territoire allemand restera la norme.

Souvent la voie suivie par les migrants non-allemands pour rester dans le pays suite à leur entrée (qu'elle soit légale ou non) sera celle de la demande d'asile. Cette solution largement utilisée ne durera qu'un temps et l'accès vers l'Allemagne pour les Roumains (hormis les *Aussiedler* dont les circulations restent légales) devient vite de plus en plus difficile (Bennatig and Brachet 1998). Des réactions violentes, liées à la présence de réfugiés roumains ont lieu à Rostock, Hagen, Lebach, Bottrop, Essen et Leipzig et en septembre 1992, sera signé entre Berlin et Bucarest un accord de renvoi des déboutés du droit d'asile (Reyniers 2003). Le soutien social apporté aux réfugiés (qui fut tout d'abord très important) diminuera drastiquement et les expulsions se feront plus systématiques. De plus, à partir de 1997, l'Etat allemand intensifiera ses contrôles du travail illégal rendant la possibilité de travailler pour les irréguliers beaucoup plus aléatoire (Potot 2007).

Dans certains cas aussi, on pourra voir à l'œuvre comme par une sorte d'accord informel au sein des réseaux de migrants, et par une volonté de ne pas importuner trop leurs amis saxons qui leur avaient permis les premiers de venir, une certaine réorientation des flux de migrants vers de nouveaux pays, toujours plus à l'ouest (Diminescu, Ohlinger et al. 2001). De ce fait, mais aussi dans l'optique d'une forme d'exploration de ces nouveaux espaces au sein desquels la circulation est libre, et à la recherche d'opportunités de réussite de leurs projets migratoires, nombreux sont ceux pour qui l'Allemagne constituera avant tout une porte d'entrée vers l'espace Schengen (Potot 2002). C'est ainsi qu'une partie des flux de roumains aura tendance à se réorienter vers la France où la police des frontières enregistrera des arrivées de plus en plus nombreuses en Alsace et en Lorraine dès 1993 (Reyniers 2003).

B): Les mobilités des Tsiganes roumains vers l'Allemagne.

Comme nous le disions plus haut, les premiers flux migratoires roumains se mettront souvent en place sur des bases ethniques. Très peu de travaux se sont penchés sur les mobilités des Tsiganes roumains à cette époque, tout au plus quelques chiffres cités par Alain Reyniers nous permettent de mesurer le phénomène, en proportion et dans le temps. Ces flux vont pourtant être très importants, par le nombre de personnes qu'ils vont concerner mais aussi par leurs modalités et leurs implications. Ce seront en effet parmi les premières sorties des Roumains à l'étranger et leur première confrontation avec la circulation en Europe. Certains des individus que nous avons interrogés ont participé à ce mouvement et c'est à partir de leur expérience que nous chercherons à le comprendre.

De ce mouvement en populations Tsiganes vers l'Allemagne, nous savons qu'il débute dès la chute du régime communiste et qu'il va ensuite gagner progressivement en puissance. Ainsi, dès mai 1990, quelques 700 réfugiés roumains sont logés dans des baraquements militaires à Berlin Est et 2 000 de plus s'installent autour de la gare de Dresde. Il s'agit en majorité de Tsiganes. En juillet de la même année, ce sont 5 750 Roumains qui demandent l'asile politique à la République Fédérale d'Allemagne, parmi lesquels 1 400 Tsiganes seront logés dans le centre d'accueil de Lebach en Sarre. Des flux importants sont enregistrés aux frontières tchécoslovaques et hongroises et les deux pays prennent des mesures de restrictions en octobre 1990. Par réorientation, ce sera alors la Pologne qui sera sillonnée massivement par des Tsiganes Roumains (Reyniers 2003).

Le pays deviendra un point de passage important pour les Roumains qui tentent de passer en Allemagne en traversant l'Oder. En 1991, 8 500 seront interceptés et durant les six premiers mois de 1992, ce sont 12 450 Roumains qui tenteront de pénétrer illégalement par cette voie, selon les sources officielles allemandes. Par la suite, la Pologne (tout comme deux ans auparavant la Tchécoslovaquie et la Hongrie) va signer avec l'Allemagne un accord de "lutte contre la criminalité et l'immigration de l'Est". Entre 1989 et 1991, l'Allemagne aurait ainsi accueillie 21 000 Tsiganes et en 1992, ce chiffre double. En quatre ans (début 1993, entrent en vigueur les accords de réadmission signés entre Berlin et Bucharest), c'est 63 000 Tsiganes que l'Allemagne accueillera (bien que très peu obtiendront effectivement l'asile et seront reconduits à la frontière) (Reyniers 2003).

Pour ce qui est de notre population interrogée, les plus âgés (Tim, Dorin, Anica) nous ont raconté avoir participé, comme quasiment l'ensemble des familles Roms de la région de Mehedinți, à ce mouvement. Ils entrèrent dans le dispositif assez tardivement, à partir de septembre 1991, et par le biais d'autres individus originaires de leurs villages qui avaient alors déjà effectué le voyage. De ces premiers individus à être partis, nous ne savons que peu de choses, seulement qu'ils revinrent dans les villages Roms de Mehedinți à l'été 1991, après s'être considérablement enrichis en Allemagne, et se mirent à organiser le passage de très nombreuses populations vers cette même destination, et selon les modalités qu'ils avaient eux-mêmes pratiqués ou avaient connaissance. Ces modalités consistaient à gagner l'Allemagne de manière frauduleuse et à y déposer une ou plusieurs demandes d'asile politique, dans le but de pouvoir toucher le plus longtemps possible la pension accordée par l'État allemand aux réfugiés en attente de verdict sur leur situation.

Comment ces premiers Tsiganes de Mehedinți avaient réussi à rentrer en Allemagne, nous ne le savons pas précisément. On peut supposer que, comme Bénédicte Michalon l'a montré dans ces travaux pour d'autres cas, ils avaient été aidés en cela par quelques "*Aussiedler*" circulants dont quelques familles étaient implantées à Drobeta Turnu Severin avant et après la révolution.

Quoi qu'il en soit, lorsque ces premiers Roms qui avaient voyagé en Allemagne vont rentrer chez eux, ils vont se consacrer à l'organisation du passage massif de populations de leurs villages d'origine, moyennant finance. Ils vont pour cela mobiliser tout un réseau de connaissances dont ils disposaient en Roumanie et en Pologne. En effet, en 1991, les frontières germano-tchécoslovaques et hongroises étaient déjà fermées. Le réseau s'adaptera en réorientant les routes d'accès vers la Pologne, jouant ainsi sur un ancien accord diplomatique passé entre Bucarest et Varsovie, encore en vigueur à l'époque, qui offrait aux Tsiganes roumains la possibilité de circuler librement vers Cracovie, où se trouvait une importante communauté Rom (ce qui expliquera l'aspect strictement ethnique de cette migration). Cette adaptation aux opportunités juridiques offertes dans différents

espaces est symptomatique de la circulation migratoire et se fera par tâtonnements. Dorin nous raconte ainsi que lors de son premier voyage, des deux autobus qui partiront en même temps, celui qui emmenait les familles avec enfants tentera de gagner l'Allemagne par la route via la Tchécoslovaquie (plus court) et sera refoulé à la frontière. Ensuite, c'est seulement la route polonaise qui sera empruntée.

En quoi consistait ce dispositif migratoire ? Dorin nous raconte qu'à l'été 1991, certains de ces pionniers rentrés au pays, et grâce à des contacts dont ils disposaient au sein de la compagnie de transports d'État, vont louer des autobus qu'ils vont remplir de candidats au départ et affréter vers l'Allemagne. Le succès de cette entreprise se comprend par la gravité de la situation économique des familles Tsiganes (en 1991 presque plus personne n'avait de travail dans ces villages et tous survivaient tant bien que mal) et par l'effet que va provoquer dans ce contexte le retour de membres de la communauté qui s'étaient grandement enrichis par cette mobilité internationale. Tous vont vouloir tenter leur chance et vont faire en sorte de trouver les 250 marks demandés pour le voyage. Et ce dispositif fonctionnera tellement bien et sera tellement lucratif pour ses organisateurs que jusqu'à l'été 1992, c'est plusieurs voyages par mois qui seront ainsi organisés. Des autobus seront même achetés à la compagnie nationale lors de sa privatisation en décembre 1991.

Les autobus qui partaient de tous les villages de Mehedinți et de Dolj qui comptaient des populations Roms se dirigeaient tout d'abord vers Cracovie. Ensuite, les gens passaient dans d'autres autobus de transports réguliers polonais jusqu'à Gubin à la frontière avec l'Allemagne. La nuit tombée, tous traversaient l'Oder sur des barques conduites par des passeurs, se regroupaient ensuite dans les forêts autour de Guben (Allemagne) puis continuaient à pied quelques kilomètres jusqu'à Eisenhüttenstadt où se trouvait un important centre d'accueil de réfugiés. Comme nous le voyons, ces trajectoires s'inscrivent totalement dans le dispositif décrit plus haut par Reyniers.

Une fois à Eisenhüttenstadt, la technique consistait à y déposer un dossier de demande d'asile politique auprès des fonctionnaires allemands, sous un faux nom et sans jamais présenter de papier d'identité (beaucoup de Tsigane n'en possédaient tout simplement pas). Tous ceux qui entreprenaient le voyage savaient ce qu'ils devaient faire une fois sur place, pour se l'être fait expliquer par leurs passeurs. La somme de 250 marks qu'ils devaient payer avant le départ couvrait tous les frais du voyage jusqu'à Guben, ensuite ils devaient de débrouiller. C'est donc un véritable réseau organisé à une échelle internationale qui s'était ainsi mis en place à cette époque, et qui s'était adapté à la situation juridique de circulation, et via lequel des centaines de personnes vont avoir accès à l'opportunité financière que représentait le statut de demandeur d'asile en Allemagne.

Le voyage ne se passait pas toujours pour le mieux et les individus ne parvenaient pas toujours à éviter les contrôles et à arriver à destination. Ainsi Dorin nous a raconté que lors de son premier voyage, tout son groupe avait été intercepté par l'armée allemande et renvoyés vers la Pologne. Ils avaient ensuite réussi à rentrer chez eux tant bien que mal en traversant plusieurs frontières et en passant via Moscou⁴². Ils avaient alors perdu non seulement l'argent payé aux passeurs mais avaient dû assumer le coût de leur retour au pays.

⁴² Voir Annexe 13.

C): Circuler pour réussir sa migration.

Penchons-nous à présent sur les circulations au sein de l'espace Est-allemand à travers l'exemple des parcours qui nous furent décrits lors des entretiens.

Après avoir été interrogés par les fonctionnaires allemands et une fois leur dossier constitué, les demandeurs d'asile étaient envoyés dans un des différents foyers mis en place au sein du Länder d'accueil. Cela correspondait à une politique de non-concentration des populations mise en place par l'État allemand et qui consistait à disperser les foyers réservés au logement des demandeurs d'asile en attente de traitement administratif dans différentes villes de taille moyenne dans lesquelles ils étaient plus faciles à contrôler. Des pensions leur étaient attribuées le temps de ce traitement de la demande (cela pouvait prendre jusqu'à un an) qui étaient de deux sortes différentes. Elles consistaient soit en une prise en charge complète des frais de nourriture et d'habillement des réfugiés, soit en la même chose plus l'attribution d'un "pécule" de quelques 400 marks par mois, payé toutes les deux semaines. Dans tous les cas, le logement en foyer leur était attribué gratuitement mais ils ne disposaient pas du droit de travailler. Ce sont ces conditions d'accueil particulière et très généreuses mises en place par l'État allemand qui expliquent que les Roumains se soient tournés vers la demande d'asile politique plutôt que d'avoir cherché par exemple à s'intégrer au marché parallèle du travail (ce qui était aux dires de tous très difficile en Allemagne, d'autant plus que cette période dans la partie Est du pays était aussi une période de restructuration et de chômage généralisé). Il s'agit là encore d'une adaptation, la plus logique car la plus lucrative et simple à mettre en place, du dispositif migratoire aux conditions particulière de l'espace dans lequel se déroulent ses circulations.

Pour ce qui est de ces deux types de pensions accordées, nous ne disposons pas d'explication quant à la logique de ces différences de traitement mais il est évident que les Roumains souhaitaient tous obtenir la pension financière, dont l'attribution ou non relevait de la discrétion de l'administration. Les individus interrogés ne comprenaient pas non plus quels étaient les critères de choix à ce sujet et pour eux, il s'agissait plutôt d'une sorte de "loterie". Quoi qu'il en soit, c'est cette "loterie" des pensions qui explique la mobilité circulatoire ultérieure des demandeurs d'asile et leurs stratégies de fraudes. Lorsque c'est la pension de nourriture qui leur était attribuée, les demandeurs d'asile roumains quittaient simplement le foyer dans lequel on les avait envoyé au bout de quelques jours, retournaient en train jusqu'à Eisenhüttenstadt ou un autre centre d'accueil et y attendaient pour se joindre à un autre groupe de réfugiés (qui arrivaient alors presque chaque jour). Noyés dans la masse et déguisés pour ne pas être reconnus, ils déposaient une nouvelle demande d'asile sous une autre identité, espérant toucher la pension financière cette fois-ci.

Le même cas de figure pouvait aussi se produire lorsqu'après le temps de traitement du dossier la réponse à la demande d'asile était négative et la pension cessait d'être versée. Les individus se rendaient alors dans un autre centre pour en effectuer une autre. Les mobilités pouvaient aussi se produire lorsqu'il s'agissait de rejoindre les membres de sa famille qui avaient pu être envoyés dans un autre foyer. Enfin, les plus mobiles et débrouillards d'entre eux réussissaient à effectuer plusieurs demandes d'asile sous plusieurs noms et à toucher plusieurs pensions financières chaque mois en "se faisant voir" dans deux ou trois foyers différents (plus de trois était difficile) et passaient ainsi leur temps à voyager entre différentes villes d'Allemagne pour faire croire aux gardiens des foyers à leur présence régulière et se présentaient le jour du paiement des pensions.

Toutes les informations nécessaires aux individus pour mettre en place ces stratégies se diffusaient entre les demandeurs d'asile roumains lorsqu'ils se

retrouvaient regroupés dans les foyers de logement. Ils s'y trouvaient avec d'autres réfugiés de l'Est ou Africains mais on ne sait pas si ceux-ci s'adonnaient aux mêmes pratiques de mobilité. Ne travaillant pas et n'étant pas censés quitter le lieu qui leur avait été attribué, ils avaient tout le temps de constituer collectivement un dispositif qui leur permettait de tirer le meilleur parti possible de la situation. Et c'est collectivement qu'ils "couvraient" les fraudeurs en faisant croire à leur présence. Certains pratiquaient aussi la récupération dans les décharges et quasiment tous achetaient toutes sortes de biens introuvables en Roumanie (magnétoscopes, vêtements de luxe, etc.) et les stockaient en prévision de leur retour. Si parmi les premiers Tsiganes à être arrivés en Allemagne au tout début des années 1990, beaucoup étaient peut-être de "vrais" demandeurs d'asile qui souffraient de véritables persécutions dans leur pays, à cette époque 1991, 1992, et début 1993, il s'agissait dans leur grande majorité de gens qui avaient été amenés par des passeurs et tentaient de s'enrichir tant qu'ils le pouvaient dans le but d'améliorer leur situation dans leur zone d'origine.

Pour donner des exemples précis de ces circulations et de leurs motivations, citons à présent quelques informations tirées des entretiens.

Voyage de Anica, Radu et leur fils de 11 ans Nico :

Anica et Radu partent en Allemagne en septembre 1991 depuis la Bălăcița avec un autobus plein de Roms de leur village. Ils laissent leur fille Zara (6 ans alors) chez ses grands-parents. Ils passent l'Oder de nuit et arrivent à Eisenhüttenstadt. Ils obtiennent une pension alimentaire et sont envoyés dans le foyer de Fürstenwalde. Ils y restent 4 jours et se représentent au centre à Eisenhüttenstadt, en se déguisant et en donnant d'autres noms. Ils obtiennent cette fois-ci une pension de 400 marks par mois et sont envoyés dans un foyer à Brandenburg. Ils vont y rester presque une année entière et Nico, à la demande des assistantes sociales, ira à l'école de la ville. Anica et son fils n'ont pas bougé de Brandenburg pendant tout ce temps, on ne sait pas si Radu quand-à-lui circulait ou pas entre différents foyers (nous n'avons pas réalisé d'entretien avec lui).

Au bout d'un an environ (les dates sont moins précises que celles données par Dorin), l'asile politique est accordé à Anica et son fils mais pas à Radu. Tous partent alors faire une nouvelle demande d'asile à Rostock et obtiennent une nouvelle pension financière. Ils sont logés à Schwerin où ils resteront six mois, Nico intégrant l'école locale. Un jour, (nous sommes déjà en 1993) tous les pensionnaires du foyer reçoivent leur avis d'expulsion en même temps et Anica, Radu et Nico sont accompagnés par la police jusqu'à l'ambassade roumaine à Berlin pour y réaliser leur passeport provisoire. Ils sont invités à quitter le pays, ce qu'il feront quelques jours plus tard avec une voiture achetée sur place et un camion loué entièrement rempli de meubles et d'électroménager qu'ils ramènent avec eux. Radu venait pourtant de trouver un emploi au noir dans la construction⁴³ mais ils préfèrent alors rentrer (Nico, le 9/4/08 et Anica, le 12/04/08).

⁴³ C'est le seul cas de travail en Allemagne qui nous fut rapporté.

Figure N° 18 : Les circulations de Nico et ses parents en Allemagne.



Second voyage de Dorin :

Dorin part pour l'Allemagne pour la seconde fois en février 1992. Il voyage en autobus via Cracovie puis Gubin et passe l'Oder avec une cinquantaine d'autres des ces voisins de Dudașu. Au centre d'accueil d'Eisenhüttenstadt, il rencontre Balom, un vieil ami de Drobeta Turnu Severin, qui se trouvait déjà depuis quelques temps en Allemagne et se joint à son groupe pour effectuer une nouvelle demande d'asile (16/02/92). Les deux constituent leur dossier et sont envoyés dans un foyer à Lychen avec une pension financière de 392 marks par mois. Ils sont envoyés là-bas avec 7 autres personnes de son groupe (sur les 50 du départ). Dorin et Balom y restent un mois puis partent pour effectuer une autre demande, à Rostock, car on leur dit que les pensions y sont plus généreuses (17/03/92). C'est Balom qui convainc Dorin de venir avec lui.

Au centre d'accueil de Rostock, ils retrouvent par hasard Marine le frère de Dorin mais les deux frères sont envoyés dans deux foyers différents, Marine à Stralsund et Dorin à Parchim (avec une pension alimentaire seule). Ils rejoignent son frère au bout d'une semaine (26/03/92) et veulent rester avec lui mais doivent retourner au foyer de Lychen pour récupérer les bagages qu'ils y ont laissés. En route vers Lychen, Balom convainc Dorin de retenter leur chance à Eisenhüttenstadt. Ils y retournent et se présentent le 29/03/1992 mais leur demande est refusée. Ils se dirigent alors vers le centre d'accueil de Berlin mais là encore leur demande est refusée.

Dorin en a assez et décide de laisser Balom seul et de rejoindre son frère, comme prévu au départ, à Stralsund (01/04/1992). En route vers Stralsund, son train s'arrête pendant la nuit à Templin et il attend dans la gare le matin pour prendre le suivant. C'est alors qu'il va être agressé par des "nazis" (c'est son propre terme) et doit s'enfuir. Il est secouru par la police locale après s'être réfugié dans un parc mais perd son argent dans la poursuite. Il rentre au foyer de Lychen mais lorsqu'il y arrive, une rixe avait éclaté entre les demandeurs d'asile qui s'y

trouvaient et la police est sur place. Fatigué de l'Allemagne, sans un sous, il attend de toucher sa prochaine pension pour rentrer en Roumanie sans plus attendre ni rejoindre son frère (17/04/92) (Dorin, le 02/04/08).

Figure N° 19 : Les circulations de Dorin en Allemagne.



Comme nous le voyons à travers ces deux exemples, les membres de la communauté Rom de Mehedinți vont connaître des fortunes diverses en Allemagne. Le dispositif circulatoire qui se met en place à cette époque est clairement créé au sein du réseau social constitué par les membres de leur communauté, que ce soit dans leur zone d'origine (les pionniers qui organisent le départ des autres) ou lorsqu'ils se trouvent à l'étranger (les contacts et informations qui circulent dans les foyers). Les stratégies qui furent découvertes lors des premiers voyages effectués par les pionniers du groupe (et certainement elles-mêmes observées sur place et copiées) vont se transmettre et être utilisées par tous. Il s'agit de jouer sur la mobilité et l'invisibilité face à l'administration afin de profiter de toutes les opportunités possibles.

Si les individus suivent ces pratiques, c'est parce qu'elles s'inscrivent dans le cadre défini par le réseau mais c'est aussi qu'il s'agirait des mieux adaptées à une situation précise et à une volonté générale de s'enrichir le plus rapidement possible avant de rentrer au pays (l'installation qui peut-être a été pensée, dans le cas de Anica, Radu et Nico précisément, n'a de toute manière jamais été possible). Pourtant nous pouvons voir que les individus ont pratiqué de manière différente la circulation, en fonction de leurs contraintes familiales mais aussi de leurs préférences personnelles. Sans pouvoir encore tirer des conclusions généralisantes, ces deux exemples nous montrent en tout cas que les orientations générales posées par le réseau, en fonction bien-sûr du contexte, sont appliquées différemment par chacun. Certains personnes vont avoir tendance à être plus mobiles tandis que d'autres plutôt essaieront de s'implanter plus durablement et développeront plutôt des stratégies familiales en ce sens.

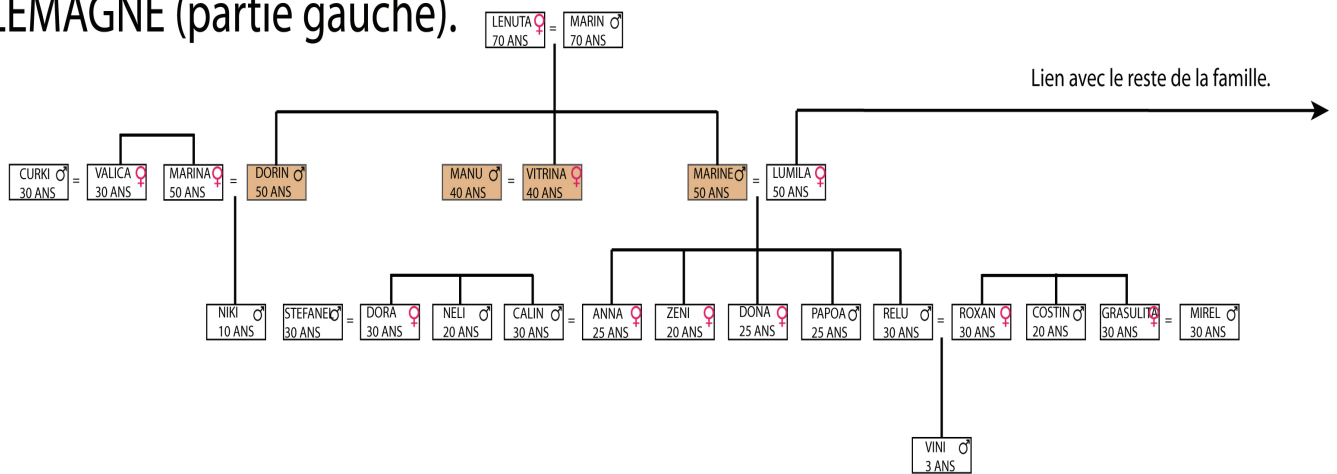
Après 1993 plus personne ne pourra passer en Allemagne, il ne sera plus possible de déposer une demande d'asile, ni non plus de toucher une pension, et la population locale rejettera de plus en plus les "réfugiés roumains" (Reyniers 2003) ; (Diminescu, Ohlinger et al. 2001). Si ensuite on sait que quelques Roumains pourront avoir accès à des contrats de travail vers l'Allemagne par le biais d'accord bilatéraux (Diminescu 2004), ce ne sera pas le cas du groupe que nous avons étudié et plus aucun d'entre eux n'aura l'occasion de s'y rendre. Quant à une certaine forme de poursuite de la circulation en Europe, (notamment en France et de manière irrégulière), évoquée par Potot, ce ne sera pas le cas dans notre échantillon. Il est possible que cela tienne au fait que leur réseau ne se soit pas orienté en ce sens, pour ne pas avoir eu de membres qui le firent.

Bien que souvent courte, cette expérience des premiers demandeurs d'asile est tout de même importante car, l'accueil qui leur sera réservé au départ par l'Allemagne sera tel, avec l'attribution de logements confortables, de conséquentes aides sociales, et un réel respect de leur personne, et contrastera tellement avec les situations connues en Roumanie que cela participera grandement à l'effet d'appel d'autres populations roumaines vers l'étranger, et vers l'Occident en particulier. Puisque ces conditions de vie leur seront offertes sans réelle contrepartie, cela constituera une rupture radicale avec leur mode d'existence antérieur qui contribuera encore plus à la dévalorisation du travail salarié en Roumanie et à la valorisation de l'option migratoire pour de nombreuses personnes à la recherche de ressources matérielles et monétaires plus importantes (Bennatig and Brachet 1998). On peut voir ici encore l'effet de la diffusion dans les zones d'origine, au moment du retour, des informations sur la migration dans le pays d'origine entre migrants, non-migrants et postulants au départ.

Pour les individus que nous avons cités et que nous allons suivre dans le temps et à travers l'Europe, on peut penser qu'une première expérience de cet ordre à l'étranger, va configurer la manière dont ils appréhenderont et pratiqueront la circulation par la suite, même si celle-ci ne reprendra à destination de l'occident que des années plus tard. Lorsque l'on parle de l'acquisition d'un "savoir-faire" circulatoire qui consiste à apprendre à se déplacer et jouer sur les divergences entre les espaces locaux et "*déstabiliser les étroits voisinages des populations autochtones*" (Tarrus 1996) pour en tirer son profit, ce cas des demandeurs d'asile Tsiganes en Allemagne en est une illustration exemplaire. Si ce "savoir-faire" se diffuse en partie au sein du réseau communautaire, il s'apprend aussi et en grande partie "sur le tas". Ce n'est pas un hasard si ce sont ces mêmes individus qui circulèrent en Allemagne au début des années 1990 que l'on va retrouver ensuite dans d'autres pays d'Europe et qui seront parmi les plus mobiles de leur communauté d'origine.

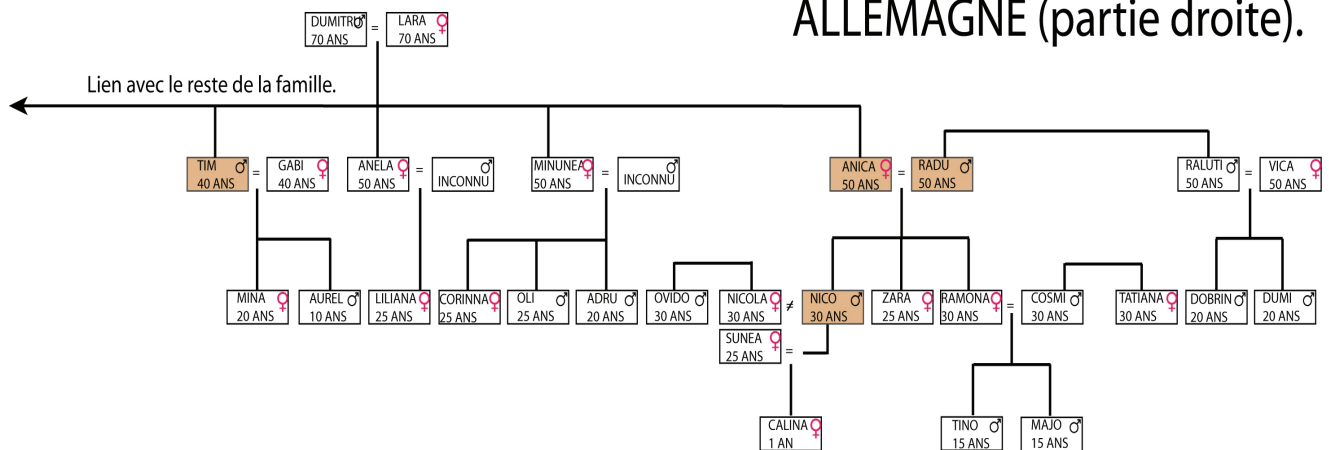
Figure N° 20 : Les individus de la famille ayant participé à ces circulations en Allemagne.

LES MEMBRES DE LA FAMILLE AYANT CIRCULÉ EN ALLEMAGNE (partie gauche).



Les individus ayant, à notre connaissance circulé en Allemagne apparaissent en marron.

LES MEMBRES DE LA FAMILLE AYANT CIRCULÉ EN ALLEMAGNE (partie droite).



Les individus ayant, à notre connaissance circulé en Allemagne apparaissent en marron.

2) : L'accès à de nouveaux champs circulatoires par le biais de l'activité commerciale.

La seconde époque des migrations roumaines sera celle d'une progressive extension du champ migratoire roumain à de nouveaux pays d'Europe occidentale et surtout de la construction d'un dispositif complexe, relationnel, de transports, mais aussi de constitution d'un "savoir-faire" qui sera le support de la phase suivant de croissance exponentielle des mobilités. C'est à cette période que de plus en plus de Roumains vont se rendre en France, mais aussi et surtout en Italie et en Espagne (vers la fin de la période). Les pays les plus fortement ciblés par les vagues migratoires "ethniques" de la période précédente vont commencer à perdre peu à peu en attrait⁴⁴ (Marcu 2007).

⁴⁴ Voir figure 8, page 39.

Paradoxalement, les populations que nous avons étudiées vont avoir tendance, durant cette période, à être beaucoup moins mobiles que lors de la précédente. Leurs mobilités internationales se limiteront principalement à des circulations transfrontalières avec la Serbie tout proche. Cela ne veut pourtant pas dire que cette période ne sera pas pour eux, celle de la constitution d'un tissu relationnel dense, dont nous verrons qu'il revêtira une importance capitale dans leurs mobilités suivantes. Nous pouvons aussi penser que leurs pratiques de circulations vers l'Allemagne avaient été exceptionnelles, permises par une faille juridique qu'ils avaient alors exploitée au maximum, et qu'ensuite, ils se retrouveront dans une situation plus "normale", c'est-à-dire que pour eux comme pour tous les autres Roumains, partir vers l'Occident sera très difficile, et qu'ils n'en auront pas la possibilité.

En attendant, et pour tout de même tenter d'améliorer leur quotidien en Roumanie, ils s'inscriront, comme beaucoup d'autres au même moment, dans le dispositif commercial est-européen qui progressera beaucoup en Roumanie à cette période. Expliquons dès lors comment les membres de la famille vont s'intégrer au tissu économique local (lui aussi transnational mais à une petite échelle, du fait de la situation frontalière de Drobeta-Turnu Severin) puisque leurs mobilités postérieures y seront intimement liées.

A): La reconstruction du secteur commerçant de Drobeta-Turnu Severin.

Bien que nous ne l'ayons que rapidement évoqué auparavant, il convient maintenant de préciser que la totalité des individus interrogés ont à un moment ou à un autre travaillé au marché central de Drobeta-Turnu Severin, et y travaillent toujours pour la plupart, alternant cette activité avec leurs périodes de circulations internationales. Avant la révolution, le secteur du petit commerce n'existait pratiquement pas en Roumanie. Si l'on y retrouvait bien des pratiques de marché noir, l'activité commerçante était en soi interdite sous le régime communiste et les gens s'approvisionnaient dans des entrepôts d'État. Avec la libéralisation, ce secteur va progressivement renaître, très fortement à Drobeta-Turnu Severin, dont la situation et l'historique constituait en quelque sorte une prédisposition favorable à cela.

La première personne du groupe familial à pratiquer la vente au marché sera Lumila. En 1992, alors que son mari (Marine) se trouvait en Allemagne, une de ses amies roumaines l'amènera avec elle au marché pour y vendre les denrées agricoles qu'elle-même produisait, l'introduisant ainsi dans ce milieu. Rapidement, et comme cette activité était alors en plein essor, Lumila et sa famille proche dans un premier temps (qui n'avait pas pris part aussi fortement que la famille de la Bălăcița à la circulation en Allemagne à cette même période), vont décider de se consacrer à ce commerce de détail. Ils obtiennent leur propre étal au marché couvert de la ville et y travaillent en famille. Marine, qui s'y intègre à son retour d'Allemagne, sera un des premiers Roms de Drobeta-Turnu Severin à parcourir la campagne à la recherche de fruits et légumes à acheter (jouant sur ses contacts dans la communauté Tsigane des villages de la région) pour pouvoir ensuite les revendre à un meilleur prix, se rendant parfois à Craiova et à Timișoara sur les marchés de gros, et même quelquefois en Bulgarie. L'évolution économique du pays qui avait poussé de nombreuses familles à retourner s'installer à la campagne et à s'adonner à l'autoproduction agricole constitue un terreau fertile au développement de ce type d'activité.

Voyant que cette nouvelle activité devient rapidement très intéressante, et sur leurs conseils, les autres membres de leur famille, de Dudașu mais aussi de la

Bălăcița vont se lancer à leur tour, à partir de 1993. Certains vont essayer de vendre leurs produits dans les marchés des villages ruraux mais Drobeta-Turnu Severin restera leur principal centre d'activité. Ce ne sont pas seulement ces familles Roms qui vont se mettre à pratiquer cette activité puisque de nombreux autres Roumains se tournent vers celle-ci au même moment. Ils vont pourtant participer à la reconstruction d'un secteur du petit commerce qui n'existait plus sous Ceausescu. Activités déclarées d'achat et de vente se mélangent à du commerce informel et à toutes sortes d'autres activités, parmi lesquelles la circulation ou l'émigration temporaire vont occuper une place de plus en plus importante.

Cette mixité sociale du marché de Drobeta-Turnu Severin est très intéressante. Elle se développe en même temps que le marché lui-même car au moment de sa mise en place, toutes les opportunités sont à prendre, sans distinction d'origine communautaire. C'est ainsi qu'à travers ce marché, va apparaître en plein centre de la ville un espace d'activité "mixte", au sein duquel se fréquentent indifféremment Roumains, Roms et Tsiganes (les nouveaux arrivés de Dudașu, plus traditionnels vont aussi participer dans une certaine mesure). Et comme cette espace deviendra aussi celui de la définition des pratiques circulatoires des habitants de la région, cela participe à une sorte de convergence des réseaux et des dispositifs migratoires entre les différentes communautés qui vont avoir de plus en plus tendance à pratiquer les mêmes circulations, et ensemble. Cette évolution ne sera pas immédiate et se fera progressivement lorsque les dispositifs s'orienteront vers la France, et peut-être encore plus fortement lorsque viendra le tour de l'Espagne. Cette convergence supposée dans la circulation et ses effets sur la société locale seraient des éléments très intéressants à étudier plus en profondeur dans le cadre d'un travail ultérieur.

Le commerce de détail particulièrement occupe une place très importante dans le panel d'activités que les individus vont développer dans le cadre de cette "économie dérégulée de subsistance" durant les toutes premières années de la crise économique (Potot 2007). Pour le cas de cette espace précis, le marché de Severin, qui fut construit par la municipalité au début des années 1990 va prendre une grande importance. Il se situe en plein cœur du centre ville dont il polarise la majeure partie de l'activité. Il compte au bas mot une centaine d'emplacements de vente couverts, auxquels s'ajoutent, dans les rues adjacentes, au moins autant d'étals de produits alimentaire et des dizaines de boutiques où se vendent des produits en tout genre (vêtements, disques, bazars, cafeterias, téléphones...), le tout dans un espace très regroupé. Sachant que Severin compte aux alentours de 100 000 habitants, l'activité qui règne tout au long de l'année en ce lieu est impressionnante. Cette place marchande attire clients et commerçants de toute la région (mais aussi de la Serbie et la Bulgarie proches) qui louent les emplacements à la semaine. A chaque coin de rue, des dizaines de vendeurs à la sauvette proposent sans se dissimuler du café ou des cigarettes provenant des duty-free des aéroports (reconnaissables aux inscriptions en anglais qui apparaissent sur les paquets). Le développement de ces activités sera rapide et s'appuiera sur les circulations internationales de biens et de personnes qui débutent à cette époque. C'est un espace de sociabilité intense dans lequel se retrouvent, comme commerçants ou comme clients, la majeure partie des habitants de la ville. Le marché est là où l'on discute, où l'on échange ses expériences et sera naturellement un important vecteur de la généralisation des pratiques de mobilité qui vont progressivement se mettre en place.

C'est en effet à la même époque que se met en place à Drobeta-Turnu Severin un important dispositif de transports internationaux, d'abord transfrontaliers réguliers puis vers des destinations toujours plus lointaines, autour de la gare routière où vont apparaître de plus en plus de petites entreprises individuelles dédiées à cette

activité. Comme le notait Morokvasic *"Durant les sanctions internationales (envers la Yougoslavie de Milosevic) (...) sur le Danube, les pêcheurs et les agriculteurs locaux transportaient l'essence de Roumanie qu'ils vendaient au triple, voire au quadruple du prix d'achat. Des centaines d'autobus relient quotidiennement des villes de Serbie et des villes hongroises roumaines et bulgares les plus proches"* (Morokvasic 1999).

Dans les entretiens que nous avons réalisés, il apparaît clairement que dans la plupart des cas, c'est la rencontre avec des personnes extérieures au groupe social directement proche des individus qui déterminent leur premier voyage vers une nouvelle destination. C'est aussi au marché qu'ils connaissent ceux qui sont déjà partis, qu'on leur parle de "techniques de circulation" ou de lieux à l'étranger où ils pourront trouver du travail ou un logement. Nous savons que l'émigration est principalement influencée par les informations disponibles sur celle-ci au sein de la société d'origine. Quel meilleur poste que celui de vendeur au marché pourrait permettre aux individus d'avoir accès au plus grand nombre d'informations de ce type qui circulent en ville ?

Ainsi, nous avons pu établir que le développement des circulations ultérieures à destination de la France et ses "stratégies" particulières s'est principalement fait autour du marché et qu'elles seront pratiquées en majorité par de petits commerçants de Drobeta-Turnu Severin. Il en va bien-sûr de même des pratiques de commerce transfrontalier avec la Serbie et la Bulgarie. Nos individus interrogés vont eux-mêmes alterner période de travail ou de commerce à l'étranger et période de vente au marché, car ils peuvent quitter leur emplacement et le récupérer quand ils le souhaitent. En ce sens, le marché de Drobeta constitue un des centres (avec la gare routière elle aussi très "animée") du champ circulatoire des Roumains de Mehedinți. C'est ici que les individus se rencontrent entre leurs déplacements à l'étranger, que se nouent des contacts, s'échangent les expériences, se mettent en place les futurs projets de mobilité, se créent les représentations et les attitudes de la circulation.

L'effet d'imitation, et de diffusion des techniques et des destinations est très fort. Par les discussions quotidiennes avec les parents, les voisins et les amis au sein de cette large communauté des marchands de Severin qui se connaissent tous, chacun sait, et pour ainsi dire à chaque instant, où se trouvent les autres membres, comment ils sont partis, avec qui, et pour pratiquer quelles activités. Une fois à l'étranger, ces contacts sont précieux et utilisés comme tels et il n'est pas rare de voir un circulant appeler un ami d'un ami de Drobeta-Turnu Severin qui se trouve au même moment dans une autre région ou un autre pays pour le rejoindre et pratiquer les mêmes activités. Le réseau social ainsi créé n'est pas transnational à la base mais le devient dès lors que ses membres pratiquent dans leur majorité les circulations migratoires, chacun utilisant ses propres contacts dont il fera (au moins au départ) profiter tous les autres. C'est parce que les membres de cette famille ont eu l'occasion de pratiquer cette activité commerciale, qui ne représente en fait qu'un pan de leur activité économique articulé avec leurs diverses circulations, qu'ils ont pu participer à autant de projets de mobilité. Les changements d'orientation du champ migratoire des gens de Mehedinți se décident ici, par les interactions entre les individus et les groupes.

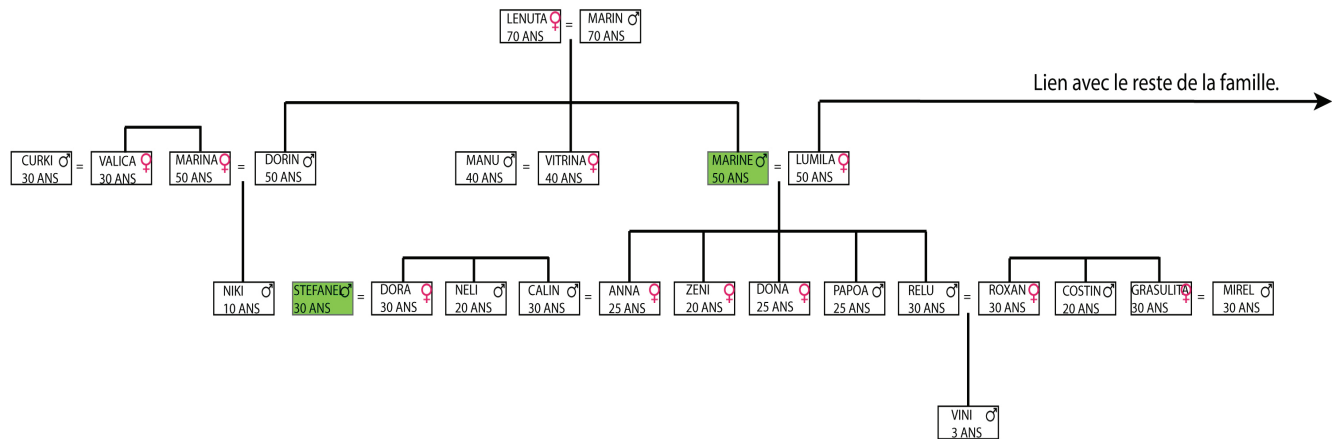
B): Les circulations transnationales en Serbie.

Voyons à présent quelles seront les mobilités internationales des individus interrogés à cette période. Il s'agit dans leur grande majorité de travaux saisonniers et de pratiques de commerce à la valise avec la Serbie. Avec le changement de génération, de nouveaux membres de la famille nés dans les

années 70 et qui étaient trop jeunes pour avoir connu l'époque des voyages en Allemagne vont y participer.

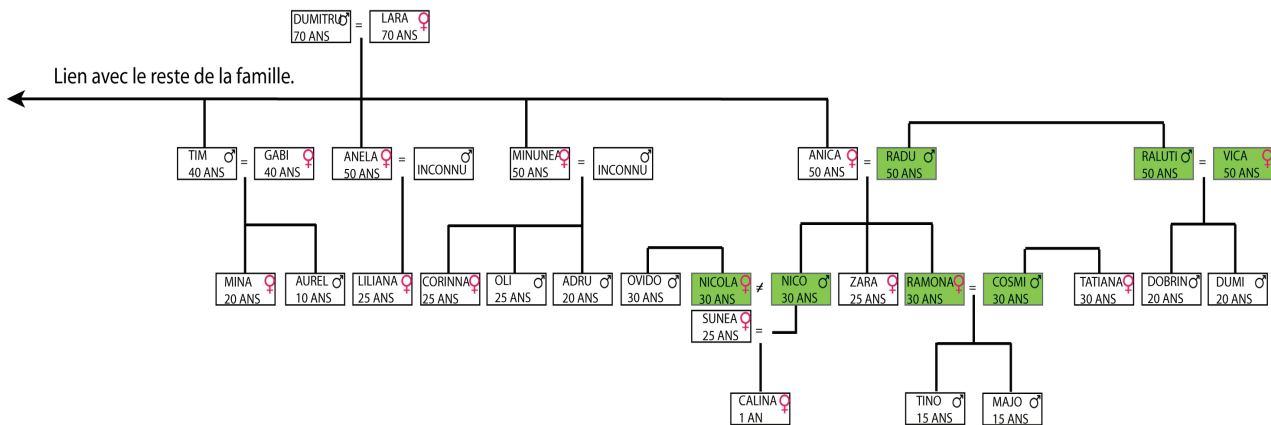
Figure N° 21 : Les membres de la famille qui se rendront en Serbie.

LES MEMBRES DE LA FAMILLE AYANT PRATIQUÉ LE COMMERCE TRANSFRONTALIER OU AYANT TRAVAILLÉ EN SERBIE (partie gauche).



Les individus ayant pratiqué, à notre connaissance, des circulations tranfrontalières apparaissent en vert.

LES MEMBRES DE LA FAMILLE AYANT PRATIQUÉ LE COMMERCE TRANSFRONTALIER OU AYANT TRAVAILLÉ EN SERBIE (partie droite).



Les individus ayant pratiqué, à notre connaissance, des circulations tranfrontalières apparaissent en vert.

Premiers voyages à l'étranger de Cosmi et Ramona:

Cosmi qui venait d'avoir ses deux fils avec Ramona ne trouvait pas de travail en Roumanie. De plus ses parents étaient tombés malades. Un des ses amis d'enfance de la Bălăcița, Fino, lui propose de l'accompagner en Serbie pour travailler. Il y avait un ami serbe qui avait 65 ans et qui s'était enrichi en faisant du commerce entre les deux pays et cherchait à se faire construire une grande maison à Zaiacher. Fino et sa femme avait déjà fait de nombreux allers-retours en Serbie. Ils partent donc tous les quatre (Cosmi, Fino et leurs épouses respectives) à Négotine

par le bus et des visas de tourisme de trois mois leur sont délivrés à la frontière (02/1996). Ils sont logés et nourris par leur employeur et gagnent en plus 10 marks par jours de travail. Ramona et la femme de Fino travaillent quand à elles dans l'agriculture par des contacts de cette dernière.

Ils rentrent chez eux pour Pâques puis retournent en Serbie au mois de mai pour continuer le chantier. Ils y retourneront à trois reprises, chaque fois pour une période de trois mois. Pendant que les hommes travaillent sur le chantier, leurs épouses font des ménages et travaillent comme journalières dans diverses exploitations agricoles. La femme de Fino connaissait beaucoup de monde dans le village de Zaicher et pouvait trouver du travail sans trop de problèmes. Avec l'argent qu'ils gagneront de ces voyages, Cosmi paiera les frais médicaux de ses parents et améliorera un peu son quotidien en Roumanie. Après cette période de travail en Serbie, Ramona et Cosmi vont rester plusieurs années en Roumanie à travailler leur jardin et au marché de Turnu Severin (Cosmi, le 08/04/08).

Les va-et-vient de Nico en Serbie :

C'est en janvier 1998 et après s'être marié que Nico va partir en Serbie avec son épouse. Ils y sont amenés par Raluti, l'oncle de Nico qui y avait travaillé quelques années auparavant (avant l'épisode allemand) et avait gardé des contacts. De la même manière, ils se rendent à Négotine par le bus et logent chez un Serbe que connaissait Raluti. Nico et son oncle travaillent dans une entreprise de construction tandis que sa femme s'occupe de la maison et du jardin de leur logeur en échange du logement pour les trois. Ils restent 3 mois le temps du visa puis repartent".

"Ils y retournent en mai 1998 selon les mêmes modalités, avec Raluti et chez la même personne. Cette fois-ci Nico et sa femme trouvent du travail dans l'agriculture à partir d'un contact de son oncle. Ils rentrent encore une fois en Roumanie après trois mois. Leur dernier voyage en Serbie à lieu en septembre 1998. Cette fois-ci Nico et sa femme repartent seuls et travaillent avec les employeurs qu'ils avaient rencontrés au cours du précédent (leurs propres contacts). Ils logent dans une pension, travaillent dans l'agriculture puis un peu dans la construction et rentrent chez eux pour Noël. Ils ne retourneront plus en Serbie car ils trouvaient qu'ils y gagnaient trop peu d'argent pour que le déplacement vaille la peine (Nico, le 12/04/08).

Stefanel et le commerce à la valise :

Après avoir terminé le lycée et obtenu son bac, Stefanel cherche du travail à Drobeta mais ne trouve rien. C'est un des ses amis qui lui donne le "tuyau" du commerce transfrontalier avec la Serbie (il nous dit que beaucoup de gens le pratiquaient alors). Il va se lancer dans cette activité et la pratiquer pendant plusieurs années. Il achète toutes sortes de produits à Severin (vêtements, articles de bazar, casseroles...) et va les revendre au marché de Négotine. Il fait l'aller-retour par le bus, dans la journée, et répète l'opération 3 ou 4 fois par semaine. Les douaniers sont habitués et ne font pas de problèmes aux voyageurs qui passent avec de petites quantités de marchandises.

Rapidement, il apprend des notions de Serbe et cela lui permet de faire des contacts et de se créer une clientèle fixe. Il ne ramène plus alors que les produits qui lui sont demandés par les commerçants de Négotine. Il approvisionne exclusivement d'autres commerçants qui vendent ses produits et ne peuvent faire le voyage. Grâce à cette activité, il dit gagner 4 fois un salaire normal en Roumanie et au bout d'un an il peut s'acheter une voiture pour continuer ses voyages quotidiens en économisant le transport en bus. Il arrête en 1999 car la frontière serbe se ferme pour un an à cause de la guerre et il doit faire son armée. En 2000,

avec ses économies, il ouvre son propre magasin près du marché de Severin (Stefanel, le 19/4/08).

Cosmi et le dispositif circulatoire :

Suite à son troisième séjour en Serbie (11/1996), et après avoir terminé la maison du Serbe, Fino lui propose d'y retourner avec lui, lui disant qu'il n'aurait pas de mal à leur trouver du travail par ses contacts. Mais Cosmi refuse car le travail était assez mal payé en Serbie et il préfère se consacrer à la vente de fruits et légumes au marché de Severin (activité pratiquée par le reste de la famille et qui rapportait plutôt bien). Il va se contenter de cette activité pendant plusieurs années.

C'est aux alentours de l'année 2000, lorsque la frontière avec la Serbie ouvre à nouveau que le frère de Cosmi achète un autobus et obtient une licence d'État pour organiser des transports transfrontaliers. Il propose à son frère le poste d'administrateur car celui-ci parlait un peu le serbe. Le travail de Cosmi consiste à faire le voyage chaque jour avec l'autobus et à gérer les aspects administratifs (visa, passeports, billets...). Les voyageurs sont surtout de petits commerçants à la valise et des femmes seules qui vont travailler dans la restauration et le service domestique (entre autres choses). Durant un an, il fera le trajet Severin-Négotine et il loue un appartement à Drobeta-Turnu Severin.

A partir de la seconde année, sa famille le rejoint à Severin et Ramona reprend son poste au marché. Lui va alors faire un nouveau trajet, Severin-Pojavoreţ. Il profitait de ses allers-retours pour faire un peu de change de devises au noir. Après environ deux années, les lois du transport international s'uniformisent avec l'Europe et l'autobus de la compagnie n'est plus aux normes. L'entreprise stoppe son activité le temps que le bus soit modifié. Après six mois (de travail au marché), et voyant que la mise aux normes n'est pas possible, son frère se réoriente sur les trajets internes à la Roumanie et n'a plus besoin d'administrateur. Cosmi va alors rejoindre Ramona qui était parti en France deux mois plus tôt (Cosmi, le 08/04/08).

Nous voyons ici apparaître des stratégies complexes, qui mêlent plusieurs activités que les individus pratiquent en alternance, au grès des opportunités qui leurs sont offertes. La mobilité est un élément constituant de ce jeu et le fait de traverser une frontière internationale importe peu. Les différences entre Roumanie et Serbie (de prix des marchandises comme d'offres de travail) sont juste un élément de plus qui s'y ajoute et permet de développer une autre activité lucrative. Cela tient à la situation frontalière de Severin mais aussi aux possibilités juridiques de ce passage de frontière. La capacité à s'adapter à différents contextes sociaux-culturels et surtout à s'adapter à chaque changement du cadre juridique (le cas de la réouverture de la frontière après la guerre et dont profite le frère de Cosmi) sont des qualités nécessaires aux circulants mais qu'ils ont développés dans le contexte particulier de leur espace d'origine. Adaptabilité, réactivité, inventivité sont des qualités que les individus apprennent à maîtriser et qui leur serviront par la suite à l'heure de circuler en Europe. Nous voyons aussi que leurs choix et calculs personnels ont une grande influence sur leurs déplacements et si les voyages de travail ne seront pas plus fréquents vers la Serbie, cela tient aussi aux salaires que les individus jugent insuffisants. Il s'agit dès lors d'un choix purement rationnel. Bien-sûr, tous ces mouvements sont déterminés là encore par le réseau social communautaire (les amis, les voisins ou les membres de la famille) qui est celui qui offre les opportunités dans un premier temps. Le cas de Nico comme celui de Stefanel montre bien aussi le rôle du réseau externe, les contacts créés dans la circulation, qui offrent des opportunités différentes et parfois (mais pas toujours) plus avantageuses et que les individus cherchent à créer.

Une question reste en suspens par rapport au cas général de la Roumanie. Nous savons que cette période fut celle de l'extension des flux à l'Europe occidentale et de la diversification des circulations. Le commerce et le travail transfrontalier était plutôt l'apanage de la période précédente. Pourquoi alors, à ce moment précis, notre famille n'ira pas plus loin que la Serbie. De la même manière, ils ne vont pas non plus tous pratiquer de commerce à l'étranger alors que c'est leur activité en Roumanie. Cela tiendrait là encore à trois facteurs : une impossibilité juridique de gagner l'Europe de l'Ouest ou d'y pratiquer du commerce ; des réseaux sociaux orientés vers l'activité transfrontalière plutôt que vers les long voyages ; des choix personnels qui les poussent à se contenter alors de leur activité au marché qui leur rapporte alors de quoi survivre sans trop de problèmes. C'est lorsque plusieurs de ces facteurs vont changer que les circulations bien plus fréquentes et sur de longues distances vont exploser.

En effet, c'est à partir de 2000, lorsque la situation se dégrade encore plus en Roumanie (les prix s'alignent de plus en plus sur un standard européen) et surtout que le cadre juridique change en 2002, que nos individus vont partir vers l'Europe de l'Ouest, en France tout d'abord et beaucoup plus souvent. Ils vont alors utiliser le savoir-faire acquis et s'appuyer sur divers réseaux sociaux afin de pratiquer ces circulations, dans le but de maintenir leur niveau de vie au pays.

IV. Les circulations en France.

C'est à partir de 2002, suite à la mise en place de procédure simplifiée pour obtenir des visas de tourisme pour l'espace Schengen, que les circulations vont se multiplier pour les membres de notre famille, et que celles-ci vont couvrir des distances de plus en plus grandes. Cela correspond à la "troisième époque" décrite par Marcu qui verra une véritable explosion des flux au départ de la Roumanie. Une des principales destinations de la famille à partir de cette période sera la France. C'est une destination qui était déjà pratiquée par un certain nombre de Roumains, dont certains en relation avec cette famille, mais vers laquelle aucun de ses membres ne s'étaient dirigé jusqu'à présent. Lorsque change la loi, le dispositif s'élargit très rapidement. Dès les premiers mois, de plus en plus de Roumains de Severin vont tenter leur chance en France. Ils s'intègrent là-bas à un dispositif complexe et déjà en place depuis plusieurs années et qui lui aussi évoluera avec le temps.

Précisons tout d'abord l'historique migratoire des Roumains en France durant les années 1990 avant d'illustrer ses caractéristiques et ses évolutions par des exemples tirés des entretiens.

1) : Les Roumains en France durant les 90'.

A): Des flux qui croissent rapidement.

Tout comme cela s'était produit à la même époque en Allemagne, un certain nombre de ressortissants roumains vont arriver en France au tout début des années 1990. Parmi ceux-ci, on va retrouver beaucoup de réfugiés politiques mais aussi quelques familles de Tsiganes partis à la découverte de l'Europe. Dès cette période, une grande partie d'entre eux vont déposer des demandes d'asile, généralement justifiées. Le nombre de dossiers déposés auprès de l'OFPRA par des Roumains va brusquement passer de 658 en 1988 à 1 198 en 1989 et 3 312 en 1990 (Bennatig and Brachet 1998). Pour cette dernière année, il n'est pas exclu que les prémices de la crise économiques entrent en ligne de compte. Pourtant leur nombre décroît dès 1991, ce qui semble montrer qu'il s'agissait là de véritables flux de réfugiés (et bien que l'on retrouve dans ceux-ci, et comme ce fut le cas dans d'autres pays, des logiques communautaires ethniques).

Dans un second temps, à partir de 1993, le nombre de demandes déposées va de nouveau progresser fortement, et ce jusqu'en 1997. Il s'agit d'un tout autre phénomène qui se met alors en place car cette période sera celle d'une orientation de plus en plus forte, vers la France, des dispositifs circulatoires roumains. Pour une part, il s'agira d'une réorientation depuis l'Allemagne suite aux modifications législatives qui y marquèrent la fin des circulations massives. Bon nombre des demandeurs d'asile qui s'y trouvaient et qui furent alors priés de quitter le territoire ne rentreront pas en Roumanie et préféreront continuer leurs explorations plus à l'ouest (Reyniers rapporte ainsi les nombreuses entrées signalées à cette époque par la police des frontières alsacienne). Une autre partie sera simplement constituée de Roumains qui arrivèrent en France "par hasard", au grès de leurs voyages exploratoires à travers l'Europe, et qui s'y implanteront car ils y trouveront des conditions favorables (comme dans le cas de Nice décrit par Swanie Potot). Une fois les premiers migrants installés, et par le jeu des réseaux sociaux et de la chaîne migratoire, le nombre de Roumains qui se dirigeront vers la France pour y migrer ou y circuler ne cessera de croître.

Tout comme en Allemagne, il s'agira pour les circulants de "*gagner beaucoup et vite*" (Bennatig and Brachet 1998) avant de rentrer au pays, et la demande d'asile sera une méthode largement employée, faute d'autres solutions alternatives, pour pouvoir rester sur le territoire français, au moins le temps de se constituer un capital. Cette demande d'asile politique, quasi systématiquement jugée infondée suite à son étude par les services administratifs, permettra à ceux qui l'effectueront de rester en France en toute légalité durant de longues périodes, de huit mois à un an avec les appels (Potot 2000). Le nombre de demandes d'asile déposées par des ressortissants roumains se situera ainsi entre 1994 et 1997 à plus de 4 000 par an tandis que le nombre de demandes totales ira décroissant, ce qui fera que les Roumains arriveront rapidement à représenter plus des trois quart des demandes émanant des pays de l'Est et 20% de la demande totale (Bennatig and Brachet 1998). Dans le même temps, le nombre de demande de régularisation déposées par des ressortissants roumains restera étonnamment faible (elles culmineront à 207 en 1998), ce qui montre bien que l'intégration ou l'installation définitive ne les intéressera pratiquement pas (Diminescu 1999).

Durant ces périodes de résidence temporaire, les Roumains tenteront de se constituer par tous les moyens un pécule et le feront par le biais de divers systèmes de collecte. "*Il s'agit d'un commerce de vieux vêtements, de pneus usés, de différents objets ménagers jetés dans la rue, etc. ; ou, simplement, d'une collecte directe d'argent : à commencer par la mendicité, le lavage de pare-brises, la vente de journaux de rue, la revente de tickets de métro, la musique dans la rue, le pillage des horodateurs et d'autres activités plus ou moins illicites*" (Diminescu 2002). Ces collectes et récupérations qui seront dans un premier temps le fait de quelques familles Tsiganes⁴⁵, seront rapidement pratiquées, faute de mieux, par l'ensemble des ressortissants roumains. La généralisation de telles pratiques s'explique par la situation que vont rencontrer les Roumains en France au moment de leur arrivée qui fera que ces dernières se révéleront rapidement comme les mieux adaptées car les plus lucratives dans le panel des rares opportunités qui s'offrent à eux.

B): De fortes entraves à l'immigration.

Bien qu'ayant été traditionnellement un des principaux pays d'accueil du continent européen⁴⁶, et ayant développé à ce sujet toute une rhétorique nationale assimilationniste, la France va devenir à partir des années 1970 un des premiers pays à fermer ses frontières à l'immigration et à mettre en place des lois visant à empêcher l'entrée et l'implantation de populations étrangères sur son territoire. Passée la première période des regroupements familiaux, tous les gouvernements successifs vont s'attacher à perfectionner ce dispositif restrictif, à l'intérieur comme au dehors du pays, en combinant contrôle des frontières et lois discriminatoires à l'égard des migrants. Aujourd'hui, le nombre de lois, circulaires et directives visant les populations immigrées y est plus important que dans n'importe quel autre pays et, au niveau européen, la France compte parmi les plus fervents défenseurs d'une fermeture totale des frontières.

Dans le même temps, le pays va entrer de plein pied dans le jeu de la concurrence économique internationale et va connaître des réformes progressives mais très profondes de son marché du travail et de son système de redistribution sociale. Si

⁴⁵ On pourrait voir ici les effets d'une reproduction en France de ces activités de récupération qui étaient traditionnellement l'apanage de certains groupes Tsiganes en Roumanie.

⁴⁶ Les causes en remontent au 17^{ème} siècle et à une transition démographique précoce qui fera que le pays devra par la suite, et durant des siècles, recourir à l'immigration massive de populations étrangères pour soutenir sa croissance industrielle. Rien qu'au cours du 20^{ème} siècle, ce seront d'importantes vagues de Belges, d'Italiens, de Polonais, d'Algériens, d'Espagnols, de Portugais et de Marocains (dans l'ordre chronologique) qui immigreront en France, avec l'assentiment et souvent l'encadrement de l'État.

aujourd'hui le pays compte parmi les plus évolués de la planète dans ce sens, avec notamment un taux de productivité hors norme, et un grand nombre d'entreprises internationales très compétitives, cette évolution s'est faite au détriment de sa population qui a vu globalement ses conditions de vie et de travail se dégrader de manière inquiétante. Ces transformations profondes de la société française se sont déroulées sur fond de mise en exergue du "problème" que constituait l'arrivée et la présence de populations immigrées trop nombreuses qui bien souvent servira de justificatif aux réformes libérales successives. Plus grave encore, après des années de frustrations et de contamination du discours public par des rhétoriques xénophobes à peine voilées, la société française se trouve aujourd'hui dans un état de tension constante vis-à-vis des populations étrangères ou marquées par leur origine autre que nationale⁴⁷. Ce qui a tendance à provoquer une augmentation des discriminations et une crispation généralisée qui aboutit aujourd'hui dans ses démonstrations les plus violentes aux grandes émeutes collectives que connaissent régulièrement maintenant les quartiers les plus défavorisés du pays.

Épargnés dans un premiers temps par ces mesures qui visaient l'immigration de travail, les demandeurs d'asile seront à leur tour concernés dès la fin des années 1980. C'est la chute du bloc communiste et la disparition de l'intérêt politique que pouvait revêtir l'accueil de réfugié qui explique ce tournant à ce moment précis. Seulement comme le droit de demander l'asile est inscrit dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, les gouvernements ne peuvent le supprimer purement et simplement. On va alors tenter de la limiter en jouant sur son application et accroître les soupçons à son égard. Par un effet médiatique voulu, on va de plus en plus souvent présenter les demandeurs d'asile comme des fraudeurs en puissance et restreindre leur possibilité d'effectuer cette demande. Par ailleurs on va tenter de rendre plus difficile leur insertion à la société locale durant le temps d'attente d'une réponse qui sera de plus en plus souvent négative.

C'est dans ce sens que le droit de travail qui était auparavant accordé automatiquement aux demandeurs d'asile en attente de réponse sera supprimé par une circulaire du 26 septembre 1991. En contrepartie, une Allocation d'Insertion dérisoire leur sera accordée (1 300F par mois en 1991)⁴⁸, ne leur laissant que le choix de tenter de s'intégrer sur le marché du travail illégal pour gagner leur vie⁴⁹ (Morice 1998).

C'est à cette période que vont arriver les premiers Roumains qui vont essayer sans succès de s'intégrer à l'économie parallèle. *"Les premiers venus cherchent du travail dans les secteurs forestiers ou agricoles, mais aussi sur les chantiers (...) dans le prolongement de ceux effectués en Roumanie ou ailleurs (...). Mais en France, même sur le marché noir, c'est dur de trouver du travail, car le marché du travail clandestin est marqué par une âpre concurrence, tout comme le marché officiel"* (Diminescu 2001). Alors que traditionnellement en France, le marché du travail illégal constituait une importante source de revenus pour les immigrés en situation irrégulière ou en attente de régularisation, ce dernier semble avoir perdu beaucoup de son poids au cours des années 1990. Et cette évolution serait principalement due aux évolutions de la société française à la même période. *"Mis sur le devant de la scène depuis quelques années, l'emploi dissimulé fait en général*

⁴⁷ La mise en rapport avec le cas de la Roumanie du début des années 90' tendrait à montrer que le développement de "tensions communautaires" serait bien plus largement lié à la situation économique qu'à tout autre facteur "naturel" ou "culturel" qui sont souvent invoqués dans ces cas.

⁴⁸ Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme, http://www.cncdh.fr/article.php?id_article=523, consulté le 17/05/2008.

⁴⁹ En 2006, elle est remplacée par l'Allocation Temporaire d'Attente, d'un montant de 311, 4 € par mois au 1^{er} janvier 2008. Site officiel de l'Assedic : http://info.assedic.fr/chiffres_cles/index.php?idmenu=20&idarticle=20&chemin=20%7C&idPage=c667fd8ced1d12cf4478c13dbbb3c285, consulté le 17/05/2008.

hésiter certains employeurs, soucieux de leur image de marque et de leur sécurité judiciaire. Ici encore, il peut s'agir d'un simple déplacement : ainsi certains fabricants de prêt-à-porter se sont tournés vers la production dans le tiers monde. Parfois, comme dans les emplois domestiques, c'est l'Etat lui-même qui a blanchi une partie du travail au noir en instaurant une fiscalité incitative à la déclaration d'embauche (donc défavorable aux sans-papiers). Mais il y a surtout ceci : les étrangers "clandestins" jadis appréciés pour leur soumission à n'importe qu'elles conditions de travail, de salaire et de stabilité, sont désormais en concurrence avec d'autres catégories touchées par la précarité : élèves déscolarisés et étudiants, étrangers résidents mais chassés du marché de l'emploi contractuel, femmes poussées par l'emploi à temps partiel, chômeurs de longue durée, etc." (Morice 1998).

C): Activités et implantation.

Les premiers Roumains qui arrivent en France se dirigent naturellement vers la région parisienne mais leur nombre croissant à partir de 1993 va faire que des logiques de dispersion vont se mettre en place et que c'est l'ensemble du territoire qui sera rapidement "colonisé". Dès 1994, on note leur présence dans la région de Lyon, mais aussi à Nice, Marseille, Toulouse, Lille, Roubaix, Thionville, Nantes... On peut voir ici le rôle de l'adaptation aux changements de contextes par la mobilité puisque c'est la fermeture des services de domiciliation des associations de la région parisienne (domiciliation obligatoire pour pouvoir déposer une demande d'asile) qui va en grande partie déterminer cette réorientation (Bennatig and Brachet 1998). Partout, ils mettent en place les mêmes types de collecte ce qui nous montre en outre la forte capacité de transmission du "savoir-faire" au sein de leurs réseaux sociaux. Par exemple, c'est en apprenant que des compatriotes pratiquaient la vente de journaux de rue à Paris que les premiers Roumains qui se trouvaient à Nice se présentèrent au centre de diffusion local et pratiquèrent cette activité par la suite (Potot 2007).

Tout comme nous avons pu l'observer en Allemagne, ils vont aussi développer en France des pratiques d'intenses pratiques de mobilité au niveau local ou interrégional. Il s'agit alors clairement de logiques d'exploration et d'exploitation des espaces situés autour de leurs principaux centres d'implantation. En effet la mendicité ou la vente de journaux offre des marchés locaux somme toute assez limités qu'il s'agit de rénover régulièrement en se déplaçant, ce que les demandeurs d'asile Roumains vont rapidement comprendre et mettre en œuvre (Diminescu 2001), cette mobilité devenant ainsi partie intégrante de l'activité telle qu'elle sera définie et diffusée dans le réseau. C'est ainsi en outre que va se développer tout un "stock de connaissance sur les trajets et les potentialités locales" qui sera réutilisé par la suite par ces populations (Diminescu 1999).

Pour ce qui est du logement, les migrants Roumains ont partout tendance à s'installer de manière collective (le rôle du réseau communautaire favorisant ce regroupement) et particulièrement pour les Tsiganes. On les retrouve dans des bâtiments désaffectés squattés, des foyers Sonacotra, des hôtels meublés de bas standing, des appartements insalubres et surpeuplés dans les bas-quartiers des centres-villes, tous les classiques du marché parallèle du logement en France. Leur concentration en certains lieux ainsi que leur présence permanente dans l'espace public (mendicité) les rend très visibles et attire l'attention de diverses associations qui vont tenter de les aider, tout autant que l'administration qui ce saisit du problème à partir de 1996 (Bennatig and Brachet 1998).

De plus, le développement de ces activités de mendicité ou de vente de journaux de rue (qui connaîtra en particulier un très grand succès dans les réseaux roumains à cette période) va provoquer pour ceux qui les pratiquent, une confrontation "dans

la rue" avec la société française qui débouchera par la création de liens d'entraide et de soutien originaux avec divers interlocuteurs locaux. Dana Diminescu qui a étudié ce phénomène nous parle de la fidélité à leur poste des vendeurs roumains, présents à l'entrée des supermarchés tous les jours, "*par tous les temps et à toutes les heures*", et de leur comportement respectueux qui va leur attirer l'attention tout d'abord, puis la sympathie et souvent le soutien d'autres populations pratiquant les mêmes espaces et se trouvant elles-aussi dans des situations d'exclusion analogues. Il s'agit de retraités, d'immigrants, de jeunes marginaux, des personnes "*qui pour des raisons différentes, n'ont plus de fonctions socialement reconnues*" et qui par homophilie et par compassion vont avoir tendance à se rapprocher de ces demandeurs d'asile. De ces interactions, de réelles relations d'amitié vont parfois ressortir par lesquelles des occasions de travail, de logement et une certaine forme "*d'intégration par le bas*" leur seront offertes (Diminescu 2001).

C'est en ce sens que Diminescu nous parle de "*désinstitutionnalisation de l'hospitalité*" et de formes d'entraides privées et anonymes entre ces populations et certaines couches de la société française (Diminescu 2002) (ce qui sera aussi remarqué par Swanie Potot). A notre sens, ce phénomène illustre tout à fait l'évolution contemporaine de la France dans son rapport à l'immigration puisque l'on retrouve des restrictions et des discriminations généralement instituées "par le haut" et par le biais du droit et de la pratique administrative, bien plus que mises en place spontanément au sein d'une société qui serait plutôt dans son ensemble ouverte à la différence et traditionnellement réceptive aux situations de détresse vécues par ces migrants. De toute manière, tant du fait de la logique généralement temporaire de ces migrations que des nombreux obstacles légaux qui existent en France, très peu de ces aides apportées par des nationaux pourront déboucher sur une intégration de ces Roumains au marché du travail ni encore moins à leur installation définitive. Néanmoins, des liens seront créés avec la société française, qui pourront être réactivés par la suite lorsque l'évolution des circulations offrira aux Roumains l'occasion d'y retourner. Lors de nos entretiens auprès des personnes ayant pratiqué la circulation en France, nombreux sont ceux qui ont insistés sur la gentillesse et le respect qu'avaient pour eux les Français par rapport aux Allemands ou aux Espagnols qu'ils avaient connus et leur volonté future de s'y installer s'ils en avaient l'occasion, en attendant que la situation ne s'améliore en Roumanie.

D): La sortie provisoire de la France du champ circulatoire roumain.

Un premier coup d'arrêt à ces circulations roumaines en France sera porté par la fin de l'embauche des demandeurs d'asile comme vendeurs de journaux de rue. Jusqu'alors, et malgré leur statut leur interdisant de travailler, les autorités françaises avaient globalement fermé les yeux vis-à-vis de leur incorporation à cette activité car il s'agissait d'un secteur semi-caritatif pour lequel on pouvait accepter une certaine tolérance, d'autant que cela les dédouanait de leurs obligations sociales. Certains journaux avaient ainsi joué la carte de l'embauche massive de vendeurs roumains car ceux-ci, motivés et organisés, représentaient avant tout une hausse importante de leurs ventes, de leurs bénéficiaires et un moyen de conforter leur position par rapport aux titres concurrents (beaucoup apparurent à cette époque et disparurent assez vite). Quand aux Roumains, cette activité s'étant rapidement révélée comme la plus lucrative à laquelle ils pouvaient avoir accès, par son statut semi-légal. Ils représentaient la majeure partie des vendeurs dans beaucoup de villes où étaient distribués ces journaux⁵⁰, et réussissaient à tirer un important bénéfice de cette activité. (Potot 2007).

⁵⁰ Cette activité s'était au départ créée en France sur le modèle anglo-saxon du titre "*The Big Issue*", mais avec un contenu journalistique bien plus pauvre et une logique de vente plutôt tournée vers la charité que l'intérêt du public pour le journal. Son principe était à la base de favoriser la réinsertion sociale des sans domicile fixe en leur permettant de tirer un revenu de la vente du journal dont les bénéfices étaient

En 1997, un désaccord intervint entre la direction parisienne d'un des principaux journaux qui avait recours à ce type d'embauches et ses vendeurs roumains locaux. La réclamation de ne pas augmenter le prix de vente du journal (ce qui faisait d'autant baisser leur marge) n'étant pas prise en compte, les vendeurs Roumains de région parisienne vont collectivement quitter l'entreprise et se tourner vers la concurrence. Le journal en question va voir ses ventes chuter rapidement et sa direction va alors mettre en place une importante campagne de lobbying visant à dénoncer l'embauche illégitime de demandeurs d'asile chez ses concurrents et parallèlement faire en sorte que toutes ses succursales locale (dont celle de Nice) se séparent de leurs vendeurs extracommunautaires (Potot 2007).

Une autre évolution juridique cette fois-ci, et qui marquera la fin d'une époque pour les circulants roumains en France sera la loi du 11 mai 1998, dite loi Chevènement, qui autorisera le recours à une procédure de traitement d'urgence des demandes d'asile politique émanant des ressortissant de divers pays dès lors considérés comme "démocratiques et stables", au rang desquels la Roumanie. A partir de cette date, les dossiers (c'est-à-dire les refus dans plus de 99% des cas) seront traités en deux semaines (Potot 2007). Cette mesure générale s'accompagnera dans diverses régions, comme dans le Rhône par exemple, de procédures d'applications nouvelles (le terme employé est "*procédure simplifiée*") qui ne donneront plus aux ressortissants des PECO le droit à la délivrance de titres de séjours provisoires, ni à l'attribution de l'allocation d'insertion (Bennatig and Brachet 1998).

L'application de ces mesures à tout le pays ne sera pas uniforme et prendra parfois quelques mois, mais elles auront un impact immédiat sur les circulations roumaines (Potot 2007). C'est principalement d'eux-mêmes, au sein des réseaux sociaux, que les Roumains vont se détourner de la France qui, comme l'Allemagne autrefois, décide alors de leur supprimer brutalement toute possibilité légale de séjour. Si quelques familles Tsiganes vont se tourner vers la l'irrégularité et la mendicité "pure et dure" (Diminescu 2002), certainement celles qui avaient fui de véritables persécutions et ne pouvaient retourner au pays, la majeure partie des demandeurs d'asile roumains vont quitter définitivement la France, rentrer en Roumanie, ou, comme cela s'était produit auparavant en Allemagne, réorienter leurs circulations vers des pays limitrophes comme l'Italie, l'Espagne, et dans une moindre mesure l'Angleterre. Très peu seront ceux qui pourront rester après avoir été régularisés, mais cela se produira tout de même dans quelques cas (Potot 2007). Quelques familles enfin se rabattront sur la demande d'asile territorial - mise en place en 1998 et supprimée en 2003, et qui correspondait à une volonté de décentraliser le traitement de l'asile - mais cette adaptation prendra quelques temps, les circulants Roumains n'étant pas les plus au fait des évolutions juridiques les concernant, d'autant que la mise en place de ces nouvelles mesures prendra plusieurs mois dans la plupart des régions

Cette fin des demandes d'asile politique en France aura par ailleurs une grande importance dans l'évolution du dispositif circulatoire roumain, puisqu'elle favorisera son extension à de nouveaux espaces, au sud de l'Europe principalement. Quand à la France, et bien que les flux s'en détourneront alors durant plusieurs années, la connaissance acquise de son espace et les contacts établis par ces premiers

partagés entre vendeurs et éditeurs. C'est-à-dire que sous couvert d'action humanitaire, il s'agissait aussi d'une activité lucrative, plus compromise que d'autres dans la lutte contre la pauvreté qui constituait son image de marque. Lorsque les premiers Roumains s'y incorporèrent, leur motivation dans la vente et leur organisation communautaire structurée de l'activité à eu pour effet de multiplier plusieurs fois les ventes de certains titres qui s'en accommodèrent tout-à-fait, favorisant parfois même ce phénomène, bien que cela constitue une certaine transgression de leurs principes affichés. La rude concurrence qui existait alors entre les différentes publications de ce type qui s'étaient mises en place, par un effet de mode, au cours des années 1990 expliquant le recours à toutes sortes de stratagèmes peu scrupuleux.

migrants expliqueront la forme très développées que prendront les circulations roumaines qui y reprendront à partir de 2002.

2) : Les circulations roumaines en France après 2002.

A): Les premières circulations de la famille en France : une nouvelle vague d'explorations.

Les circulations de la famille vers la France débutent en 2003. Pourquoi n'ont-elles pas eu lieu avant cette date, nous ne le savons pas. Certains habitants de Severin participèrent pourtant à ces premières vagues de circulations en France, dès 1996 – 1997 (ce qui nous fut confirmé par Anna). De la même manière, Bennatig et Brachet avaient noté à Lyon en 1998, la présence de Roms de Craiova et de Roumains de Severin. Il est possible que les importantes difficultés légales pour voyager jusqu'en France (avant 2002, les visa de tourisme ne pouvaient s'obtenir qu'à l'ambassade du pays de destination et en présentant une invitation formellement établie par un national dudit pays, qui s'engageait à loger ses invités durant la période du séjour) aient suffi à les en dissuader. Quoi qu'il en soit, ce n'est que près d'un an après la mise en place des procédures simplifiées pour l'obtention d'un visa de tourisme pour l'espace Schengen que notre famille va se lancer à nouveau, et très fortement, dans la circulation migratoire, après avoir connu une période relativement plus calme. Leurs premiers voyages seront permis par la présence préalable d'autres Roumains de Mehedinți à Nantes et à La Rochelle.

Leurs circulations en France seront basées sur une très forte mobilité, plus encore que ce n'était le cas dans d'autres pays et seront fortement influencées par le rôle de plusieurs individus (Relu, Anna, Ramona et Cosmi) qui partiront en France avant et y retourneront plus souvent que les autres. Ils développeront une meilleure connaissance du territoire français et des opportunités qu'ils peuvent y trouver. Ils innoveront dans les pratiques de mobilité et de collecte et permettront que ces innovations se diffusent à l'ensemble de la famille. Par la suite, on notera assez fréquemment des phénomènes de convergence des différents réseaux sociaux individuels qui permettront à un plus grand nombre de profiter des mêmes opportunités.

L'espace circulatoire de la famille sera tout d'abord centré sur Nantes et la Rochelle avant de se déplacer vers l'intérieur du pays. Plus tard, se sera la zone de Bordeaux qui sera aussi "colonisée" et de nouvelles activités viendront s'articuler aux premières. Enfin, et progressivement, cet espace circulatoire se déplacera de plus en plus vers l'Espagne, par le biais d'autres contacts au sein du réseau.

Décrivons maintenant dans le détail les premiers voyages en France qui seront très importants car ils permettront de définir les suivants. Bien que ces circulations soient basées sur la mendicité, elles seront permises par les réseaux sociaux "Roumains" du marché de Severin alors que les Tsiganes des villages ruraux n'y prendront part qu'assez tardivement et de manière plus marginale. Cela est certainement dû à l'historique antérieur des circulations en France qui s'étaient centrées sur ces activités. Le dispositif hérité des années 90' avec ses logeurs, ses transporteur et ses techniques de collecte se remet rapidement en place suite à l'ouverture de l'espace Schengen en 2002.

Premier voyage à l'étranger de Relu :

En 2003, Relu (qui avait alors 24 ans) vivait chez ses parents à Dudașu et travaillait au marché de Severin avec ces derniers. Il nous dit que l'on commençait alors à voir de plus en plus personnes revenir de France avec de l'argent gagné en

mendiant et qui revendaient divers objets récupéré ou volés sur place (téléphones portables, vêtements...). Des informations circulaient alors au marché sur le dispositif circulatoire en France, sur Nantes et sa région, les possibilités de logement sur place et les techniques de mendicité ou de vol à la tire qu'y pratiquaient les Roumains. C'est un de ses amis roumains du marché qui lui propose de venir avec lui lors de son prochain voyage et Relu accepte, un peu par esprit d'aventure, et pour y gagner quelque argent. Il emprunte de l'argent pour financer son voyage et part avec trois autres personnes, deux Roumains et son oncle Manu de Dudașu, qui s'était inclus dans le groupe.

Ils partent donc tous les quatre, en payant 195€ par personne à un chauffeur particulier qui les emmène avec sa propre voiture jusqu'en France (le dispositif de transports parallèles qui s'était peu à peu mis en place à travers toute l'Europe). Ils obtiennent un visa de tourisme de trois mois en montrant chacun la somme de 500€ à la douane qui leur appose le fameux tampon. Ils vont à Nantes et logent dans un squat à la sortie de la ville, dont ils avaient entendu parler au marché et où se trouvait alors une importante communauté de Mehedinți. Chaque jour, ils font la manche à l'entrée de différents supermarchés de la ville mais aussi devant des boulangeries ou des tabacs (comme tous les autres) et gagnent ainsi entre 10 et 20€ par jours.

Relu nous explique que certains Roumains (des Tsiganes mais pas uniquement) se consacrent en parallèle au vol à la tire dans les grands magasins de la ville - lui ne s'y risque pas encore - ce qui leur vaut de se faire régulièrement chasser de leur poste par les gérants des magasins ou la police municipale. Ils ne sont pourtant jamais arrêtés, leur séjour dans le pays étant légal. Les Roumains sont assez mal vus à Nantes mais ils parviennent tout de même à tirer un bénéfice satisfaisant de leur activité. Au bout de trois mois, ils doivent rentrer au pays avant l'expiration de leur visa, afin de pouvoir en ressortir par la suite. Avec l'argent qu'il gagne, Relu rembourse ses dettes et il lui reste une petite somme qu'il dépense rapidement. Il aura acquis lors de ce premier voyage une expérience dont il se resservira par la suite (Relu, le 18/04/08).

Ce premier voyage de Relu décrit bien quel était le dispositif circulatoire en place chez les Roumains de Mehedinți avant que les membres de notre famille ne s'y incluent. On y retrouve reproduites les grandes caractéristiques des circulations roumaines des années 90' en France à ceci près que la durée de séjour y est plus courte, et pour autant les bénéfices moindres. Cette différence notable due à un cadre juridique nouveau pourrait être à l'origine d'une nouvelle adaptation de ce dispositif, qui va s'orienter encore plus fortement vers l'utilisation de la mobilité comme une stratégie, dans une recherche de gains plus conséquents en un laps de temps plus court (et c'est bien ce qui s'était produit en Allemagne avec les voyages entre foyers et les demandes d'asile multiples). Ce qui est très intéressant à observer ici, c'est que les membres de la famille vont participer de cette évolution, et même l'initier, avant que celle-ci ne se diffuse à l'ensemble des communautés circulantes de Mehedinți, et plus largement peut-être encore en Roumanie⁵¹.

Le premier séjour en France de la famille de la Bălăcița.

Tout commence en Espagne, à Alcanar (province de Tarragona), où s'était installé Nico six mois auparavant pour y travailler dans l'agriculture (mais nous reviendrons sur ce dernier plus en détail par la suite). En septembre 2002, il avait appelé ses

⁵¹ Aucune donnée n'existe jusqu'à présent sur ces circulations en France à cette époque et elles seraient à coup sûr très difficiles à obtenir. Pourtant nous avons-nous même rencontré à l'hiver 2007 des Roumains d'Arad (Nord ouest de la Roumanie) qui pratiquaient eux-aussi ce type de circulations et qui se trouvaient à Poitiers à ce moment, ce qui semblerait indiquer que d'autres communautés pratiquent encore ces circulations.

parents (Anica et Radu) pour qu'ils le rejoignent pour travailler dans la récolte des oranges (qui se déroule en hiver). Lorsque la saison se termine (en mars-avril 2003), Anica et Radu qui souhaitent continuer à travailler tant que cela était possible, appellent Gabi un de leurs vieux amis de Punghina (Mehedinți) dont ils savaient que ce dernier travaillait régulièrement dans l'agriculture autour de Bordeaux. Gabi, qui ne trouvait alors plus de travail agricole en France car il était sans papiers s'était alors installé à la Rochelle où se trouvait une importante communauté de Mehedinți (tout comme à Nantes) et vivait de la mendicité. Il leur propose tout de même de le rejoindre. Ils partent en autobus jusqu'à Bordeaux et sont récupérés par Gabi qui les amène chez lui.

Arrivés à la Rochelle et leur visa étant expiré, ils font de demandes d'asile à la préfecture et obtiennent des récépissés⁵². Presque immédiatement, ils appellent leur fille Zara pour qu'elle les rejoigne depuis la Roumanie, amenée elle aussi par un ami de Severin qui faisait des transports réguliers entre les deux pays. Ils logent chez Gabi et font la manche à la Rochelle et aux alentours mais cela ne leur rapporte pas trop car beaucoup d'autres Roumains s'y trouvent alors et pratiquent la même activité. Après quelques temps, et avec l'argent qu'ils avaient gagné en Espagne, ils achètent un véhicule d'occasion pour faciliter leurs déplacements.

Après un mois (05/2003), ils sont rejoints par leur autre fille Ramona, qui est amenée directement à La Rochelle par son mari qui fait l'aller-retour avec la voiture de son frère. Ce dernier ne reste pas et rentre tout de suite s'occuper de ses affaires en Roumanie (Cosmi travaillait encore dans les transports vers la Serbie avec son frère). C'est Ramona qui va leur proposer pour la première fois de s'éloigner de La Rochelle avec la voiture pour essayer de trouver de meilleurs endroits où mendier. Ils vont alors quitter la côte et se diriger vers l'est en se dirigeant à l'aide d'une carte routière sur laquelle ils sélectionnent des villes d'une certaine importance, pouvant compter un ou plusieurs supermarchés⁵³. Ils sont tout de même assez méfiants et cherchent à éviter les trop grandes villes dans lesquelles ils pourraient rencontrer d'autres mendiants, être importunés par la police et où il serait difficile de dormir dans la voiture" (ce qui est dès le départ une condition obligatoire de cette pratique). "Ce sont les femmes qui mentent. Radu, qui est le seul à avoir le permis reste dans la voiture et cherche des magasins et des endroits pour dormir la nuit, c'est lui qui dépose les matins et récupère les soirs sa femme et ses filles. Il ne s'éloigne tout de même pas trop car il se méfie. Rapidement, il va se constituer une expérience de ces espaces qui lui servira pour circuler en voiture et trouver des sites intéressants.

Durant un mois, ils vont suivre un parcours qu'ils déterminent au hasard. Certaines villes seront plus accueillantes que d'autres et ils seront parfois chassés par la police ou les gérants de magasins⁵⁴. Leurs gains ne sont pas non plus partout les mêmes et ils ne resteront que dans les endroits où les gens sont les plus généreux.

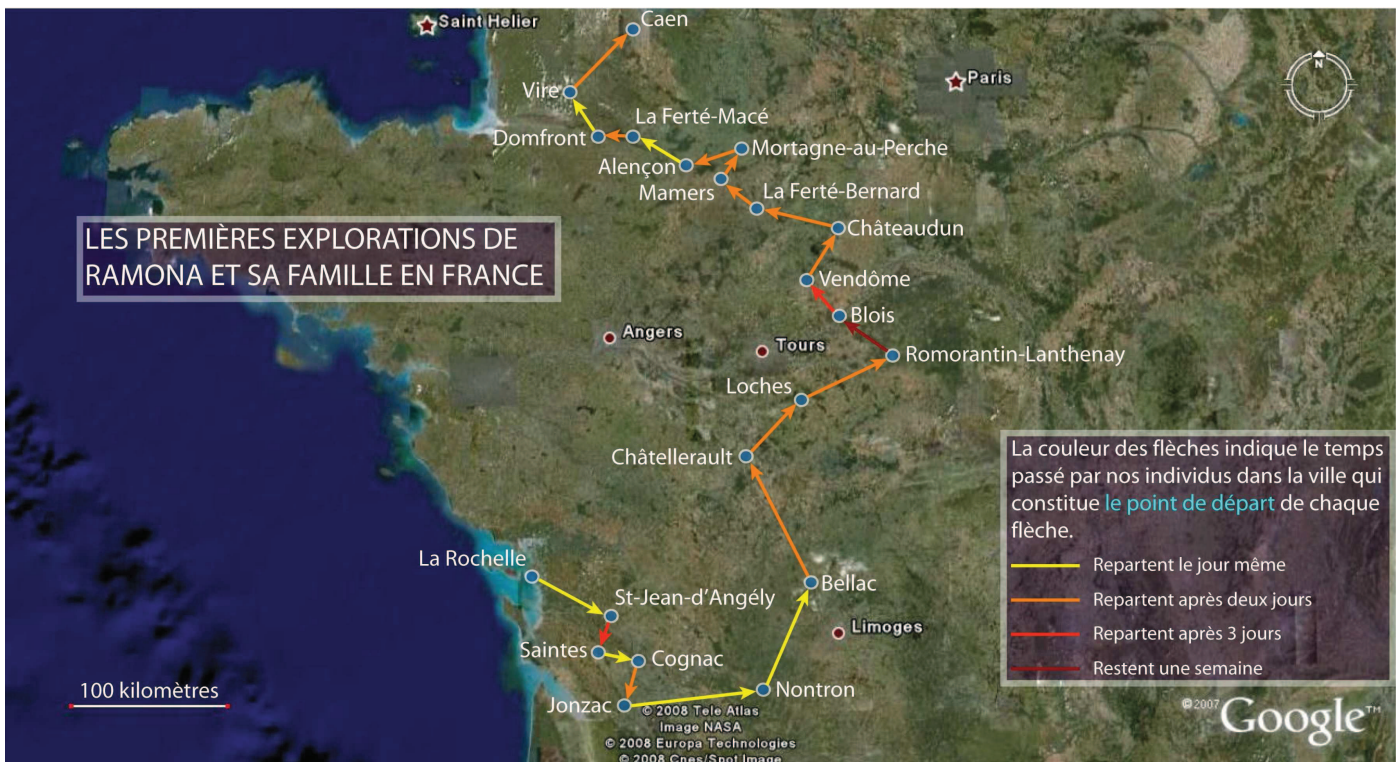
⁵² Cette information nous a été confirmée par les services de la préfecture de Charente-Maritime qui nous ont expliqué qu'un grand nombre de ressortissants roumains ont effectués entre 2002 et 2003 des demandes d'asile territorial et ont obtenu des récépissés. Par ailleurs, et bien qu'aucun chiffre officiel n'existe, il semble que le nombre de Roumains qui se présentaient à la préfecture pour toutes sortes de demandes (permis de travail, cartes grises, etc.) ait considérablement chuté à partir de 2004 – 2005.

⁵³ Si de telles pratiques pourront se développer en France, cela est aussi dû à la très forte implantation de la grande distribution sur l'ensemble du territoire. Ce processus qui avait débuté dans les zones rurales du pays dès les années 1970, et avait provoqué la disparition du petit commerce dans de nombreux endroits, ne s'est pas (encore) produit aussi fortement dans d'autres pays d'Europe. Il n'est pas rare de trouver des communes de quelques milliers d'habitants et assez éloignées des grands centres urbains, qui comptent un ou deux supermarchés, ce qu'y n'existe pas en Espagne par exemple.

⁵⁴ Le 07 juin 2003, alors qu'ils se trouvent à Châteaudun, la police arrête Anica et Ramona à l'entrée d'un supermarché et les conduit au poste. Les policiers menacent de les expulser du pays mais elles disposent toutes deux de récépissés de demande de titre de séjour. Ils les conduisent alors à 30 kilomètres de la ville et les abandonnent en rase campagne. Elles doivent marcher 5 kilomètres pour trouver une maison d'où elles appellent Doru qui vient les récupérer (après cela ils ne retourneront plus jamais à Châteaudun, ni d'ailleurs personne de la famille).

De toute manière, ils ne restent jamais plus de deux ou trois jours au même endroit car après ce laps de temps, les clients des magasins se lassent et ne leur donnent plus autant. Ils vont ainsi circuler de ville en ville jusqu'à Caen puis font demi-tour, en reproduisant le même parcours, mais en ne s'arrêtant que dans les villes par lesquelles ils étaient passés à l'aller et qui étaient les plus propices à leur activité. C'est lors de ce retour qu'ils découvrent qu'après quelques semaines, les gens leur donnent à nouveau comme au premier jour et qu'ils vont donc pouvoir répéter leurs circulations et exploiter régulièrement ce parcours, ce qu'ils feront durant les quatre mois suivants (Ramona, le 09/04/08 et Anica, le 12/04/08).

Figure N° 22 : Les explorations de Ramona en France et son "parcours préférentiel".



Il ne s'agira pas dès le départ de formes de nomadisme régulier mais plutôt "d'expéditions" répétée depuis un lieu de départ fixe. Celles-ci peuvent durer plusieurs semaines mais ils retournent toujours à La Rochelle, pour se reposer, se laver et y faire renouveler leurs récépissés lorsque ceux-ci expirent. Vis-à-vis du reste de la communauté roumaine de la Rochelle, y compris de leur logeur Gabi, lorsqu'on leur pose la question de leurs déplacements, ils disent qu'ils vont à Paris. Pour que ces formes de circulations restent intéressantes, il est nécessaire de les protéger des effets d'imitations qui existent entre les Roumains, et qui satureraient rapidement ces espaces (comme cela s'était produit à la Rochelle). L'activité de mendicité, basée sur la bonne volonté des locaux, est en effet fortement sujette à la concentration des individus qui la pratiquent qui à tendance à en faire chuter la rentabilité. Cette saturation de ces nouveaux espaces finira bien par se produire mais seulement quelques années plus tard.

C'est une véritable pratique d'exploration que Ramona et sa famille mettent en place puisqu'ils ne connaissent pas les espaces qu'ils parcourent et font des essais successifs, en gardant par la suite en mémoire les villes où la mendicité se révélera la plus rentable. Leurs expériences montreront que les meilleures destinations seront des communes de taille moyenne et comptant suffisamment de commerces pour que tous puissent y mendier, mais de préférence éloignées des grands centre

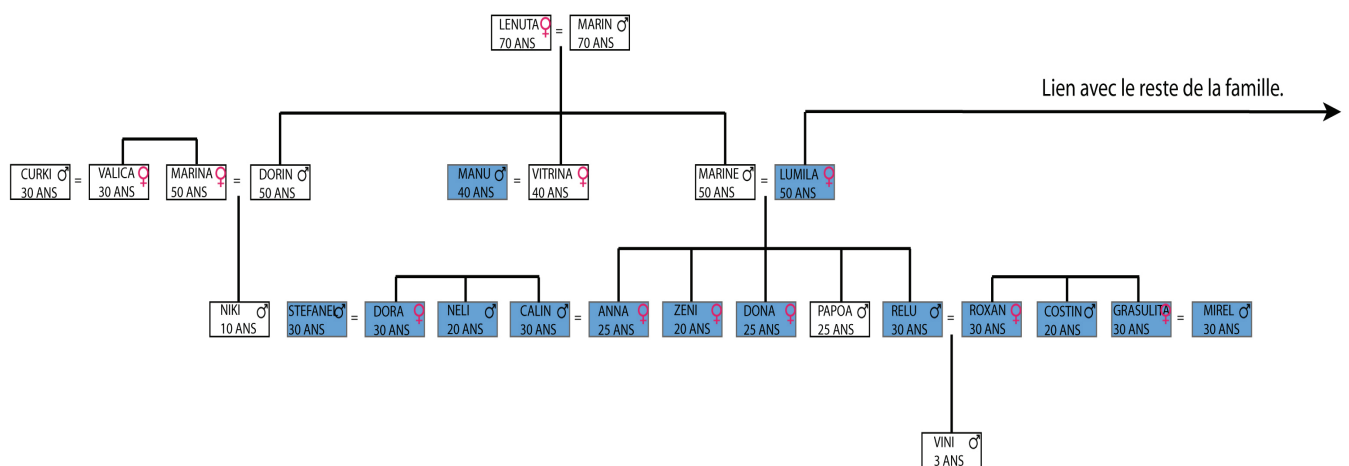
urbains de manière à ce qu'il s'agisse d'espaces vierges pour cette activité. Les habitants de ces espaces n'étant pas habitués à voir des mendiants à l'entrée des magasins, ils auront tendance à se montrer bien plus généreux que les citadins (on pourrait aussi y voir une forme de maintien, plus forte chez les ruraux que chez les citadins, de formes de solidarité). Dans chaque nouvel espace où ils arrivent, ils jouent sur la méconnaissance de ces pratiques par la population locale et peuvent durant quelques jours tirer un important bénéfice de la mendicité et dormir dans la voiture à proximité, sans que la police ne s'en préoccupe. "Ils vont en tout cas gagner beaucoup plus d'argent en effectuant ces circulations qu'en restant stationnés à La Rochelle", même si les conditions de vie, à quatre personnes dans une voiture, sont très difficiles.

B): La diffusion du savoir-faire se fait d'abord au sein de la famille proche.

Maintenant que ces nouvelles modalités circulaire sont découvertes, par l'innovation de quelques uns, voyons comment elles vont se diffuser dans le reste de la communauté, ce qui se fera très rapidement et à travers le réseau communautaire le plus proche : la famille.

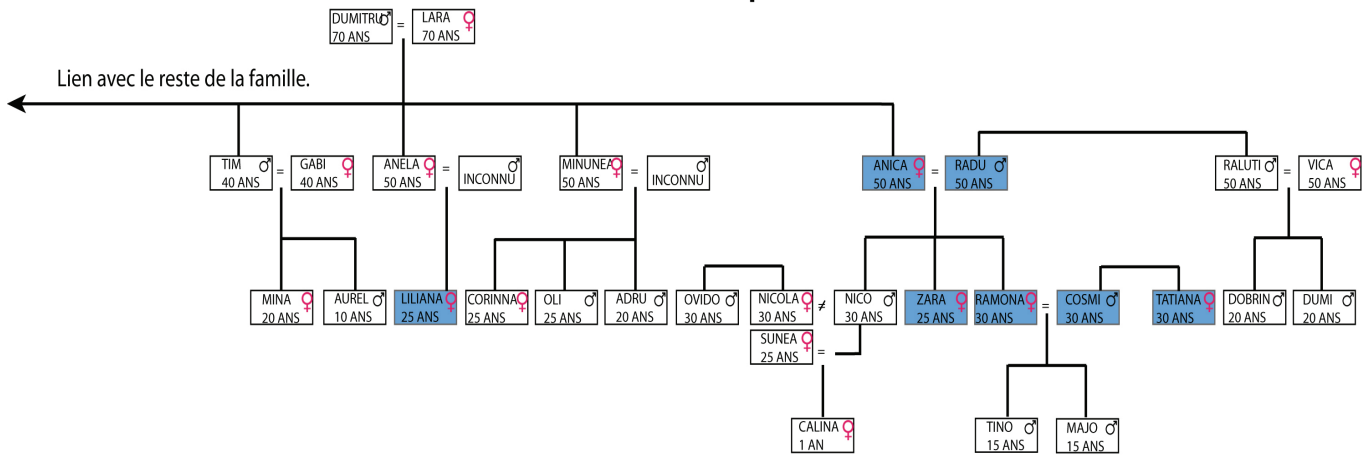
Figure N° 23 : Les membres de la famille qui pratiqueront la mendicité en France.

LES MEMBRES DE LA FAMILLE AYANT PRATIQUÉ LA MENDICITÉ EN FRANCE (partie gauche).



Les individus ayant, à notre connaissance, pratiqué la mendicité en France apparaissent en bleu sur le schéma.

LES MEMBRES DE LA FAMILLE AYANT PRATIQUE LA MENDICITÉ EN FRANCE (partie droite).



Les individus ayant, à notre connaissance, pratiqué la mendicité en France apparaissent en bleu sur le schéma.

Second séjour en France de Relu :

Après être rentré de son premier voyage à Nantes, Relu reste trois semaines au pays, puis, n'ayant rien de mieux à y faire sur place, décide de repartir. Cette-fois ci, il organise lui-même son séjour en proposant à Gabi (un autre), un de ses voisins de Dudașu, de l'accompagner. Ils emmènent avec eux la femme de Gabi et Anna, la petite sœur de Relu, car il sait que les femmes gagnent plus d'argent que les hommes en mendiant. Ils partent tous les quatre en autobus jusqu'à Nantes, par les lignes régulières (Eurolines) et montrent l'argent nécessaire à la douane comme il l'avait fait la première fois (28/08/2003). Ils vont s'installer dans le squat que connaissait Relu et mendient en ville et dans sa banlieue durant 2 ou 3 semaines. Ils utilisent l'argent qu'ils avaient emmené pour la douane pour s'acheter une voiture sur place, ce qui leur évite les kilomètres de marche quotidiens pour se rendre aux magasins.

C'est en discutant un soir avec d'autres Roumains qui logeaient dans le squat qu'ils apprennent qu'une importante communauté de Mehedinți se trouve à La Rochelle et ils décident de s'y rendre, par curiosité. Une fois sur place, ils dorment 2 nuits dans un centre social de la ville et commencent à mendier en ville. C'est par hasard qu'ils rencontrent Anica (leur tante) qui se trouvait alors sur place et celle-ci leur propose de venir loger avec eux chez Gabi. Ils y retrouvent leur oncle et leurs cousines (Radu, Zara et Ramona). Après quelques jours, Radu, Anica et Zara qui en avaient assez des conditions de vie difficiles en France (mendicité et dormir dans une voiture) repartent en Espagne car la saison des oranges y recommence et que Nico les avait appelés pour leur offrir de travailler avec lui. Ramona reste avec l'équipe de Relu et c'est tous les cinq qu'ils vont repartir mendier dans les petites villes du Centre-Ouest, selon les modalités précédemment mises en place. Bien que très méfiante vis-à-vis des autres Roumains, Ramona va tout de même enseigner ce parcours à Relu et Anna, tout d'abord car ils avaient une voiture pour effectuer ces circulations, mais aussi car il s'agit de sa propre famille. Elle les fréquentait beaucoup au marché de Severin, où d'ailleurs elle avait été introduite par leur mère, et ils avaient l'habitude de s'entraider lorsqu'ils se trouvaient au pays.

Ils vont donc se déplacer de ville en ville pendant un mois, en suivant la carte de Ramona sur laquelle sont cochées les villes les plus rentables qu'elle avait pu

découvrir. C'est en ce sens elle qui joue le rôle de guide et qui transmet à ses cousins non seulement les destinations de cette circulation, mais aussi les pratiques quotidiennes qui y correspondent et qu'ils avaient développées (occuper l'espace commercial local au maximum, dormir dans la voiture dans des parkings ou des champs en périphérie des villes, changer de lieu tous les deux ou trois jours, etc.) Ils montent jusqu'à Caen puis retournent à La Rochelle où Cosmi les avait rejoint. Ramona va alors rester avec celui-ci tandis que Relu, Anna, Gabi (de Dudașu) et sa femme poursuivent les circulations quelques temps encore selon le trajet qu'ils connaissaient à présent. Lorsque la date de fin de leur visa se profile, ils se rapprochent de Nantes (d'où ils comptent repartir en autobus) et circulent dans les communes aux alentours (Montaigu, St Nazaire, la Roche-sur-Yon...). C'est seulement deux jours avant la date prévue pour leur départ que Relu est arrêté par la police en flagrant délit de vol à la tire (il voulait rapporter des vêtements de marque pour les revendre au pays). Les autres doivent repartir avec le bus tandis que lui sera expulsé en avion la semaine suivante. Il est renvoyé à Bucarest puis rentre en train à Severin. On lui confisquera son passeport et il sera interdit de sortie du territoire pour quatre ans (ramené à deux suite au dépôt d'un recours administratif) (Relu, le 18/04/08).

Premières circulations en France de Cosmi :

En novembre 2003, et voyant que l'entreprise de transports de son frère ne reprendra pas l'activité vers la Serbie, Cosmi décide de rejoindre sa femme qui se trouvait en France depuis quelques mois. Il amène avec lui sa sœur Tatiana et laisse ses enfants chez leurs grands-parents. Ils partent tous les deux en autobus jusqu'en France, présentent de l'argent à la douane (ils laissent 100€ aux douaniers pour qu'ils "oublient" de vérifier la réservation hôtelière) et sont récupérés par Gabi à Bordeaux et vont chez lui à La Rochelle. Seulement ils étaient venu en pensant qu'ils pouvaient y travailler au noir et c'est lorsqu'ils arrivent sur place qu'ils apprennent qu'ils devront mendier, ce qui ne plait pas du tout à Cosmi.

Ce n'est qu'après un mois, et après avoir cherché du travail sans succès que Cosmi va s'y résigner (il semble aussi que Ramona ait longuement insisté). Ils achètent alors une voiture par les petites annonces, la font immatriculer et assurer à Poitiers et partent tous les trois (Ramona, Cosmi et Tatiana) dans les villes que Ramona avait découverte avec ses parents.

En février 2004, lorsque les visas de Cosmi et Tatiana arrivent à expiration, ils rentrent tous en Roumanie (avec la voiture) mais le retour va leur coûter très cher. Ramona a en effet dépassé la durée de son visa de tourisme et elle va tout d'abord prendre une amende de 200\$ à la frontière allemande (payable sur place) et ils devront offrir une importante somme aux douaniers roumains pour que son passeport ne soit pas confisqué. Ce qui fait qu'ils rentrent avec peu d'argent, ce qui les poussera à repartir presque immédiatement (Cosmi, le 08/04/08).

Pour ce qui est de la définition des mobilités d'un groupe précis, ces premiers voyages en France nous montrent très bien comment celles-ci peuvent se mettre en place. Nous voyons que des choix individuels peuvent déterminer une évolution des pratiques et que c'est à travers le réseau social que celles-ci vont se diffuser. Et ce phénomène peut être très rapide. Dans ce cas précis, en moins d'un an, et après la mise en place de ces méthodes exploratoires par le fait d'individus plus aventureux que les autres, de nouveaux espaces de mobilité, et les nouvelles pratiques qui y correspondent vont être utilisés par l'ensemble des membres circulants de la famille. Nous voyons aussi que différents niveaux existent dans le réseau communautaire et que l'entraide et l'apprentissage d'un savoir-faire, sont plus forts et plus systématiques entre les individus les plus proches. Dès lors la position de chacun au sein du réseau circulatoire est une variable explicative

pertinente des mobilités (au moins dans le premier temps de la diffusion du savoir-faire) (Ferrero 2007).

Nous voyons enfin poindre des phénomènes de convergence des réseaux sociaux particuliers des différents individus de la famille ainsi qu'une complexification des formes circulatoires, qui commencent à s'effectuer sur plusieurs pays au cours d'un même voyage. L'idée en est toujours d'augmenter les bénéfices de la circulation et pour ce faire, le rayon d'action des individus et des groupes va s'élargir. Dernière particularité de ces nouvelles pratiques mises en place à ce moment précis, leur relative indépendance (en terme de contrôle social) du reste du réseau puisque, passée une première période d'apprentissage, chacun est libre d'effectuer les déplacements qu'il souhaite, et d'apporter ses propres innovations au dispositif, avant que celles-ci ne se diffusent à leur tour. Et c'est bien ce qui va par la suite se passer puisque les différents individus interrogés vont continuer à se rendre régulièrement en France, chacun de leur côté, et exploiter ces techniques, les faisant peu à peu évoluer, dans leurs modalités comme dans les espaces dans lesquels elles s'inscrivent.

Ainsi Ramona et Cosmi vont continuer pendant plusieurs années leurs circulations en France, d'abord avec Tatiana, puis tous les deux et exploiter au maximum ce créneau avant qu'il ne soit découvert par d'autres Roumains. De la même manière, Anna, qui avait fait l'expérience avec son frère des circulations en France, va répéter ses allers-retours pendant plusieurs années, créer ses propres contacts, et apporter à son tour de nouvelles activités et de nouveaux espaces à exploiter au reste de la famille. Enfin Relu, qui ne pourra reprendre ses déplacements à l'étranger qu'après la fin de sa période d'interdiction pratiquera lui aussi ce type de circulations, avec la famille de sa femme (de la Caraula), offrant ainsi ces connaissances à de nouvelles personnes et de nouveaux réseaux sociaux. Le savoir-faire de quelques-uns, c'est-à-dire la connaissance des lieux et des techniques qui s'y appliquent devient dès lors une valeur très importante pour la définition des mobilités de toute la communauté, comme pour leur réussite économique.

Nous n'allons pas présenter ici dans le détail l'ensemble des circulations des membres de la famille en France, tout d'abord car elles sont trop nombreuses (Ramona et Cosmi vont ainsi effectuer neuf allers-retours, jusqu'en 2006, Anna dix, et elle s'y trouve toujours) et qu'elles vont globalement suivre le même schéma mis en place lors des premières explorations. Il s'agira toujours de se rendre en France et d'y acheter une voiture (avec l'argent montré à la douane) pour pouvoir se déplacer de ville en ville et y dormir ou occasionnellement dans des foyers d'urgences, des hôtels bon marché ou chez des particuliers français rencontrés à l'entrée des magasins, et de pratiquer la mendicité. A partir de 2006, une nouvelle activité viendra ponctuellement s'y ajouter pour notre famille en France, le travail agricole dans les vignes, mais nous reviendrons sur ce point par la suite.

C): Extension du phénomène à la "communauté circulante" et structuration de l'espace.

La diffusion de ces pratiques au sein du réseau se fera par imitation puisque les Roumains de la même communauté ont tendance à se regrouper temporairement lorsqu'ils se trouvent en France, généralement les dimanches lorsque les magasins sont fermés. Au cours de ces rencontres, de la même manière que lors des fréquents retours au pays et au marché de Severin, des informations circulent sur les pratiques, les espaces de celles-ci et les expériences de chacun, qui à la longue finissent par constituer une somme de connaissances, partagée au sein de la communauté circulante de Mehedinți (qui inclue Roumains et Roms, regroupés autour de l'activité du marché) et qui va faciliter la reproduction de ces formes de

mobilités par un nombre toujours plus important de personnes. Pourtant, chacun garde pour soi les informations les plus précieuses, ses propres contacts avec des Français, les meilleurs endroits pour faire la manche... Ces informations ont une importante valeur et se diffusent principalement au sein de la famille proche car on se méfie des effets de saturation qui nuisent à l'activité. La valeur de ces connaissances apparaît dans une anecdote racontée par Ramona qui nous expliquait que lors d'un de ses voyages en France, en 2005, et un jour qu'ils s'étaient retrouvés avec un cousin de Cosmi pour passer le dimanche, ce dernier leur a volé leur carte routière sur laquelle apparaissaient notées les meilleures villes dans lesquelles ils pratiquaient la mendicité (ils resteront fâchés avec ce cousin). Par la suite, ils se trouveront en concurrence avec d'autres Roumains dans ces espaces, ce qui aura pour conséquence de faire baisser la rentabilité de leurs voyages et les poussera à regarder de plus en plus vers l'Espagne et les opportunités de travail offertes par Nico.

Une autre forme de cette diffusion sera l'expérience directe de ceux qui seront, au grès des projets montés en origine et des "équipes" qui y participent⁵⁵, emmenés sur le terrain par des individus qui étaient dans la "confiance"⁵⁶. Vu le grand nombre de voyages qui vont ainsi se dérouler (plus d'une vingtaine pour notre seule famille qui ne représente qu'une infime portion des circulants de Mehedinți), les espaces et les techniques de cette circulation seront bien vite connus de tous et le nombre de Roumains présents sur les routes de France va rapidement atteindre de très grandes proportions dans les années 2004 - 2005.

De plus en plus de circulants roumains de Mehedinți vont donc avoir tendance à s'éloigner de Nantes et de La Rochelle pour pratiquer eux-aussi ces formes de mobilités exploratoires si rentables. Chacun les adaptera à ses propres aptitudes, ses propres découvertes, mais surtout ses propres contacts. C'est un rôle très important que va en effet prendre le réseau externe dans ces circulations et qui est apparu dans les entretiens.

En effet, ce type de circulations, avec les conditions de vie très difficile qu'elle impose (dormir à 4 ou 5 personnes dans une voiture pendant trois mois, quelque soit la saison, les conditions d'hygiène ou de promiscuité) ne peut pas se mettre en place sans l'existence de contacts avec certains locaux des espaces traversés. Comme le notait Diminescu, ces contacts se font au hasard des rencontres et avec des populations locales plutôt marginalisées (souvent des retraités) et se transformeront souvent en amitié et en échange de services divers. Le principal service offert par ces amitiés locales sera celui de l'hospitalité ponctuelle. Le fait de pouvoir, ne serait-ce qu'une nuit par semaine, dormir dans un lit, profiter d'une douche et d'un repas chaud sera inestimable pour les circulants. En échange, ces derniers offriront parfois leur compagnie (appréciée des retraités seuls), de menus cadeaux⁵⁷, des "coups de main" pour effectuer de petits travaux ou réparer une

⁵⁵ Ces équipes composée de personnes qui décidaient en origine d'effectuer ensemble une ou plusieurs "expéditions" en France, devaient comporter un "guide", celui qui connaissait les routes et les emplacements pour mendier, d'un chauffeur qui disposait du permis de conduire, et de plusieurs femmes qui étaient celles qui retiraient le bénéfice le plus important de la mendicité. Les frais du voyage (transport, nourriture, essence et assurance de la voiture...) étaient partagés entre tous mais pas les bénéfices, la motivation et la réussite de chacun dans la mendicité étant variable d'une personne à l'autre. C'est pour cela que l'on retrouvera beaucoup de couples mariés dans cette circulation car entre eux les bénéficiaires (toujours plus importants pour la femme) étaient théoriquement mis en commun et utilisés pour la réalisation de projet précis en Roumanie (comme rénover ou construire une maison, ouvrir un commerce, mais aussi de projets plus ponctuels comme financer un mariage, un baptême ou offrir à sa famille de *"belles fêtes de Noël, avec un bon repas et des cadeaux pour les enfants"*).

⁵⁶ Voir le cas de Relu qui ramène sa sœur en ensuite celui d'Anna (Annexes 15.1, 15.2, 15.3, 15.4).

⁵⁷ Particulièrement de la nourriture, elle-même offerte en très grande quantité aux mendiants à l'entrée des magasins (de nombreuses personnes préférant cela plutôt que de donner de l'argent), et qu'ils ne pourront pas entièrement consommer, ou ne s'adaptant pas à leurs propres goûts culinaires (par exemple on ne mange de lapin ni de camembert en Roumanie, encore que certains s'y mettront avec le temps).

voiture, etc. Ce sont ces formes d'intégration, très partielles⁵⁸, qui pousseront pourtant les individus à centrer leurs circulations autour des villes dans lesquels ils possèdent le plus de contact, et donc dans lesquels ils passeront le plus de temps, acquérant de ce fait une meilleure connaissance de l'espace local et des possibilités qu'il offre⁵⁹. C'est-à-dire que ces contacts externes vont participer à une certaine structuration de l'espace circulatoire de chaque individu et de chaque famille.

Et c'est ainsi que toute la partie ouest de la France sera progressivement "quadrillée" par le réseau des circulants de Mehedinți, et qu'au sein de celui-ci, chaque famille ou groupe aura son propre "territoire", non pas attribué de manière fixe, mais plutôt celui où il disposera de plus de contacts, et dont il connaîtra les meilleurs emplacements pour mendier et en fin de compte, celui vers lequel il dirigera principalement ses circulations internationales. Cette organisation spatiale créée par les membres de la communauté et ses différents "sous-espaces apprivoisés" constitueront autant de points de chute pour les circulations de l'ensemble des membres du réseau migratoire puisque ceux-ci sont en contact plus ou moins permanent lorsqu'ils se trouvent en France⁶⁰. Tout ceci n'est pourtant pas vraiment institué de manière fixe, et restera fluctuant en fonction des périodes et des fortunes et rencontres diverses de chacun.

Anna par exemple restera longtemps stationnée autour de Limoges (trois voyages successif et près d'un an de présence intermittente, en 2004 - 2005) car elle y gagnait bien sa vie, y connaissait d'autres Roumains ainsi que quelques français chez lesquels elle pouvait parfois être logée. Elle connaissait aussi parfaitement les différents emplacements de la ville et les caractéristiques de chacun d'entre eux⁶¹. Dans le même ordre d'idée, et après plusieurs voyages, Ramona et Cosmi rencontreront un retraité de la police à Blois (en septembre 2005) avec lequel ils se lieront d'amitié et lui rendront quelques menus services. Ce dernier les logera souvent et dès lors leurs circulations seront centrées sur la zone autour de Blois car ils reviendront régulièrement, et tous les soirs si c'est possible, dormir chez cet ami⁶². Plus tard encore, en 2007, lorsque Relu reviendra avec sa femme et sa belle-famille, il centrera sa zone d'action autour de Poitiers et Châtelleraut s'appuyant ainsi sur la présence à proximité d'un ami français qui le logera parfois et l'aidera par exemple en lui trouvant une voiture, ou en stockant chez lui divers objets qu'il ramènera en Roumanie⁶³.

Enfin, et à mesure que le temps passe et que le nombre des personnes incluses dans ce type de circulation et dans ces espaces va croître, la rentabilité globale de celles-ci va baisser. Tous les individus que nous avons interrogés et qui l'ont pratiqué nous ont parlé d'une baisse de leurs gains à partir de 2005. De la même manière, les pratiques de certains individus (comme le vol à la tire répété à

⁵⁸ Mais aussi souvent une réelle amitié partagée et un profond respect mutuel comme cela nous fut confirmé à plusieurs reprises. D'où la construction une image très positive de la France et de ses habitants qui est apparue dans divers entretiens. Nous pensons retrouver ici un point qui avait déjà été évoqué par Swanie Potot (Potot 2001). En effet, le fait de développer des relations d'amitié, et donc d'égal à égal, avec des Français constituerait une forme de réaction au déclassement ressenti par les individus du fait de leur activité en France, basée sur la charité. D'où l'insistance des Roumains sur ce point qui prouve qu'ils ne sont pas "moins bien" que les français et que leurs différences de situation est conjoncturelle.

⁵⁹ On peut aussi y voir des formes d'attachement à l'espace "apprivoisé", par rapport à un "inconnu", vaste d'opportunités mais en même temps quelque peu effrayant. Les individus étant capables de développer de véritables pratiques "d'exploration" étant assez rares, puisque la majorité se contente de suivre les chemins déjà balisés.

⁶⁰ Le cas de Gabi et de son appartement de la Rochelle (dont on ne sait pas s'il était loué à son nom, ou par un français, ou squatté) en est un exemple, tout comme le "garage clandestin" de Johnny à Poitiers dans les années 2004 - 2005 (voir annexe 16) où beaucoup de gens sont passés à cette époque, ou encore l'appartement de Luc à Limoges (voir annexe 15.3).

⁶¹ Voir annexes 15.2, 15.3 et 15.3.

⁶² Voir annexes 14.5 et 14.6.

⁶³ Voir annexe 19.2

Limoges ou l'assassinat de Carlos à Poitiers) vont avoir tendance à attirer sur ces circulants les foudres des autorités locales qui ne les laisseront plus pratiquer librement leurs activités. Le nombre de villes incluses dans les parcours circulatoires va diminuer⁶⁴, par élimination des espaces saturés ou de ceux où ils ne sont plus les bienvenus, et encore une fois, les circulants vont adapter leurs pratiques à ces nouvelles conditions, soit en se tournant vers l'Espagne, soit en explorant de nouveaux espaces ou en pratiquant de nouvelles activités. Ainsi Ramona et Cosmi qui vont partir s'installer à Alcanar en Espagne en 2006 et ne retourneront plus en France ou encore Anna qui, à partir de 2006 là encore, va déplacer sa zone de circulation plus au sud (entre Bordeaux et Brive) et de plus en plus souvent tenter de travailler dans les vignes plutôt que de mendier. C'est donc une nouvelle réorientation des flux qui se produit, vers d'autres espaces et par le biais d'autres portions du réseau communautaire à partir de 2005. En effet au même moment, et en parallèle avec la France, le réseau migratoire de Mehedinți, composé à la fois des marchands et des communautés villageoises Tsiganes, va développer sa présence dans d'autres espaces qui constitueront autant de portes de sortie lorsque la situation se dégradera.

Pourtant, et le cas de Relu ou celui de Anna en sont des exemples, la mendicité en France ne sera pas complètement abandonnée et continuera de constituer une solution rentable - quoique moins qu'auparavant, dans des espaces plus limités et à des périodes précises comme les fêtes de Noël durant lesquelles elle rapporte beaucoup - qui sera utilisée alternativement avec d'autres activités, principalement du travail agricole, dans le Bordelais, à Alcanar ou en Andalousie. Les circulations se feront aussi plus longues à partir de 2007 (fin du visa et libre circulation) et permettront d'articuler plus facilement ses différentes activités localisées. On verra ainsi de plus en plus de voyages circulatoires qui débiteront dans un pays pour se poursuivre dans un autre.

D): Une nouvelle portion du champ circulatoire de la famille et de nouvelles pratiques.

Évoquons à présent rapidement le cas du travail dans les vignes dans la région de Libourne. Cette pratique temporaire de travail agricole non déclaré, avec les déplacements saisonniers qui l'accompagnent fut mise en place dans un premier temps par Stefanel avant de s'étendre à différents autres membres de la famille, par l'intermédiaire d'Anna. Le cas de Stefanel est intéressant car il est le seul individu de notre échantillon qui n'est pas d'origine Rom. Il travaillera au marché, où il ouvrira sa propre boutique et participera aux mêmes types de mobilités internationales que tous les autres. Ainsi il pratiquera le commerce à la valise avec la Serbie (voir III.2.B) et la mendicité en France à partir de 2004⁶⁵. Et jusqu'en 2006, il ne fréquentera pas le reste de la famille, bien qu'il les connaissait de vue, ce qui montre bien que ces pratiques circulatoires étaient généralisées à Severin et ne concernait pas les seuls Roms.

Ses premières circulations en France seront basées sur la mendicité, mais dans une zone différente de celle des autres membres de la famille, plus au sud, dans la région de Bordeaux. Comme beaucoup, il rentrera dans ce dispositif et apprendra au "savoir-faire" correspondant par le biais d'un ami du marché avant de pratiquer ces circulations par lui-même⁶⁶. Il sera pourtant plus chanceux que les autres car, après quelques allers-retours, il pourra avoir accès à des opportunités de travail,

⁶⁴ Le cas de Relu et de ses circulations en 2007 le montrent bien puisque, de toutes les villes qu'il avait pu pratiquer en 2003 avec Ramona, il ne gardera dans le parcours qu'il mettra en place 4 ans plus tard, que quelques unes dans lesquels il pouvait encore faire quelques gains (voir annexe 19.2 et figure 43).

⁶⁵ Voir annexes 17.1, 17.2 et 17.3.

⁶⁶ Voir annexes 17.1 et 17.2.

par le biais d'un autre Roumain rencontré sur place, et totalement par hasard⁶⁷. Il abandonnera alors la mendicité pour se consacrer exclusivement à ces nouvelles activités, même si celles-ci seront plus sporadiques dans un premier temps.

Il s'agira de travail agricole non déclaré, dans les vignes du Bordelais, et pour le compte d'entreprises de sous-traitance qui négociait des contrats de services avec différents châteaux de la zone. Il s'agit donc d'une activité très versatile, dépendant bien-sûr des saisons agricoles, mais aussi de l'activité de ces entreprises. Ils se retrouveront de plus en position d'infériorité par rapports aux locaux salariés de ces mêmes entreprises qui eux disposent de papiers en règle, ce qui fait qu'ils travailleront moins souvent. L'activité restera tout de même très rentable pour eux, et les conditions de vie qu'elle implique bien plus confortables (même s'il s'agit d'un travail physique, et de conditions de logement peu enviables au départ)⁶⁸. De plus, leur grande capacité de travail sera vite très appréciée de leurs employeurs qui auront tendance à les solliciter de plus en plus malgré l'irrégularité de leur situation. Comme nous l'avons vu, ces formes de travail clandestin en France seront très rares pour les Roumain et permises dans ce cas par l'opacité de la gestion du travail agricole dans le secteur viticole.

Après quelques saisons, Stefanel pourra même se créer ses propres contacts avec des locaux et avoir accès à de meilleures opportunités de travail, plus régulières. Il pourra même en faire profiter diverses autres personnes du groupe, à commencer par Anna et Calin, puis d'autres membres de la famille de sa femme et de celle d'Anna, mais là encore de manière sporadique⁶⁹.

D'autre part le cas de Stefanel illustre bien le problème du travail irrégulier en France car celui-ci, en plus d'être souvent ponctuel, peut à tout moment s'interrompre. Les restrictions et les contrôles sont en effet très forts, y compris dans des secteurs traditionnellement peu regardant quand aux conditions juridiques de contractualisation. Et c'est bien ce qui se passera lorsque en 2007, et suite à un contrôle inopportun de leur entreprise par les services de l'État, celle-ci mettra la clé sous la porte du jour au lendemain, les laissant au chômage. Retrouver ensuite du travail sans papiers et sans disposer de contacts très forts et très implantés s'avérera impossible pour Stefanel qui le tentera pourtant durant plusieurs mois. Pourtant, il est certain qu'une demande existe de la part des entrepreneurs de la région (puisqu'ils travaillèrent régulièrement, et avec des salaires conséquents) mais que celle-ci se trouve frustrée par la législation très restrictive en vigueur, et les possibilités de passer outre celle-ci sont très faibles (ce qui est le contraire de l'Espagne dont nous traiterons par la suite).

Ces conditions expliquent que cette nouvelle option migratoire, qui viendra s'ajouter récemment au panel de destination et d'activités de la famille, ne prendra qu'un caractère très limité, ne concernera que quelques personnes, et pour des périodes assez courtes. Les conditions de travail et de rémunération y sont pourtant bien plus avantageuses qu'en Espagne, ce qui pourrait provoquer une implication bien plus importante du groupe dans cette portion du champ circulatoire, mais ce n'est pas le cas. Cela pourra pourtant représenter une opportunité très intéressante en cas de régularisation du travail roumain en 2009, puisqu'il existe une réelle demande de main d'œuvre, que les salaires y sont élevés, et une grande partie du réseau pourrait à terme s'y diriger une fois évacué le problème du permis de travail. Pour l'instant, cette option n'est pas encore assez établie et n'offre pas suffisamment d'opportunités de travail pour qu'elle puisse constituer (hormis pour Stefanel et sa femme) une solution viable à elle-seule pour nos circulants. Anna et

⁶⁷ Voir annexes 17.3 et 18

⁶⁸ Voir annexes 17.4 et 17.5.

⁶⁹ Voir annexes 17.6, 17.7, 17.8 et 19.2

Calin la pratiqueront ainsi occasionnellement, la coordonnant avec des pratiques de mendicité dans la région bordelaise⁷⁰.

Figure N° 24 : Les circulations d’Anna et Calin dans la région de Bordeaux.

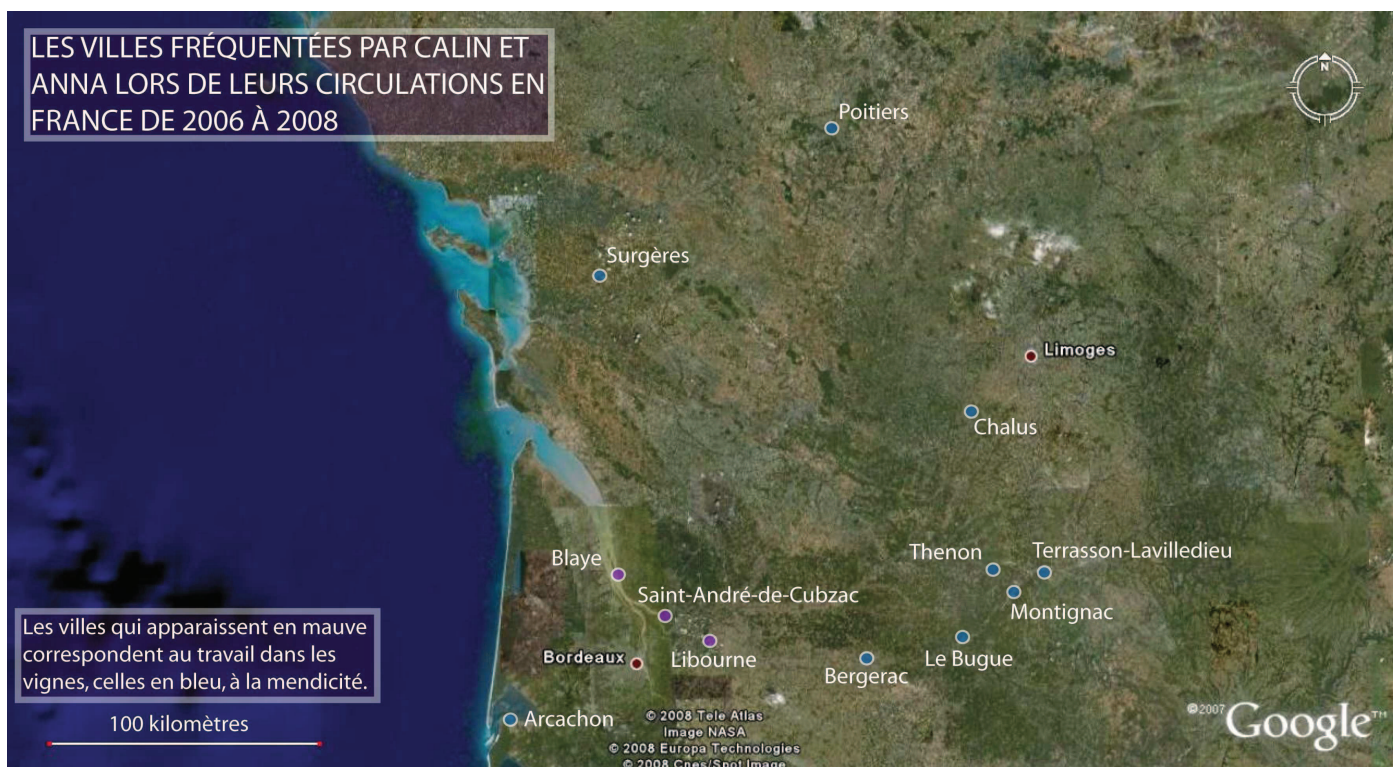
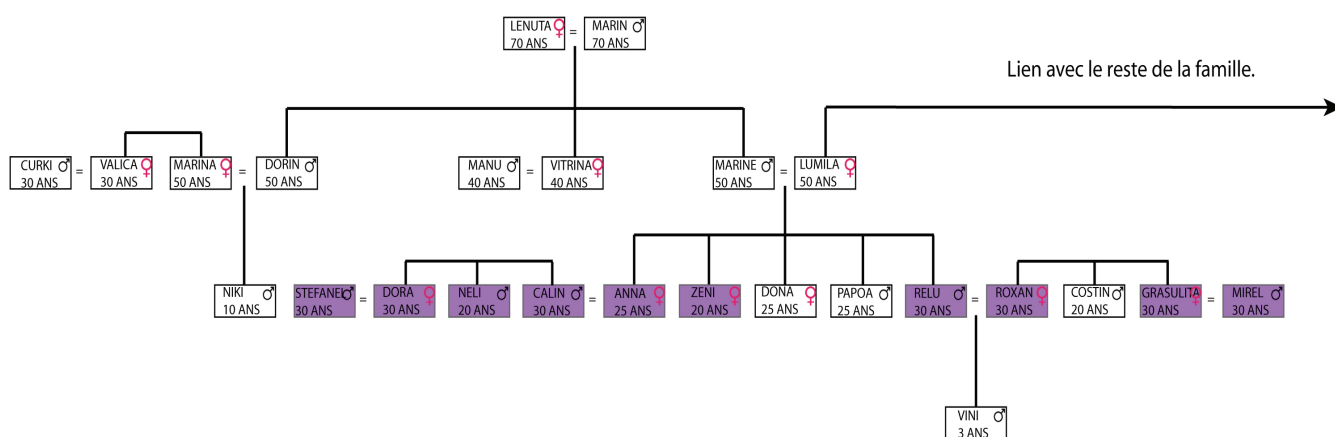


Figure N° 25 : Les membres de la famille qui pourront travailler en France par l’intermédiaire de Stefanel.

LES MEMBRES DE LA FAMILLE AYANT TRAVILLÉ DANS LES VIGNES EN FRANCE (partie gauche).



Les individus ayant, à notre connaissance, travaillé dans les vignes en France apparaissent en violet sur le schéma.

Les autres individus du groupe n’apparaissent pas ici car aucun d’entre eux n’a eu accès à cette portion du champ circulatoire du groupe.

⁷⁰ Voir Annexes 17.6, 17.7 et 17.8

V. Les mobilités Roumaines vers l'Espagne.

L'Espagne constitue l'autre grande destination des circulations migratoires des membres de la famille que nous avons étudié, et par extension de l'ensemble des populations de Mehedinți. De la même manière, cet espace sera progressivement "apprivoisé" par certains individus, qui fixeront par leurs expériences, les normes d'implantation et de circulations et l'activité dans cet espace. Les logiques de concentration et d'imitation que nous avons vu pour la France y existeront aussi ce qui expliquera une forte polarisation spatiale des flux dans un premier temps et une tout aussi forte dispersion des populations roumaines par la suite (encore à partir de 2002 lorsque les flux grossissent). Les conditions rencontrées par le réseau en Espagne seront pourtant très différentes de celles en France, la migration plus fréquente.

Comme pour les autres pays, nous présenterons tout d'abord les logiques qui lui sont propres vis-à-vis de l'immigration avant de nous pencher plus particulièrement sur les Roumains, en utilisant l'exemple de la population que nous avons étudié. L'existence en Espagne de nombreuses sources de données statistiques précises sur les populations immigrés, et l'accès facile à celles-ci nous permettra en outre de largement nous baser sur ces informations dans notre démonstration.

1) : Le contexte des migrations en Espagne.

A): Croissance économique et dispositif juridique favorable.

Jusqu'à très récemment, on pouvait faire remonter la dernière période de rayonnement économique et culturel de l'Espagne au 16^{ème} siècle et à l'époque de la découverte des Amériques. Depuis, le pays était resté relativement à l'écart de tous les mouvements de modernisations qu'avait pu connaître le reste de l'Europe. Son industrialisation avait été tardive (début du 20^{ème} siècle puis reprise dans les années 1950) et limité à la frange nord du pays et à Madrid. La longue période de dictature de Francisco Franco qui avait duré depuis la fin des années 1940 jusqu'à la mort du dictateur en 1975, n'avait pas arrangé les choses en le mettant politiquement au ban des nations européennes et en l'excluant des processus de construction de l'UE.

Durant tout cette période, le pays restera très rural et traditionnel et le niveau de vie de ses habitants très bas. Il connaîtra de ce fait à partir des années 60', de forts mouvements d'émigration à destination de la France, de l'Allemagne, de la Suisse ou encore vers ses anciennes colonies en Amérique. De la même manière, son taux de natalité restera pendant longtemps assez fort, encadré par une forte tradition catholique, elle-même largement soutenue par le régime franquiste.

La transition démocratique des années 70/80 marque le début d'une période très rapide de modernisation de la société espagnole. Son taux de natalité va chuter brutalement pour s'aligner sur ceux d'autres pays méditerranéens (comme l'Italie), c'est-à-dire un des plus bas d'Europe. A partir de 1986, avec l'entrée du pays dans la CEE, son économie va elle aussi connaître une croissance très forte, sur fond d'investissements structurels européens et d'intégration au marché commun concurrentiel. L'Espagne était alors très en retard au niveau de son développement économique et va rattraper ce retard, pour arriver au niveau de ses plus riches voisins, en l'espace de seulement 30 ans. Comme cela avait pu se passer dans d'autres pays occidentaux au cours des années 60/70, l'économie se tertiarise et le niveau d'éducation de la population dans son ensemble progresse fortement.

Pour diverses raisons, ce processus de croissance accélérée va aboutir de plus en plus massivement, à un recours à la main d'œuvre immigrée. Tout d'abord, il sera basée sur les secteurs "traditionnellement forts" de l'économie espagnole, c'est-à-dire l'agriculture, le tourisme⁷¹ et surtout la construction⁷² (Pajares 2008). Il s'agit de secteurs d'activité qui connaissent constamment un important besoin de main d'œuvre, bien que cela se présente souvent de manière ponctuelle ou saisonnière. Les emplois y sont caractérisés par un travail difficile, peu spécialisé et mal rémunéré. Dans le même temps, commencent à se faire sentir les effets du vieillissement de la population⁷³, tandis que les "nationaux", de mieux en mieux formés, vont rechigner à s'intégrer à ces emplois peu considérés. Dès le milieu des années 80, la menace de se retrouver en pénurie de main d'œuvre et de voir ainsi sa croissance frustrée va constamment peser sur l'économie espagnole.

Parallèlement, c'est à cette époque que vont se produire les premières arrivées de populations migrantes en Espagne, par réorientation des flux depuis les pays du nord de l'Europe qui fermaient alors leurs frontières. En ce sens, le recours à la main d'œuvre immigrée va constituer une solution viable à ces problèmes structurels et cette incorporation d'étrangers au marché national de l'emploi, qui rapidement prendra une ampleur inattendue, permettra surtout un ajustement entre la demande et l'offre de travail (Solanes Corella 2007). *"Sur l'ensemble du territoire, en dix ans, d'une terre de départ, l'Espagne est devenue un pays d'immigration. Son taux de fécondité de 1,3 enfants par femme ne lui permet pas d'assurer sa propre reproduction, encore moins de soutenir son développement économique"* (Potot 2000). Entre 1996 et 2006, c'est ainsi plus de 7 millions d'emplois qui vont être créés dans le pays alors que dans le même temps, la baisse du chômage (de 22% à 8%) ou la progression de l'emploi féminin (de 27% à 43%) n'expliqueraient à eux seuls que la création de 4,5 millions de postes. La différence, c'est-à-dire environ 2,5 millions d'emplois seront occupés par les immigrés, et il ne s'agit ici que des emplois déclarés (Pajares 2008).

Et cette évolution, malgré les doutes et les critiques qu'elle pourra recevoir des autres pays européens sera foncièrement bénéfique à l'Espagne. Elle permettra de soutenir la croissance en même temps qu'elle permettra à de plus en plus de nationaux de s'intégrer sur le marché du travail⁷⁴, dans des emplois plus valorisés et mieux payés, et voir ainsi leur niveau de vie et la consommation fortement progresser (Pajares 2008). La compétitivité de l'économie espagnole sur le marché européen aura de ce fait tendance à se baser sur l'utilisation d'une masse salariale importante et un coût du travail faible plutôt que sur la mécanisation, en particulier dans l'agriculture (Mata Romeu 2007).

⁷¹ Aujourd'hui l'Espagne est le second pays le plus touristique du monde (en nombre de visiteurs) derrière la France.

⁷² Une donnée assez révélatrice en ce sens nous est donnée par Pajares. Tout au long des années 90 et 2000 et jusqu'à très récemment, plus de la moitié de la production annuelle de béton de toute l'Union Européenne sera destinée au seul marché espagnol.

⁷³ A ceci il convient d'ajouter les effets de l'importante émigration des années 60/70 qui avaient poussé de nombreuses populations jeunes vers l'étranger, faussant ainsi le renouvellement naturel.

⁷⁴ A travers le développement d'un important marché de l'aide à domicile aux personnes âgées, les immigrés permettront ainsi de gérer le problème du vieillissement dans le pays en même temps qu'ils offriront la possibilité à de plus en plus de femmes (traditionnellement reléguées à ces activités) de s'intégrer sur le marché du travail.

Figure N° 26 : Carte générale du pays⁷⁵.



Il s'agit de comprendre que l'arrivée de migrants en Espagne sera toujours en adéquation avec son besoin de main d'œuvre, qui sera proportionnel à sa croissance économique, et donc très fort et continu. L'intégration de ces populations sur le marché du travail se fera majoritairement de manière informelle, cela étant dû à la fois à la persistance d'anciennes "traditions méditerranéennes"⁷⁶ (Ferrero and Pinyol 2007) favorisées par la faiblesse des contrôles (Solanes Corella 2007) mais surtout à l'insuffisance des dispositifs permettant l'entrée légale et populations étrangères. Ces éléments apparaissent clairement dans l'étude de Mata Romeu sur les entrepreneurs de la région de Lleida (Catalogne) qui disent recourir à ce genre de pratiques pour s'assurer un approvisionnement régulier en main d'œuvre immigrée (vu que les nationaux ne répondent pas à leurs offres d'embauche lorsqu'il s'agit de postes subalternes) et n'avoir pour ce faire que la possibilité de recourir au marché parallèle, dans la mesure où le nombre d'entrées légalement permises ne suffiraient qu'à couvrir une infime partie de leurs besoins (Mata Romeu 2007) ; (Solanes Corella 2007).

⁷⁵ Cette première carte est présentée de manière indicative afin de situer les différentes régions et villes importantes du pays et de pouvoir librement nous y référer par la suite.

⁷⁶ Particulièrement dans les secteurs concernés, l'agriculture, la construction, le tourisme ou encore le service à domicile, qui sont partout connus pour concentrer les plus forts taux de travail non-déclaré. Aujourd'hui encore, le secteur informel représenterait plus de 20% du PIB espagnol (Solanes Corella 2007).

L'administration publique ne prendra que tardivement conscience de ces évolutions et tentera presque toujours d'en minimiser l'importance. Pendant des décennies l'Espagne avait été un pays d'émigration massive et le retournement de situation fut long à accepter. L'idée générale était que le pays n'avait pas besoin des migrants et les politiques successives qui seront mis en place le seront toujours en retard par rapport à l'évolution de la société (Pajares 2008). Il s'agira systématiquement de régulariser après coup les immigrés déjà présents sur le territoire national, ces régularisations successives étaient toujours vécues comme des échecs de la part des pouvoirs publics. De nombreux processus légaux seront mis en place par l'État, qui permettront l'entrée et la régularisation de populations immigrées toujours plus importantes⁷⁷.

En moins de 20 ans, c'est ainsi plus de 2 millions et demi de personnes qui seront régularisées. Pourtant, cela ne suffira pas à faire disparaître, ni même à réduire le poids du marché parallèle, toujours aussi gourmand en main d'œuvre à mesure que la croissance se maintiendra, car ces sorties de l'irrégularité seront compensées par l'arrivée de nouveaux migrants attirés par le fameux "effet d'appel" provoqué par ces politiques favorables aux immigrés clandestins. *"Ainsi, de fait, les étrangers apprennent que pour travailler en Espagne il devaient y entrer de manière irrégulière et qu'acquérir la régularisation serait seulement une question de temps"* (Solanes Corella 2007).

B): Logiques d'embauche au noir et principaux flux.

L'embauche illégale est ainsi restée une habitude dans de nombreuses entreprises espagnoles, particulièrement dans certains secteurs de niche (Solanes Corella 2007). Les entrepreneurs, toujours à la recherche de plus de flexibilité dans des secteurs soumis à une forte compétition internationale ou à des logiques saisonnières auront toujours tendance à embaucher celui qui se trouve déjà sur place et peut commencer à travailler tout de suite plutôt qu'à se plier à des obligations légales plus coûteuses en bien moins agiles. L'irrégularité de leurs employés leur permettra aussi d'être moins regardants quant à leurs conditions de travail, tout en tirant les salaires vers le bas (compétitivité oblige). Dans d'autres cas, les employeurs se refuseront à faciliter la régularisation de leurs travailleurs immigrés de peur que ceux-ci, une fois obtenu leur titre de résidence, ne les quittent pour chercher un meilleur emploi, mieux rémunéré ou dans une zone plus accueillante du pays.

C'est ce qui se passera très souvent par exemple dans la région d'Almería où les Marocains représentent la grande majorité de la main d'œuvre dans l'agriculture sous serres. Les conditions de travail, de logement et de rémunération, de même que le traitement qui leur est habituellement réservé par la population autochtone y sont tels, qu'une grande partie d'entre eux avouent ouvertement ne vouloir rester sur place que le temps d'y "faire des papiers" avant d'aller chercher du travail régulier et mieux payé à Madrid ou en Catalogne (Checa Olmos 2001). Dans certaines zones du pays, ce mode de fonctionnement aura tendance à se généraliser, sous les yeux des autorités qui bien souvent laisseront faire afin de ne pas brider le développement économique⁷⁸ (Potot 2000). Les associations entrepreneuriales de ces secteurs consommateurs de main d'œuvre étrangère prendront d'autant plus de pouvoir que leur croissance sera forte et entraineront

⁷⁷ Voir le détail de ces processus juridiques en annexe 20.

⁷⁸ Citons en ce sens les observations de Swanie Potot dans la région d'Almería qui vit très largement du travail des immigrés clandestins dans l'agriculture locale. Elle nous dit que les contrôles de police auprès des étrangers se faisaient systématiquement durant les horaires habituels de travail agricole, concernant ainsi seulement les immigrés qui ne travaillaient pas. A l'heure de la pause dans les serres, et lorsque tous les travailleurs immigrés (en grande majorité irréguliers) sortaient en ville, plus aucun contrôle n'avait lieu. La police locale et les entrepreneurs de la région se mettaient ainsi d'accord (implicitement ou explicitement), pour ne pas importuner ceux sur qui était en grande partie basé le développement économique local.

souvent en conflit avec l'État ou les autorités locales pour que celles-ci ne n'interviennent pas, ou seulement de manière partielle au sujet de l'immigration irrégulière et des conditions de vie et de travail de ces populations. Précarité de l'emploi, conditions de vie dignes du moyen-âge, faiblesse des revenus et dépendance extrême vis-à-vis des employeurs ou de leurs intermédiaires sont en effet fréquent chez les populations immigrées, particulièrement dans le secteur agricole ou celui du service à domicile⁷⁹.

Ces caractéristiques économiques, juridiques et politiques constituent le principal facteur expliquant les mouvements massif de d'immigration que connaîtra le pays depuis une vingtaine d'années mais il ne faut pas oublier nous plus la situation de fermeture de la plupart des autres États européens qui favoriseront ces mouvements, par réorientation. D'autres pays méditerranéens comme l'Italie et dans une moindre mesure la Grèce connaîtront des évolutions similaires, mais tout de même moins fortement. Si l'on se base sur les chiffres de l'immigration et de sa progression par rapport avec sa population totale, l'Espagne constitue aujourd'hui le plus important pays d'accueil d'immigrés en Europe et le second dans le monde (derrière les Etats-Unis) (Pajares 2008).

Les premiers étrangers à s'implanter massivement en Espagne, dès le début des années 90, seront les Marocains. Leur principal pays de destination traditionnel était auparavant la France et c'est lorsque celle-ci fermera ses frontières au début des années 80 que quelques-uns d'entre eux décideront de rester temporairement en Espagne en attendant une réouverture prévisible. Comme celle-ci ne se produira pas, et que les conditions d'entrée et de travail auront même tendance à s'y durcir, et surtout comme les Marocains auront l'opportunité de s'intégrer au marché parallèle de l'emploi sur place, leurs réseaux migratoires s'accommoderont peu-à-peu de cette nouvelle destination. L'économie locale s'accommodera elle aussi de leur présence et les flux à destination de l'Espagne grossiront rapidement.

Au cours des années 90, ce sera au tour des Sud-Américains de gagner massivement l'Espagne. Certains pays comme l'Argentine ou l'Equateur connaîtront de très graves crises économiques à cette époque qui pousseront une partie de leur population vers l'étranger. De la même manière que pour les Marocains, les migrants d'Amérique Latine disposaient déjà de leur destination de prédilection, les USA via le Mexique mais comme cette option commençait alors à devenir de plus en plus coûteuse et périlleuse suite à la fermeture de la frontière sud, et qu'en même temps sa croissance économique avait fait entrer l'Espagne dans le "club des pays plus riches", et que de forts liens culturels (notamment linguistiques) existaient encore avec la "mère-patrie", celle-ci deviendra rapidement une destination viable dans le panel des opportunités migratoires disponibles.

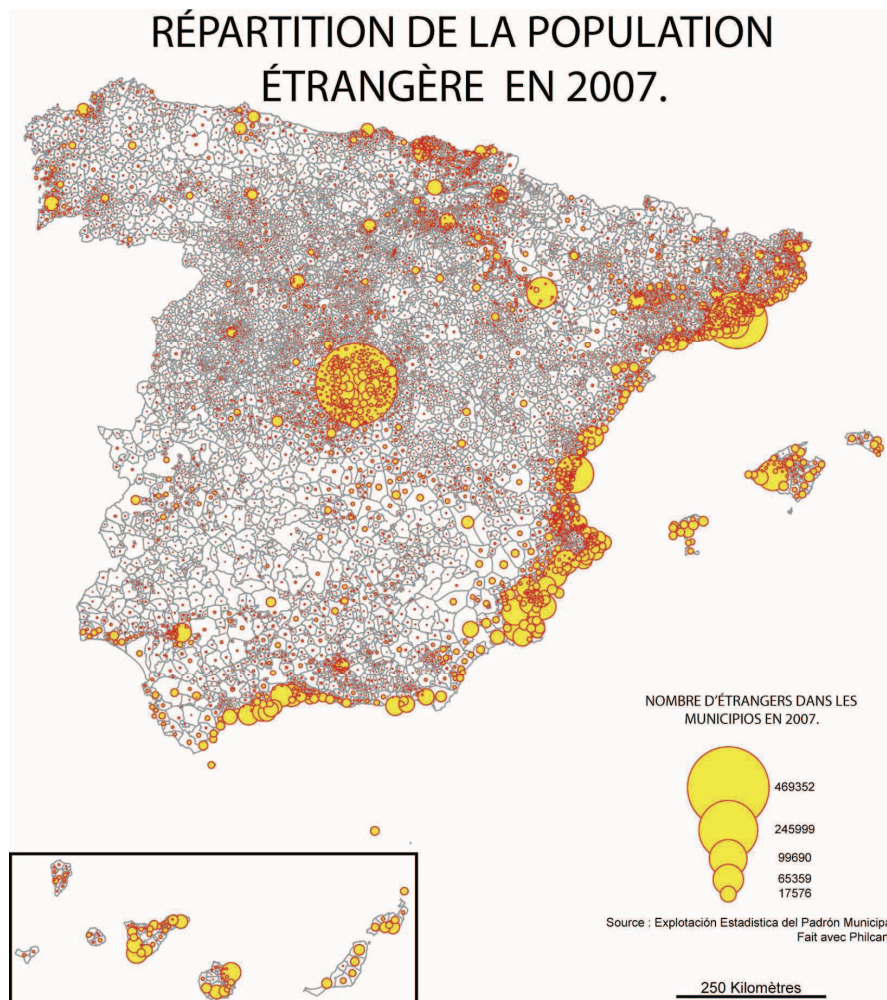
Enfin, à partir des années 2000, le pays toujours plus attractif verra l'arrivée de populations Asiatiques, d'Afrique Sub-saharienne ou d'Europe de l'Est. En somme, du fait de ses caractéristiques très particulières au sein d'une Union Européenne de plus en plus fermée dans son ensemble, l'Espagne récupérera une grande partie des flux de migrants dirigés vers le continent et utilisera ceux-ci pour consolider son économie, avec grand succès.

Tous ces collectifs nationaux qui s'implanteront en Espagne à différentes périodes réussiront globalement leur intégration au marché parallèle du travail, et auront largement accès à des régularisations, plus fortement à mesure qu'ils seront arrivés plus tôt. Si tous auront tendance à se diriger vers les activités "de niche" qui leurs seront réservées au sein de l'économie espagnole, on note tout de même des phénomènes d'adaptation, ou d'assignation de certains collectifs à des secteurs

⁷⁹ Un exemple frappant en est les conditions de vie et d'embauche à Almonte. Voir annexe 21.

d'emploi bien précis (Voir Annexe 23). En 2006, les principales nationalités en nombre d'individus sont les Marocains, les Equatoriens et les Roumains qui représentent à elles trois plus de 35% du total des immigrés du pays.

Figure N° 27 : Les zones d'implantation des immigrés en Espagne.



Cette carte nous montre que les populations immigrées ont tendance à se concentrer :

1- Autour des principaux centres urbains du pays : Madrid, Barcelone, Valence ou encore Zaragoza représentent les pôles les plus attractifs.

2- En Catalogne et au Pays Basque (nord du pays), les zones les plus précocement industrialisées et traditionnellement les plus riches du pays.

3- Sur toute la façade méditerranéenne, où a tendance à se concentrer l'activité du pays dans son ensemble, en particulier la construction et le tourisme (mais aussi l'agriculture).

4- Dans certaines zones agricoles du pays, celles qui ont connu le plus fort développement de leur activité et se sont notablement enrichi ces dernière décennies : Murcia, Almería.

Ces différents espaces sont aussi ceux qui connaissent les plus forts taux d'activité du pays et d'importants mouvements de concentration de populations "nationales" attirées depuis les nombreuses zones rurales et vieillissantes de l'intérieur du pays.

Après avoir rapidement décrit le cadre dans lequel les migrations (ou circulations) roumaines vers l'Espagne se développeront, penchons nous plus précisément sur ces dernières. Nous présenterons tout d'abord la manière dont les dispositifs et les réseaux migratoires roumains se mettront progressivement en place tout au long des années 90, et selon quelles modalités.

2) : Les migrations roumaines.

A) : Les pionniers, caractéristiques et zones d'implantation.

Les tout premiers migrants économiques roumains qui gagnent l'Espagne le font à la fin des années 80 et au tout début des années 90⁸⁰. Ceux-ci s'inscrivent dans les

⁸⁰ Il existait bien auparavant une petite communauté d'exilés politiques implantée à Madrid mais il ne semble pas que celle-ci ait jouée le moindre rôle dans ces premiers mouvements.

premières vagues de sorties du pays suite à la révolution. Comme ce fut le cas dans d'autres espaces de destination, il s'agira de logiques exploratoires mises en place au hasard des opportunités et des voyages d'individus isolés, et généralement issus de populations minoritaires en Roumanie.

Deux principaux groupes de migrants roumains seront repérés dans la région de Madrid au tout début des années 90. Il s'agira d'une communauté de protestants adventistes originaires de la ville de Dobrotesți (județ de Teleorman) qui s'implantera à Coslada, et d'une autre, originaire d'Alba Iulia en Transylvanie, dont la zone d'installation sera Alcalá de Henares. Ces deux premières communautés seront constituées suite à l'arrivée par hasard de pionniers en Espagne⁸¹, qui auront tendance à regrouper autour d'eux leurs familles, voisins et amis en Roumanie. Ces premiers regroupements de populations se feront autour de l'Église Orthodoxe de Madrid qui deviendra très vite un point de rencontre incontournable pour tous les migrants roumains. L'entrée en Espagne de ces familles sera clandestine (l'Espagne ne fera partie de l'espace Schengen qu'après 1992), en traversant à pied la frontière franco-espagnole dans les Pyrénées ou encore comme touristes exceptionnellement autorisés à se rendre dans le pays à l'occasion des jeux olympiques de Barcelone en 1992 (Marcu 2007). Comme cela se passera dans d'autres pays, les premiers migrants en Espagne y déposeront des demandes d'asile politique, souvent injustifiées, mais abandonneront rapidement cette pratique lorsqu'ils se rendront compte qu'ils pourront facilement rester clandestinement dans le pays et intégrer l'ample marché du travail irrégulier, ce qu'ils feront, principalement dans les secteurs de la construction⁸² (pour les hommes) et du service à domicile (plutôt des femmes) (Marcu 2007).

Ces toutes premières communautés implantées en Espagne et les réseaux sociaux qu'elles se créeront progressivement sur place seront composées d'un petit nombre de personnes au départ. Elles auront pourtant une grande importance dans les mobilités globales des Roumains vers ce pays car, par le jeu de la chaîne migratoire, c'est par elles que passeront les candidats au départ et les nouveaux arrivants, pour les aider à venir ou à s'installer. Comme dans les autres pays que nous avons évoqués, leurs activités, leurs pratiques sociales et leurs zones d'implantation se retrouveront comme une "marche à suivre" dans les flux ultérieurs, d'autant plus que leur aides diverses favoriseront cette reproduction. Ainsi par exemple, le travail dans la construction, qui sera la principale activité de ces pionniers, l'est toujours aujourd'hui pour l'ensemble des Roumains en Espagne⁸³. De la même manière, leurs premières zones d'implantation seront celles où se concentreront le plus de Roumains et où l'on retrouve encore aujourd'hui les principales concentrations du pays.

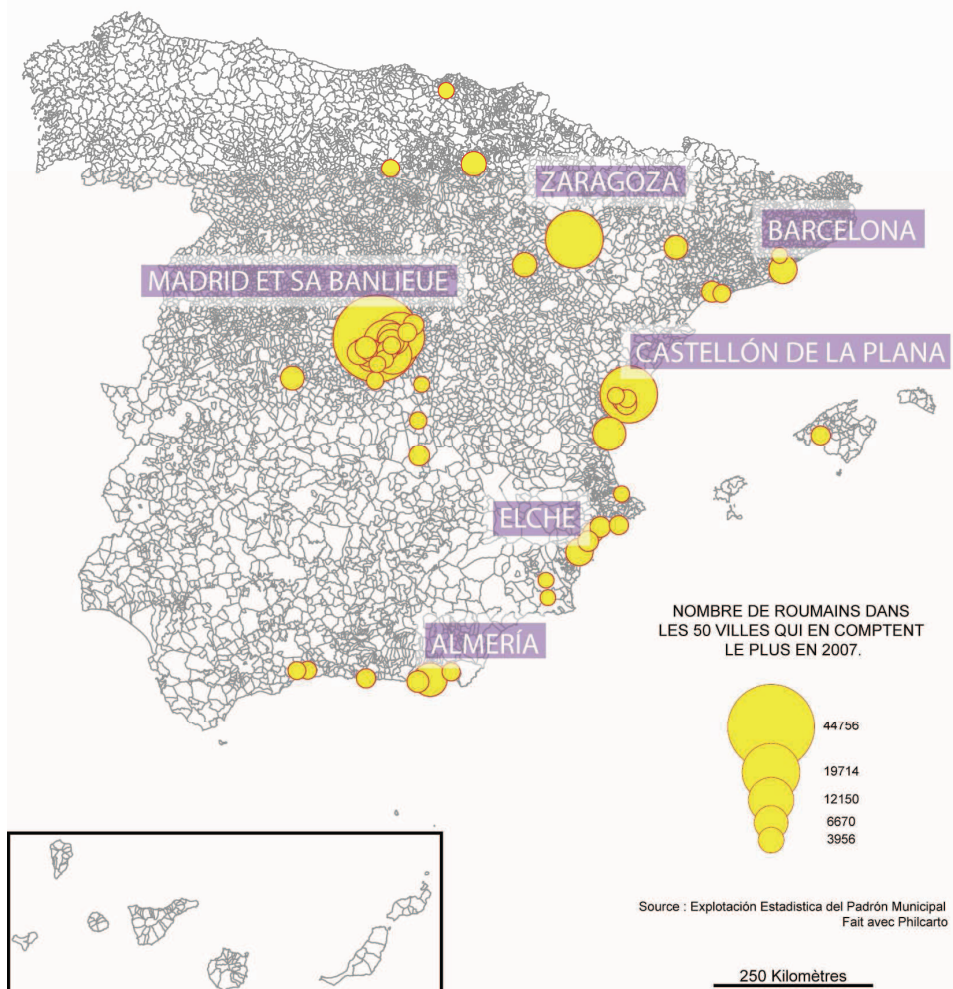
⁸¹ Sur cette arrivée par hasard, nous pouvons citer que l'origine de l'implantation adventiste sera le fait d'un individu isolé qui souhaitait gagner le Canada et s'était caché dans la cale d'un cargo de commerce. Il sera repéré par l'équipage et expulsé du navire lors d'une escale à Barcelone. Ne pouvant retourner en Roumanie ni gagner l'Amérique, il ira s'installer le premier à Madrid. Pour les Roumains de Alba Iulia, ce sera aussi le fait d'un individu seul qui sera expulsé de Suède et fera le choix, totalement arbitraire, de tenter sa chance en Espagne (Marcu 2007).

⁸² Cette intégration rapide sera favorisée par le fait que les communautés adventistes se consacraient déjà traditionnellement à la construction en Roumanie (Potot 2007).

⁸³ Voir Figure 45.

Figure N° 28 : Les plus anciennes et principales villes d'installation des Roumains en Espagne.

PRINCIPALES ZONES HISTORIQUES D'IMPLANTATION DES ROUMAINS EN ESPAGNE.



Ces "espaces d'implantation traditionnelle" étaient surtout concentrés autour de Madrid, Castellón de la Plana et autour de Zaragoza (Viruela Martínez 2006), dans une moindre mesure, on trouvait aussi un grand nombre de Roumains dans la région d'Almería.

Le tableau qui suit nous montre la population dans ces huit villes d'Espagne qui concentrent les plus importantes populations roumaines en 2007. Nous voyons que ces derniers y sont parfois très concentrés et représentent une grande partie de la population étrangère et une part non négligeable de la population totale. Ce sont les logiques de regroupements liées aux réseaux sociaux et au fonctionnement de la migration en "chaîne" qui apparaissent ici.

Figure N° 29 : Le nombre de Roumains dans les huit villes qui en comptent le plus en 2007.

MUNICIPIOS	POP2007	EXTR2007	RUM2007	% ETRANGERS DANS LA POP TOTALE	% ROUMAINS DANS LA POP TOTALE	% ROUMAINS DANS LA POP ÉTRANGÈRE
TOTAL NATIONAL	45 181 925	4 517 262	526 962	10,00	1,17	11,67
Madrid	3 132 463	469 352	44 756	14,98	1,43	9,54
Zaragoza	654 390	65 359	19 714	9,99	3,01	30,16
Castellón de la Plana	172 624	30 491	19 507	17,66	11,30	63,98
Alcalá de Henares	198 723	34 815	14 932	17,52	7,51	42,89
Coslada	86 478	14 891	12 150	17,22	14,05	81,59
Arganda del Rey	47 373	11 233	8 536	23,71	18,02	75,99
Roquetas de Mar	71 279	17 940	6 670	25,17	9,36	37,18
Valencia	797 654	99 690	6 515	12,50	0,82	6,54

Source : Explotación Estadística del Padrón Municipal.

La seconde époque des migrations roumaines débute à partir de l'année 1992, qui sera celle de l'entrée de l'Espagne dans l'espace Schengen de libre circulation. Se sera une période de consolidation des premiers flux, auxquels s'en ajouteront de

nouveaux, et de mise en place d'un important dispositif migratoire à destination de ce pays. Nous verrons pourtant que les possibilités de venir et de travailler légalement en Espagne seront rares et chères. La seule option disponible sera de recourir au marché parallèle mais l'accès à celui-ci sera difficile si ce n'est en passant par l'intermédiaire de contacts (Pajares 2007) ; (Bleahu 2004). C'est dans ces conditions que les réseaux migratoires prendront alors un rôle croissant dans les mobilités et l'implantation des Roumains en Espagne et qu'apparaîtront en leur sein des logiques de contrôle social de plus en plus fortes.

B): Les dispositifs d'entrée par le réseau.

Le premier élément sera donc l'entrée de l'Espagne dans l'espace Schengen qui facilitera grandement le voyage pour les Roumains souhaitant s'y rendre⁸⁴. Toute au long de cette période, leur nombre va progresser de manière modérée mais continue et la destination va commencer à être assez prisée en Roumanie (surtout lorsque l'Allemagne puis la France se fermeront). Différents stratagèmes seront employés pour pouvoir obtenir le visa permettant de se rendre en Espagne (la résidence et le travail sur place ne posant pas vraiment de problème).

Des entrées plus nombreuses se feront tout d'abord par le biais de visa touristiques pouvant être obtenus suite l'invitation d'un national Espagnol ou d'un étranger disposant d'un titre de résidence dans le pays. Parmi les Roumains qui s'étaient installés à Madrid au début des années 90, certains d'entre eux pourront profiter de la première régularisation de 1991. Disposant de papiers en règle, ils pourront émettre les fameuses invitations de visite mais aussi louer des appartements à leur propre nom pour y loger des compatriotes irréguliers. Ces services seront souvent rémunérés, certains Roumains allant jusqu'à en vivre de manière fixe⁸⁵ (Marcu 2007).

Une autre possibilité sera de tenter d'obtenir un contrat de travail en Espagne et le visa qui l'accompagnait, depuis la Roumanie, par le biais du contingent⁸⁶ (à partir de 1991). Pourtant, le nombre de places offertes était très limité, et sa gestion par les services de l'État Roumain, très opaque. Ce qui fait que cette solution sera très peu utilisée. Des entretiens réalisés par Miguel Pajares montreront que la grande majorité des Roumains arrivés en Espagne à cette époque n'avaient jamais entendu parler du "Bureau pour la Migration de la Force de Travail" qui était chargé d'organiser sur place le contingent⁸⁷ (Pajares 2007).

Il sera enfin possible de passer par les agences de voyages ou apparentées qui se positionneront en Roumanie sur le marché très rentable de "l'embauche en origine". Souvenons-nous que la toute première loi sur l'immigration en Espagne avait mis en place un système permettant l'embauche de travailleurs étrangers en origine⁸⁸ (le régime général, qui sera conservé depuis), qui n'avait pas vraiment fonctionné du fait des difficultés de faire entrer en contact l'offre et la demande de main d'œuvre. C'est justement ce que vont commencer à faire de plus en plus d'agences

⁸⁴ Encore faut-il pouvoir rentrer dans l'espace Schengen mais nous savons que ses frontières orientales ne sont pas infranchissables. Une fois celles-ci passées, légalement ou pas, la route est pour ainsi dire libre vers n'importe quelle destination du continent.

⁸⁵ Mais Marcu nous dit que l'utilisation marchande de ce système d'invitations ne perdurera pas trop longtemps car il impliquait des démarches complexes qui ne pouvaient se réaliser qu'en s'acquittant d'une taxe conséquente auprès de l'administration espagnole. Certains Roumains qui établirent un trop grand nombre d'invitations de ce type finiront par y perdre plus d'argent qu'ils n'en gagneront et ne continueront pas. Cela ne veut pas pourtant dire que cette pratique sera abandonnée lorsqu'il s'agira de faire venir un membre de la famille ou un ami proche.

⁸⁶ Voir annexe 20.

⁸⁷ Encore plus révélateur, à la simple évocation du nom de cet organisme, les individus interrogés disaient que même s'ils l'avaient connu, ils s'en seraient méfiés.

⁸⁸ Voir annexe 20.

spécialisées qui apparaissent en Roumanie au milieu des années 90, et qui offriront "clés en main" des contrats de travail temporaires en Espagne, avec le visa correspondant. Ces agences étaient mandatées (et payées) par des entreprises espagnoles, afin de sélectionner sur place les travailleurs dont elles avaient besoin et de se charger des traitements administratifs nécessaires à ce type de transfert de main d'œuvre. Pour se faire, les agences tenteront de faire connaître leur existence et la "destination espagnole" et auront fréquemment recours à la publicité ou aux petites annonces en Roumanie. Les postulants seront très vite très nombreux, bien plus que le nombre de places offertes et dans la grande majorité des cas, la sélection ne se fera pas alors sur les compétences des individus mais sur le prix que chacun sera prêt à payer pour disposer du contrat. Parfois, il n'y aura même pas de contrat mais juste une escroquerie pure et simple et un billet de bus à destination de l'Espagne, sans visa ni aucun emploi assuré à l'arrivée (Pajares 2007)⁸⁹.

Ce "marché payant de la migration" que l'on voit se profiler et au sein duquel peuvent se négocier au plus offrant des visas, contrats, informations, contacts, transports et prêts d'argent se développera en Roumanie à cette époque mais peut-être encore plus fortement encore en Espagne, par le fait des migrants eux-mêmes. Il ne concernera pas seulement l'entrée dans le pays mais aussi parfois le logement ou encore l'accès au marché de l'emploi. C'est en effet au milieu des années 90 que commencent à véritablement se constituer en Espagne des réseaux migratoires roumains importants et souvent structurés autour des premiers arrivés. Si ce sont ces réseaux qui permettront que cette première migration soit répétée par d'autres individus et qui faciliteront leur implantation, selon la logique de la chaîne migratoire, leurs "effets négatifs" vont eux-aussi commencer à se faire sentir pour nombre de migrants, particulièrement dans les espaces les plus anciennement "colonisés" par d'autres Roumains.

C): L'accès au marché du travail : rôles des réseaux communautaires et externes.

Les mêmes logiques se produiront ainsi pour ce qui est du travail. C'est à cette époque que vont en effet apparaître les premières entreprises de sous-traitance dans la construction gérées par des migrants roumains régularisés. Lorsque les nouveaux arrivants, pas toujours vraiment au courant des salaires normalement pratiqués en Espagne, vont se tourner vers les plus anciens pour leur trouver du travail, ceux-ci vont logiquement leur proposer de les embaucher dans leur propre entreprise. Sans le savoir, et pendant plusieurs mois (le temps qu'ils acquièrent une meilleure connaissance de la langue et de la société locale et que finalement ils s'aperçoivent de l'escroquerie), ils y travailleront entre 10 et 12 heures par jours et pour des salaires inférieurs d'un tiers au minimum normalement offert (Marcu 2007). Parfois, les pionniers pourront jouer pour leur connaissance de la langue et leurs contacts locaux pour négocier avec un employeur national que celui-ci offre un contrat de travail et fasse une demande de régularisation pour un autre Roumain. Ce service d'intermédiation sera souvent payant et si le nouvel arrivant n'en a pas les moyens, il pourra toujours rembourser sa dette en travaillant quelques mois dans l'entreprise du pionnier. Même chose lorsqu'il s'agira de prêt d'argent accordés aux autres par les migrants les mieux implantés et les plus riches (Potot 2006). Ces logiques d'exploitation de la vulnérabilité financière et sociale de migrants les plus récemment arrivés ne se déroulent pas au dehors du collectif de même nationalité

⁸⁹ Ce système d'embauche en origine n'existera pas qu'à destination de l'Espagne puisque de tels accords seront aussi signés avec l'Allemagne et Israël par exemple. Les agences mandatées disposeront ainsi d'un véritable panel de contrats et de visa temporaires, impliquant différentes destinations, et dont le prix sera fixé au marché noir en fonction du salaire offert et des possibilités de rester illégalement dans le pays une fois le contrat terminé et de s'intégrer sur le marché parallèle du travail. Les contrats vers l'Espagne étaient ainsi vendus très cher car il était de notoriété publique qu'une fois entré dans le pays, il était très facile d'y rester et d'y travailler au noir en attendant sa régularisation.

mais se retrouvent chez tous les collectifs migrants. Elles seront semble-t-il tout de même plus forte chez les Roumains que chez d'autres (De Miguel Luken and Solana Solana 2007). On peut y voir une reproduction des mêmes logiques d'exploitation que les primo-migrants avaient pu connaître de la part de certains employeurs espagnols. Elles auront en tout cas pour conséquence de rendre plus difficile les conditions de vie et de travail des Roumains en Espagne (Marcu 2007).

Malgré ces logiques de contrôle qui commencent à apparaître au sein des réseaux migrant roumains, il s'avérera que parmi les différents collectifs migrants présents en Espagne, Les Roumains seront ceux qui le plus rapidement verront leur situation s'améliorer, justement car ils disposeront de plus de contacts et d'aides offertes de la part des nationaux (De Miguel Luken and Solana Solana 2007). Ils pourront ainsi profiter parfois de processus de substitution de main-d'œuvre et globalement d'une image plutôt positive au sein de la société espagnole, sur laquelle ils joueront et qu'ils participeront à construire.

A mesure que le nombre de migrants de toutes nationalités progressera en Espagne, apparaîtront des phénomènes de concurrence entre les différents collectifs pour la captation des mêmes emplois dans les mêmes secteurs de niches. Nous avons déjà évoqué le rôle important que pouvaient prendre les stéréotypes de la société locale dans l'accès à l'emploi des immigrés⁹⁰. Et dans ce panel des "idées préconçues" de la société espagnole sur les différents "types" d'immigrés, les Roumains occuperont une place de choix. Les causes en seront parfois des plus subjectives et plutôt justifiées par le rejet d'autres collectifs.

Par exemple en 2000, et suite aux émeutes racistes de El Ejido et à la grève générale des travailleurs agricoles (Maghrébins en majorité) qui s'en suivra, les entrepreneurs locaux procéderont à un mouvement massif de substitution de leur main d'œuvre irrégulière traditionnelle par des travailleurs roumains. Les Roumains qui arrivent en nombre dans la région à cette époque y seront par la suite favorisés dans leur accès à l'emploi, leur progression dans l'entreprise, et leurs régularisations seront facilitées, tant par les employeurs que par les autorités administratives locales (Potot 2000). Des logiques analogues semblent se reproduire dans tout le pays puisque, du point de vue de l'emploi, les Roumains sont plutôt considérés comme des "*travailleurs fiables et sérieux*", à la différence des Maghrébins, considérés comme "*instables, peu travailleurs et revendicatifs*"⁹¹ (Mata Romeu 2007).

Les raisons invoquées de ce "traitement préférentiel" sont que les Roumains seraient "*culturellement plus proche des Espagnols car chrétiens*", disposeraient de plus de facilités à maîtriser la langue, "*latine, tout comme la leur*", seraient moins visibles dans l'espace public (car blancs), mieux éduqués, plus modernes, etc. Malgré l'aspect hautement subjectif de telles catégorisations, le fait est que les migrants roumains vont pouvoir en profiter et auront même tendance à s'y

⁹⁰ Voir annexe 23.

⁹¹ Les raisons véritables en seraient plutôt que les Maghrébins, qui sont les migrants les plus anciennement établis dans le pays, disposeraient généralement de papiers en règle, d'une meilleure connaissance de leurs droits et de réseaux sociaux plus denses et plus amples. Ce qui fait qu'ils seraient moins enclins à se laisser exploiter ou reléguer par la société et les entrepreneurs locaux (Mata Romeu 2007). Hors c'est sur cette exploitation de la main d'œuvre immigrée que se base le succès économique des nombreuses entreprises espagnoles. Pour reprendre l'exemple de l'agriculture sous serres à Almería, la viabilité de cette activité (très versatile) sur un marché européen très concurrentiel dépend essentiellement de la réduction des coûts de la main d'œuvre permise par cette exploitation. Et comme c'est toute l'activité économique de la région qui repose sur le secteur agricole (la province d'Almería était une des plus pauvres du pays il y a encore 25 ans et aujourd'hui c'est une des plus riches), on comprend la panique qui saisira l'ensemble de la société locale lorsque les travailleurs Maghrébins commenceront à s'organiser pour revendiquer leurs droits. Aujourd'hui, les Maghrébins représentent le collectif le plus discriminé en Espagne, plus encore que les Gitans qui occupaient traditionnellement ce poste.

conformer, cultivant aux yeux de la société locale ces caractéristiques qui leurs sont attribués⁹², et reprenant souvent à leur compte ces stéréotypes qui leur permettront de se démarquer des autres collectifs migrants (Potot 2000). Des logiques analogues existent parmi toutes les nationalité présentes en Espagne (De Miguel Luken and Solana Solana 2007).

Toutes ces évolutions provoqueront que la migration des Roumains vers l'Espagne sera tout de même grandement facilitée et que de plus en plus de personnes auront tendance à y diriger leurs mobilités. Beaucoup de Roumains s'y rendront à cette époque sans disposer d'aucun contact, sachant très bien qu'une fois sur place ils pourront se tourner vers la communauté déjà implantée, même s'ils devront pour cela passer par une période d'exploitation (Marcu 2007) mais qu'à terme, ils y disposeront de grandes chances de se créer leurs propres réseaux externes et de voir ainsi leur situation s'améliorer, voir d'obtenir une régularisation.

C'est cette situation particulièrement favorable en Espagne et la mise en place d'amples réseaux migratoires qui constitueront la base de la très forte augmentation des flux de migrants roumains au début des années 2000. Tout comme en France à la même époque, ce sont les migrations préalables qui expliqueront les logiques d'implantation et d'intégration au marché du travail des Roumains qui arriveront dans le pays par la suite. Tout comme en France à la même époque, la rapide massification des flux dans ces "espaces traditionnels d'implantation" y provoquera une dégradation des conditions de vie et de travail des Roumains, qui débouchera sur un recours "stratégique" et généralisé à la mobilité et une modification des activités pratiquées. Pour décrire ces phénomènes nous allons ici nous baser sur les expériences des migrants que nous avons interrogés mais aussi sur l'utilisation de diverses sources statistiques et leur cartographie.

3) : A partir de 2002 : Changement de situation et accroissement des mobilités.

A): Croissance massive des flux de migrants.

A partir des années 2000, le nombre de Roumains va exploser en Espagne et sa croissance sera exponentielle. De 31 316 personnes inscrites au Padrón en 2001 (6 343 en 2000), ce chiffre va passer 317 366 en 2005 et 526 662 en 2007⁹³. La modification des conditions d'entrée "touristique" va bien-sûr jouer un rôle mais ne sera pas le seul déclencheur de l'augmentation des flux. Le dispositif migratoire progressivement mis en place dans le pays (de transports, réseaux sociaux, aides à l'installation mais aussi multiplication de l'information circulant sur l'Espagne en Roumanie) en constituera la base et permettra à des populations de plus en plus nombreuses (et aussi de moins en moins préparée, voir Figure 9) de s'y rendre.

Monica Șerban a ainsi bien montré que passé un certain temps d'implantation et d'adaptation progressive au pays de destination, les collectifs migrants ont tendance à connaître une progression brutale et très forte de leur nombre. Dans le cas d'un dispositif migratoire "type" dans lequel les réseaux sociaux jouent en rôle important pour ce qui est de la mobilité, l'implantation et l'accès à l'emploi des individus, c'est en effet une évolution logique. La lente progression du nombre de Roumains en Espagne, aura pour conséquence de diversifier les soutiens "entre compatriotes" auxquels pourront avoir accès les nouveaux arrivant, et de faire ainsi diminuer le poids des pratiques d'exploitation et de contrôle social dans les réseaux communautaires (les pionniers perdront ainsi leur position dominante). Dans le

⁹² Swanie Potot met le doigt sur le paradoxe de cette situation puisque le travail en Roumanie était traditionnellement caractérisé par de forts taux d'absentéisme, une faible productivité et de nombreuses pratiques de vols de matériels divers de la part des employés (Potot 2007).

⁹³ Explotación Estadística del Padrón Municipal, INE.

même temps, à mesure que les anciens arrivants acquerront une meilleure connaissance de leur société d'accueil et se créeront de plus nombreux contacts dans celle-ci, le coût en temps et en efforts qu'implique pour eux le fait d'aider un nouvel arrivant aura tendance à diminuer. Si l'on ajoute à cela, dans le pays d'origine, la multiplication des informations et la réussite visible de ceux qui entreprennent le voyage, on comprend que, passé un certain "pallier", les flux aient tendance à exploser. Et c'est bien ce qui semblera se passer pour les Roumains en Espagne (Șerban 2007).

C'est à cette époque que les premiers membres de la famille vont arriver en Espagne pour y travailler. Comme dans d'autres pays, ils le feront par le biais d'autres Roumains originaire de la région de Mehedinți qui y étaient déjà installés (eux-mêmes par le biais de migrants plus anciens). Nico est ainsi invité par son beau-frère à le rejoindre à Alcanar en mars 2002 et Dorin sera amené à Almonte par un ami d'enfance de Cetate en octobre 2003. Après un certain temps, ils acquerront une connaissance de ces espaces et des opportunités de travail qu'ils peuvent offrir, se créeront des contacts variés au sein de la communauté roumaine locale mais aussi avec des nationaux et pourront commencer à faire venir à leur tour d'autres membres de leur famille (Dorin beaucoup plus tardivement).

Dans chacun de ces deux espaces, les premiers membres de la famille arriveront alors que le nombre de Roumains y était encore faible mais tous deux nous diront qu'ils verront cette présence croître très fortement, à partir de 2003 – 2004 pour Alcanar et un peu plus tard dans la zone d'Almonte. Ces deux zones du pays étaient rurales et l'activité principale y était l'agriculture. Ces activités étaient structurellement saisonnières et leurs besoins en main d'œuvre immigrée limités à des époques précises de l'année, pour les récoltes (les olives à Almonte, récolte de août à novembre et les oranges à Alcanar, récolte d'octobre à avril). Nos deux individus s'accommoderont de cet état de fait. Nico travaillera le reste de l'année dans la construction à Benicarló (une station balnéaire proche) et Dorin limitera quand à lui ses périodes de présence aux seules récoltes, passant le reste de l'année en Roumanie. Nous voyons dès le départ des stratégies différentes dans la mobilité car Nico viendra pour s'implanter de manière fixe, alors que pour Dorin, l'Espagne ne représentera qu'une nouvelle destination de ses circulations.

Ceci expliquera l'importante différence que prendront ces deux pans du champ migratoire pour le reste de la famille puisque seulement quelques-uns d'entre eux passeront par Almonte alors que la grande majorité se retrouvera à un moment ou à un autre à Alcanar. Plus qu'à des choix personnels, cette différence s'expliquera par des logiques réticulaires particulières à chaque espace mais nous y reviendrons par la suite.

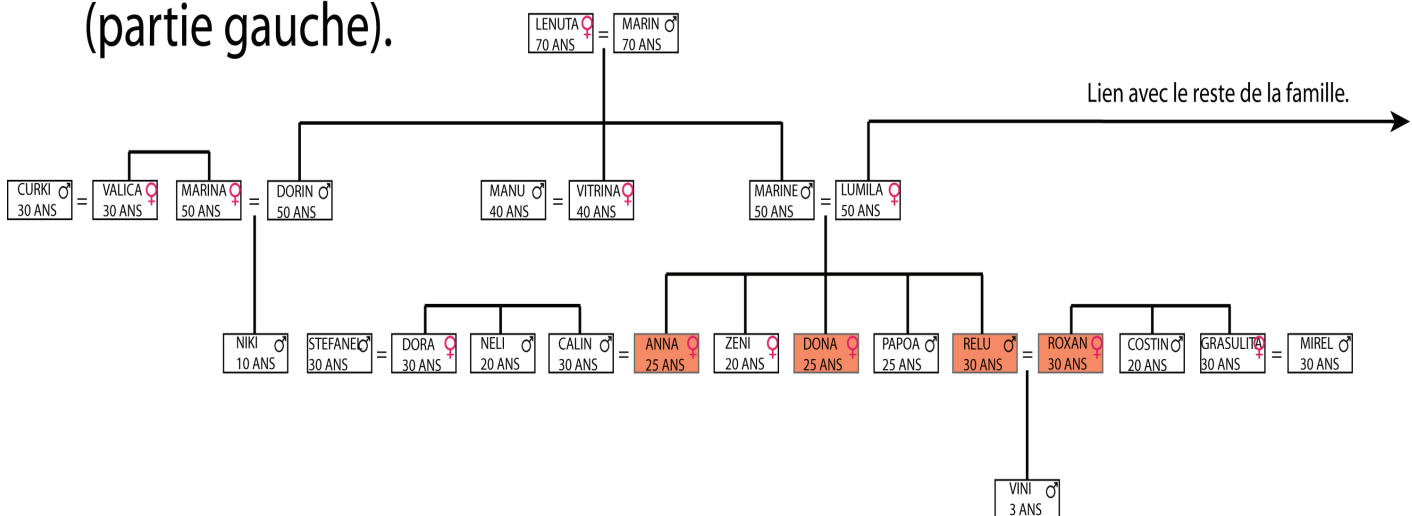
Figure N° 30 : Repérage des différentes zones pratiquées par les membres de la famille en Espagne.



Cette carte présente non seulement les communes d'Alcanar et Almonte mais aussi les communes environnantes qui nous furent citées lors des entretiens et qui connaissent les mêmes types d'activité et les mêmes logiques de peuplement par des populations roumaines. Elle reviendra aussi dans les tableaux qui suivent.

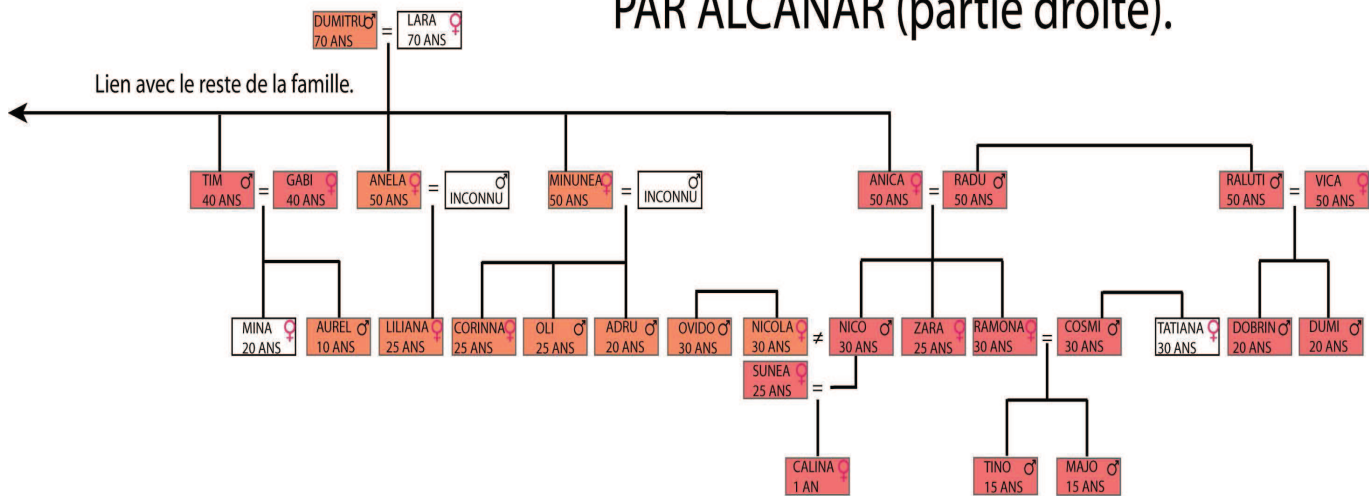
Figure N° 31 : Les membres de la famille à Alcanar.

LES MEMBRES DE LA FAMILLE PASSÉS PAR ALCANAR (partie gauche).



Les individus étant passés par Alcanar au cours de leurs circulations, apparaissent en orange sur le schéma. Ceux qui y sont installés de manière fixe apparaissent en rouge.

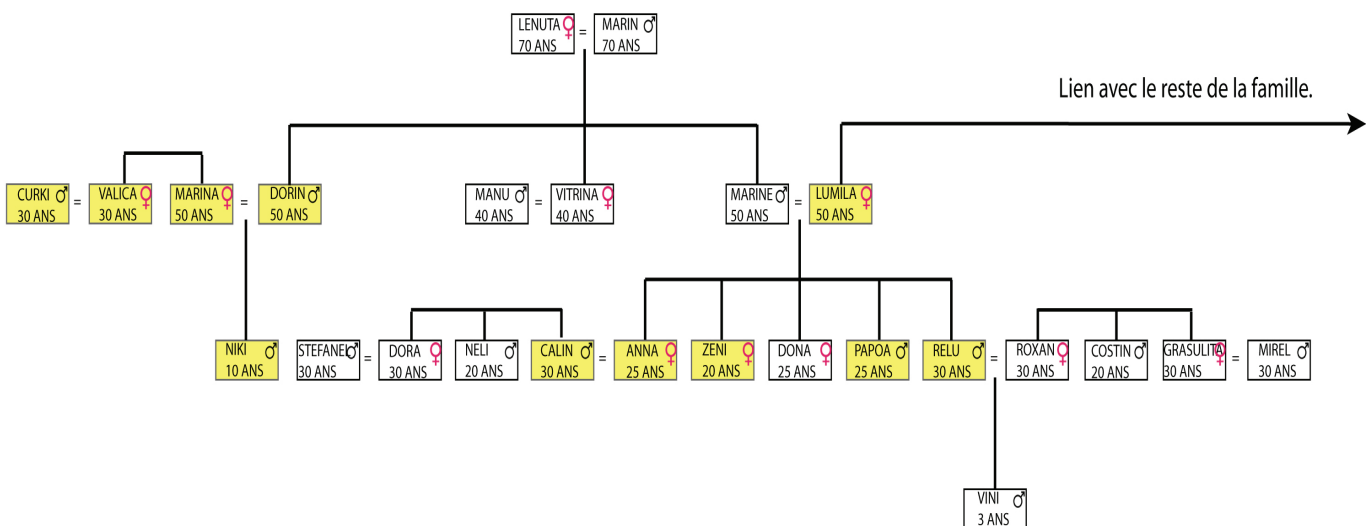
LES MEMBRES DE LA FAMILLE PASSÉS PAR ALCANAR (partie droite).



Les individus étant passés par Alcanar au cours de leurs circulations, apparaissent en orange sur le schéma. Ceux qui y sont installés de manière fixe apparaissent en rouge.

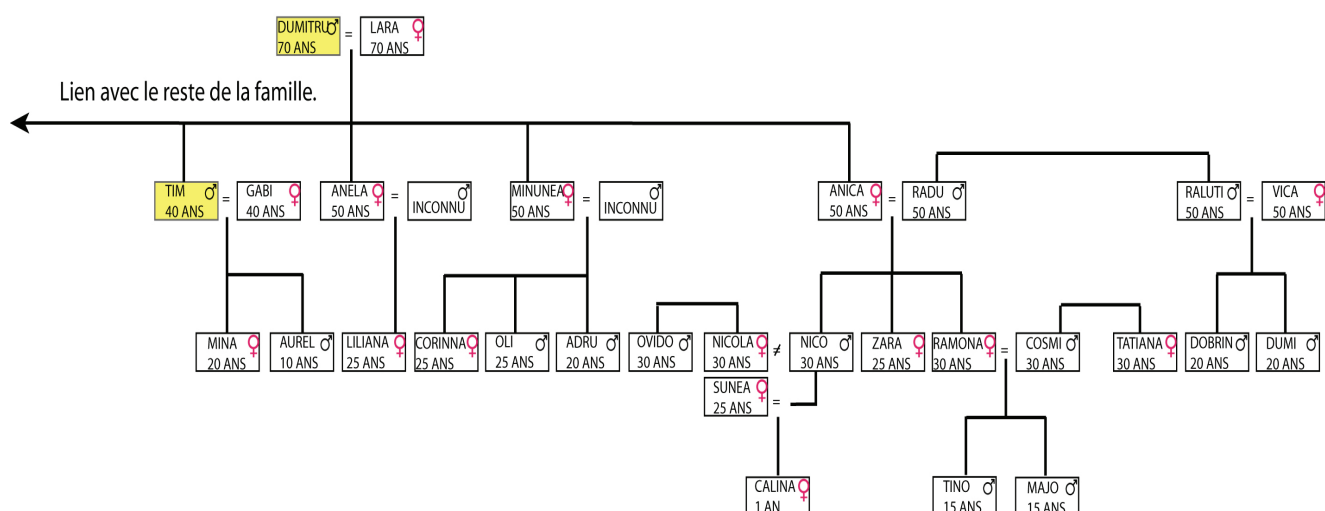
Figure N° 32 : Les membres de la famille étant passés par Almonte.

LES MEMBRES DE LA FAMILLE AYANT TRAVAILLÉ DANS LE SUD DE L'ESPAGNE (partie gauche).



Les individus ayant, à notre connaissance, travaillé dans l'agriculture dans le sud de l'Espagne apparaissent en jaune sur le schéma.

LES MEMBRES DE LA FAMILLE AYANT TRAVILLÉ DANS LE SUD DE L'ESPAGNE (partie droite).



Les individus ayant, à notre connaissance, travaillé dans l'agriculture dans le sud de l'Espagne apparaissent en jaune sur le schéma.

Nous voyons tout de suite que bien qu'étant inscrites toutes deux dans le champ migratoire de la communauté de Mehedinți, ces deux destinations concerneront surtout deux parties différentes de la famille élargie, ceci étant lié aux relations plus ou moins fortes entretenues entre les individus au sein de celle-ci.

Dans ces deux espaces, comme dans tout le reste de l'Espagne, le nombre de Roumains va très fortement croître en l'espace de quelques années. Cela ne se fera pas immédiatement à partir de 2002 mais prendra un an ou deux. La plupart des membres de la famille qui se rendront à Alcanar par exemple, le feront à partir de 2005 seulement. Nous savons pour leur cas précis que cette option sera liée à une réorientation depuis la France.

Figure N° 33 : La progression récente des populations roumaines dans ces deux espaces.

INE	MUNICIPIOS	RUM_2004	RUM_2005	RUM_2006	RUM_2007	%_PROGRESS_RUM	%_PROGRESS_MARRUECOS	%_PROGRESS_ECUADOR
21005	Almonte	115	387	767	1 057	819 %	41 %	-31 %
21040	Hinojos	3	13	80	96	3100 %	71 %	100 %
41075	Pilas	28	50	149	289	932 %	17 %	-60 %
41097	Villamanrique de la Condesa	17	48	133	153	800 %	58 %	0 %
43004	Alcanar	415	583	792	977	135 %	35 %	6 %
43014	Amposta	201	345	488	684	240 %	108 %	14 %
43136	Sant Carles de la Ràpita	493	709	779	1 003	103 %	24 %	9 %
43158	Ulldecona	455	606	589	885	95 %	4 %	-40 %
12027	Benicarló	283	412	591	806	185 %	69 %	25 %
12138	Vinaròs	261	444	640	903	246%	67%	31 %

Source : Explotación Estadística del Padrón Municipal.

Comme nous le disions, l'arrivée massive de migrants roumains avait été plus précoce autour d'Alcanar et avait débutée avant 2004 (nous ne disposons pas de

chiffres antérieurs à cette année) mais nous voyons tout de même que la progression a été impressionnante dans l'un comme dans l'autre.

B): Saturation des espaces et contraction des réseaux communautaires.

Tout comme cela s'était produit en France à la même période, cet afflux massif de Roumains dans les espaces apprivoisés par la communauté migrante va provoquer des effets de saturation. Les réseaux migratoires vont alors s'adapter et réduire presque immédiatement leur soutien aux nouveaux arrivants. Cela peut sembler paradoxal car ce sont justement ces réseaux bien implantés qui avaient permis que cette augmentation des flux se produise. Ce changement d'attitude est pourtant logique aux vues des transformations qui vont se produire dans tous les espaces de forte implantation de Roumains.

Tout d'abord, le nombre de personnes en demande d'aide à l'installation va augmenter, saturant rapidement la capacité d'aide effective des anciens arrivants qui ne pourront plus s'occuper de tout le monde, même pour les exploiter, comme cela était le cas auparavant. De plus, l'augmentation massive du nombre de travailleurs potentiels sur le marché du travail, de même origine et disposant des mêmes caractéristiques aux yeux des locaux, va provoquer une saturation de ce marché et faire baisser l'activité de tous. La demande de travail devient plus importante que l'offre et les Roumains qui étaient plus anciennement implantés dans les niches d'activité en Espagne vont travailler moins souvent, tandis que les salaires sur le marché du travail irrégulier vont baisser. Ce type d'évolution se produira ainsi à Alcanar et nous sera confirmé par Tim, arrivé sur place en mars 2004. Alors que les salaires pratiqués dans le travail au noir dans l'agriculture pouvaient être de 50€ à 60€ par jour lors de son arrivée, en 2008, et alors que le nombre de Roumains sur place s'est multiplié, les exploitants espagnols locaux n'offrent plus que 25€ à 30€ par jour à leur travailleur. *"Et si cela ne te convient pas, le patron ira chercher quelqu'un d'autre qui sera prêt à accepter ce prix"* (Tim, le 13/04/08).

En ce sens, le changement de législation qui va permettre de circuler librement en Europe va aussi déstabiliser les réseaux migratoires roumains qui n'auront plus aucun contrôle sur le nombre d'arrivées. Alors qu'autrefois ce sont ces réseaux sociaux qui permettaient les entrées par leurs invitations, veillant à ne pas en distribuer trop, celles-ci vont être complètement dérégulées et les migrants les plus anciens vont se retrouver concurrencés par leurs propres compatriotes. A partir de cette époque les réseaux migratoires vont se contracter et les pourvoyeurs d'aide vont de plus en plus se concentrer sur leur famille proche. Ils ne feront plus les efforts nécessaires pour trouver un logement, du travail ou obtenir des papiers à leurs amis plus éloignés ou à de vagues connaissances villageoises comme c'était auparavant le cas. Et lorsque ces aides continueront d'être apportées, elles auront tendance à se monnayer encore plus chèrement au sein des groupes migrants (Bleahu 2004). L'excès de poids prit par les Roumains dans les principales zones d'implantation de leurs réseaux migratoires ce fera sentir sur le marché du logement local, sur celui de l'emploi mais aussi sur les employeurs nationaux de ces espaces qui seront de plus en plus souvent sollicités pour du travail ou des régularisations. Les conditions de la migration dans ces espaces vont se dégrader pour tous, les Roumains seront de plus en plus méfiants entre eux, et auront tendance à garder leurs contacts les plus rentables pour eux ou leur entourage le plus proche. Le parallèle avec la situation qui se produit au même moment en France est frappant car nous avons vu que c'est la saturation des espaces de Nantes et de la Rochelle qui avait poussé les circulants à accroître leurs mobilités.

Si l'on veut faire le parallèle avec notre échantillon, nous savons que lorsque les premiers migrants de la famille vont arriver en Espagne, ces évolutions avaient déjà commencé à se produire et elles influenceront dès le départ la forme que prendront les mobilités du groupe dans son ensemble. Ainsi Nico fera venir un grand nombre de personnes pour travailler dans les oranges de manière ponctuelle mais ce n'est que pour sa famille la plus proche qu'il fera jouer ses contacts pour leur trouver un travail fixe et régulariser leur situation. Et encore, cela prendra du temps puisque sa sœur Zara n'obtiendra ses papiers qu'en 2004, et Anica et Radu en 2005. Les autres membres de la famille ne feront que passer où devrons attendre 2007 et l'accord du droit de résidence pour s'installer de manière fixe (Ramona et Cosmi mais aussi le frère de Radu et ses enfants).

Pour ce qui est du fait de garder pour soi les contacts et les meilleures opportunités, là encore c'est quelque chose que nous avons observé à Alcanar car avec tout le monde, et y compris lors des entretiens, Nico est toujours resté très évasif à propos de ses contacts avec divers entrepreneurs nationaux de la région, dont nous savons pourtant que c'est grâce à ceux-ci qu'il a pu s'installer de manière fixe, obtenir un appartement et des papiers et jouer le rôle de tête de chaîne migratoire pour sa famille. Cette attitude semble pourtant logique car dans une situation de relative saturation, garder ses contacts externes pour soi est alors une obligation permettant de sauvegarder la rentabilité de la migration dans ces espaces. Introduire directement un compatriote auprès d'employeurs locaux signifie lui offrir la possibilité de se "débrouiller tout seul" et le voir à terme créer sa propre chaîne migratoire, augmentant ainsi le nombre de Roumains présents sur place. Malgré la discrétion de Nico et des autres pionniers d'Alcanar, c'est pourtant ce qui finira par se passer, conduisant à une dégradation de la situation de l'emploi pour tous.

A Almonte, ces phénomènes de contraction des réseaux prendront des proportions encore plus fortes car le fait d'appartenir ou non à la famille proche du pionnier déterminera une différence fondamentale pour les migrants, celle de faire partie des exploités ou des exploités. Les mécanismes d'abus de la situation d'infériorité des nouveaux arrivants y seront en effet poussés à leur paroxysme et se révéleront des plus rentables pour les migrants pionniers⁹⁴. Le fait de garder ses contacts pour soi y prendra une toute autre dimension qu'à Alcanar. Pourtant, comme là-bas, la massification des flux de Roumains finira par se produire et entraînera les mêmes effets.

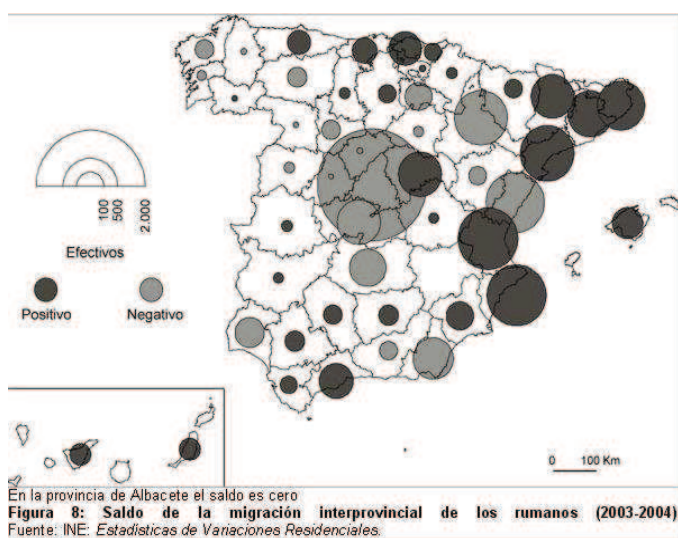
Ce qui se produit à cette période pour les Roumains en Espagne serait donc la conséquence logique des modalités migratoires qui leur sont propres. Après des années de fonctionnement réticulaires basé sur le principe de la chaîne migratoire, qui veut que chaque nouveau migrant finisse par être rejoint par sa famille plus ou moins élargie, leur nombre va sans cesse grossir et de plus en plus rapidement, jusqu'à atteindre une limite au-delà de laquelle leurs espaces d'implantation traditionnels et les niches d'activité dans lesquelles ils s'inscrivaient s'en trouveront saturés. Les flux de réorientation depuis la France et parfois l'Italie à partir de 2005 vont aggraver ce processus et faire considérablement baisser leurs gains dans la migration. Pour compenser cette perte, et tout comme cela s'était passé en Allemagne puis en France, la solution adoptée par les Roumains sera de nouveau de recourir aux mobilités exploratoires et à la circulation.

⁹⁴ Voir annexe 24.

C): La reprise des mobilités exploratoires.

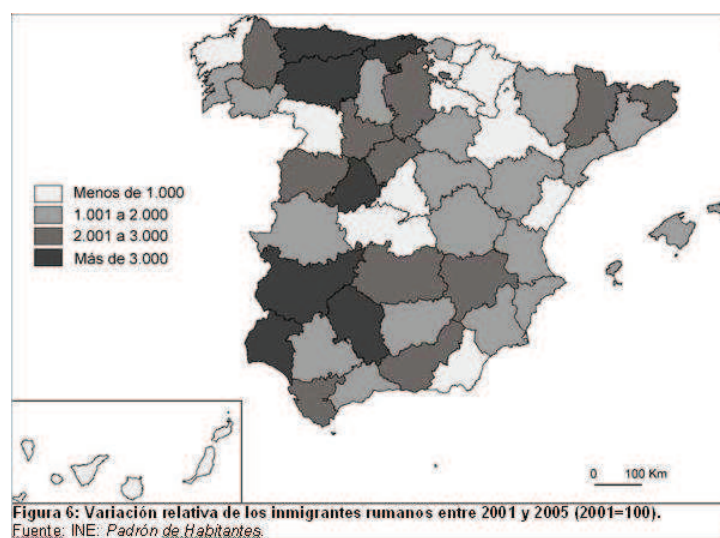
Le recueil des parcours des individus que nous avons interrogé nous ont permis de voir que la reprise des mobilités qui s'était produite en France après 2002 avait pris la forme d'explorations concentriques au départ des zones d'installation "traditionnelles" de la communauté (La Rochelle et Nantes) et avait entraîné une modification des espaces mais aussi des activités pratiquées par ses membres. Et c'est précisément ce phénomène qui se reproduira en Espagne, et que nous allons tenter de lire dans l'espace. Pour cette partie, nous tenons à préciser que nous sommes largement inspiré de l'excellent travail de Rafael Viruela Martínez dont nous utiliserons plusieurs cartes et tableaux afin d'illustrer notre propos (Viruela Martínez 2006).

Figure N° 34 : Les soldes de migrations interprovinciales des Roumains en 2003 – 2004.



Source secondaire : (Viruela Martínez 2006)

Figure N° 35 : Indice de Variation relative des immigrés Roumains entre 2001 et 2005.



Source secondaire : (Viruela Martínez 2006)

Ces deux cartes de Rafael Viruela Martínez nous montrent bien que les Roumains vont avoir de plus en plus tendance, à partir de 2001, à se diriger vers des zones autres que celles où ils avaient tendance à s'implanter auparavant, tout d'abord dans les régions alentours mais qui resteront proches de la côte est (figure 34) puis dans d'autres parties du pays, plus à l'ouest (figure 35). Dans ces nouvelles régions, ils représenteront rapidement le premier collectif migrant. Cette implantation de collectifs roumains dans de plus en plus de provinces espagnoles se notera lors de la dernière grande régularisation de 2005, dont ils profiteront largement⁹⁵.

C'est lorsque l'on se penche sur ce phénomène à une échelle plus fine, comme celle de la commune⁹⁶, on se rend compte que, là encore comme nous l'avons observé en France, seulement certaines communes réuniront les conditions nécessaires pour que les Roumains s'y installent. Ce sont ces observations qui nous permettent de parler plutôt d'une logique d'essaimage. Les Roumains qui exploreront de nouveaux espaces pour y trouver du travail et s'y implanter, ne réussiront pas

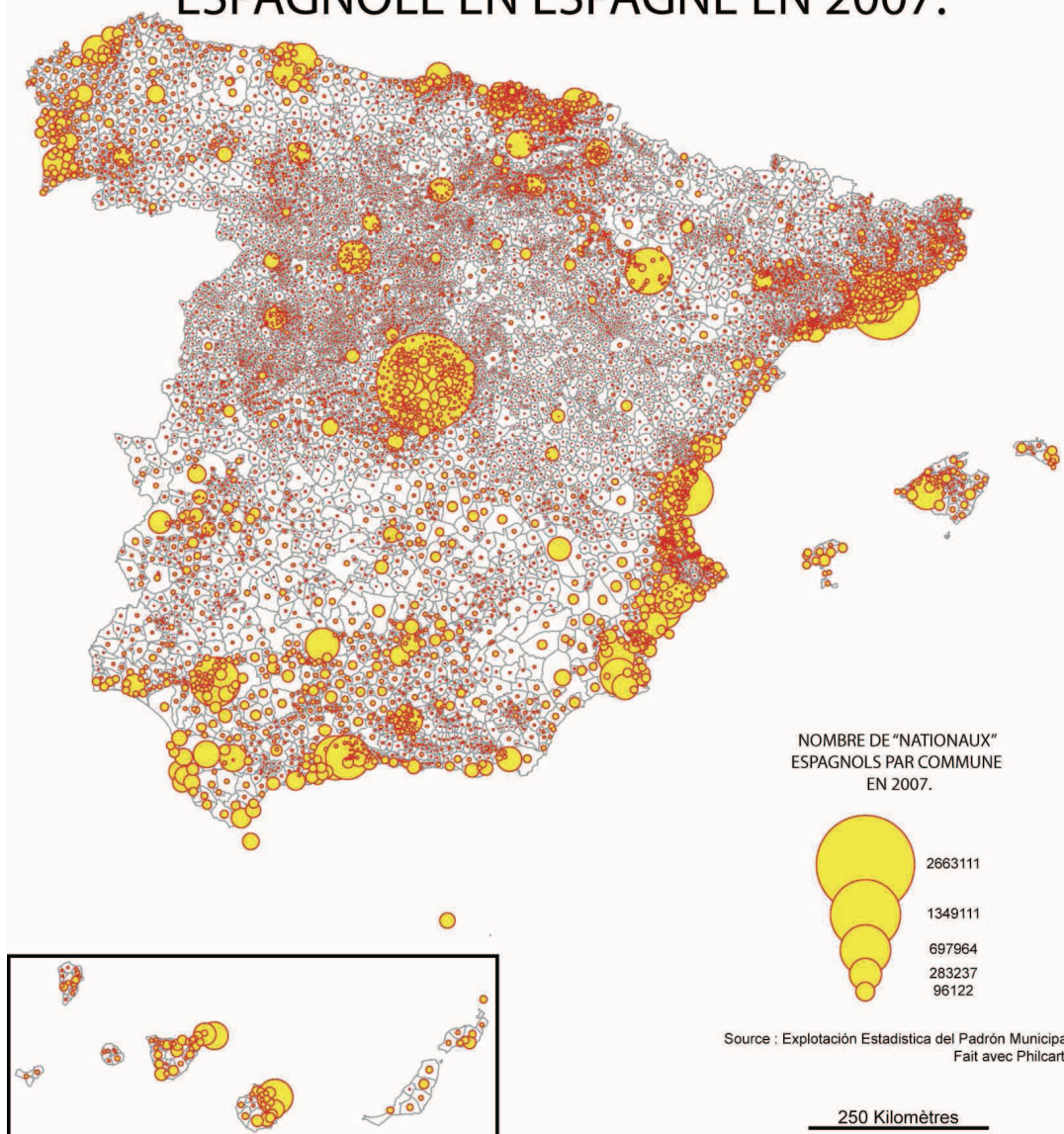
⁹⁵ Voir annexe 25.

⁹⁶ Les données statistiques de l'INE (Instituto Nacional de la Estadística) sur la population en Espagne sont très précises. A la différence de la France, celles-ci sont disponibles en libre accès jusqu'à leur niveau le plus fin de comptage, la "sección censal" qui correspondrait à l'ilot utilisé par l'Insee français. L'accès à de telles données nous a permis de faire des analyses géographiques bien plus poussées sur les Roumains en Espagne que pour la France.

toujours. Et comme nous savons que ce sont les réseaux sociaux qui ensuite vont faire grossir les communautés, si aucun "pionnier" ne peut s'installer dans un espace précis, celui-ci restera relativement vide de Roumains. Nous n'avons pas pu recueillir d'anecdotes à ce sujet dans nos entretiens car les individus que nous avons interrogés n'étaient pas de véritables "pionniers" en Espagne comme ils avaient pu l'être en France. Pourtant ce déroulement nous semble plausible car nous pouvons aujourd'hui en lire directement les effets dans l'espace en étudiant l'implantation actuelle des Roumains qui diffère sensiblement de celle des nationaux espagnols comme de celle des autres étrangers.

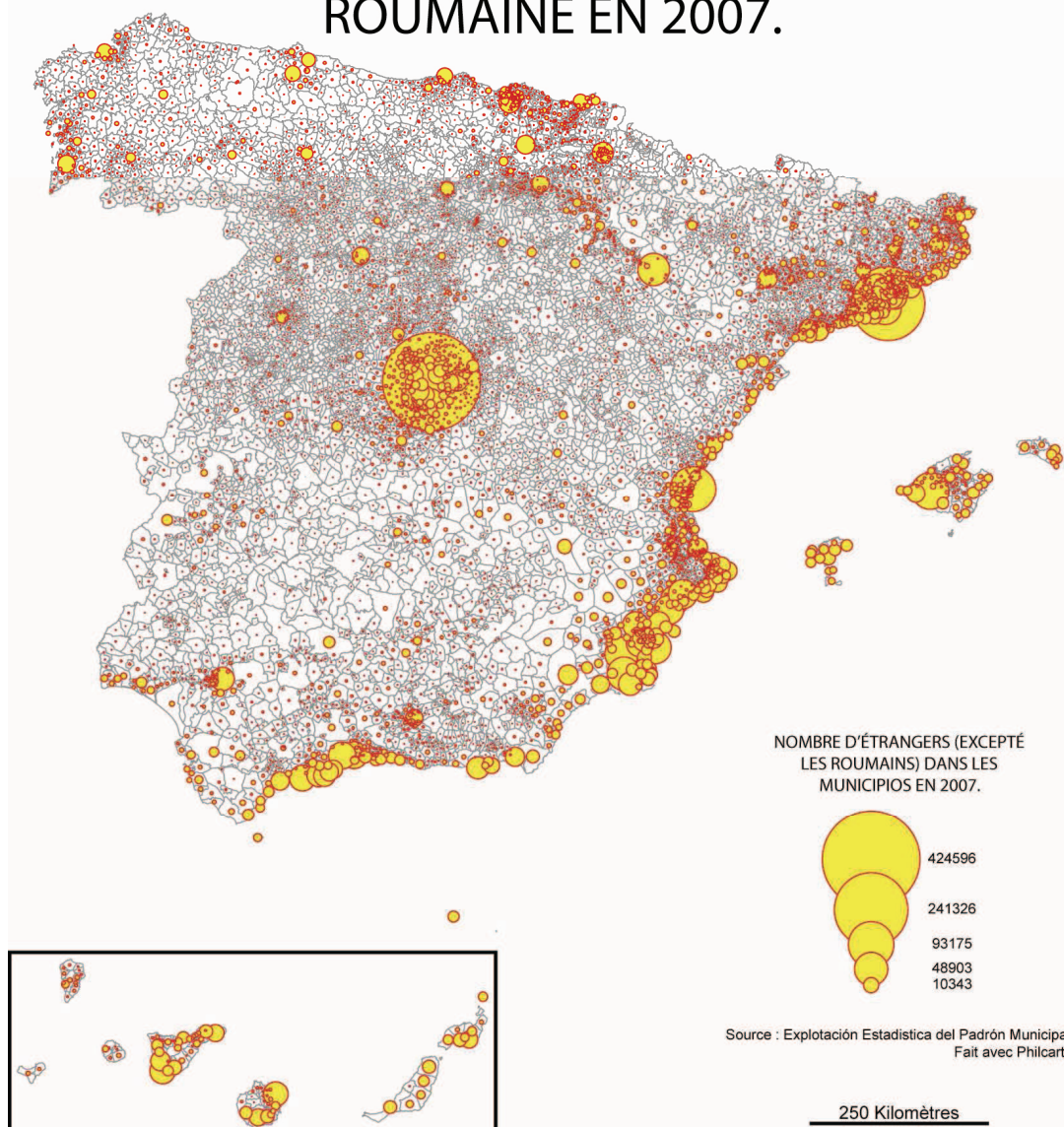
Figure N° 36 : La plus grande dispersion des populations roumaines et les zone de destinations de celle-ci (en trois cartes).

LA REPARTITION DE LA POPULATION ESPAGNOLE EN ESPAGNE EN 2007.



La population espagnole "nationale" est logiquement la mieux répartie sur l'ensemble de son territoire. Nous pouvons tout de même noter leur plus forte concentration autour de Madrid, sur l'ensemble de la côte méditerranéenne (avec une prédilection pour la région de Valence-Alicante, la Catalogne et la Costa-del-Sol, autour de Málaga), et dans certaines zones précises comme le Pays Basque, l'Andalousie autour de Sevilla et Córdoba, et l'extrémité nord-ouest de la Galice. Certains espaces du pays apparaissent pratiquement vides d'Espagnols.

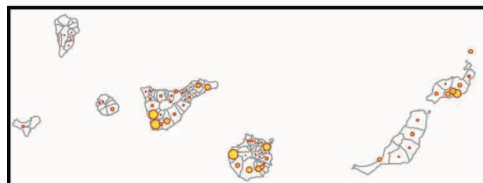
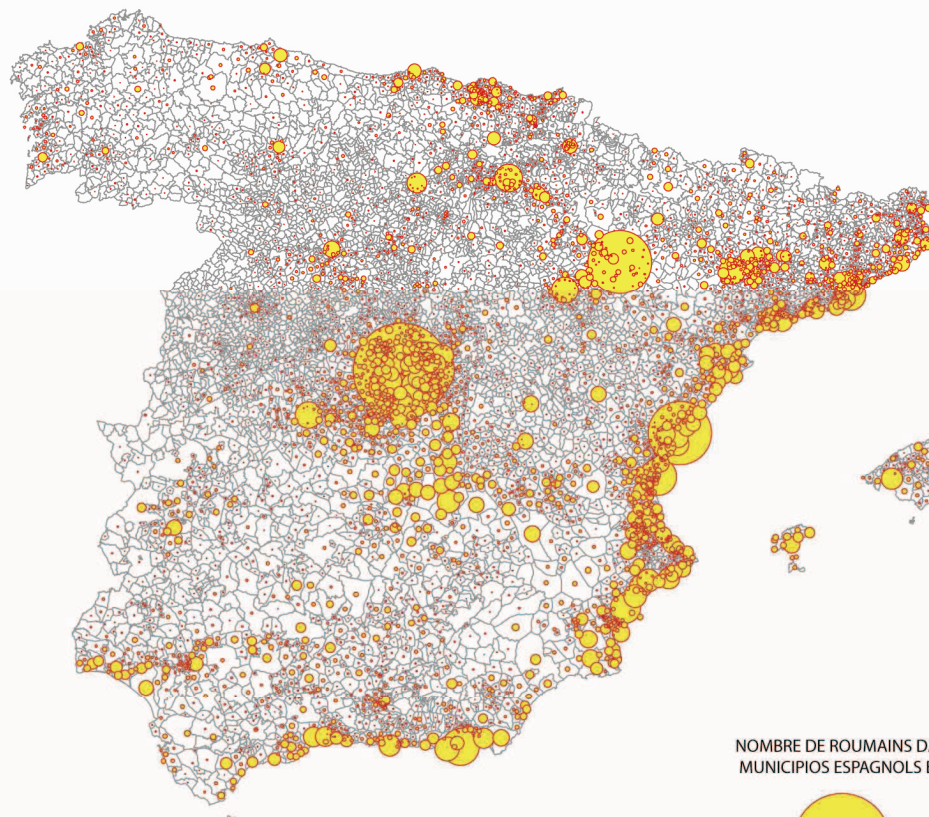
RÉPARTITION DE LA POPULATION ÉTRANGÈRE DE NATIONALITÉ AUTRE QUE ROUMAINE EN 2007.



Si l'on considère la répartition de la population étrangère sans prendre en compte les Roumains dans celle-ci, nous voyons que les effets de concentration sont encore plus forts. Hormis le Pays Basque et autour de la vallée de l'Ebre (entre Logroño et Zaragoza) où l'on retrouve encore un nombre relativement important d'étrangers, ces derniers se concentrent exclusivement, et très fortement autour de Madrid et sur la côte méditerranéenne.

Précisons que les symboles qui apparaissent sur ces différentes cartes, et malgré leur taille équivalente, représentent des quantités de population très différentes (Madrid qui apparait aussi importante sur les trois cartes regroupent près de 2 millions et demi d'Espagnols, aux alentours de 400 000 étrangers et 40 000 Roumains). L'intérêt n'est pas de nous intéresser réellement au nombre de personnes que représente chaque symbole mais à leur proportionnalité. Même si les échelles diffèrent grandement d'une carte à l'autre, les symboles continuent de nous indiquer qu'elle est la proportion de la population considéré qui vit dans chaque commune. C'est cela qui nous permet de les comparer, non pas en nombre mais dans les logiques qui président à leur implantation spatiale.

LA REPARTITION ACTUELLE DE LA POPULATION ROUMAINE EN ESPAGNE.



NOMBRE DE ROUMAINS DANS LES MUNICIPIOS ESPAGNOLS EN 2007.



Source : Explotación Estadística del Padrón Municipal
Fait avec Philcarto

250 Kilomètres

La répartition des Roumains apparaît ici notablement différente de celles des deux autres populations. Nous voyons ressortir Zaragoza et Castellón bien plus fortement que dans les deux précédents. De plus, nous voyons bien apparaître l'extension des aires d'installation des Roumains au départ de ces deux villes et de Madrid. La ville et la région de Barcelone occupe un poids moindre mais par contre les Roumains sont relativement concentrés autour de Castilla-La Mancha, Lleida mais aussi les deux zones où nous avons enquêté pour ce travail, autour d'Alcanar et d'Almonte.

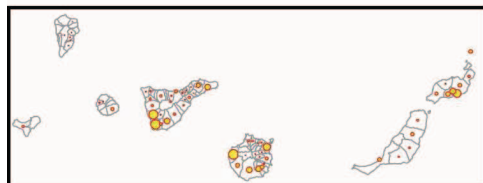
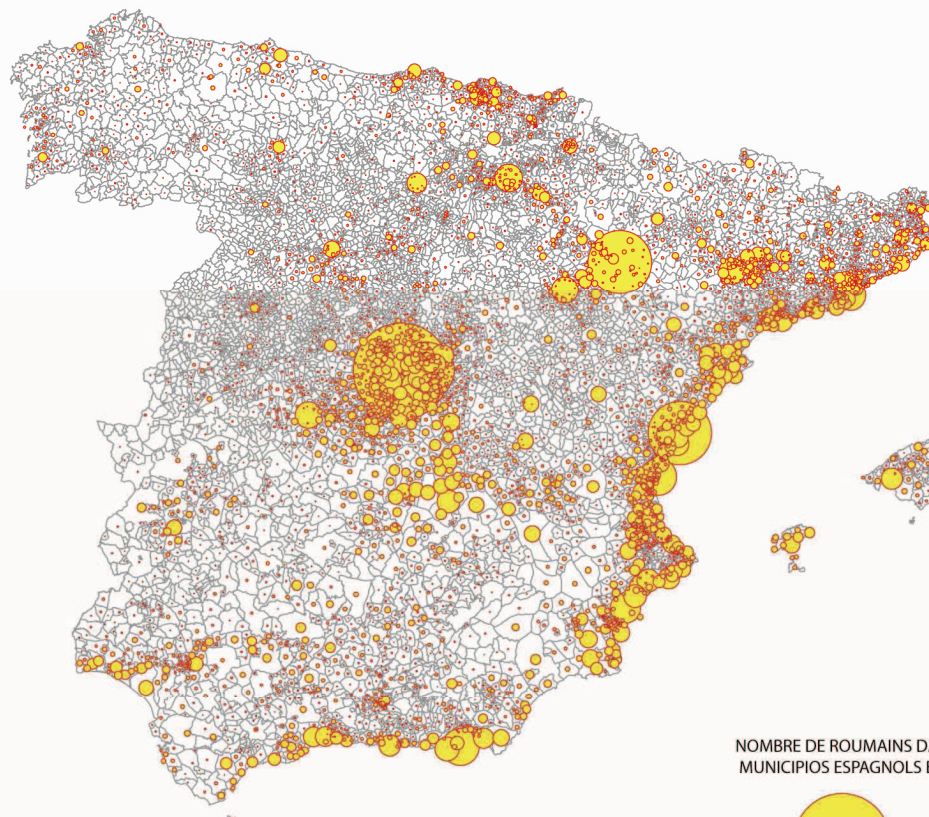
Nous retrouvons ici des concentrations de populations dans des espaces peu peuplés par les nationaux comme par les autres étrangers ce qui montre bien le rôle de la chaîne migratoire dans ces derniers.

Enfin nous voyons que cette implantation ne sera pas uniforme et semble dépendre en ce sens d'explorations aléatoires.

Les logiques d'implantation de ces nouvelles vagues exploratoires roumaines sont évidemment liées au travail. C'est le travail qui constitue la première motivation pour les Roumains qui migrent en Espagne, de la même manière que c'est le manque de travail qui principalement pousse ces "nouveaux pionniers" à tenter leur chance dans de nouveaux espaces.

Dans cette logique de recherche de nouvelles opportunités, les Roumains auront tendance à éviter (ou auront plus de difficultés à s'implanter durablement ce qui revient au même) les espaces où se trouveront déjà un trop grand nombre de migrants car ils y entreront en concurrence avec ces derniers pour l'accaparement des activités de niches traditionnellement réservées aux immigrés. Nous savons qu'ils joueront sur la relative meilleure acceptation dont ils jouissent au sein de la société espagnole pour s'implanter, parvenant parfois à provoquer l'éviction des autres collectifs migrants qui se trouvaient déjà sur place (voir figure 33). Pourtant, cela ne sera pas possible dans les lieux où d'autres collectifs migrants se trouveront en trop grand nombre et trop fortement implantés (voir démonstration en annexe 23). C'est ainsi que leurs explorations les plus tardives ne les conduiront plus

LA REPARTITION ACTUELLE DE LA POPULATION ROUMAINE EN ESPAGNE.



NOMBRE DE ROUMAINS DANS LES MUNICIPIOS ESPAGNOLS EN 2007.



Source : Explotación Estadística del Padrón Municipal
Fait avec Philcarto

250 Kilomètres

La répartition des Roumains apparaît ici notablement différente de celles des deux autres populations. Nous voyons ressortir Zaragoza et Castellón bien plus fortement que dans les deux précédents. De plus, nous voyons bien apparaître l'extension des aires d'installation des Roumains au départ de ces deux villes et de Madrid. La ville et la région de Barcelone occupe un poids moindre mais par contre les Roumains sont relativement concentrés autour de Castilla-La Mancha, Lleida mais aussi les deux zones où nous avons enquêté pour ce travail, autour d'Alcanar et d'Almorte.

Nous retrouvons ici des concentrations de populations dans des espaces peu peuplés par les nationaux comme par les autres étrangers ce qui montre bien le rôle de la chaîne migratoire dans ces derniers.

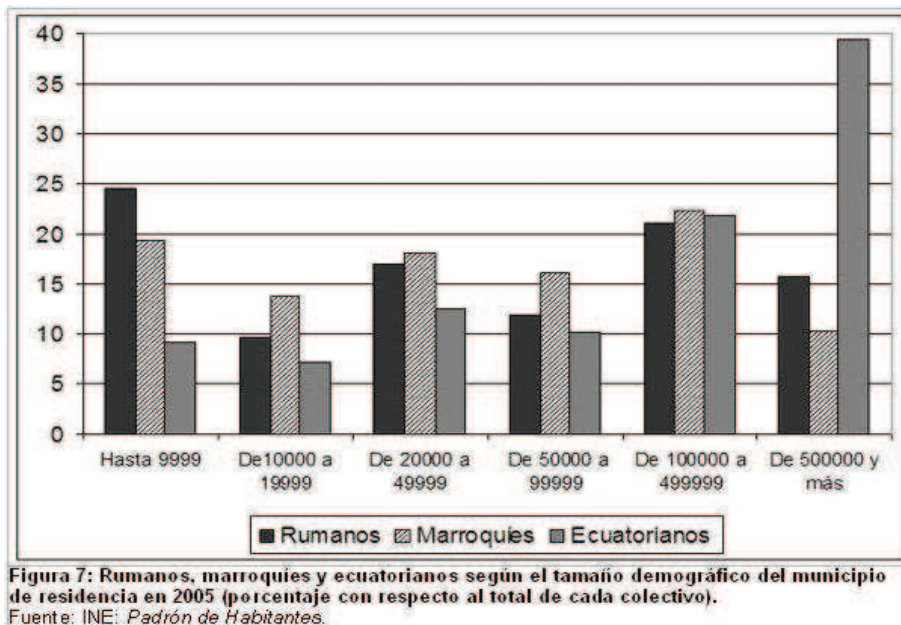
Enfin nous voyons que cette implantation ne sera pas uniforme et semble dépendre en ce sens d'explorations aléatoires.

Les logiques d'implantation de ces nouvelles vagues exploratoires roumaines sont évidemment liées au travail. C'est le travail qui constitue la première motivation pour les Roumains qui migrent en Espagne, de la même manière que c'est le manque de travail qui principalement pousse ces "nouveaux pionniers" à tenter leur chance dans de nouveaux espaces.

Dans cette logique de recherche de nouvelles opportunités, les Roumains auront tendance à éviter (ou auront plus de difficultés à s'implanter durablement ce qui revient au même) les espaces où se trouveront déjà un trop grand nombre de migrants car ils y entreront en concurrence avec ces derniers pour l'accaparement des activités de niches traditionnellement réservées aux immigrés. Nous savons qu'ils joueront sur la relative meilleure acceptation dont ils jouissent au sein de la société espagnole pour s'implanter, parvenant parfois à provoquer l'éviction des autres collectifs migrants qui se trouvaient déjà sur place (voir figure 33). Pourtant, cela ne sera pas possible dans les lieux où d'autres collectifs migrants se trouveront en trop grand nombre et trop fortement implantés (voir démonstration en annexe 23). C'est ainsi que leurs explorations les plus tardives ne les conduiront plus

spécifiquement à s'installer dans les grandes agglomérations ou dans les zones de la côte Est du pays qui sont les espaces où se concentrent déjà un grand nombre de migrants. Tout comme en France, ce sont des communes rurales, de taille modérée et plutôt situées dans l'intérieur des terres qui constitueront les espaces les plus accueillants pour eux et vers lesquels se dirigeront les nouvelles vagues de pionniers. Passé un temps d'adaptation et de création d'un réseau externe, ces pionniers pourront à leur tour être rejoints par leur famille, ce qui provoquera une augmentation du nombre de Roumains dans ces espaces ruraux, où ils représenteront rapidement le premier collectif migrant. Plus tardivement arriveront les migrants roumains en Espagne, plus ils auront de chance de s'installer directement dans ces espaces ruraux sans plus passer par les zones traditionnelles d'implantation qu'étaient Madrid ou Castellón. Ce sera le cas de figure pour les individus que nous avons interrogé, et c'est ce qui apparaît dans cet autre tableau de Viruela Martínez.

Figure N° 37 : L'implantation des principales communautés de migrants en Espagne, par taille de commune.

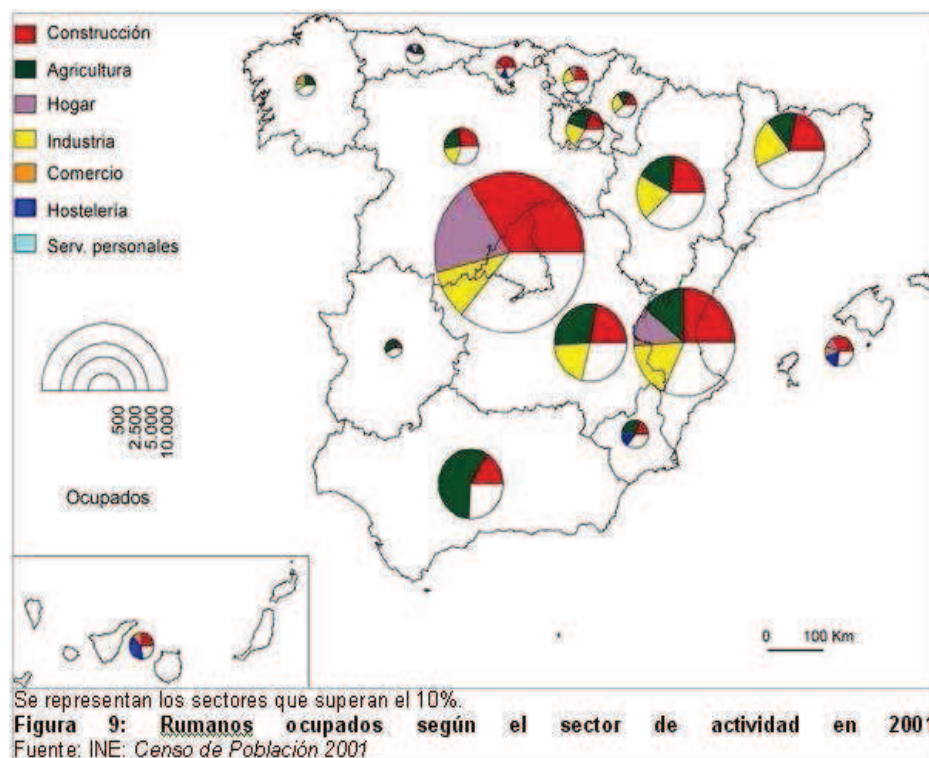


Nous voyons ici que les Roumains, à la différence des deux autres principaux collectifs migrants, auront tendance à vivre plus souvent dans des villes de petite taille, ce qui dénoterait de ces mouvements de dispersion vers les campagnes. A l'opposé, nous voyons le cas des Ecuatoriens qui vivent majoritairement dans les grandes villes où ils ont tendance à se regrouper plus fortement.

Source : (Viruela Martínez 2006)

Au fur et à mesure qu'ils s'éloignent des grandes villes pour s'installer dans des espaces ruraux où il n'y a pas encore de migrants, leur activité va avoir tendance à se centrer de plus en plus sur l'agriculture qui prendra ainsi souvent le pas sur la construction qui était leur activité "traditionnelle".

Figure N° 38 : Les secteurs d'activité des Roumains dans les grandes régions espagnoles.



Source : (Viruela Martínez 2006)

Nous voyons donc que les logiques de regroupement et de dispersion des réseaux migratoires roumains provoqueront une nouvelle vague de "projection" des Roumains à travers le pays qui se dirigeront de plus en plus vers de nouvelles régions (Castilla-La Mancha et l'Andalousie en tête), et vers des espaces ruraux et agricoles. Ce sera ainsi le cas de Nico ou encore de Melendi qui s'implanteront directement à Alcanar et Almonte sans plus passer par Madrid ou Castellón. Pourtant, ce "répit" ne sera que de courte durée et le nombre de Roumains continuera à augmenter, et ces espaces eux aussi seront à leur tour rapidement saturés.

D): Le recours à la circulation.

Comme le fera Nico, dans ces nouveaux espaces, les Roumains auront là encore tendance à se regrouper par famille, et à s'intégrer en grand nombre dans l'activité agricole. Comme ce sera le cas à Alcanar ou à Almonte, ces regroupement finiront là encore par saturer l'espace local, d'autant plus qu'il s'agit de petites communes qui ne peuvent accueillir et donner du travail à un trop grand nombre de personnes. Dans les communes rurales, le travail se fera plus rare en dehors des périodes de récolte, et des pratiques de contrôle social, de méfiance entre Roumains et d'abus de pouvoir apparaîtront, encore plus fortement peut-être que dans les grandes villes car les individus auront encore moins de possibilité d'y échapper (le cas d'Almonte est révélateur). Là encore, la solution pour accroître au maximum les bénéfices de la migration sera une reprise de la mobilité.

Et tout comme en France, après une période de structuration de ces nouveaux espaces ruraux et d'éparpillement de petites communautés roumaines dans tout le pays, certains individus désireux d'accroître leurs gains, pourront commencer à circuler au sein de ces espaces, au grès des opportunités de travail et des saisons agricoles. Tout comme en France, cette implantation locale rurale servira de base aux pratiques circulatoires. Les logiques en seront toujours, les mêmes, l'utilisation des réseaux sociaux, des rencontres au hasard et l'expérience que les individus pourront avoir de la circulation seront utilisées dans les espaces ruraux espagnols.

Nos entretiens montrent bien comment les individus qui arriveront plus tardivement en Espagne où ne feront pas partie de la famille immédiatement proche des pionniers n'auront pas les mêmes possibilités de travail fixe et devront plutôt se tourner vers la circulation.

Dorin par exemple se tournera rapidement vers cette mobilité et circulera entre différentes communes du sud de l'Espagne, en fonction des saisons agricoles différées selon les types de cultures.

Dorin sera amené la première fois à Almonte en octobre 2003 par Marcel de Cetate et il y travaillera dans les olives pendant un mois environ. La saison terminée, il restera environ un mois de plus sur place en cherchant du travail mais ne trouvera rien d'autre et rentrera pour Noël.

L'année suivante, il y retournera et travaillera là encore un mois. Cette fois-ci pourtant, à la fin de la saison des olives à Almonte, il se rendra à Adamuz où se trouvait aussi un important groupe de Roumains (dans des conditions similaires à celle d'Almonte) et où il savait que la saison des olives noires se terminait plus tard. Bien que ne connaissant personne sur place, il utilisera son expérience de la circulation (il fera le tour des restaurants de la ville en demandant du travail à tous les Espagnols qu'il y rencontrera) pour trouver 20 jours de travail en plus dans cette zone.

En 2005, il retournera dans le sud de l'Espagne pour la saison agricole. Il se rendra cette fois-ci à Almendralejo avec des amis de Cetate mais ils n'y trouveront pas de travail. Après trois semaines ils se déplaceront jusqu'à Villa-Rubia car ils savaient qu'un important collectif roumain y travaillait dans l'agriculture. Dorin trouvera à y être embauché pour une vingtaine de jours dans les vignes. Il finira ce voyage à Almonte où son ami Marcel (un commissionnaire) le fera travailler de manière irrégulière pendant 2 mois de plus. Il y retrouvera son neveu Relu qui l'avait alors appelé pour le rejoindre.

Après un voyage avorté en février 2006 (il devra rentrer précipitamment car sa sœur tombe gravement malade), il se rendra à nouveau en Espagne, avec sa femme, à l'automne 2006. Ils iront directement à Villa-Rubia où il s'était fait des contacts avec des agriculteurs espagnols et pourront y travailler pendant un mois. Ensuite ils rejoindront un cousin de sa femme de la Maglavit à Palma de Rio, où ils travailleront trois semaines de plus dans le coton. Ensuite ce cousin les amènera chez un autre Roumain de Sibiu, à Llorca-del-Rio pour travailler dans les olives noires.

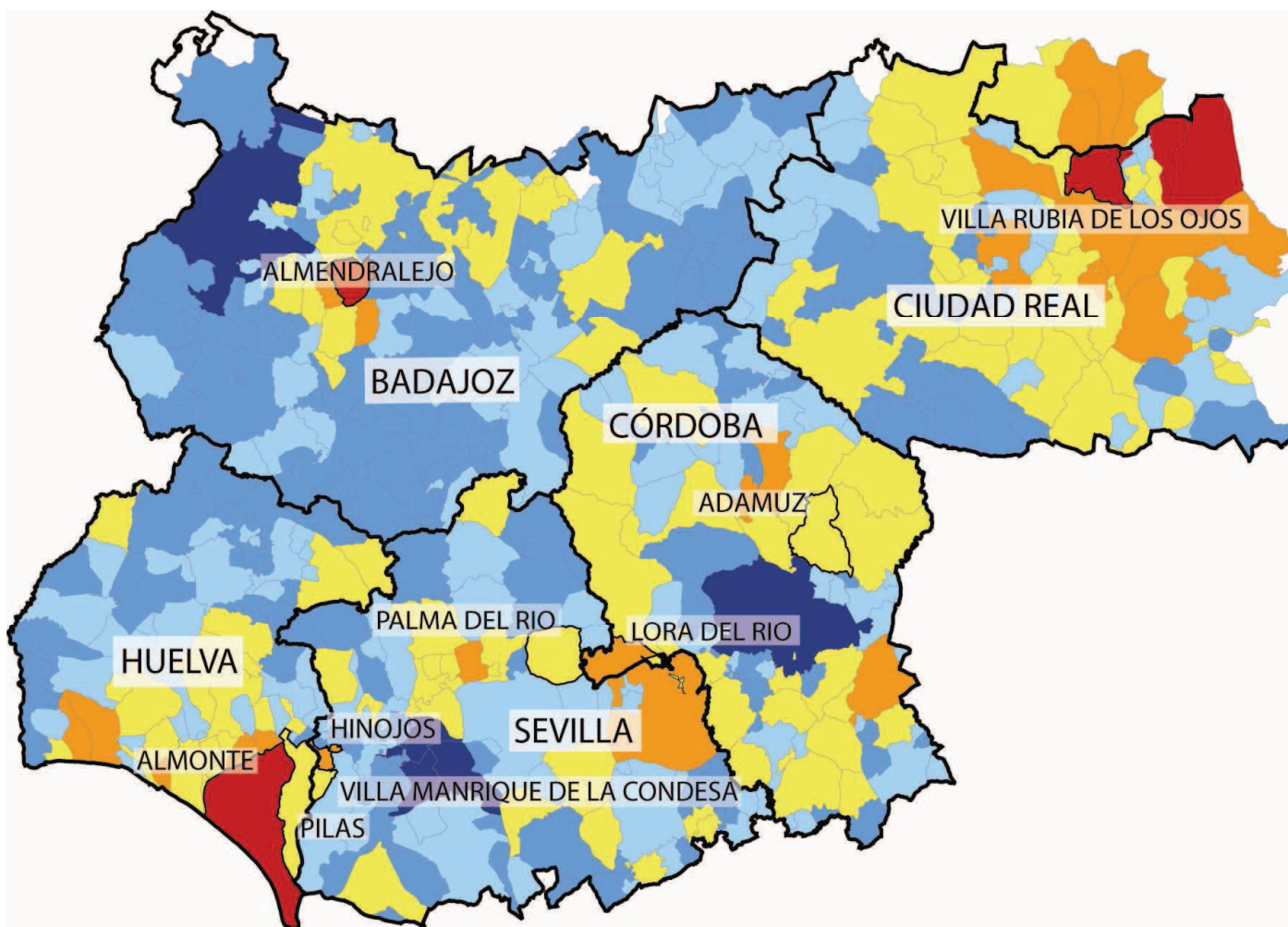
En septembre 2007, ils retourneront dans la zone d'Almonte où ils se trouvent encore. Ils iront tout d'abord chez Marcel à Almonte mais ils ne pourront pas y travailler (les commissionnaires auront alors perdu de leur influence). Ils iront alors chez Melendi à Hinojos qui les fera travailler irrégulièrement pendant trois mois. C'est en janvier 2008 qu'ils seront rejoints par la famille de son frère, Lumila, Papa et Zeni mais ces derniers ne pourront quasiment pas travailler car la saison sera terminée et ils se trouveront bloqués sur place pendant plusieurs mois, n'ayant même pas de quoi payer leur voyage de retour en Roumanie. Dorin pourra quant à lui jouer sur ces meilleurs contacts pour travailler occasionnellement mais ne pourra pas trouver d'embauche à sa belle-famille qui se trouvent encore aujourd'hui dans une situation très précaire, logés depuis plusieurs mois à la hacienda de Tatambu, n'ayant pratiquement pas travaillé depuis qu'ils sont arrivés, et survivant difficilement des dons de nourriture que leur fait la mairie et de quelque argent que leur donne quelquefois Dorin⁹⁷ (Dorin, le 02/04/08).

Nous voyons que la situation à Almonte se reproduit dans bon nombre de communes rurales andalouses dont l'activité agricole est de plus en plus basée sur une main d'œuvre roumaine irrégulière. Les conditions de vie et de travail y sont presque toujours les mêmes qu'à Almonte, avec de forte période d'embauche lors des

⁹⁷ Voir aussi Annexe 21.

saisons agricoles et des pratiques de logement précaires justifiée par la temporalité de la présence des migrants. Si l'on n'y retrouve pas systématiquement le système de commissionnaire qui existe à Almonte, il y existe toujours de petites communautés implantées tout au long de l'année qui permettent que beaucoup plus de Roumains les rejoignent pour les périodes de travail intense. Tout comme en France, ces implantations locales partielles (il s'agit plutôt d'essaimage que d'un peuplement uniforme par les Roumains) constituent la base d'une structuration de l'espace par les réseaux sociaux, structuration sur laquelle s'appuient certains individus pour circuler.

Figure N° 39 : Les communes où Dorin nous a dit avoir travaillé dans le sud-ouest de l'Espagne.



Détail de la figure 47 présentée en annexe 26.

C'est la raréfaction des opportunités et le développement de fortes logiques de contrôle social, consécutive à la relative saturation des espaces qui expliquera de nouveau le recours à la circulation migratoire. Tous ne pourront pourtant pas y avoir accès et les nombreux Roumains qui se trouveront comme "assignés à domicile" dans ces espaces verront leurs conditions de vie et leurs gains dans la migration se réduire drastiquement. C'est ce qui arrivera par exemple à la famille de Marine à Almonte, mais aussi à beaucoup d'autres Tsiganes de Cetate qui se retrouveront encore plus fortement soumis aux logiques de domination des commissionnaires⁹⁸. Généralement, la propension des individus à s'en sortir seuls sera directement liée à leur capital social et culturel préalable à la migration et les

⁹⁸ Voir Annexe 24.

moins éduqués où habitués à la mobilité internationale seront ceux qui auront le plus de mal à éviter la relégation (De Miguel Luken and Solana Solana 2007).

Sans rentrer plus avant dans le détail de la situation à Alcanar, nous pouvons dire qu'elle sera sensiblement identique, à ceci près que les logiques de contrôles sociales y sont notablement moins fortes. Nico ne prend pas de commission et se contente de faire payer leur part du loyer et de la nourriture aux personnes qu'il invite et loge chez lui (ce qui peut aussi s'expliquer par le fait qu'ils soient tous membres de sa famille élargie). Nous savons pourtant qu'il ne pourra offrir de travail fixe et de régularisation qu'à sa famille la plus proche. Tous les autres passeront chez lui de manière occasionnelle et pour la saison de la récolte des oranges. Et comme là-bas aussi la situation se dégradera par un effet de saturation, les individus les plus "traditionnellement mobiles du groupe", comme Ramona, Cosmi ou Relu, développeront dès le départ des pratiques circulatoires, articulant ces formes de travail ponctuelles avec des périodes de mendicité en France, l'autre champ circulatoire qu'ils maîtrisent⁹⁹ (L'activité en France s'étant elle aussi considérablement dégradée, ils auront tendance à ne plus y retourner que pour les périodes de Noël durant lesquelles ils parviennent encore à gagner suffisamment d'argent pour que le voyage soit intéressant). Les autres individus se contenteront de venir seulement lors des périodes d'accroissement d'activité durant lesquelles ils travailleront de moins en moins fréquemment, et pour des salaires moindres.

⁹⁹ Voir annexe 14.7.

Conclusions et mise en perspective générale :

Tout au long de ce travail, nous avons tenté de comprendre comment avait pu progressivement se mettre en place le système circulatoire et migratoire très complexe qui est celui des Roumains en Europe et de décrire avec la meilleure précision possible les formes afin d'essayer d'en comprendre les logiques.

Pour ce faire, nous nous sommes basés sur l'exemple d'une famille particulière de migrants qui nous semblait plus facile à approcher dans un premier temps et dont l'expérience nous paraissait révélatrice. Bien que nous en ayons une idée avant de débiter ce travail, il s'est rapidement avéré que les pratiques de mobilités des individus de cette famille étaient très complexes et diversifiées, plus encore que nous n'aurions pu l'imaginer au départ. C'est sur l'explication précise de leurs mobilités que nous nous sommes concentrés, en insistant plus longuement sur le cas de la France et celui de l'Espagne qui furent leurs principaux pays de destination.

Notre démarche était basée sur la prise en compte de différents niveaux de facteurs qui semblaient avoir une influence importante sur la définition de leurs mobilités internationales.

Nous avons dans ce sens cherché à décrire le plus précisément possible les facteurs socio-économico-juridiques des différents espaces concernés par le phénomène, et à différentes échelles.

Dans leur zone d'origine, nous nous sommes attaché à analyser les éléments qui nous paraissaient les plus importants, à la fois de manière générale en Roumanie, comme pour les populations précises dont nous traitons, dans leur région de départ. Il en ressort que l'inscription dans la mobilité internationale et les formes qu'elle peut prendre sont une extension logique des pratiques et évolutions au sein la société roumaine, qui en expliquent aussi les raisons. De plus, elles se basent principalement sur les configurations sociales que l'on peut y retrouver. Des éléments comme la définition communautaire où la pratique commerciale informelle et transnationale se sont révélés pour notre population comme de puissants incitatifs à la mobilité. L'apprentissage de la circulation, de ses méthodes et attitudes s'est fait pour eux dans ces cadres. C'est de plus à travers eux qu'ils ont pu créer un réseau social ample et diversifié qui constituera la base et le vecteur du développement de leurs pratiques de mobilité dans l'Europe entière.

Dans leurs différents espaces de destination, nous avons pu voir l'importance que peuvent prendre certains facteurs globaux comme la juridiction nationale sur l'immigration, le contexte économique, les pratiques à l'œuvre sur le marché de l'emploi local ou national ou encore les représentations pouvant exister au sein de l'ensemble de la société sur les migrants Roumains. Ces éléments entraînent des différences capitales au niveau de l'entrée, du séjour, du travail et de l'implantation des populations roumaines et donc expliquent leurs trajectoires et l'adaptation de leur dispositif migratoire et de leurs pratiques.

Pourtant, et malgré les particularités que l'on retrouve dans chacun des différents espaces pratiqués par les circulants que nous avons approchés, nous avons pu apercevoir l'existence de régularités dans leurs logiques et leurs formes de mobilité qui nous conduisent à considérer leur explication à un autre niveau, celui du réseau social.

C'est en effet à travers le réseau social que se définissent principalement les mobilités des individus. C'est grâce à lui que l'on peut partir la première fois, que l'on peut avoir accès à des opportunités de travail à l'étranger ou des informations

précieuses. C'est lui qui permet que les mêmes formes de mobilités et les mêmes activités soient reproduites par tous les individus, et il influe sur leur l'intensité et leur direction. En ce sens, le réseau structure l'espace social et physique dans lequel se déplacent l'ensemble de ses membres.

Au début de cette étude, nous postulons que le réseau social était double, et différencié entre réseau communautaire et externe, en fonction de l'origine de sa construction et de son utilité dans la migration. Hors cette vision dichotomique n'est que partiellement juste et nous avons pu appréhender l'existence, au sein des réseaux communautaires, de différents niveaux de liens entre les individus.

Il semble en effet apparaître que le fonctionnement du réseau communautaire des migrants roumains reste partiellement inféodé à sa propre subdivision en une multitude de sous groupes familiaux. La famille la plus proche serait alors l'unité de base de ce réseau, et son ensemble serait constitué par les liens transversaux que peuvent entretenir certains de leurs membres avec ceux d'autres familles. Plus ces liens sont forts et nombreux (comme dans le cas de notre famille élargie), plus la diffusion de l'aide et de l'information sera rapide et fluide, mais sans pour autant être automatique.

C'est en recueillant l'ensemble des mobilités des différents individus qui le composent que nous avons vu apparaître des structurations internes à cette famille élargie qui impliquent une différenciation des pratiques et des destinations. Généralement, la famille de Dudașu a plutôt développé des mobilités circulatoires à destination de la France tandis que celle de la Bălăcița s'est plus largement inscrite dans la migration à proprement parler, que ce soit en Allemagne ou surtout en Espagne (voir les arbres généalogiques qui le montrent bien).

Le réseau communautaire apparaît dès lors comme un système mouvant et en perpétuelle renégociation et qui va laisser apparaître à différents moments et dans différents contextes, soit son unicité, soit sa multipolarité. Les informations et les aides circulent parfois très librement en son sein et parfois cette transmission reste limitée à la famille la plus proche.

Dans des conditions particulièrement favorables, ou dans un premier temps de la migration vers un nouvel espace, le regroupement de populations de même origine est favorable à tous, tant aux pionniers qui peuvent en profiter qu'aux candidats au départ qui voient ainsi leurs projets facilités. C'est alors l'unicité du réseau communautaire qui primerait. Ces regroupements semblent salutaires car ils permettent à tout un chacun de mieux s'adapter à leur nouvelle situation, par l'effet de reconstruction d'un quotidien plus rassurant, le partage des frais de logement ou encore la capitalisation des expériences au sein du groupe (le rôle de l'exploration des différentes vagues de pionniers).

Passé un temps d'adaptation, lorsque cette concentration n'est plus nécessaire et devient même une entrave à la réussite de tous (saturation), la négociation des appartenances au sein du réseau bascule et ses subdivisions réapparaissent plus fortement. Le fonctionnement de la chaîne migratoire est restreint par les migrants eux-mêmes car les conditions de son maintien se réduisent et les formes de contrôle social et de rétention d'information s'accroissent dans le réseau communautaire. Ainsi les aspects positifs et négatifs du réseau social communautaire qui ont été mis en lumière par différents chercheurs semblent se développer successivement au sein des mêmes groupes.

D'un point de vue spatial, nous avons montré que cette rétractation des réseaux va provoquer le passage de phénomènes de concentration des individus migrants à

leur dispersion concentrique, ce qui favoriserait, en réaction, l'apparition de pratiques circulatoires.

Dans un contexte de raréfaction des opportunités, circuler librement entre différents points de l'espace structuré par le réseau communautaire et entre différents pôles d'ancrage du champ migratoire du groupe devient la meilleure solution pour pouvoir tirer parti au maximum des occasions plus rares et plus ponctuelles offertes par celui-ci. La circulation apparaît alors précisément comme une forme d'adaptation à ces nouvelles configurations car elle est plus basée sur l'étendue du réseau que sur la force des liens et des mécanismes d'aide en son sein.

La présence intermittente en un grand nombre de lieux favorise la création d'un ample réseau externe au sein duquel la relative faiblesse des liens suffit au développement d'activités temporaires et qui n'impliquent pas une installation définitive. Le réseau externe devient donc, avec le communautaire, le vecteur de la structuration de l'espace circulatoire de chaque individu, qui sera d'autant plus étendu qu'il disposera de contacts nombreux et variés.

Tout comme pour la migration, c'est la mise en commun des contacts et des informations au sein du réseau communautaire qui permet la généralisation de ces pratiques circulatoires. Pourtant, comme pour la migration, cette diffusion reste partiellement entravée et semble se faire prioritairement au sein de la famille proche. C'est alors dans ce seul cadre que la reproduction des mêmes formes de mobilité continue à se faire alors qu'à l'extérieur de celui-ci il ne peut s'agir que d'une imitation partielle. Chaque famille devra donc se construire par ses propres explorations, "son" savoir-faire et "ses" contacts externes qu'elle ne partagera que partiellement avec les autres. Cela explique la dispersion spatiale mais aussi le développement de formes de "quadrillage" de l'espace européen dans son ensemble, dans lequel chaque famille aura "son propre territoire apprivoisé" et vers lequel ses membres auront tendance centrer leurs circulations. C'est en tous cas les formes de fonctionnement que nous avons vu apparaître dans les entretiens, en France mais aussi en Espagne (voir là encore les arbres généalogiques correspondant sur lesquels cette organisation apparaît).

Pourtant, ces territoires particuliers restent inscrits dans l'ensemble plus large que constitue le champ migratoire du groupe dans son entier, et rien de tout cela n'est établi définitivement. La situation peut en effet évoluer à tout moment dès lors qu'apparaissent de nouvelles opportunités ou que les anciennes disparaissent. De là viendraient les mouvements de réorientation que nous avons pu observer et qui sont permis par l'existence d'une logique de groupe qui bien qu'atténuée reste effective.

Enfin, et bien que nous n'ayons pas pu nous pencher de manière approfondie sur ce point, nous avons bien remarqué que tous les individus d'une même famille proche ne pratiquent pas la circulation de la même manière et avec la même fréquence. Chacun dispose de ses propres compétences, de ses propres caractéristiques et de ses propres contacts lesquels, là encore, ne semblent partagés que partiellement avec sa famille proche.

Il s'agit là d'un autre niveau de compréhension qui semble avoir une influence sur les formes prise par la mobilité des individus, et par extension celle du groupe, et qui nous semble constituer un thème de recherche pertinent afin de compléter et d'enrichir ce premier travail. D'autant que les entretiens que nous avons réalisés nous ont apporté une foule d'éléments de cet ordre que nous n'avons pas pu exploiter ici. Les stratégies de couples dans la migration, la grande expérience accumulée par les individus les plus mobiles et dont ils peuvent tirer parti dans

leurs relations avec les autres ou encore les cas d'individus qui préféreront se tourner vers une portion de leur réseau social plutôt qu'une autre en constituent quelques pistes qui mériteraient d'être suivies.

Nous souhaiterions terminer en évoquant à nouveau l'articulation des ces trois niveaux de compréhension tels qu'ils étaient définis par Faist, à travers l'idée de l'adaptation et en tentant de l'appliquer à ces familles roumaines que nous avons étudié. Il nous semble en effet que chaque niveau connaisse constamment un certain nombre d'évolutions qui appellent à des adaptations dans les autres.

Ainsi, pour la communauté migrante, le recours à la mobilité internationale s'inscrit comme une adaptation de ses pratiques socio-spatiales face à une dégradation de ses conditions de vie en Roumanie. Dès le départ, la direction de ces mobilités est déterminée par les caractéristiques d'accessibilité et les possibilités d'enrichissement dans ces différents espaces et la communauté devra y adapter ses pratiques une fois sur place (mendicité ou travail ? Demande d'asile ou irrégularité ?).

Comme nous l'avons vu, le système social qui se met alors en place dispose lui-même de ses caractéristiques propres qui peuvent le rendre parfois attractif et parfois répulsif. Les individus adaptent leurs mobilités à ces éléments évolutifs.

Dans le sens inverse, en remontant du particulier au général, nous avons vu que suite à la découverte de nouvelles activités ou de nouveaux espaces par les individus, c'est le réseau social qui s'adapte et permettra la réorientation physique ou la transformation de l'activité de tous ses membres, par les effets d'imitation qui existent en son sein (qui pour tout un chacun sont influencés par la recherche du meilleur ratio coûts/bénéfices possible dans la migration).

Enfin l'évolution des pratiques de l'ensemble du groupe peut déterminer des adaptations des contextes macro-structurels des espaces qu'ils traversent, à travers des modifications juridiques ou encore une dégradation du marché de l'emploi.

Ces mouvements seraient donc explicables par ces trois niveaux et à travers un mécanisme d'évolution/adaptation en cascade qui serait déterminé et influencerait à tous les niveaux à la fois.

Nous voyons donc que ces phénomènes de circulations migratoires à travers tout l'Europe sont très complexes et riches dans les analyses qu'elles permettent. Nous avons pu effectuer quelques constatations empiriques qui semblent s'appliquer au cas précis que nous avons étudié bien que nous ne puissions pas encore vraiment statuer quant à leur possible généralisation. Elles constituent pourtant une orientation pour de futurs travaux plus approfondis sur ces phénomènes et ces populations. L'élément qui en ressort de manière claire est en tout cas la grande capacité d'adaptation de ces familles qui reste encore à expliquer plus précisément. Pour ce faire, la méthodologie que nous avons mise en place nous semble valable car elle permet de recueillir un grand nombre d'informations à ce sujet.

C'est pour ces raisons que nous souhaiterions poursuivre nos recherches sur ces phénomènes et ces populations précises, d'autant plus que nous pouvons percevoir dans un futur proche, l'apparition de nouveaux grands mouvements d'adaptation de leurs pratiques et de réorientation de leurs mobilités. Bien qu'il ne soit évidemment pas encore possible d'en mesurer l'importance et les effets, nous pouvons penser à coup sûr que ceux-ci se produiront lorsque le droit de travailler légalement dans l'ensemble des pays de l'Union Européenne leur sera offert. Cette évolution

juridique sera consécutive à l'entrée "totale" de la Roumanie au sein de l'Union Européenne qui est prévue pour le 1^{er} mai 2009.

Annexes :

Annexe 1 : Retour sur soi méthodologique.....	121
Annexe 2 : Le réseau social et l'accès à l'emploi.	122
Annexe 3 : La Roumanie de Ceausescu.....	122
Annexe 4 : La forte natalité des populations roumaines.....	122
Annexe 5 : Les Tsiganes de Roumanie.....	123
Annexe 6 : Les migrations à l'époque communiste.....	125
Annexe 7 : Mouvements pendulaires internes.	126
Annexe 8 : Les investissements étrangers en Roumanie.	126
Annexe 9 : La frustration des classes moyennes.	126
Annexe 10 : La corruption dans les États communistes.....	127
Annexe 11 : Le système commercial circulatoire Est-Européen.....	127
Annexe 12 : Les Aussiedler.	128
Annexe 13 : Le premier voyage échoué de Dorin vers l'Allemagne et son retour jusqu'à Drobeta-Turnu Severin.....	130
Annexe 14 : Les circulations de Ramona et Cosmi en France..	131
Annexe 15 : Les premières circulations d'Anna en France.	134
Annexe 16 : La zone d'implantation du réseau à Poitiers et le cas de Johnny.....	136
Annexe 17 : Les circulations de Stefanel en France.	137
Annexe 18 : Le cas d'Adrian.	141
Annexe 19 : Les autres voyages de Relu à l'étranger.	141
Annexe 20 : Les processus législatifs liés à l'immigration en Espagne.....	144
Annexe 21 : Embauche et conditions de vie à Almonte.....	146
Annexe 22 : Sources statistiques espagnoles.	148
Annexe 23 : Les collectifs d'immigrés les plus représentés en Espagne et leur activité.	149
Annexe 24 : Les commissionnaires à Almonte.....	151
Annexe 25 : La dispersion Roumaine.....	153

Annexe 26 : Les logiques "d'évitement" des autres populations migrantes..... 153

Annexe 1 : Retour sur soi méthodologique.

Notre premier contact avec ce réseau remonte donc à l'été 2004 et était en l'occurrence fruit du hasard. Pour diverses raisons personnelles, nous eu l'occasion par la suite de rester en contact avec ce réseau de circulants et particulièrement avec certains de ses membres. Au cours du temps, nous avons pu occuper différentes positions au sein de celui-ci, passant progressivement de celle d'individu externe à celle de membre à part entière, bien que dans une position particulière, du réseau communautaire. Nous avons ainsi pu prendre conscience de son étendue, des modes de fonctionnement circulatoires ayant cours en son sein et de connaître personnellement un grand nombre de ses membres.

Dans un premier temps, la méfiance et la dissimulation des logiques à l'œuvre dans la migration a souvent été de mise à notre égard, il nous semble plus par pudeur, vu la force des représentations existantes aussi chez les migrants vis-à-vis des "autochtones", que par volonté d'occulter, et d'autant plus que nous n'avions pas encore d'intérêt particulier pour ces phénomènes migratoires. Notre relation devenant de plus en plus forte et plus régulière avec certains individus du réseau, notre position à peu à peu évoluée, ainsi que notre vision personnelle des différents acteurs et de leurs pratiques, de la même manière qu'à pu évoluer leur vision qu'ils avaient de nous.

Il nous semble qu'un cap a été franchi lors de nos différents voyages, assez longs, dans la zone d'origine des migrants, en Roumanie (à l'été 2006 et Pâques 2007). Devenant nous-mêmes "l'étranger loin de chez lui", nous étions alors tributaire de l'aide de la communauté, nous adaptant à ses codes et normes sociales. C'est alors que s'est opéré aux yeux de tous un retournement des rôles qui a grandement accru notre intégration au groupe (la force du symbole). Ce contact préalable et continu avec la réalité de ce groupe nous a permis d'effectuer progressivement une déconstruction des idées reçues que nous pouvions en avoir et de le présenter aujourd'hui d'une manière qui nous semble juste, sans nous focaliser sur des éléments qui auraient pu être très marquants à nos yeux d'étudiants occidentaux mais qui n'auraient en fait qu'un rôle annexe, voire tout autre que celui imaginé dans un premier temps.

C'est bien le rôle que l'on attribue au réseau externe qui fut le notre au départ, c'est-à-dire que par notre situation différente (non-migrant et non-Roumain) nous pouvions apporter des ressources et connaissances propres, différentes de celles déjà bien maîtrisées au sein de la communauté. Notre implication personnelle de plus en plus forte au sein de la population constituant le réseau migrant nous a fait progressivement glisser vers un statut plus proche de celui de membre du réseau communautaire, à la fois offreur et demandeur de solidarités et d'aides sur différents points et à des moments précis en fonction de notre situation personnelle (qui elle-aussi fut mouvante) et des liens que nous entretenions avec certaines personnes. Ces solidarités pouvaient être parfois très avantageuses pour l'ensemble du réseau du fait de notre position différente au sein des sociétés d'accueil, parfois moins du fait de notre implication différente et moindre dans la migration.

Ceci nous a permis de nous forger une vision de ce réseau de migrants et de ses fonctionnements qui, bien qu'elle soit certainement partielle et en partie biaisée sur certains points, nous permet en tout cas de mieux cibler les éléments qui nous semblent les plus pertinents à creuser dans l'optique d'une étude scientifique. D'autant plus que la connaissance préalable de ce réseau nous a aidé dans la définition du cadre de cette étude puisque l'exemple qu'il constitue et que nous

avons étudié nous semblait correspondre dans les grandes lignes, que ce soit au niveau du rôle des contextes sur la migration comme au niveau du rôle des réseaux sociaux, aux descriptions et analyses déjà effectuées par de nombreux auteurs sur les migrants roumains.

Annexe 2 : Le réseau social et l'accès à l'emploi.

Felix Requeña Santos expliquait en particulier lors de cette conférence que le rôle du réseau dans l'obtention d'un emploi diminue en fonction du degré de spécialisation de celui-ci et du capital culturel nécessaire pour pouvoir y postuler. Dans ces cas, la concurrence habituelle et le choix rationnel sont plutôt de mise. C'est pour l'obtention des travaux les moins spécialisés et les plus déconsidérés (les ressources précaires) que le réseau joue le rôle le plus important, par contreponds, la qualification n'ayant pas vraiment d'importance. Ce sont précisément ceux auxquels peuvent postuler les migrants économiques, d'où l'importance du réseau dans leurs modes d'accès à l'emploi (Requeña Santos 2006). Cette importance a ainsi été notée par De Miguel Luken et Solana Solana au cours de leurs travaux sur les populations migrantes en Espagne à travers le cas de migrants qui se voyaient totalement fermer l'accès à l'emploi du fait de leur absence de réseau sociaux sur place, les entrepreneurs refusant catégoriquement de les embaucher s'ils n'étaient pas introduits par d'autres migrants qu'ils connaissaient (De Miguel Luken and Solana Solana 2007).

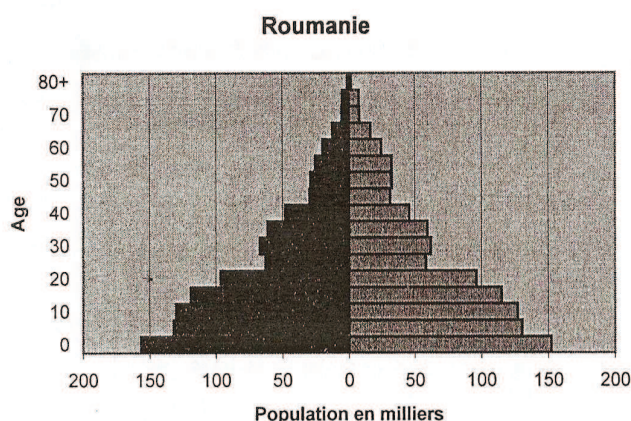
Annexe 3 : La Roumanie de Ceausescu.

La période de pouvoir de Nicolae Ceausescu à la tête de la Roumanie sera une époque de dictature très dure qui verra le développement de dynamiques socio-économiques spécifiques. L'ensemble de la population y dispose d'un travail fixe (car obligatoire) au sein d'une économie largement planifiée et collectivisée qui permet à chacun de subvenir (tout juste) à ces nécessités premières. Le pays est totalement fermé aux influences extérieures, de même que ses frontières, et ne connaîtra pas de mouvements sociaux de grande ampleur avant 1989, malgré le faible niveau de consommation de la population.

Annexe 4 : La forte natalité des populations roumaines.

Une autre caractéristique héritée des années de dictature, est le fort taux de natalité qu'à connu le pays jusqu'à la révolution de 1989 et qui chutera brutalement ensuite. A partir de 1962, et de son accession au pouvoir, le Conducator met en place une politique nataliste autoritaire et interdit l'avortement. Le taux de natalité très fort (en comparaison des pays limitrophes d'Europe de l'Est) et artificiellement maintenu explique la présence aujourd'hui d'importantes populations jeunes qui constituent les principaux effectifs des mobilités transnationales (Rey 2003).

Figure N° 40 : Pyramides des âges de la Roumanie en 1992.



Source: Recensement de population 1992.

Source secondaire : (Kalibova 2000).

Annexe 5 : Les Tsiganes de Roumanie.

Il convient de considérer la présence en Roumanie d'importantes communautés Roms, les plus importantes numériquement de tout l'Europe¹⁰⁰ (Pajares 2007), à l'histoire et aux caractères différents (dans une certaine mesure) du reste de la population. Cette singularité du cas des Tsiganes se retrouve dans les formes de mobilités internationales qu'ils vont développer, par rapport à celles du reste de la population. Cette différence aurait tout de même tendance dans le temps à s'atténuer, après des années de circulations et de "tests" de destinations et d'activités diverses, et leurs dispositifs circulatoires de se rapprocher de ceux des "Roumains" (et l'inverse serait aussi vrai).

Plus largement que pour le cas des Tziganes qui en est peut-être le cas le plus frappant, en Roumanie *"les constructions sociales mises en place donnaient la priorité à l'appartenance ethnique, laquelle décidait en grande part de la fonction économique. Corporations de métiers, fonctions marchandes, éleveur, etc. – dans chaque catégorie prévalait une dominante ethnique"* (Rey 2003). Repassons ici brièvement l'histoire de ces populations afin de présenter une image de ce qui pourrait être des spécificités sociales ayant une répercutions dans les mobilités.

Les Tsiganes/Roms sembleraient être arrivés en Grèce au cours du Xème siècle, après avoir quitté par vagues migratoires espacées le nord-est de la péninsule indienne, leur zone d'origine, et avoir transité par tout le Moyen-Orient (Perse, Empire Ottoman) (Liégeois and Gheorghe 1995). Du fait des incessantes guerres entre Ottomans et Byzantins, ils poursuivent par la suite leurs déplacements, jusqu'en Europe Occidentale et même plus loin encore (certains arriveront jusqu'aux Amériques, du nord et du sud). Ces mouvements vont s'échelonner sur plusieurs siècles. Plusieurs flux apparaissent, depuis le Moyen-Orient vers l'Egypte (de là viendrait le nom de "Gitans") de Turquie vers l'Andalousie ou encore depuis la Grèce vers l'Europe Centrale et Nordique (Kalibova 2000). Tout au long de leurs progressions à travers le continent, des groupes de nomades Tsiganes vont s'installer dans les différents territoires qu'ils traversent. Une importante communauté va ainsi s'implanter en Roumanie¹⁰¹ dès le début du XVème siècle. Dès leur arrivée, ce peuple migrant sera rejeté par les populations locales et assujettis aux seigneurs locaux. Beaucoup seront tout bonnement réduits en esclavage.

Vers 1860, les Tsiganes de Roumanie seront, par volonté politique, libérés de l'esclavage mais, toujours sujet à des discriminations, ils reprendront la route de l'exode vers l'ouest (pour certains) et plus généralement le nomadisme (alors qu'ils furent auparavant sédentarisés autour des domaines féodaux auxquels ils étaient rattachés) (Reyniers 2003).

Les groupes de populations Tsiganes qui se sont implantés en Roumanie, ces mouvements se faisant par vagues successives et sur plusieurs siècles, ne sont pas homogènes et se différencient entre eux, par l'activité comme souvent par la langue. S'ils se sont toujours tous traditionnellement tournés vers les métiers de l'artisanat métallurgique (peut-être par un effet de niche d'activité ou d'habilités techniques particulières), chacune des différentes communautés semblant avoir eu tendance à se spécialiser dans tel ou tel sous secteur de ce domaine. Ainsi certaines communautés dans certains espaces de la Roumanie pratiqueront plutôt la ferronnerie, d'autres la récupération des métaux, d'autres encore la chaudronnerie ou le métier de maréchal-ferrant. La pratique du nomadisme

¹⁰⁰ Plus de 500 000 personnes en 2002, d'après les chiffres officiels roumains mais l'OIM en compterait entre 2 et 3 millions, c'est-à-dire un peu plus de 10% de la population totale.

¹⁰¹ Alors principautés de Moldavie et de Valachie qui fusionneront par la suite pour constituer le "Vieux Royaume".

s'inscrivait aussi comme une caractéristique de ces activités, notamment pour la commercialisation de l'artisanat.

Leur organisation sociale pouvait se rapprocher de celle des corporations de métiers de l'époque féodale mais avec un filtre supplémentaire, celui de "l'ethnicité". Les différents groupes et familles Tsiganes se divisaient un secteur économique qui leur était réservé, le protégeant par une grande imperméabilité sociale, y compris entre eux. Cette différenciation entre corps de métier était ainsi accrue par celle de la langue, les pratiques vestimentaires, etc.

Avec l'arrivée au pouvoir de communiste en 1948, les Tsiganes roumains perdent leur statut de paria (tout du moins aux yeux des dirigeants politiques) et sont alors considérés comme des "*populations particulièrement défavorisées, stigmatisées et au mode de vie archaïque qu'il convient dès lors d'intégrer au mieux dans le système de production collectiviste*" afin de normaliser leur situation. Nombreux sont ceux qui s'intègrent à l'industrie naissante ou aux fermes d'État et voient leur niveau de vie s'élever et c'est à cette période que se brise en partie "*le rapport d'infériorité que les Roms entretenaient avant la guerre avec les sociétés paysannes locales*". Ils restent pourtant souvent cantonnés aux tâches subalterne et ne nécessitant pas de qualification et continuent de constituer un groupe social fragilisé (Reyniers 2003).

De plus, la prolétarianisation ne les atteint pas de manière uniforme et "*ses effets se révèlent très variables d'une famille à l'autre*" (Reyniers 2003). Certains vont continuer à pratiquer le nomadisme jusqu'à son interdiction totale en 1962 tandis que d'autres vont se sédentariser de manière plus rapide et adopter plus largement les normes de la société dominante. Cette différenciation des groupes et des familles Tsiganes peut encore se ressentir de nos jours, à travers leurs pratiques vestimentaires (plus ou moins "occidentalisées"), leurs types d'activité ou encore l'adoption plus ou moins forte de la langue roumaine. Ainsi, lors du recensement de 1992, 50% de la population Tsigane déclarait que sa langue maternelle était de Roumain (Kalibova 2000). On peut penser que dans ce phénomène entrent en ligne de compte des stratégies familiales ou de groupe différentes en fonction des opportunités locales qui leur furent offertes (ou imposées) pour se fondre dans la population majoritaire et qui se mirent en place précisément à cette époque.

Sans modifier fondamentalement ces dynamiques, l'arrivée au pouvoir de Ceausescu et le développement progressif, en réponse aux mécontentements croissants, de sa doctrine nationaliste qui incluait tout une doctrine sur les minorités nationales (Allemandes, Hongroises et surtout Tsiganes, taxées de "parasitisme social" et d'"étrangers intérieurs") aura tout de même tendance à cantonner les Roms, dans l'esprit du reste de la population, dans un rôle de citoyens de seconde zone. Les pressions du pouvoir exercées surtout sur les communautés les plus traditionnelles ou ayant le mieux réussi, auront comme conséquence d'en pousser un certain nombre à l'exil, dès le début des années 1980 (Reyniers 2003).

Les études les plus récentes sur le sujet montrent que les Tsiganes sont tout de même restés globalement à l'écart des processus de modernisation qu'a connus l'ensemble de la société roumaine, au niveau de leurs comportements familiaux, avec des taux de fécondité deux fois plus élevés que la moyenne de la population (4 enfants par femme), de leur espérance de vie plus courte, ou encore de leur niveau d'éducation, qui reste très faible, dans un pays d'éducation gratuite et obligatoire, où beaucoup suivent des études supérieures (moins de 25% terminent leurs études secondaires et presque 10 % sont illettrés) (Kalibova 2000). On les retrouve surtout dans les zones rurales du pays où ils occupent les postes les moins qualifiés et les plus mal rémunérés (Reyniers 2003). Notons tout de même

qu'apparaît dans l'évolution de ces indicateurs statistiques une ébauche de normalisation qui semble s'accélérer (Kalibova 2000). Les individus que nous avons interrogés correspondent dans leur ensemble à ces caractéristiques puisqu'ils ont tous commencé très tôt à travailler avec leur famille. Moins de la moitié d'entre eux ont été au lycée au cours de leur scolarité et le seul qui ait eu son bac est Stefanel, qui n'est pas d'origine Rom et est un citoyen puisqu'il vient de Drobeta-Turnu Severin.

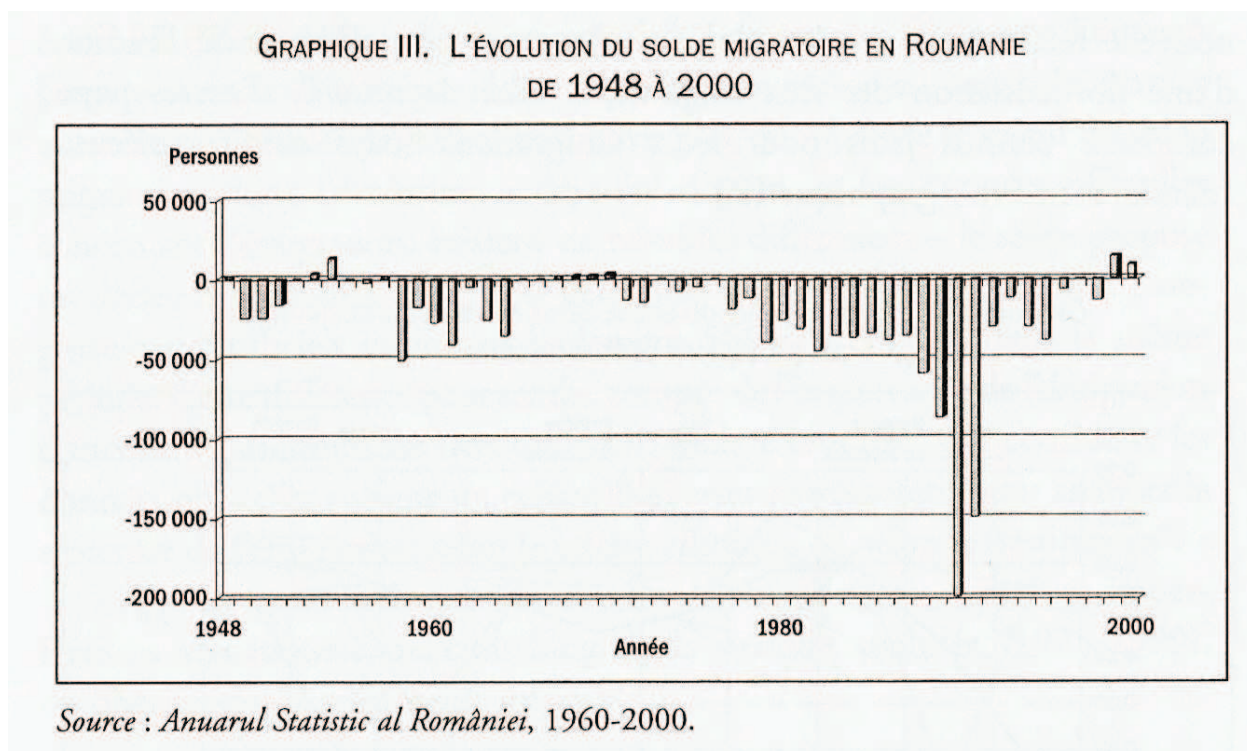
Par leurs caractéristiques économiques et sociales, les populations Tsiganes seront parmi les premières touchées par la crise économique successive à la chute du régime de Ceausescu et connaîtront dans l'ensemble de véritables problèmes de subsistance.

Annexe 6 : Les migrations à l'époque communiste.

Lorsque l'on se penche sur les flux migratoires roumains entre 1950 et 1989, on constate qu'il existait tout de même des mouvements relativement importants avant la révolution, mais assez irréguliers.

Si l'on se base sur l'étude de cette question effectuée par Ionel Muntele, on peut isoler trois phases d'émigration au cours de cette période : La première allant de 1948 à 1953, au tout début du régime communiste et correspondrait au départ de certaines catégories touchées par les nationalisations. La seconde plus tard, et expliquée par une plus grande permisivité du régime, constituée de nombreux juifs et des premiers saxons de Transylvanie. S'en suit une période de fermeture des frontières et de fort contrôle de la société par le pouvoir politique sous Ceausescu avant que, aux alentours de 1980, réapparaissent d'importants et constants flux d'émigrés constitués de populations minoritaire harcelées (Allemands, Tsiganes) et d'opposants au régime (Muntele 2003). Dès cette période, on remarque la composante "ethnique" des migrations au départ de la Roumanie et que l'on retrouvera dans un premier temps lorsque celles-ci gagneront en poids après 1989.

Figure N° 41 : Les flux migratoires à l'époque communiste.



Source secondaire : (Muntele 2003)

Ces départs iront crescendo tout au long des années 1980 avant d'exploser littéralement à partir de 1989, puis de rapidement chuter ensuite. Cette tendance n'indique pas un ralentissement des départs vers l'étranger mais plutôt serait due, d'une part au développement de pratiques de mobilités circulatoire, qui ne peuvent apparaître ici puisque la résidence principale des individus qui s'y adonnent reste en Roumanie (Morokvasic 1999), d'autre part, au caractère généralement irrégulier que vont prendre ces émigrations au cours de années 1990 (le droit à l'immigration légale pour les ressortissants roumains n'étant plus reconnu par aucun pays européen à partir de 1992/1993). Nous savons pourtant que les départs se feront de plus en plus importants et répétés.

Annexe 7 : Mouvements pendulaires internes.

L'industrialisation du pays sera tardive et concentrée sur quelques zones urbaines. Celle-ci entrainera un important endettement vis-à-vis des pays occidentaux qui sera intégralement remboursé avant 1989, au prix d'un appauvrissement des populations et d'une défaillance accrue des investissements infrastructurels (Rey 2003) ; (Potot 2007). Cette concentration économique ne provoquera pas d'exode rural massif mais plutôt l'émergence de mouvements pendulaires temporaires des campagnes vers les villes (du fait de l'existence préalable d'un réseau de transports national) (Sandu 2007), allant du déplacement quotidien jusqu'à la saison entière, notamment pour les populations Tsiganes et les pauvres d'origine rurale (Reyniers 2003). Voyons dans le développement de ces pratiques le début des déplacements économiques temporaires, à l'échelle intra-nationale tout d'abord. La population roumaine reste encore aujourd'hui majoritairement agricole, rurale et pauvre.

Annexe 8 : Les investissements étrangers en Roumanie.

Si la Roumanie récupère actuellement une partie de l'activité économique des pays Ouest-Européens (France et Italie en tête) dans le cadre de délocalisations industrielles et de services, c'est précisément car elle constitue un pays à faible coût de main d'œuvre, ce que les grandes entreprises européennes qui y investissent ne sont pas vraiment enclines à voir évoluer. Pajares cite le cas de nombreuses entreprises textiles italiennes qui aurait globalement tendance à faire en sorte de tirer les salaires vers le bas, parfois même jusqu'à un niveau inférieur minimum légal de 76€ (Pajares 2007). On se souvient dans le même ordre d'idée des toutes récentes grèves des usines de construction automobile Dacia, propriétés du groupe français Renault, provoquées suite à l'annonce de l'explosion des ventes de la Logan dans toute l'Europe alors que les salaires des ouvriers qui la produisaient restaient très faibles. Les premiers centres d'appel installés dans la banlieue de Bucarest suivent les mêmes logiques. Plus récemment encore, le gouvernement Roumain, qui vient de recevoir 27 millions d'euros de fonds structurels européens pour la construction d'une autoroute reliant la capitale à la Transylvanie (la 1ère du pays) et divers autres projets d'infrastructure, a lancé en Espagne une campagne médiatique visant à promouvoir le retour de 10 500 de ses travailleurs expatriés pour participer au chantier (le gouvernement calcule avoir perdu entre 2 et 3 millions de professionnels dans tous les secteurs d'activité depuis 2000). Pour les inciter à rentrer, il leur propose le salaire hors du commun en Roumanie de 400€ par mois ! (Periódico 2008).

Annexe 9 : La frustration des classes moyennes.

Il ne faut pas en effet sous-estimer une importante frange de la population, la grande classe moyenne issue de la période communiste, ayant eu généralement accès à des études supérieures, et disposant d'un capital social et culturel important. Ces populations ont une vraie culture de classe, qui transparait à travers des « habitus » bien précis et considèrent la promotion sociale comme une valeur fondatrice dans leur système de représentation individuelle au sein du groupe social

qu'ils constituent comme dans leurs rapports aux autres groupes. Or, tout comme le reste de la population, ils vont voir leurs conditions de vie se précariser toujours plus et leurs aspirations, conséquences du contexte dans lequel ils furent socialisés, vont s'en trouver complètement frustrées (Potot 2002).

Frustration d'autant plus forte qu'ils auront de plus en plus accès aux images de l'occident, cet autre monde idéalisé qui s'impose rapidement à eux avec toute la force du projet civilisationnel qu'il véhicule et dont ils n'avaient qu'une vague connaissance, à l'époque de Ceausescu. Ils vont rapidement en intérioriser les codes et les références sans qu'ils ne puissent jamais, et peu importent les efforts qu'ils fassent en ce sens, atteindre par la voie « normale » ce nouvel idéal social.

Annexe 10 : La corruption dans les États communistes.

Dans son étude comparative entre les modalités et les fonctions de la corruption en Afrique et dans les pays Est-Européens, Jean-Loup Amselle expliquait que dans les pays d'Europe de l'Est, tout comme dans les pays africains, les intellectuels qui se sont hissés au pouvoir après-guerre (et en Afrique un peu plus tard mais cela correspond du même mouvement) *"se sont engouffrés dans les structures despotiques existantes et ont reproduit les formes anciennes du pouvoir, tout en présentant aux yeux de l'extérieur une façade moderniste"*, et y ont mis en place des systèmes organisés de clientélisme et de prédation. Il explique en partie ces phénomènes par la répression des activités marchandes au sein de la société, qui auraient un rôle atténuant de la corruption puisque les marchands, qui cherchent par essence à maximiser leurs marges de bénéfices pour rendre viable leur activité ne sont pas enclins à se laisser ponctionner par des pratiques de corruption et de clientélisme. Plus ils sont nombreux, moins des pratiques verticales de prédation peuvent se mettre en place et s'organiser à grande échelle. Amselle explique aussi que les sociétés en proie à de forts niveaux de clientélisme ont tendance à *"s'ethnicher"* plus que d'autres, ce qui correspond tout à fait à la description de la Roumanie sous Ceausescu. C'est surtout de la petite corruption généralisée, la plus voyante, dont il s'agit ici puisque la corruption qui concerne les hauts niveaux de pouvoir au sein des États semble quand à elle être universelle¹⁰² (Amselle 1992).

Annexe 11 : Le système commercial circulatoire Est-Européen.

Les prémices de ce système dataient des années 1960 et de la liberté de circulation vers l'Europe de l'Ouest offerte aux ressortissants Yougoslaves. Ainsi, nous dit Morokvasic, la Yougoslavie avait pendant longtemps été considérée comme *"l'Ouest de l'Est"* grâce aux nombreuses pratiques commerciales individuelles que ses habitants développaient avec l'Italie, l'Autriche et la RFA et la multiplication, à toutes ses frontières orientales, de marchés où l'on venait, de tous les autres pays du bloc de l'Est, s'approvisionner en denrées occidentales (Morokvasic 1999).

Au cours de années 1980, avec le desserrement des entraves à la circulation dans la majeure partie des pays du Pacte de Varsovie (hormis la Roumanie) et les disfonctionnements croissants des systèmes communistes, des populations de plus en plus nombreuses, Hongroises, Tchèques, Russes et Polonaises se mettront elles-aussi à participer à ce qui rapidement se constituera comme un espace commercial transnational, informel, mais très dynamique et qui connaîtra son apogée entre la fin des années 1980 et le milieu des années 1990. Sous le prétexte de voyages de tourisme, les populations est-européennes s'étaient mises à circuler dans cet

¹⁰² Les affaires politico-financières qui sont sorties à la lumière en France par exemple au cours des années 1990 et 2000 ou d'en d'autres pays Ouest Européens ou encore les connivences évidentes et préjudiciables existantes entre pouvoir politique et pouvoir financier aux Etats-Unis, au cœur même du système nous montrent bien, et encore plus par la manière dont elles sont généralement étouffées et oubliées, que la corruption à un haut niveau de responsabilité constitue tout autant pour le système capitaliste que pour son ancien rival, une caractéristique de son fonctionnement normal, bien que ce fait soit dans une grande mesure occulté.

espace, y pratiquant indifféremment commerce à la valise, change de devises ou travaux saisonniers (Morokvasic 1999).

A travers ces réseaux à base souvent ethnique ou impliquant une communauté d'origine qui se constituent, on remarque l'apparition d'échanges à finalité marchande et services, d'informations ou de contacts. Certaines formes pratiques d'exploitations ou de non-paiement des salariés irréguliers par les employeurs sont aussi mises en lumière. Enfin, Morokvasic remarque le rôle toujours plus important que vont prendre les femmes dans ces circulations (Morokvasic 1999). Pour terminer avec le cas de la Pologne, on remarque à partir du début des ces années 1990 que leurs circulations ont tendance à diminuer et que la Pologne deviendra plus un lieu de transit que de départs (Morokvasic 1999).

Annexe 12 : Les *Aussiedler*.

Les migrations de ces populations ont débutée dès 1953, avec la définition du statut officiel de *Aussiedler* par l'Etat Ouest-Allemand après-guerre et vont perdurer tout au long de la seconde moitié du siècle, plus ou moins fortement selon les périodes, au grès des fluctuations des politiques mises en place à leur égard, tant en Allemagne qu'en Roumanie (Diminescu, Ohlinger et al. 2001) ; (Michalon 2002) ; (Muntele 2003). La quantité de ces flux restera limitée et ne dépassera les 10 000 personnes par an qu'à partir de 1970. Ce n'est qu'après la chute du régime communiste qu'elle va prendre une grande ampleur et que vont se développer des pratiques circulatoires suite à l'ouverture des frontières effectuée de la part de la Roumanie et à la dégradation de la situation dans le pays.

Ces mouvements migratoires et circulatoires se basent sur ce statut de *Aussiedler*, permettant aux membres roumains de ces groupes communautaires (et à beaucoup d'autres personnes en Europe de l'Est et en URSS), d'obtenir la nationalité allemande par la constitution d'un dossier et le droit de s'installer librement en Allemagne, dans l'optique d'un retour vers la "mère patrie".

Cette migration est ethnique, c'est-à-dire qu'elle serait influencée en origine (pour les raisons du départ) comme dans le pays de destination (pour les formes de l'accueil et de l'implantation) par ce caractère particulier. On parle aussi de "retour au pays" ce qui impliquerait que l'insertion de ces populations soit "naturelle" et "facile", du moins en théorie. Dans la pratique, ce ne sera pas souvent le cas. De plus, l'aspect ethnique de ces migrations provoquerait, si l'on considère la présentation habituellement faite de celles-ci, une séparation nette au sein de la société d'origine, entre migrants "allemands" et d'autres migrants "économiques" alors que les causalités à l'œuvre dans la décision de migrer seraient souvent communes. Enfin, l'appellation "Allemands de Roumanie", créée pour des raisons de comptage statistique et de représentation politique ne correspond pas aux délimitations communautaires à l'œuvre, au sein de ce groupe diffus, et occulte à la fois la diversité des profils à l'intérieur comme les points communs existants avec le reste de la population (et aussi dans le cas des migrations) (Michalon 2002).

D'abord conçue comme une procédure de migration définitive, le système mis en place permettant le "retour au pays" des *Aussiedlers* sera peu à peu utilisé à d'autres fins par les Saxons eux-mêmes (les populations allemandes de Transylvanie se définissent comme saxonnes) qui bénéficient de ce programme, pour mettre en place un système totalement légal de circulation constante entre Roumanie et Allemagne (en exploitant certaines lacunes du droit allemand sur ces questions) (Michalon 2004). Leur germanité devient une ressource qu'ils utilisent pour circuler librement mais ils restent généralement accrochés à leurs zones d'origine en Roumanie (souvent pour des raisons de vacances, de visites rendues à la famille encore présente, lors de la retraite ou encore dans le cadre de petites affaires commerciales) (Diminescu, Ohlinger et al. 2001).

Comme ils gardent des contacts avec d'autres Roumains non-saxons et qu'ils effectuent des allers-retours réguliers, ils participent au maintien de relations entre destination et origine et continuent de garder leur rôle dans l'entraide interne à la communauté (plus large que les seuls Saxons) en aidant d'autres individus à migrer à leur tour (et en particulier un beaucoup de familles Tsiganes avec lesquelles des liens forts, peut-être dus au fait de partager le même statut minoritaire au sein de la société roumaine, s'étaient créés). Certains d'entre eux, bien que non-migrants, vont aussi profiter de ce statut qui leur est offert pour effectuer des "sorties de travail" temporaires vers l'Allemagne. Enfin, nombreux seront ceux qui effectueront au début des années 1990 la procédure pour obtenir "l'ordre d'admission" (le permis de migrer) et garderont celui-ci comme une solution de secours bien qu'ils ne quitteront jamais leur pays. Des associations telles que le Forum Démocratique des Allemands de Roumanie seront même créés au sein de la communauté afin de faciliter l'accès de ses membres à ce dispositif et joueront un grand rôle en ce sens (Michalon 2002).

Cette circulation qui se met peu à peu en place participe à la constitution du "champ migratoire roumain" et ne touche pas que les Allemands d'origine bien qu'elle se base sur la structure réticulaire implantée par les Saxons en Allemagne. Des facteurs professionnels et de demande de main d'œuvre entrent aussi largement en compte et *"les catégories ethniques sont dépassées par étapes successives"* (Michalon 2002).

La communauté saxonne réorganise sa vie collective à cheval sur les deux espaces. L'ensemble du groupe (y compris les non-migrants) fait l'expérience de la distance qui devient une modalité de sa vie quotidienne ainsi qu'une option de plus en plus considérée comme acceptable et de ce fait pratiquée. La famille devient une justification du va-et-vient (mais l'utilité économique reste forte).

La migration (définitive ou circulatoire) au sien de ces communautés est strictement contrôlée et encadrée par les réseaux saxons implantés en Allemagne. *"L'accès à l'emploi est une chance donnée par ceux qui vivent en Allemagne"* dans le cadre de solidarités communautaires mais *"les réseaux saxons en sont aussi l'unique porte d'entrée"* (Michalon 2002). Les secteurs d'activité pouvant être occupés par les migrants roumains ainsi que leur modalité d'entrée sur le marché du travail sont souvent strictement contrôlés par les primo-migrants et se basent sur les réseaux externes construits en Allemagne par ceux-ci. Ces derniers facilitent la migration en même temps qu'ils la rigidifient. Les flux sont dépendants de l'entraide (d'autant plus que juridiquement, l'obtention de visas se fait suite à une invitation touristique depuis l'Allemagne) et se concentrent sur les premières zones d'installation des migrants.

Dans ce cadre, on aura tendance à voir apparaître des phénomènes de ségrégation au niveau de l'activité et de la direction des mobilités, et de contrôle social fort dans les réseaux de migrants (Michalon 2002). Les Saxons présents en Allemagne justifient leur rôle dans ces processus par la solidarité communautaire auprès des Roumains et par le caractère temporaire et de travail auprès des entrepreneurs allemands.

Pendant longtemps, à l'époque du bloc communiste et de la fermeture des frontières, les départs des Allemands de Roumanie constituaient presque les seules évasions légales. Vraisemblablement, c'est à partir de ces flux légaux et surtout lorsque l'effet de circulation va se mettre en place au début des années 90, que l'Allemagne va devenir la destination la plus désirée pour toute une population roumaine sans origine allemande, attirée par le succès matériel de ces migrations. *"Leurs comportements migratoires, leurs réseaux, leur vécu (...), leurs destinations"*

en Allemagne, leurs idées sur l'Europe vont se retrouver dans les projets de mobilité de centaines de milliers de Roumains qui commencent à sillonner l'Europe au début des années 90" (Diminescu, Ohlinger et al. 2001). Cette population circulante d'origine allemande représente alors le meilleur capital social de mobilité des Roumains. D'autant plus que c'est à travers ces réseaux, et par le biais des invitations largement distribuées par les *Aussiedlers* que pourra souvent prendre forme la mobilité. En effet, les invitations émanant de citoyens allemands et donnant lieu à l'obtention de visas de visite de court séjour représentent environ les deux tiers des 180 000 visas distribués chaque année par les consulats allemands en Roumanie. "Certes, des échanges d'amitiés dans le cadre strict de l'hospitalité ont lieu, mais dans leur majorité, ces invitations servent à l'installation dans la mobilité des dizaines de milliers de personnes qui n'ont pas d'autres moyens de circuler dans l'espace Schengen" (Diminescu, Ohlinger et al. 2001).

Annexe 13 : Le premier voyage échoué de Dorin vers l'Allemagne et son retour jusqu'à Drobeta-Turnu Severin.

Dorin réalise son premier voyage vers l'Allemagne en septembre 1991. Comme beaucoup d'autres de ses voisins Roms de Dudașu, il part en autobus via la Pologne. C'est l'ancien directeur de l'usine de poulets de Drobeta-Turnu Severin (qui avait fermé en 1990) qui avance les fonds pour louer l'autobus et organise en voyage en relation avec d'autres Tsiganes roumains, qui se trouvaient en Pologne. L'autobus se rend à Cracovie, puis à Gubin et Dorin passe l'Oder de nuit avec une trentaine d'autres personnes. C'est une fois passé le fleuve qu'ils s'installent pour la nuit dans une forêt proche de la frontière et que leur passeur les quitte, en disant qu'il reviendrait au matin suivant. Personne dans le groupe ne sait encore où se trouve le centre d'accueil dans lequel ils pourront faire la demande d'asile politique qui leur permettra de rester en Allemagne, et ils doivent se résigner à l'attendre.

Celui-ci ne reviendra pas et c'est lors de la seconde nuit que le groupe passe dans la forêt qu'ils sont repérés par un hélicoptère de l'armée allemande alors qu'ils avaient fait un feu pour manger des épis de maïs récolté aux alentours. Rien ne se passe tout de suite et c'est à quatre heures du matin qu'une escouade de l'armée fait irruption et les arrête tous pour les emmener dans une base militaire proche. Comme ils n'ont pas encore pu effectuer de demande d'asile, ils sont clandestins et expulsé immédiatement vers la Pologne.

De Gubin, les membres du groupe prennent le train jusqu'à Varsovie puis tentent de retourner en Roumanie. Ils ne disposent pas de papiers et encore moins du droit de se trouver dans le pays. On les laisse sortir de Pologne et rentrer en Slovaquie mais les douaniers Hongrois les bloquent à la frontière. Ils tentent alors de retourner en Pologne chez leurs "cousins" de Cracovie en espérant pouvoir trouver un moyen de rentrer. Lorsqu'ils tentent de rentrer à nouveau en Pologne, les mêmes douaniers qui les avaient laissé passer dans l'autre sens, les bloquent à la frontière (ils sont toujours une trentaine de personnes du même village). Ils sont donc bloqués en Slovaquie.

La seule solution qui s'offre alors à eux est de tenter de faire un détour par la Russie, d'où ils savent qu'ils pourront rentrer en Roumanie par le train intercontinental (pour les voyageurs duquel la circulation entre les deux pays via l'Ukraine était "tolérée"). Ils se rendent donc à Moscou. De là-bas, ils veulent prendre l'intercontinental mais doivent acheter des billets. Jusqu'à présent ils avaient fraudé plusieurs trains locaux car ils n'avaient pas un sous sur eux, mais l'express intercontinental, vu le prix du billet, est beaucoup plus surveillé et les voyageurs y sont systématiquement contrôlés avant même de pénétrer dans les wagons. Ils vont alors échanger les bijoux (gourmette, anneaux...) qu'ils avaient sur eux, directement dans la gare de Moscou, avec des soldats russes qu'ils y

rencontrent. Ils peuvent donc payer leur billet, jusqu'à la première ville roumaine, Radauți, dont ils pourront rentrer à Drobeta-Turnu Severin. Après une première expérience de la mobilité internationale de cet ordre, qui impliquera de parcourir plusieurs milliers de kilomètres à travers 4 ou 5 pays différents, en changeant régulièrement de moyen de transport et en s'adaptant tant bien que mal aux situations qui se présentent (tout ça en une semaine à peine), il n'est pas étonnant que Dorin devienne ensuite un des individus les plus mobiles et "débrouillard en migration" de la famille, ce que nous verrons lors de ses voyages suivants (Dorin, le 02/04/08).

Figure N° 42 : Le difficile retour en Roumanie de Dorin et ses compagnons.



Annexe 14 : Les circulations de Ramona et Cosmi en France

Annexe 14.1 - 5^{ème} voyage de Cosmi (le second en France).

Suite à leur premier voyage en France, duquel ils étaient rentrés en février 2004, Ramona et Cosmi vont hésiter à y retourner (surtout du fait de Cosmi que la perspective de mendier n'enchantait guère) mais, comme ils n'avaient pratiquement pas ramené d'argent du précédent voyage, ils vont tout de même s'y résoudre et repartent en mars 2004. Comme la fois précédente, ils emmènent avec eux Tatiana, la sœur de Cosmi qui souhaitait gagner elle aussi un peu d'argent. Il est entendu dès le départ que si les frais du voyage seront partagés, Tatiana gardera ses gains pour elle-même.

Ils se rendent tout d'abord à La Rochelle avec la voiture qu'ils avaient achetée au voyage précédent et doivent payer 200€ à la douane roumaine et 30€ à la douane hongroise pour pouvoir repartir si vite (la loi précisant qu'une période de trois mois devait être respectée entre la fin d'un visa touristique et le début d'un autre, mais cela est directement négociable avec l'agent chargé d'apposer le tampon). En France, ils suivent le même parcours que précédemment en rentrant quelques fois chez Gabi à la Rochelle. Ils trouvent parfois les magasins occupés par d'autres Roumains (ce qui semble montrer que leur "technique" avait été développée par

d'autres) ou par des clochards français et doivent alors se rabattre sur la ville suivante. D'autres fois, ce sont les gérants des magasins qui les chassent mais ils n'ont jamais de problèmes avec les clients, surtout des retraités, qui sont très gentils et aimables avec eux. Ils se retrouvent parfois sur la route avec d'autres Roumains de Mehedinți que Cosmi (qui reste toute la journée dans la voiture) contacte par téléphone. C'est-à-dire qu'ils savent à peu près tout le temps qui se trouve en France et dans quelle zone.

Au bout d'un mois, ils ont un gros problème avec la voiture. C'est lors d'une rencontre avec un autre Roumain à qui ils avaient acheté de l'essence (volée) que celui-ci s'était trompé et leur avait mis le mauvais carburant dans le réservoir. En panne à Chaland, ils avaient appelé Gabi qui était venu les remorquer jusqu'à la Rochelle. Ils vont y rester jusqu'à la fin de leur visa le temps que Cosmi trouve un nouveau moteur et le change. Ils repartent donc encore une fois avec peu de gains (Cosmi, le 08/04/08).

Annexe 14.2 - 6^{ème} voyage de Cosmi.

Ramona et Cosmi repartent en juillet 2004, cette fois-ci sans Tatiana car celle-ci avait des affaires à régler au pays. Ils gagnent la France selon les mêmes modalités et suivent le même parcours sans rencontrer de difficultés particulières. Au cours de ce voyage, ils tentent de prendre contact avec des agences d'intérim et avec des associations d'aide aux migrants pour trouver du travail mais n'avait rien obtenu sans papiers. Ils continuent donc la mendicité. En octobre, ils retrouvent Anna et sa sœur à Limoges et les ramènent avec eux en Roumanie (Cosmi, le 08/04/08).

Annexe 14.3 - 7^{ème} voyage de Cosmi.

Ce voyage est assez particulier puisqu'il n'avait pas comme objectif de venir en France. C'est juste après qu'ils soient rentrés en Roumanie, et devant leur impossibilité de travailler en France qu'ils avaient appelés Nico en Espagne. Celui-ci pouvait bien offrir du travail à ce moment mais seulement pour une personne. Cosmi va donc amener son épouse à Alcanar et il va ensuite aller en France avec sa sœur (qui était aussi su voyage) pour mendier pendant deux semaines, le temps de gagner de quoi rentrer avec la voiture (Cosmi, le 08/04/08).

Annexe 14.4 - 8^{ème} et 9^{ème} voyages de Cosmi.

Il repart en novembre 2004 (il enchaine donc les circulations à un rythme très soutenu) pendant que sa femme se trouve en Espagne. Il part cette fois-ci avec sa sœur et une amie de celle-ci. Ils se dirigent vers les mêmes villes que précédemment et y pratiquent les mêmes activités. Il nous dit que la police est maintenant habituée à les voir, et sachant qu'ils repartent après quelques jours, ne leur fait plus de problèmes (Cosmi, le 08/04/08).

Annexe 14.5 - 10^{ème} voyage de Cosmi.

En janvier 2005, juste avant la fin de son visa, il achète une autre voiture et va revendre l'ancienne à sa sœur. Ils rentrent ensuite en Roumanie avec les deux véhicules. Ensuite, Cosmi va travailler pendant trois mois au marché de Severin en attendant le retour de sa femme qui a gagné beaucoup d'argent en Espagne. Ils décident alors de se construire une nouvelle maison à la Bălăcița (ils vivaient jusqu'alors dans l'ancienne maison des grands-parents de Cosmi qui datait du début du siècle et était vétuste) et repartent aussitôt en France (mai 2005) pour se constituer ainsi les économies suffisantes. Ils repartiront toujours seuls à présent car Tatiana qui à sa propre voiture va continuer de circuler en France avec son mari. Leur parcours et leurs activités ne changent pas, ils y sont maintenant habitués et ne s'en écartent pas.

Ils repartent à nouveau en septembre 2005 et se trouvent en France presque tout au long de l'année à présent. Chaque fois qu'ils partent, leurs enfants restent chez leurs grands-parents, qu'ils voient en définitive plus que leurs propres parents. Même chose que lors des voyages précédents, si ce n'est que c'est au cours de celui-ci qu'ils se font voler la carte de France par le cousin de Cosmi. C'est aussi à ce moment qu'ils rencontrent Marc à Blois. Il s'agit d'un retraité français, ancien policier réformé pour cause de problèmes cardiaque, qui va aborder Ramona à l'entrée d'un magasin (ce qui lui arrivait souvent). Après avoir vérifié qu'il ne s'agissait pas d'un trafic de femme et que Cosmi n'était pas un gangster (en se faisant passer auprès de lui pour un policier en civil pour voir sa réaction), ce retraité les invite chez lui.

Ils vont rester deux semaines chez Marc, et se lient d'amitié avec lui. Ils lui tiennent compagnie car il est seul chez lui et s'occupent de la maison et de sa voiture en échange du gîte et du couvert (rappelons qu'ils avaient déjà pratiqué ce genre d'activité en 1996 en Serbie, lorsqu'ils vivaient chez leur employeur). Ils n'abandonnent pas pour autant la mendicité mais vont à présent se concentrer sur Blois et ses alentours, quitte à gagner moins d'argent. Marc essaie aussi de faire jouer ses contacts pour leur trouver du travail à la demande de Cosmi, mais il n'y parvient pas. Ils vont passer Noël en sa compagnie et rentrent en Roumanie en janvier (Cosmi, le 08/04/08).

Annexe 14.6 - 11^{ème} voyage de Cosmi.

Encore une fois, ils restent très peu de temps en Roumanie et repartent ce même mois de janvier 2006. Ils vont cette-fois-ci directement chez Marc. Ils y restent deux semaines entières en mendiant dans les villes qui se trouvent dans un rayon de 30 kilomètres autour de Blois. Ils doivent alors s'éloigner un peu plus pour continuer mais rentrent quand même chez Marc tous les week-ends. Ils restent trois mois encore puis rentrent en Roumanie fin avril. Cette fois-ci ils vont y rester beaucoup plus longtemps car ils vont faire construire leur grande maison et les travaux vont durer jusqu'à la fin de l'été. Ils vont aussi rester pour le mariage de Nico et celui de plusieurs cousines qui vont se dérouler cet été là.

Cette fois-ci, et maintenant que leur maison est terminée, ils souhaitent repartir mais en on assez des conditions de vie de la circulation en France (leur semi-implantation chez Marc allait aussi dans ce sens). Ils vont alors s'entendre pour partir avec Relu et sa femme (qui souhaitaient alors eux aussi partir pour construire leur maison) et appeler Nico pour voir si ce dernier ne pourrait pas les prendre chez lui et leur trouver du travail à Alcanar. Et comme sa réponse est positive, ils partent tous les quatre en septembre 2006. Ils comptent aussi pouvoir rester plus longtemps que d'habitude car ils savent qu'à partir de janvier 2007, et avec l'entrée de la Roumanie dans l'Union Européenne, ils ne seront plus soumis au régime des visas (Cosmi, le 08/04/08).

Annexe 14.7 - 12^{ème} voyage de Cosmi.

Ils partent alors en voiture mais c'est en cours de route que Nico les appelle pour leur dire que la saison des oranges commencera plus tard cette année à cause du mauvais temps et qu'ils ne pourront pas travailler avant un mois. Ils ne vont pas faire demi-tour et vont aller en France pour y mendier avant que le travail ne commence à Alcanar. Ils y suivent le parcours habituel et gagnent pas mal d'argent. C'est en novembre qu'ils vont enfin aller en Espagne, où ils resteront jusqu'en mars 2007. Au départ, ils travaillent beaucoup mais après Noël l'activité baisse et ils n'ont plus d'activité que quelques jours par semaine. C'est ce qui fera d'ailleurs dire à Relu que la mendicité en France est parfois bien plus rentable que le travail en Espagne, qui est irrégulier, mal payé et qui implique des frais fixes de logement et de nourriture (Cosmi, le 08/04/08).

Annexe 15 : Les premières circulations d'Anna en France.

Annexe 15.1 - Second voyage d'Anna.

Après son premier séjour en France, où elle avait été amenée par son frère, Anna va vouloir y retourner, maintenant qu'elle connaît la stratégie de mobilité à y employer. Elle fonde dès le départ le projet de pouvoir gagner ainsi suffisamment d'argent pour pouvoir s'acheter un appartement à Severin et quitter la maison de ses parents. Il semble de plus qu'elle avait pris un certain goût à ces voyages et à la part d'aventure et de découverte qu'ils impliquaient. Elle ne va pas pouvoir repartir tout de suite et devra négocier avec son père durant plusieurs mois (elle avait alors 20 ans) qui acceptera finalement de la laisser partir, mais avec sa mère (Lumila) et des voisins de Dudașu qui la conduiront.

Ils se rendent tous les quatre à Nantes (fin mars 2004) avec un chauffeur qui faisait des allers-retours puis gagnent La Rochelle en train et restent quelques jours chez Gabi le temps de trouver une voiture. Ils achètent une R-21 d'occasion et partent mendier à La Roche-sur-Yon où ils restent deux semaines. Ils vont ensuite à St-Nazaire où la deuxième nuit ils seront agressés par un groupe de locaux qui les prendra pour des voleurs de pièces de voiture (ils s'étaient installés pour dormir à proximité d'une casse automobile). Il semble que c'est le propriétaire de la casse et une dizaine de ses amis qui les menacent avec une arme, passent à tabac leur conducteur (ils ne touchent pas les femmes) et cassent les vitres de leur voiture avant que la police n'intervienne et ne les arrête tous. Après quelques jours passés à faire réparer la voiture (par les personnes qui les avaient attaqués qui y seront obligés par la police en échange d'une réduction de leur peine) durant lesquels ils logent dans un hôtel (payé là encore par la police), ils quittent St-Nazaire et vont suivre le parcours que Anna connaissait pour l'avoir pratiqué avec Ramona. Ils ne connaissent pas d'autres problèmes et repartent en Roumanie fin juin 2004 après avoir revendu leur voiture à un autre Roumain de la Rochelle (Anna, le 18/04/08).

Annexe 15.2 - 3^{ème} voyage d'Anna.

Suite à l'épisode de St-Nazaire, le père d'Anna ne voulait vraiment plus la laisser repartir en France. Elle va alors convaincre sa petite sœur (Dona, 19 ans) qui rêvait de visiter la France depuis qu'elle était petite de l'accompagner de utiliser ce prétexte "touristique" pour convaincre ses parents (ils ont semble-t-il eu des conversations animées). Elles repartent finalement toutes les deux avec William, leur voisin de Dudașu qui faisait des courses régulières avec sa voiture, le 21 juillet 2004. Elles se rendent jusqu'à Poitiers, chez Johnny puis appellent Tony, un ami d'Anna qu'elle connaissait de Severin et dont elle savait qu'il se trouvait alors en France. Ce dernier vient les chercher avec sa voiture et le ramène jusqu'à Limoges, où il pratiquait la mendicité assez régulièrement.

Pendant un mois environ, les deux sœurs vont rester dans la voiture de Tony et de sa femme (ils avaient environ 25 ans tous les deux) et mendient à l'entrée des supermarchés de la ville. Ils dorment les soirs dans un terrain vague situé en bord de Vienne en plein cœur de la ville, mais très tranquille. A Limoges elles vont rencontrer deux autres Roumains, Andrei et Carlos (une trentaine d'années chacun et venus seuls, arrivés par hasard à Limoges), originaires d'autres parties du pays et qui pratiquent la même activité qu'eux. Elles rencontrent aussi plusieurs Français avec qui elles font des contacts qui leur serviront par la suite. Elle ne propose pas à Tony de s'éloigner de Limoges et mendier de ville en ville selon le parcours qu'elle connaissait car elles avaient une confiance limitée en lui (à juste titre) et ne voulaient pas qu'il apprenne leur parcours.

Au bout d'un mois donc, Tony, sans raisons apparente leur vole l'argent qu'elles avaient économisé et les chasse de sa voiture. Elles vont tout de même rester à Limoges jusqu'à la fin de leur visa (puisqu'elles n'avaient pas un sous pour rentrer)

en dormant dans un local technique des services d'entretien de la mairie et occasionnellement chez des amis français qui leur offrent l'hospitalité pour une nuit ou deux. Parmi ceux-ci, Anna nous a parlé d'Ahmed, un français d'origine marocaine qui vivait avec sa femme et les invitait de temps en temps, ou encore d'un groupe de jeune de la ville qui vivaient à plusieurs dans une grande maison louée et les invitaient de temps en temps à dormir ou à participer à des fêtes étudiantes ou encore d'un célibataire d'une trentaine d'années, Luc, qu'Anna rencontrera et qui lui faisait du charme mais chez qui elles n'accepteront jamais de passer la nuit.

Elles rentrent en Roumanie à la mi-octobre 2004 avec Ramona et Cosmi qui rentraient eux-aussi au pays à ce moment là et les récupèrent à Limoges (Anna, le 18/04/08).

Annexe 15.3 - 4^{ème} voyage d'Anna.

Anna insiste pour repartir tout de suite mais cette fois-ci, sa mère va les accompagner de nouveau, pour ne plus laisser seules ses deux filles. Ils partent en novembre 2005, à 5 personnes, avec Germane et Mina un couple d'amis de la famille de Caraula et sont transportés jusqu'en France par un Roumain de Severin qui faisait des courses (de très nombreuses personnes vivent de ce commerce illégal de transport en faisant payer entre 100 et 200 euros à chaque passager). Comme d'habitude ils montrent une somme d'argent (celle destinée à payer leur chauffeur) aux douaniers roumains et leur laissent un petit extra. Arrivé en France, ils sont tout de suite arrêté par la police à Strasbourg qui leur met à chacun une amende de 90€ pour non port de la ceinture de sécurité qu'ils doivent payer sur place. De plus, alors qu'ils devaient dans un premier temps se rendre à Nantes, leur chauffeur se fâche (car après les amendes, ils n'ont plus de quoi payer la totalité du prix du voyage) et les laisse tomber à Tours. Ils appellent alors Alin, un autre ami de Severin dont il savait qu'il se trouvait alors autour de Poitiers et ce dernier vient les chercher pour les ramener chez Johnny. Là-bas, ils cherchent à acheter une voiture mais ils n'ont plus trop d'argent et ils vont chercher pendant deux semaines par les petites annonces dans le journal et sur les tableaux à l'entrée des supermarchés jusqu'à ce qu'ils trouvent une Fiat Tipo à 450€.

Anna, qui fait office de guide et organise les contacts et les déplacements, les emmène ensuite à Limoges pour mendier quelques jours de quoi faire la carte grise et l'assurance de la voiture. C'est Germane qui dispose du permis et conduit le véhicule. Lorsque le problème de la voiture est réglé, Anna veut repartir suivre le parcours de Ramona mais c'est Germane qui refuse de s'éloigner de Limoges car il a peur de la police et conduit très mal (Anna nous dit que Germane était un "vrai rural" qui n'avait jamais quitté son village et avait peur de tout). Ils vont donc rester à Limoges durant les trois mois de leur visa. Ils y croisent Tony et sa femme mais ne leur parlent pas, ainsi que Andrei et Carlos qui vivent désormais quasiment à plein temps chez Luc (le célibataire qui faisait du charme à Anna). Ils y rencontrent aussi d'autres Roumains qui ne sont pas de Severin et qu'ils ne connaissent pas qui étaient arrivés entre temps. C'est en tout une bonne douzaine de personnes qui se trouve alors à Limoges et qui y mendient dans tous les supermarchés, boulangeries et tabacs de la ville, qu'ils se répartissent entre eux. Les autres Roumains, les derniers arrivés, s'occupent quand à eux de voler dans les magasins, ce qui déplaît aux autres.

Chaque jour Germane amène les femmes à l'entrée des magasins et les récupère le midi et le soir. Ils dorment dans différents parkings excentrés de la ville, en changeant régulièrement d'emplacement et une fois par semaine ils louent une chambre à l'hôtel. Les policiers de la ville finissent par bien les connaître mais sont aimables avec eux et viennent les voir régulièrement pour prendre de leurs nouvelles mais aussi contrôler leurs visas. Parfois enfin, ils passent quelques nuits

chez Luc (ce que Anna se permet car elle ne risque plus grand-chose maintenant qu'elle est accompagnée de sa famille) qui y vivait seul et va finir par accueillir chez lui la majeure partie du groupe de circulants Roumains de la ville. Ils rentrent fin janvier 2005 avec la Fiat Tipo (Anna, le 18/04/08).

Annexe 15.4 - 5^{ème} voyage d'Anna.

Comme leur précédent voyage s'était bien passé et leur avait rapporté pas mal d'argent, Anna, Dona et leur mère décident de repartir après une semaine passée en Roumanie¹⁰³. Cette fois-ci ils emmènent avec eux Roxan (la femme de Relu) mais doivent convaincre Germane de repartir avec elles pour être leur chauffeur. Celui-ci ne voulait pas et elles doivent lui offrir de le payer 10€ par jour de voyage pour qu'il accepte. Tous repartent le 7 février 2005 à Limoges et pratiquent les mêmes activités quotidiennes. Pourtant là-bas, la situation se dégrade peu à peu, ils en ont assez de vivre dans une voiture et ils gagnent de moins en moins d'argent. Enfin, et suite à l'augmentation des vols à la tire dans tous les magasins de la ville (dont ils n'étaient pas responsables), la police les importune de plus en plus souvent, les réveillant en pleine nuit et les chassant des parkings où ils dorment. Après un mois et demi, le groupe va alors vendre la voiture à d'autres Roumains et se séparer. Lumila, Roxan et Germane rentrent en Roumanie avec William qui passait par là tandis qu'Anna et Dona vont aller chez leur cousin Nico en Espagne, pour y travailler le temps que se termine leur visa.

A Alcanar, elles retrouvent toute la famille de leurs cousins de la Bălăcița qui s'y étaient installés depuis plusieurs années et vont y rester plus d'un mois. Pourtant, la saison des oranges se termine et elles ne travailleront en fait que quelques jours ce qui fait que leur présence chez Nico leur coûtera plus cher qu'elle ne leur rapportera et qu'elles devront s'endetter auprès de Radu pour payer leur part des frais courants de la maison. Elles rentrent ensuite à Limoges par le bus puis en Roumanie avec Johnny qui vient les chercher depuis Poitiers. Après ce voyage, Anna ne retournera plus jamais à Limoges, et en aura assez de ces circulations. Elle restera en Roumanie pendant une année entière et c'est à cette période qu'elle aura l'occasion de travailler à Severin comme secrétaire médicale, pendant environ 6 mois. Après cela, elle repartira de nouveau en France, mais dans une autre région et par le biais d'autres réseaux sociaux¹⁰⁴ (Anna, le 18/04/08).

Annexe 16 : La zone d'implantation du réseau à Poitiers et le cas de Johnny.

Bien que nous ne l'ayons pas directement interrogé dans le cadre de cette enquête, il nous semblait intéressant d'apporter quelques précisions sur le cas de Johnny. Cette partie reprend les informations qui nous ont été données à ce sujet par d'Anna et Ramona, qui le connaissaient toutes deux très bien, et sur nos propres observations, préalables à ce travail, effectuées sur place en 2005.

Johnny était un "Roumain" de Severin, un ami de la famille qui travaillait avec eux au marché. Il était parti en France en 2003, à plusieurs reprises et s'était peu à peu établi à Poitiers autour de laquelle il avait centré ses circulations. Il y avait rencontré un retraité français avec lequel il s'était lié d'amitié et à qui il avait réparé la voiture, comme un service. Johnny était en effet mécanicien automobile de formation et s'était tourné comme beaucoup d'autres vers le marché au début des années 90'. Ce Français était propriétaire d'un terrain, assez caché, près d'une des déchetteries de la ville (celle qui se trouve sur la route de Migné-Auxances) sur

¹⁰³ Nous n'avons pas de précision sur le sentiment de leur père qui voit ainsi partir toutes les femmes de la maison, le laissant seul avec sa plus jeune fille et ses deux fils, mais on peut penser qu'il s'y résout car cela permet de maintenir l'économie familiale ce qu'il avait alors bien du mal à faire par sa propre activité au marché.

¹⁰⁴ Voir annexes 17.6, 17.7, 17.8 et 17.9 pour plus de précisions.

lequel il avait trois ou quatre vieilles caravanes entreposées, et il avait laissé Johnny et sa femme s'y installer lorsqu'ils se trouvaient en France.

Disposant ainsi d'un point de chute et d'un certain confort, Johnny était ensuite retourné systématiquement à Poitiers, où il avait ramené d'autres membres de sa famille et qui constituait un point d'appui pour tous les circulants de la communauté du marché de Severin qui passaient dans la zone (comme Ramona et Cosmi ou Anna et sa sœur). D'autre part, son ami français, propriétaire du terrain lui envoyait de temps en temps d'autres personnes pour qu'il répare leur voiture. Rapidement, et par le bouche-à-oreille, c'est un véritable garage clandestin qui s'est mis en place puisque Johnny (et ensuite avec son frère) réparait moyennant finance, non seulement les véhicules des Roumains de passage mais aussi ceux d'un certain nombre de Français et d'autres immigrants qui vivaient à Poitiers. Il achetait les pièces dont il avait besoin dans un magasin spécialisé qui se trouvait à proximité et s'occupait de cette activité presque à plein temps, rentrant de temps en temps au pays pour faire renouveler son visa. A certaines périodes, c'est jusqu'à une quinzaine de personnes qui pouvaient se trouver chez Johnny.

Un soir de 2006, lors d'une altercation entre deux Roumains qui se trouvaient à Poitiers (pas chez Johnny, sur un parking de la ville), et alors que ces derniers étaient saouls, l'un d'entre eux, Carlos (celui qu'Anna avait connu à Limoges) est tué par son compagnon, d'un coup de couteau dans le cœur. A la suite de ce fait divers la police de Poitiers va alors "faire le ménage" et expulser tous les "touristes" roumains de la ville, à commencer par Johnny et sa famille. Et par la suite, les circulants Roumains ne seront plus les bienvenus à Poitiers et systématiquement chassés par la police lorsqu'il tenteront d'y faire la manche (Anna, le 18/04/08 et Ramona, le 09/04/08).

Annexe 17 : Les circulations de Stefanel en France.

Annexe 17.1 - Le premier voyage de Stefanel en France.

C'est en juillet 2004 que Stefanel est parti pour la première fois en France. A ce moment il travaillait encore dans son magasin et c'est un de ses amis du lycée, qui y avait fait déjà plusieurs allers-retours, qui lui propose de l'emmener avec lui en France. Il le met au courant de la situation sur place et qu'ils devront y mendier mais Stefanel accepte tout de même de tenter l'aventure, pour y gagner un peu plus d'argent qu'il ne le faisait en Roumanie et aussi par curiosité. Lui et sa femme Dora partent avec son ami et sa propre épouse, avec la voiture de son dernier. Ils laissent le magasin à Calin, son beau-frère.

Ils se dirigent tout d'abord à Royan où ils commencent à mendier dans les magasins de la ville. Dès la première semaine, Stefanel achète une voiture avec l'argent qu'il avait amené de Roumanie que son ami lui négocie car il parlait un peu français. Ils se suivent ensuite avec les deux voitures et vont se déplacer pour mendier entre Royan, Libourne et Périgueux. Ils rentrent après un mois et demi lorsqu'ils considèrent qu'ils ont gagné suffisamment d'argent, d'autant que Stefanel ne veut pas laisser trop longtemps son magasin à son beau-frère (à juste titre car lorsqu'il reviendra, il devra utiliser une partie de l'argent qu'il avait gagné en France à rembourser les pertes du magasin) (Stefanel, le 19/04/08).

Annexe 17.2 - Le second voyage de Stefanel.

Il reste en Roumanie environ deux mois pour y régler les affaires de son commerce puis il repart en octobre 2004. Cette fois-ci ils repartent tous les deux avec sa femme car ils connaissent les villes et les emplacements où mendier et les pratiques à adopter. Ils vont dans la zone où ils avaient circulé lors du premier voyage et y mendient (surtout sa femme en fait), en changeant de ville tous les 3 ou 4 jours. Ils ne resteront que deux mois en France car les parents de Stefanel

auront alors un souci de santé et ils rentreront tout de suite. C'est suite à ce voyage que Stefanel fermera définitivement son magasin, déjà mal en point, car celui-ci ne lui rapporte plus grand-chose et la circulation en France est bien plus lucrative (Stefanel, le 19/04/08).

Annexe 17.3 - 3^{ème} voyage de Stefanel.

Encore une fois, il va rester quelques temps en Roumanie, pour s'occuper de ses parents et revendre sa boutique. Sa femme est alors enceinte et ils décident de repartir une dernière fois pour gagner encore un peu d'argent avant la naissance. Ils partent en mars 2005, dans leur zone maintenant habituelle et y circulent comme les fois précédentes.

C'est le 16 avril que Dora accouche prématurément (à 7 mois). Ils se trouvent alors près de Libourne et c'est ici que Stefanel va l'emmener à l'hôpital. C'est là-bas, et totalement par hasard qu'il va rencontrer un autre Roumain, Adrian, qui vient d'une autre partie du pays. Adrian se trouvait en France depuis plusieurs années, avec sa famille et travaillait dans l'agriculture viticole à Libourne¹⁰⁵. Il se trouvait ici pour faire faire des examens à sa fille et se retrouve à attendre avec Stefanel. Voyant qu'ils sont tous deux Roumains, ils vont discuter pendant plusieurs heures, et se lier d'amitié. Après un moment, c'est Adrian qui va lui proposer de parler avec son employeur pour essayer de le faire embaucher et Stefanel garde son numéro de téléphone.

Après l'accouchement, et comme ils n'ont nulle part où aller avec le nouveau né, Stefanel, sa femme et le bébé vont loger pendant un mois dans une chambre de l'hôpital qu'on leur laisse occuper. Quand l'enfant est assez grand pour rentrer en Roumanie, Stefanel paye un billet d'avion à sa femme avec l'argent qu'ils avaient gagné au cours du voyage et rentre seul avec la voiture (Stefanel, le 19/04/08).

Annexe 17.4 - 4^{ème} voyage de Stefanel.

Après un mois passé en Roumanie, et lorsque Adrian les rappelle pour leur dire qu'il peut les faire travailler, Stefanel et Dora laissent leur fille à leurs parents et repartent en France. Ils partent fin juin 2005 et vont directement à Libourne chez Adrian qui les loge dans son appartement et les présente à son patron. Ils commencent à travailler tout de suite dans les vendanges précoces, jusqu'à la mi-août. Ils logent dans une maison que Adrian loue à Libourne, avec une dizaine d'autres personnes, tous des Roumains de Moldova et payent 50€ de loyer par mois. Ils gagnent un peu plus d'argent en travaillant qu'en mendiant et les conditions de vie y sont bien meilleures (bien que le travail de vendange soit une activité physique et difficile) (Stefanel, le 19/04/08).

Annexe 17.5 - 5^{ème} voyage de Stefanel.

Ils restent quelques temps en Roumanie, car Adrian n'a pas toujours du travail pour eux, seulement à des moments précis où le besoin de main d'œuvre est plus important, c'est-à-dire qu'ils ne sont pas pleinement libres de leurs déplacements. Ils repartent tout de même en France en janvier 2006 lorsqu'Adrian les appelle. Ils logent chez lui une fois encore et travaillent avec les autres Roumains dans la taille des vignes¹⁰⁶. Cette fois-ci ils vont rester les trois mois que dure leur visa. Stefanel va faire des contacts avec les autres Roumains qui se trouvent chez Adrian et avec

¹⁰⁵ Voir annexe 18.

¹⁰⁶ Les travaux de la vigne comme nous les a décrit Stefanel se répartissent au long de l'année de la manière suivante : Janvier est la période de la taille des vignes et du "tirage". En mars et avril, c'est le "pliage" puis en août/septembre les vendanges. Cette périodicité détermine les déplacements internationaux de Stefanel et Dora qui vont connaître une certaine régularité. A force de pratiquer régulièrement ces travaux, ils vont finir par acquérir une certaine compétence, qu'ils n'avaient absolument pas au départ (Stefanel est un citadin) et qui fera qu'ils seront recherchés par les employeurs de la région.

quelques français, collègues de travail (leur entreprise n'emploie pas d'autres Roumains, ni même d'autres étrangers sans papiers, ils sont les seuls). C'est un jour qu'il répare la voiture d'un ami français avec qui il travaillait, que celui-ci lui dit qu'il connaît les patrons d'une autre entreprise de sous-traitance agricole dans le Médoc et qu'il peut les faire rentrer. En avril 2006, la saison se termine, ainsi que leur visa et ils rentrent au pays (Stefanel, le 19/04/08).

Annexe 17.6 - 6^{ème} voyage de Stefanel.

Donc Stefanel, par les contacts qu'il avait fini par faire en France, avait la possibilité de travailler pour une autre entreprise, plus régulièrement qu'il ne le faisait par l'intermédiaire d'Adrian. Il va de plus pouvoir cette fois-ci en faire profiter son beau frère et sa femme (Calin et Anna, mariés depuis peu de temps) qui lui avaient fait part de leur volonté de retourner en France mais ceux-ci travailleront moins souvent, seulement lorsque le patron de Stefanel aura besoin de plus de bras. Ils ne repartent qu'en mai 2006, lorsqu'ils sont sûrs de pouvoir travailler, tous les quatre dans la voiture de Stefanel.

Ils vont directement chez Adrian à Libourne et Dora et Stefanel commencent à travailler tout de suite. Anna et Calin quant à eux achètent une voiture et partent mendier dans la zone à proximité. Au départ, Stefanel et Dora font trente kilomètres par jours pour se rendre au travail mais après une semaine, leur patron leur trouve un appartement à Blaye et s'arrange avec le propriétaire pour que le contrat puisse être fait au nom de Stefanel. Ils disposent aussi de contrats bien qu'ils savent ne pas avoir le droit de travailler légalement et leur employeur parle de faire les demandes nécessaires pour les faire régulariser s'ils restent avec lui. Ils travaillent tous les jours et Anna et Calin les rejoignent ponctuellement mais jamais plus d'une semaine¹⁰⁷.

Ils restent sur place jusque début juillet et gagnent chacun entre 1200 et 1400€ par mois. Lorsque la période de travail se termine, ils rentrent en Roumanie mais Calin et Anna restent quelques semaines de plus pour mendier dans le Périgord. Comme ils savent qu'ils auront l'occasion de revenir, ils gardent leur appartement en payant plusieurs mois d'avance (Stefanel, le 19/04/08).

Annexe 17.7 - 7^{ème} et 8^{ème} voyages de Stefanel.

Ils restent plus de six mois en Roumanie car il n'y a pas de travail pour eux en France. Finalement, c'est en janvier 2007 que le patron de Stefanel les appelle et qu'ils retournent à Blaye. Cette fois-ci, ils savent qu'ils pourront y rester plus longtemps car la Roumanie est entrée dans l'Union Européenne et ils n'ont plus besoin de visa pour partir à l'étranger. Stefanel et Dora vont travailler beaucoup jusqu'en mai 2007 avant que l'activité ne baisse et qu'ils ne rentrent au pays pour voir leur famille (et sa jeune fille). Durant cette période, Calin et Anna circulent autour de la zone où ils se trouvent, les rejoignant ponctuellement lorsqu'ils en ont la possibilité.

Ils repartent presque tout de suite (deux semaines), en juin 2007. Dès leur arrivée, et comme il y a beaucoup de travail, ils vont faire venir Calin et Anna tout d'abord, mais rapidement aussi Ionie (le frère de Stefanel), Nello (le cousin de Calin et Dora) et Zeni (la sœur d'Anna) qui les rejoignent depuis la Roumanie en autobus. A ce moment, ils vont tous travailler beaucoup, et dans de nombreux châteaux différents. Leur employeur est satisfait car ils ont un rendement bien supérieur à ses autres employés locaux (il le leur dit lui-même), ce qui explique qu'il accepte de

¹⁰⁷ Il s'agit d'une entreprise de sous-traitance qui négocie qui prête un service aux différents châteaux de la région de Libourne. Leur activité dépend essentiellement de ces contrats passés et peu varier d'une semaine à l'autre, surtout lorsqu'il s'agit de petites exploitations pour lesquelles deux ou trois travailleurs sont suffisants.

prendre divers membres de la famille de Stefanel. Cette période de travail dure un mois et ils se séparent tous à nouveau, Anna et Calin partent faire la manche avec Nello, Ionie et Zeni rentrent en autobus puis Stefanel et Dora rentrent en voiture un peu plus tard (ils travaillent une dernière semaine de plus que les autres) (Stefanel, le 19/04/08).

Annexe 17.8 - 9^{ème} voyage de Stefanel.

Ils repartent en France, et à la demande de leur employeur à la fin du mois d'août 2007. Ils vont beaucoup travailler pendant un mois et sont rejoints pour cela par Anna et Calin, Zeni qui revient en autobus après une semaine, et même d'autres membres de la famille d'Anna, son frère Relu qui se trouvait alors dans la zone de Poitiers et faisait la manche avec sa femme et sa belle-sœur (Anna, Grasulița et Mirel)¹⁰⁸. Ces derniers feront l'aller-retour jusqu'à Libourne de manière vraiment sporadique lorsqu'on aura besoin d'eux, profitant ainsi de quelques jours de travail qui représentent toujours quelque argent. Tout va bien se passer pendant environ un mois.

C'est à ce moment là que l'entreprise de sous-traitance pour laquelle ils travaillaient est contrôlée par surprise (par le fisc ou l'inspection du travail, cela n'est pas clair dans les entretiens). Hors, leur employeur, qui leur avait bien fait des contrats, n'avait jamais payé de cotisations pour eux et pour ce qui est des demandes de régularisation, les dossiers n'avaient même jamais été déposés à la préfecture. L'entreprise, qui travaillait principalement avec eux, et n'avait pas non plus déclaré ses autres employés et ferme sur le coup. Un des deux associés s'enfuit au Maroc tandis que l'autre reste sur place et devra faire face à divers procès et de lourdes amendes. Stefanel et tous ceux qui ont travaillé seront tout de même payés, mais par chèques, et avec du retard.

Voyant qu'ils ne travailleront plus, Anna et Calin repartent faire la manche et Zeni rejoint son frère à Châtellerauld. Stefanel et Dora vont quand-à-eux rester sur place pendant presque trois mois en essayant de faire le tour des Châteaux et des entreprises de sous-traitance qu'ils connaissent pour voir si personne ne pourrait leur offrir un nouveau travail. Seulement ils n'ont pas de permis de travail et les propriétaires de châteaux sont loin d'être tous honnêtes (Stefanel utilisera le terme de "mafia"). Beaucoup leur mentent en leur disant qu'ils leur donneront du travail mais les laissent attendre pour rien et certains essayent d'abuser d'eux en leur proposant de travailler en échange du logement, sans autre rémunération. Voyant qu'ils ne retravailleront pas, ils repartent et laissent leur appartement, abandonnant sur place le mobilier qu'ils avaient acheté. Stefanel rentre en Roumanie avec une profonde désillusion et quelque peu dégouté par cette expérience (Stefanel, le 19/04/08).

Annexe 17.9 - 10^{ème} voyage de Stefanel.

Stefanel et sa femme passent Noël chez eux à Severin. C'est Adrian, avec qui ils étaient restés amis et qui était au courant de leur situation qui va leur trouver quelque chose et les appeler pour qu'ils le rejoignent. Ils repartent chez lui début février 2008 et travaillent dans la même entreprise que lui. Après quelques temps, et voyant qu'ils ont du travail quasiment fixe, ils rappellent Anna et Calin qui les rejoignent depuis l'Espagne. En mars, ils louent un appartement tous les quatre à Libourne et y sont toujours. Il semble qu'ils y travaillent tous régulièrement (mais toujours au noir) et que leur situation s'arrange progressivement.

Ils trouveront un employeur qui leur proposera de les prendre et de leur faire des papiers mais ils se méfient et de plus, cela se trouve en Charente et Stefanel nous a dit ne plus vouloir quitter Libourne. Ils s'y trouvent avec une petite communauté

¹⁰⁸ Voir Annexe 19.2

roumaine (25 personnes environ) au sein de laquelle tous se connaissent et se fréquentent régulièrement. Ils se sentent bien ici et parlent aujourd'hui de faire venir leur fille avec eux (d'autant que celle-ci est née en France et pourrait y disposer de droits). Ils disent attendre 2009 pour, peut-être, voir leur situation se régulariser mais comme ils disposent du droit de résidence et peuvent travailler au noir en gagnant pas mal d'argent, cela n'importe plus vraiment (Stefanel, le 19/04/08).

Annexe 18 : Le cas d'Adrian.

C'est Stefanel qui nous a raconté l'histoire d'Adrian et comment il avait trouvé du travail à Libourne avant d'en faire profiter sa propre famille puis celle de Stefanel.

Adrian est originaire de Moldova (partie nord-est de la Roumanie, à la frontière avec l'Ukraine). Il était arrivé en France en 2004 car il parlait assez bien le français pour l'avoir étudié à l'école. Il était venu à Libourne en autobus, seul et sans aucun contact. Il n'avait ni voiture ni argent, dormait dans les foyers d'urgence de la ville et passait ses journées à chercher du travail dans la rue, où directement dans les entreprises qu'il pouvait trouver en ville. C'est semble-t-il par hasard qu'il a fini, après deux semaines, à trouver quelqu'un qui était prêt à la prendre pour travailler au noir dans les vignes. Après quelques temps, il fera venir sa femme et sa fille et ainsi que d'autres membres de sa famille et quelques amis, tout comme le fera Stefanel. Il restera quatre ans dans la même entreprise par le biais de laquelle il obtiendra un permis de travail en 2008 (Stefanel, le 19/04/08 et Anna, le 18/04/08).

Annexe 19 : Les autres voyages de Relu à l'étranger.

Le cas de Relu est tout à fait intéressant et c'est la raison pour laquelle nous avons voulu que le détail de ses circulations apparaissent dans ce travail. Ce n'est pas l'individu le plus mobile du groupe car il n'a réalisé en tout et pour tout que cinq voyages. Pourtant son rôle nous semble très important pour différents points.

- 1- Tout d'abord c'est lui le premier de la famille entière qui s'est rendu en France et a pu y pratiquer la mendicité accompagnée de son oncle Manu (voir partie IV. A). Par la suite c'est lui qui y ramènera sa sœur Anna dont l'on sait qu'elle pratiquera la circulation en France durant de longues années.
- 2- Ensuite, il reprendra la circulation en France à partir de 2007 et ouvrira cette portion du champ migratoire à de nouveaux individus, en l'occurrence la famille de sa femme de la Caraula, qui eux même en feront profiter la communauté Tsigane du village (qui n'avait pas prit part auparavant à ces mobilités vers la France).
- 3- Enfin, il a eu l'occasion de passer par l'ensemble des territoires et des activités maîtrisées par le réseau et dispose de ce fait d'une vision d'ensemble de son champ migratoire. Les informations et les précisions qu'il a ainsi pu nous donner ont été très importantes pour nous (c'est une des dernières personnes avec laquelle nous avons réalisé un entretien).

Les deux premiers voyages de Relu sont détaillés dans la partie IV. A et IV. B du texte.

Annexe 19.1 - Le 3^{ème} voyage de Relu.

A ce moment là Relu vient d'avoir son fils avec sa femme Roxan et ils souhaitent construire leur propre maison à Dudașu. Il était alors interdit de sortie du territoire depuis son dernier séjour en France d'où il avait été expulsé. Il avait déposé un recours administratif pour que le délai soit descendu à deux ans et reçoit une réponse favorable en octobre 2005, deux mois avant la date prévue. Il fait donc

tout de suite un nouveau passeport et cherche à repartir à l'étranger pour gagner de l'argent. Il sait que son oncle Dorin se trouve en Espagne et l'appelle pour tenter de le rejoindre.

Il se met d'accord avec un ami du marché pour partager les frais du voyage et tout deux partent avec un chauffeur privé qu'ils payent pour les amener jusqu'à Bordeaux. Il doivent payer 50€ de plus à la douane. A Bordeaux, ils sont récupérés par un autre vieil ami du marché de Severin qui faisait la manche dans la zone de Bayonne. Ce dernier les amène jusqu'à San-Sebastian d'où Relu prend un bus pour continuer seul jusqu'à Sevilla (son ami qui était venu avec lui reste avec celui de Bayonne). A Sevilla, il est récupéré par Marcel (un des commissionnaires d'Almonte) qui va le faire travailler et le loger chez lui avec une dizaine d'autres personnes. Il y retrouve son oncle Dorin qui connaissait bien la zone pour s'y être rendu à plusieurs reprises.

Il va travailler environ deux semaines dans la récolte des olives et doit payer une commission de 10€ par jours de travail à Marcel, plus 50€ par mois pour le loyer. Hors il travaille assez peu car à ce moment il pleut beaucoup et ne gagne que 25 € par jours un fois les frais déduits. Après ce temps, il va travailler deux semaines de plus dans une usine de carottes, pour le compte de Melendi (le fils de Marcel), à qui il devra aussi payer une commission. C'est à ce moment que son oncle rentre en Roumanie et qu'arrive Vali, son plus proche voisin de Dudașu, lui aussi pour travailler dans cette usine de carottes.

Les deux qui se connaissent très bien et sont amis de longue date (Vali est un "Roumain" qui s'est marié avec une cousine de Relu et habite avec elle dans la partie Rom de Dudașu, juste à côté de la maison des parents de Relu). Chez Marcel, ils vont se lier d'amitié avec trois autres jeunes hommes de Cetate qu'ils connaissaient de vue en Roumanie et lorsque le travail s'arrête pour tous en novembre 2005, c'est tous les cinq qu'ils vont partir à Alzira (province de Valencia) chez un contact que connaissait un des Tsiganes de Cetate.

Ils y logent chez un ami de leur ami et travaillent dans la récolte des oranges. L'activité y bat alors son plein et ils y travaillent 5 ou 6 jours par semaine pendant plus d'un mois. Il y sont mieux payé qu'à Almonte et n'ont pas de commission à payer puisque cela ne se fait pas à Valence. Un peu avant Noël, Relu et Vali vont repartir à Severin en autobus depuis Valence. Il décide ensuite de ne plus retourner en Andalousie car il doit y payer trop d'argent aux commissionnaires pour ne pas pouvoir y travailler tant que ça.

Après cela, et comme les saisons agricoles sont partout terminées, il ne repartira que l'année suivante (en septembre 2006) avec sa femme, après avoir passé tout l'été en Roumanie à travailler au marché. Ils seront tous les deux emmenés en France puis à Alcanar par Ramona et Cosmi (voir Annexe 14.6 et 14.7) (Relu, le 18/04/08).

Annexe 19.2 – Le 5^{ème} voyage de Relu.

De leur voyage précédent chez Nico, Relu et Roxan rentrent en avril 2007 et ils commencent à acheter le matériel et à mettre en route les travaux de leur maison. Il leur manque pourtant de l'argent et veulent repartir dès que possible pour pouvoir la terminer. Pourtant, à cette période de l'année, il n'y a plus de travail agricole et Relu va décider de monter sa propre équipe pour repartir faire la manche en France. Lui et sa femme vont alors emmener avec eux Grasulița et Mirel, la sœur et le beau-frère de Roxan et Costin, un autre frère de Roxan. Tous sont originaires de la Caraula et n'ont jamais encore pratiqué la circulation en France bien qu'ils en aient entendu parler. C'est Mirel qui sera le chauffeur mais

c'est Relu qui fait office de guide car il connaît assez bien la France et la zone qu'il avait pratiqué quelques années auparavant.

Ils partent donc tous les cinq en mai 2007, avec une petite compagnie de transports qui faisait des allers-retours entre Severin et la France. Il devaient se rendre à Poitiers où Relu connaissait un ami rencontré lors de son dernier voyage avec Ramona et Cosmi mais le chauffeur refuse de les emmener plus loin que Paris. (Ils ne savent pas pourquoi car ils l'avaient payé en conséquence). Ils doivent finir le voyage en TGV ce qui aura pour conséquence d'amputer sérieusement le budget qu'ils avaient prévu pour s'acheter une voiture sur place.

Ils parviennent tout de même à trouver une voiture à un prix très modique qu'ils achètent à un retraité à Poitiers après une semaine et partent circuler le long du parcours que connaissait Relu, en mendiant dans différentes villes. Il vont surtout rester autour de Poitiers et de Châtellerauld, en remontant assez fréquemment vers le nord pour se rendre à Falaise et la Ferte-Mace qui étaient encore des endroits où ils gagnaient pas mal d'argent. Dans l'ensemble pourtant, ils vont circuler entre un nombre bien moins important de villes par rapport à ce qu'avait connu Relu lors de ses premières circulations en France en 2003. Dans beaucoup d'endroits ils sont rapidement chassés par la police ou les gérants de magasins et bien qu'ils ne rencontrent pas beaucoup d'autres Roumains, les gens ne leur donnent plus autant d'argent qu'auparavant (d'autant que nous sommes en été qui n'est pas la saison la plus propice pour la mendicité).

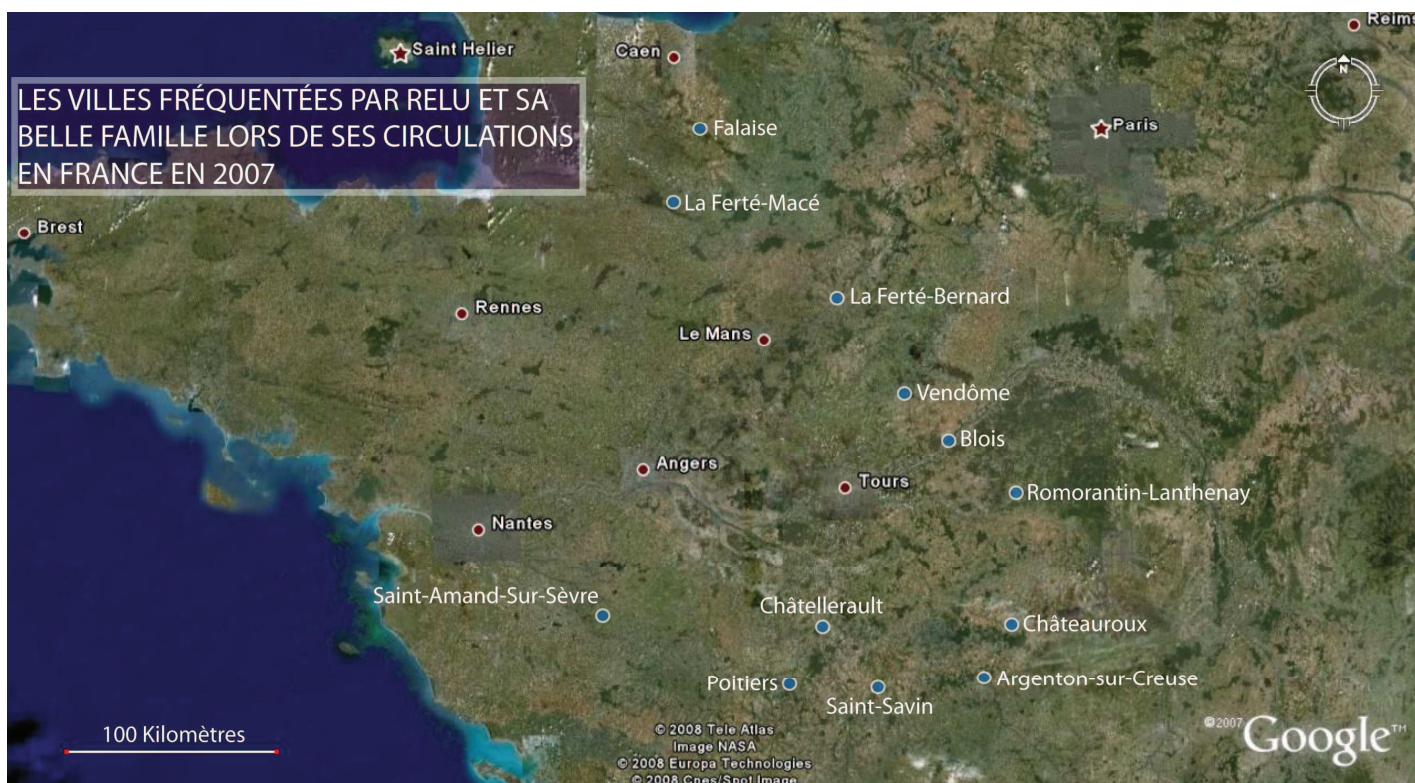
En août, Costin qui faisait la manche à l'entrée d'un supermarché est abordé par un Turc qui lui propose de travailler au noir sur un chantier qu'il dirige, mais ce ne sera que pour quelques jours. Tous vont aussi travailler trois ou quatre jours dans les vignes à Libourne par le biais de Stefanel, dont le patron avait alors un surplus d'activité et c'est alors Anna, la sœur de Relu qui les appelle. En septembre, ils tenteront même de rejoindre Papoa qui se trouvait en Italie et disait pouvoir leur trouver du travail mais ce dernier les rappellera en chemin pour leur dire que finalement il ne peut pas et ils feront demi-tour.

Par la suite, Costin rentre seul en Roumanie en autobus car il avait gagné suffisamment d'argent pour organiser son mariage à la Caraula. En octobre Mirel qui avait lui aussi gagné un peu d'argent va vouloir acheter une nouvelle voiture qu'il ramènera en Roumanie et ils parviennent à revendre l'ancienne à un Africain qui vivait à Poitiers, pour un peu plus qu'ils ne l'avait payée. Fin septembre, ils travailleront quelques jours de plus à Libourne avant que l'entreprise de Stefanel ne ferme et que la sœur de Relu, Zeni, ne les rejoigne à Châtellerauld en novembre.

Ils vont continuer à circuler jusqu'en décembre en gagnant de plus en plus d'argent à mesure que s'approche la période des fêtes. Ils dorment parfois chez l'ami de Relu à Poitiers et prennent l'habitude de recourir de plus en plus aux services du Samu social de Blois et de Châtellerauld pour passer quelques nuits par semaine dans des foyers d'urgence quand il fait trop froid dehors. Tout au long de cette période, ils prendront aussi l'habitude d'acheter divers objets et vêtements dans des dépôts-ventes ou des succursales d'Emmaüs qu'ils entreposeront chez leur ami de Poitiers avant de les ramener avec eux en Roumanie.

Finalement ils passent Noël à Poitiers chez leur ami et rentrent le lendemain avec toute l'équipe de Libourne (Stefanel, Dora, Anna et Calin) qui rentraient alors eux aussi en France et se rejoignent à Poitiers pour faire la route ensemble. De ce dernier voyage, Relu nous dira qu'il n'en rapportera pas beaucoup d'argent vu le temps passé à circuler en France (plus de 7 mois) et que cela serait dû au trop grand nombre de Roumains qui y serait passé en 2004/2005 et qui auraient "épuisé les ressources locales" (Relu, le 18/04/08).

Figure N° 43 : Les villes "restantes" dans le parcours circulaire que connaissait Relu en France.



Annexe 20 : Les processus législatifs liés à l’immigration en Espagne.

La chronologie de ces différents processus légaux que nous allons présenter maintenant nous permet de donner une idée de l’ampleur progressive que prendront les flux migratoires entrants dans le pays et des logiques qui encadreront l’arrivée massive de migrants dans le pays.

La toute première loi mise en place par l’État Espagnol sur le thème de l’immigration date de juillet 1985. Elle impliquait la mise en place du premier système juridique d’entrée légale sur le territoire (le "régime général"), qui rendait possible l’établissement d’un contrat de travail entre un employeur espagnol et un travailleur étranger, dans le cas où le poste de travail concerné ne pouvait pas être occupé par un national ou un autre étranger déjà résidant dans le pays. Ce système s’est rapidement révélé inefficace dans la mesure où l’employeur devait aller chercher ses travailleurs directement à l’étranger (ils n’étaient pas autorisés à pénétrer sur le territoire avant de disposer du contrat signé) et le processus administratif pouvait prendre des mois (Solanes Corella 2007).

Devant l’échec de ses premières dispositions législatives, en seconde loi sera votée en 1991, qui mettra en place un nouveau système d’embauche légale de travailleurs étrangers, le "contingente". Chaque année, et suite à une concertation avec les différentes associations professionnelles, un certain nombre d’étrangers seront autorisés à venir travailler de manière temporaire dans le pays, et seulement dans certains secteurs préétablis, la sélection des candidats étant laissée aux ambassades à l’étranger. L’application de ce système sera rapidement dévoyée car, du fait du nombre de travailleurs irréguliers déjà présents dans ces secteurs, c’est à ces derniers que seront offerts les contrats de travail. Il s’agira alors pour les travailleurs clandestins qui en disposeront de faire l’aller-retour vers leur pays

d'origine, pour y obtenir le visa d'entrée auprès de l'ambassade espagnole puis de revenir occuper le même poste, mais légalement (Solanes Corella 2007).

Les processus législatifs de 2000, 2001, 2003 et 2004 conserveront pourtant ce système, en y ajoutant la liste des "puestos de difícil cobertura" qui fonctionnera selon le même principe de quotas d'entrées légales établi chaque année, et dans des secteurs précis en manque de compétences ou de main d'œuvre. De la même manière, des accords bilatéraux de main d'œuvre seront signés avec les principaux pays émetteurs de migrants à destination de l'Espagne, mais toujours après coup, alors que d'importantes communautés se trouveront déjà sur place, et dans des limites de places assez faibles (Diminescu 2004). A ces différentes dispositions d'entrée, ajoutons celles qui consistent en la régularisation "habituelle" des individus déjà présents sur le territoire. En 2004, le système de l'"arraigo" (enracinement par le travail) sera mis en place de manière fixe¹⁰⁹ et permettra d'obtenir la résidence espagnole en apportant la preuve de sa présence sur le territoire national depuis un certain temps. Il existera aussi la possibilité la plus classique d'obtenir une régularisation temporaire et en présentant un contrat de travail en cours (bien qu'illégal au moment de sa signature). Dans ce cas, la demande de régularisation devra obligatoirement émaner de l'employeur qui devra s'acquitter d'une taxe assez importante pour que le dossier soit traité, sachant que la procédure reste longue et incertaine. Cette loi débouchera sur bon nombre de pratique douteuses, d'embauches factices et de contrats que les immigrés sans papiers devront bien souvent "acheter au prix fort" à leurs employeurs. (Solanes Corella 2007).

Pourtant, ces dispositions successives se révéleront systématiquement insuffisantes à freiner l'entrée illégale de populations étrangères et leur incorporation au marché parallèle de l'emploi, qui continuera de croître tout au long des années 90 et 2000. Ainsi, il deviendra rapidement habituel que la mise en application de chaque nouvelle loi soit accompagnée d'un processus de régularisation "exceptionnel", dans l'idée de faire "table rase" des échecs précédents et à repartir sur de nouvelles bases. Entre 1991 et 2005, le pays connaîtra six processus de régularisations massives. Le tout premier, en 1991, verra la régularisation de 146 502 personnes¹¹⁰. Entre 2000 et 2001, quatre processus distincts seront appliqués qui verront la régularisation de 334 882 personnes. Enfin, le dernier en 2005 (lié à la mise en application de la loi de 2004) régularisera 604 357 personnes (Ferrero and Pinyol 2007). La gestion de ces processus se fera généralement dans l'urgence, sans que les services chargés de leur application ne soient correctement formés ou informés des dispositions particulières à chacun d'entre eux. Dans les zones du pays où la présence immigrée est la plus forte, leur application donnera bien souvent lieu à des files d'attentes interminables et au développement de pratiques opaques et arbitraire de la part des fonctionnaires de l'État chargé de la sélection des candidats (Trinidad García 2003).

Qu'il s'agisse de régularisations "habituelles" ou exceptionnelles, les permis de résidence et de travail accordés seront temporaires (six mois ou un an selon les

¹⁰⁹ Il avait déjà été utilisé auparavant mais seulement lors des régularisations exceptionnelles, comme critère de sélection des individus pouvant être concernés par ces dispositions.

¹¹⁰ C'est lors de cette première régularisation massive que sera utilisé pour la première fois le critère de l'"arraigo" qui sera reconduit lors des processus suivants (Ferrero et Pinyol 2007). Il s'agissait pour les candidats à la régularisation d'apporter la preuve de leur présence en Espagne, antérieure à une date fixée par le règlement du processus. La liste des documents acceptés par l'administration comme faisant preuve de cette présence sera variable selon les années. Il s'agira parfois d'avoir été inscrit sur les registres communaux (ce qui poussera beaucoup de clandestins à faire cette démarche à partir de 2001) ou de disposer d'une lettre à son nom, cachetée et datée par la poste, et reçue à une adresse en Espagne. L'obtention de ces preuves, dont tous ceux qui étaient pourtant présents avant la date butoir ne disposeront pas toujours, conduira systématiquement au développement de trafics et de falsifications massives, parfois même au sein des services de l'État (comme à Almería où plusieurs fonctionnaires en service seront arrêtés en 2001) (Trinidad Garcia 2003).

cas) mais toujours renouvelables¹¹¹ tant que leur bénéficiaire disposera d'un contrat de travail au moment de leur expiration. Ils ouvriront de plus le droit au regroupement familial.

Annexe 21 : Embauche et conditions de vie à Almonte.

Un autre exemple directement tiré de nos entretiens serait la situation de l'emploi agricole dans la région d'Almonte, dans le sud-ouest de l'Andalousie, à la limite des provinces de Huelva et de Sevilla. Le travail dans cette zone consistera principalement en la récolte des olives, d'août à novembre, une période assez limitée mais de travail très intense durant laquelle le besoin de main d'œuvre sera très important. Les conditions de vie et de travail des Roms de Cetate et Maglavit (c'est surtout ces population qui le pratiqueront) dans cette zone seront très difficiles et directement liées au peu de considération que les entrepreneurs locaux porteront à leur main d'œuvre immigrée. Exactement comme les saisonniers agricoles andalous des siècles précédents, les travailleurs arriveront massivement sur place à des moments précis de l'année et seront entassés dans des haciendas perdues au milieu des oliveraies, à des kilomètres de la ville, dans des conditions d'hygiène et de promiscuité inimaginables. Dans ces sortes de granges aménagées originellement destinées à y entreposer le matériel et les machines agricoles, ils vivront à plusieurs centaines dans quelques pièces, avec de vieux matelas serrés au maximum, sans sanitaires ni eau courante, entourés de la vermine qui sera attiré par les tas d'ordure qui borderont rapidement les bâtiments et que les exploitant agricoles propriétaires des lieux prendront l'habitude de systématiquement brûler à la fin de la saison. Plus grave encore, par souci de s'économiser la peine de rechercher eux-mêmes leur main d'œuvre, ils "sous-traiteront" cette tâche à certains migrants pionniers arrivés sur place avant les autres et se désintéresseront complètement des conditions de recrutement, tant que leurs besoins ponctuels en personnel seront couverts. Ils laisseront ainsi que se développent au sein même des groupes migrants des logiques de concurrence et de prédatons très fortes qui aboutiront à une dégradation encore plus aigue des conditions de travail de tous, au profit de l'enrichissement rapide et sans commune mesure de ces intermédiaires, qui prendront l'habitude de ponctionner une importante commission sur le salaire de chacun.

Les administrations locales quant à elles laisseront faire, du fait du poids traditionnellement très important des grands propriétaires terriens dans l'économie et les sociétés andalouses¹¹², et se contenteront d'offrir ponctuellement de la nourriture ou des logements de fortune à quelques migrants qui se trouveront dans des situations de précarité particulièrement aigues.

¹¹¹ Leur durée de validité est, tout comme en France, progressivement de plus en plus longue. C'est-à-dire que le premier ouvre la résidence pour six mois ou un an, le second pour trois, ensuite cinq puis dix ans.

¹¹² L'Andalousie a toujours été une terre de "latifundismo" (grandes exploitations agricoles personnelles) importante, où la majeure partie de la population n'a eu pendant de nombreux siècles que le recours au travail journalier pour y survivre difficilement. Les origines de cette organisation remontent au moyen-âge et à la "reconquista" lorsque ces terres nouvellement espagnoles avaient été distribuées entre les différents seigneurs féodaux qui avaient participé à en chasser les populations musulmanes. Depuis, il y a jamais vraiment eu de réforme agraire ou celles qui eurent lieu furent dévoyées par les grands propriétaires, qui restent encore aujourd'hui les même familles qu'il y a plusieurs siècles.

Figure N° 44 : La Hacienda Tatambu, où logent des migrants roumains, à plusieurs kilomètres de la ville, au milieu des champs d'oliviers.





Photos prises le 02 avril 2008 à Almonte.

Annexe 22 : Sources statistiques espagnoles.

Ces deux sources sont les principales utilisées lorsqu'il s'agit de mesurer l'immigration en Espagne. Elles nous offrent deux visions différentes du phénomène, liées à leur mode de recueil respectif, qu'il est intéressant de comparer. Le ministère du travail et de l'immigration ne présente en effet que les immigrés "légaux" à travers le décompte des titres de séjours et permis de travail accordés par l'Etat. En revanche, il n'est pas nécessaire de se trouver en Espagne de manière légale pour apparaître sur les registres communaux. Ceux-ci comptabilisent le nombre d'habitants de chaque commune et sont liés à un plan d'occupation de l'espace, comme pourrait l'être notre cadastre. Les informations qui y apparaissent sont limitées au nombre d'habitant par logement et à l'adresse de ceux-ci (et bien sûr la date d'inscription). C'est à partir de 1996 et pour faciliter le comptage des populations immigrées que l'information sur la nationalité des personnes inscrites sera ajoutée, mais l'accès à ces informations sera strictement limitée à une utilisation statistique. Jamais les services administratif de l'État ni même la police ne pourront avoir accès à ces informations. Pourtant tous les migrants en situation irrégulière n'auront pas tout de suite le réflexe de s'y inscrire (par méfiance) et c'est pour cela qu'à partir de 2001, différents incitatifs seront mis en place. L'accès à des soins médicaux gratuits et universels (même en cas de non-cotisation à la sécurité sociale et donc aussi pour les travailleurs irréguliers) ou encore la sélection des candidats aux processus de régularisation par "arraigo" seront par exemple conditionnés à l'inscription sur ces registres. Un autre problème

mis en lumière sera l'existence de nombreux doublons car les immigrés auront tendance à beaucoup se déplacer dans le pays et à s'inscrire dans toutes les villes par lesquelles ils passeront. C'est pour cela que des systèmes d'actualisation périodique des données seront mis en place (l'inscription devant être renouvelée tous les deux ans). Par ailleurs, on s'apercevra que dans de nombreux cas, les immigrés sans-papiers vivant très fréquemment, surtout dans le premier temps de leur arrivée dans des appartements surpeuplés, seule une partie des habitants de certains logements seront effectivement comptabilisés. On estime aujourd'hui que ces différentes failles dans le comptage se compensent entre elles et que les chiffres fournis par le "padrón" postérieurs à 2002 se rapprochent de la réalité et offrent globalement une image correcte du nombre d'étrangers dans le pays réguliers comme irréguliers (encore que cela puisse dépendre des logiques particulières à chaque collectif migrant et selon les communes considérées).

Annexe 23 : Les collectifs d'immigrés les plus représentés en Espagne et leur activité.

Présentons ici brièvement les caractéristiques des différents groupes nationaux en présence. Nous utiliserons pour cela un tableau statistique construit en croisant différentes sources officielles espagnoles, les chiffres tirés des registres communaux de population (le "padrón") pour ce qui est de la présence étrangère et ceux du "Ministerio de Trabajo e Inmigración" en rapport avec leur intégration au marché du travail¹¹³. Ces données nous permettront d'illustrer les caractéristiques de l'immigration en Espagne.

Figure N° 45 : Les principales nationalités de migrants en Espagne en 2006.

PAISES	PADRON 2006	CON RESIDENCIA 2006	% DE RÉGULARITÉ	% ALTA AL 31 DE DICIEMBRE	% AGRICULTURA	% INDUSTRIA	% CONSTRUCCIÓN	% SERVICIOS
Nacionales Españoles	40 564 789			48,7	4,8	16,7	12,9	65,7
Total extranjeros	4 144 166	3 021 808	72,9	60,4	9,6	8,1	20,7	61,5
UNION EUROPEA (25)	918 886	649 792	70,7	54,0	6,9	7,5	16,4	69,2
Marruecos	563 012	543 721	96,6	46,1	26,2	8,3	28,5	36,9
Ecuador	481 310	376 233	81,6	70,8	9,0	7,1	23,1	60,8
Rumania	407 159	211 325	51,9	79,9	11,2	10,5	30,4	48,0
Colombia	265 141	225 504	85,1	60,0	2,8	6,9	16,2	74,1
Argentina	150 252	86 921	57,9	62,8	1,3	7,5	14,3	76,9
Bolivia	139 802	52 587	37,6	85,8	8,1	5,2	22,3	64,4
China	104 681	99 526	95,1	59,3	0,5	9,0	6,5	63,9
Bulgaria	101 617	60 174	59,2	74,4	11,9	9,3	20,9	58,0
Perú	95 903	90 906	94,8	75,6	1,8	5,8	18,0	74,4
Brasil	72 441	30 242	41,7	59,9	1,7	6,6	13,9	77,8
Ucrania	69 893	52 760	75,5	71,5	7,7	10,7	25,1	56,4
Venezuela	51 261	28 188	55,0	58,0	1,3	6,3	9,6	82,8
Argelia	47 079	39 433	83,8	46,5	27,0	12,6	21,0	39,4
Uruguay	45 508	26 581	58,4	66,6	1,3	7,9	17,4	73,4
Pakistán	42 138	29 668	70,4	66,3	11,2	8,2	26,3	54,3
Rusia	39 904	24 487	61,4	59,1	5,0	6,6	13,4	74,9
Chile	39 704	20 397	51,4	67,3	1,3	8,4	19,1	71,1
Senegal	35 079	28 560	81,4	60,7	17,3	14,7	25,3	42,7
Nigeria	31 588	19 074	60,4	67,6	8,0	13,4	22,1	56,5
Paraguay	28 587	8 557	29,9
Estados Unidos	24 517	16 447	67,1	36,1	0,8	6,9	3,3	89,1
México	23 857	10 700	44,9	54,7	0,6	8,8	4,2	86,4
India	20 550	16 348	79,6	56,2	9,4	8,8	10,2	71,7
Filipinas	19 794	21 190	107,1	64,7	0,7	2,0	1,5	95,8
Gambia	17 425	16 177	92,8	44,2	15,5	20,4	27,8	36,3
Suiza	15 385	11 212	72,9	22,4	3,0	8,0	6,8	82,1
Mali	14 886	11 187	75,2	86,3	26,2	17,0	36,6	20,2
Ghana	13 288	8 989	67,6	78,0	19,4	18,6	27,8	34,1
Guinea Ecuatorial	13 251	7 795	58,8	47,9	3,1	7,8	9,7	79,4
Mauritania	9 652	7 843	81,3	53,9	17,8	10,2	25,2	46,8
Guinea	9 123	5 238	57,4	76,9	14,0	13,9	33,5	38,6
Bangladesh	6 318	5 114	80,9	59,8	0,9	5,6	4,2	89,3
Japón	5 198	4 020	77,3	46,4	0,7	14,9	1,2	83,2

Source : Explotación Estadística del Padrón y Ministerio de Trabajo e Inmigración, 2006.

¹¹³ Voir annexe 22.

De nombreuses informations éclairantes nous sont données par ce tableau :

1 - En 2006, les principales nationalités en nombre d'individus sont les Marocains, les Equatoriens et les Roumains (dans l'ordre¹¹⁴) qui représentent à elles seules plus de 35% du total des immigrés du pays. Nous voyons aussi que la majeure partie des pays d'Amérique du Sud sont représentés par d'importantes communautés.

2 - Le taux de régularité (le rapport entre le nombre d'individus enregistrés dans les registres communaux et ceux disposant de permis de résidence) de l'ensemble des populations immigrées dépasserait les 70% mais cela est très variable selon les nationalités. Ce chiffre nous offre surtout une information quant à l'époque principale d'implantation de chaque collectif, les immigrés présents depuis plus longtemps ayant eu logiquement de plus nombreuses opportunités de régulariser leur situation. Les Marocains, les immigrés les plus anciens disposent d'un taux de régularisation proche des 100%¹¹⁵ tandis que pour des collectifs plus récemment arrivés comme les Roumains ou les Boliviens, au mieux, il dépasse à peine les 50%. Ces chiffres sont aussi à mettre en relation avec les logiques d'activité de chaque collectif. Les Chinois par exemple qui travaillent principalement dans le commerce ou la restauration (les secteurs d'activité "classiques" de la diaspora chinoise à travers le monde, et qui ne peuvent pas vraiment se mettre en place de manière irrégulière) sont très majoritairement réguliers malgré leur arrivée plutôt récente.

3 - La 4^{ème} colonne nous indique le pourcentage de personnes en activité¹¹⁶, pour chaque nationalité, et par rapport au nombre de permis de résidence qui lui correspondent. Elle nous renseigne donc sur l'activité des différents collectifs. La différence entre le taux des nationaux et celui du total des étrangers nous montre tout d'abord que les migrations en Espagne sont fortement liées à des logiques productives. Lorsque nous nous penchons sur le détail par nationalité, nous pouvons penser qu'un fort taux d'activité (Roumanie, Bulgarie, Equateur, Bolivie) serait le signe d'une population largement composée d'individus en âge de travailler et qui cherche à gagner sa vie sur le marché espagnol que cela soit dû à une arrivée récente dans le pays ou à des logiques d'implantation temporaire. Inversement, des taux d'activités faibles (Maroc, Algérie) nous indiquent des populations implantées depuis plus longtemps, plus largement composée de personnes âgées ou d'enfants et ayant plus largement pu bénéficier du regroupement familial. Cette tendance se retrouve dans le cas des migrants originaire de Suisse ou des Etats-Unis qui sont ceux qui présentent les plus faibles taux d'activité et dont nous savons que leur flux sont surtout composés de personnes âgées et pas de migrants économiques.

4 - Les quatre dernières colonnes nous indiquent enfin la proportion que représente chaque secteur d'activité pour chaque nationalité. Ces données ont été calculées en fonction des seuls immigrés "réguliers" mais nous pouvons penser que les tendances qui apparaissent sont aussi valables pour les irréguliers. En premier lieu, nous voyons que les immigrés se tournent bien plus largement que les

¹¹⁴ A partir de 2007, les Roumains deviennent la seconde population immigrée du pays et passent devant les Equatoriens.

¹¹⁵ Pour les raisons que nous avons déjà exposées, les chiffres présentés ici sont à prendre avec précaution. Particulièrement pour les taux de régularités qui furent obtenus en mettant en rapport deux sources différentes et qui ne sont pas toujours correctement comparables. Le cas des Philippins en constitue un exemple comme celui des Marocains qui ne sont pas aussi largement régularisés que cela peut ici apparaître. Il s'agit plutôt de considérer des tendances qui nous semblent justes et révélatrices plutôt que de prendre ces chiffres pour argent comptant.

¹¹⁶ L'"alta" est l'inscription effective à la sécurité sociale, liée à l'activité professionnelle. Ici apparaissent les individus qui cotisent, et pour autant travaillent de manière légale dans le pays, au 31 décembre 2006. Par extrapolation, nous pouvons considérer que les tendances qui apparaissent pour les "réguliers" peuvent aussi s'appliquer aux irréguliers de chaque nationalité.

Espagnols vers le secteur agricole ou celui de la construction qui constituent en ce sens des "niches économiques" dans lesquelles leur intégration est favorisée (et même lorsqu'il s'agit de migrants régularisés). Le détail par nationalité de ces colonnes nous permet de mettre le doigt sur d'importants phénomènes "d'assignation préférentielle" de tel ou tel secteur d'activité à chaque collectif de migrant. Cette assignation pourrait être pour une part liée à une adaptation des immigrés à leurs propres compétences ou activités traditionnelles. Nous avons déjà évoqué le cas des Chinois dans le commerce mais il en serait de même pour les Philippins, connus pour s'intégrer principalement dans le service à domicile. De la même manière on peut penser que Les Sud-Américains dans leur ensemble, par leur maîtrise préalable de la langue, auront plus facilement accès au secteur des services. D'un autre côté, cette assignation peut parfois être imposée par la société espagnole et liée aux idées préconçues existantes en son sein, elles-mêmes souvent liées au phénotype de chaque collectif. Nous voyons ainsi que les Africains Sub-sahariens seront largement cantonnés au secteur de la construction et auront peu accès aux services (qui impliquent généralement une relation directe à la clientèle). L'exemple le plus frappant est celui des populations Maghrébines, dont on sait par ailleurs qu'elles sont les plus traditionnellement discriminées en Espagne (en grande partie pour des raisons historiques remontant à l'époque de la "Reconquista"). Il se trouve que ce sont les populations qui auront le moins accès au secteur des services et qui seront les plus fortement présentes dans le secteur agricole, le plus dévalorisé à tous les niveaux (salaires, conditions de travail, stabilité de l'activité). Dans son étude sur les "logiques entrepreneuriales autour de l'embauche de travailleurs immigrés", Anna Mata Romeu mettait en lumière le rôle important que prennent souvent les stéréotypes des employeurs au moment d'embaucher une personne étrangère et du choix du poste à lui attribuer (Mata Romeu 2007). Il nous semble que ce tableau laisse en tout cas apparaître des logiques de cet ordre.

Annexe 24 : Les commissionnaires à Almonte.

Les informations qui apparaissent ici nous furent rapportée par Dorin et Relu qui ont tout deux eu l'occasion de travailler à Almonte et nous furent confirmée par les Zeni et Papoa qui s'y trouvaient lorsque nous les avons interrogés.

Cette portion du champ migratoire des circulants de Mehedinți semble avoir été ouverte par un pionnier, Melendi, un jeune Rom originaire du village de Cetate. Tous comme Nico à Alcanar, il arrivera sur place avant tout le monde et pourra obtenir rapidement du travail et des papiers, et se créer de nombreux contacts utiles parmi les entrepreneurs agricoles de la région. Tout comme Nico, il utilisera ces contacts pour offrir du travail à différents membres de sa famille, puis à un nombre croissant d'individus de sa communauté d'origine. La différence avec Alcanar est l'ampleur que prendra ce phénomène à Almonte car il s'agira rapidement de milliers de personnes et c'est surtout les membres des communautés Tsiganes de Cetate et Maglavit (plus tardivement Dudașu) qui seront concernés. Melendi et son père Marcel seront les principaux intermédiaires entre les agriculteurs andalous et les populations de ces villages, l'offre de travail passera exclusivement par eux car, de par la temporalité du travail agricole saisonnier, mais aussi du fait des logiques de mobilités des Roumains jusqu'en 2007 (limitée à trois mois), ce seront les seuls qui par leur présence régulière sur place pourront s'y créer les contacts suffisants pour pouvoir jouer ce rôle.

Et ils vont rapidement profiter de leur position dominante pour ponctionner au maximum les gains des travailleurs auxquels ils offriront des opportunités de travail. Ce sont eux qui se chargeront d'appeler les membres de leur communauté en Roumanie, de les faire venir, moyennant finance, dans des minibuses qu'ils achèteront à ces fins, parfois de les loger, et systématiquement, ils se feront rétribuer par une commission sur chaque salaire versé (puisque les employeurs

d'Almonte dont nous avons déjà parlé ne se dérangeront pas non plus à payer individuellement leurs travailleurs et verseront d'importantes sommes en liquide aux commissionnaires pour que ceux-ci les redistribuent). Et les nombreux Roumains désireux de partir travailler en Espagne n'auront pas d'autre choix que de s'y conformer car ils ne disposeront pas d'autres opportunités sur place. Les commissions versées seront fixées pour tous à 10 € par personne et par jour de travail (20 à 25% du salaire journalier). Lorsque l'on sait qu'à la saison, c'est plusieurs milliers de Roumains qui travailleront dans la zone et que ce "marché" sera géré par seulement 4 ou 5 commissionnaires, les bénéficiaires qu'ils pouvaient en retirer à la saison de la récolte pouvaient atteindre plusieurs milliers d'euros par jour. Dans ces conditions, garder pour soi ses contacts externes prend une toute autre dimension qu'à Alcanar. Les commissionnaires implantés dans la région d'Almonte se constitueront comme une sorte de "mini-mafia" (terme employé par Relu) et tenteront ensemble d'empêcher par tous les moyens que quelconque migrant roumain puisse travailler sans passer par eux. Ils tenteront même d'empêcher dans une certaine mesure le moindre contact entre leurs travailleurs et la population locale et c'est eux qui proposeront aux agriculteurs la solution qui consistait à loger les migrants directement dans les haciendas, à l'écart de la ville¹¹⁷. Pourtant ce système ne pouvait pas perdurer éternellement et ce sont ses logiques propres, qui conduiront à la massification des flux et à la fixation des populations migrantes dans la zone, qui permettront à terme que certains migrants finissent par se créer leurs propres contacts et puissent se libérer de cette exploitation.

C'est dans le but d'augmenter leurs bénéfices que les commissionnaires favoriseront d'eux même la massification des flux et la fixation des travailleurs sur place. L'activité agricole est en effet très versatile et un important besoin de main d'œuvre peut parfois s'y faire sentir brusquement. Dans ce cas, les exploitants agricoles s'adressent indifféremment aux différents intermédiaires avec lesquels ils travaillent sur place et c'est alors celui qui pourra leur offrir le plus rapidement le nombre d'hommes dont ils ont besoin qui remportera le "contrat". Pour subvenir à ces besoins parfois imprévus, et puisque leur enrichissement dépend directement de leur capacité à y faire face, les commissionnaires vont tout faire pour disposer de la plus grande masse de main d'œuvre possible au moment de la saison, même si celle-ci ne sera pas toujours pleinement exploitée. Ils vont donc faire venir sur place plus de travailleurs qu'ils n'ont réellement besoin et organiser entre ces derniers un "turn-over" qui consistera à faire travailler chacun un jour sur deux ou sur trois, suffisamment pour que celui-ci gagne tout de même un peu d'argent et ne veuille pas rentrer tout de suite en Roumanie. Une autre solution sera de systématiquement payer les travailleurs avec un retard de plusieurs semaines pour que ceux-ci restent sur place en attendant de toucher leur argent. Si entre-temps une forte demande d'activité se présente par hasard, ils pourront travailler et enrichir un peu plus les intermédiaires.

Et il semble réellement que les employeurs d'Almonte ne savaient rien de ces pratiques de prédation entre migrants, même si c'est par leur attitude irresponsable qu'ils avaient permis leur développement. Il nous fut ainsi rapporté qu'en 2006 arriva se qui devait arriver et deux jeunes filles de Cetate se rendirent chez leur employeur pour dénoncer la manière dont elles étaient exploitées. Celui-ci en informa les autres exploitants agricoles de la région et les commissionnaires eurent alors de sérieux problèmes. Certains d'entre eux furent tout bonnement chassés de la région et Melendi qui est pourtant resté a vu son activité fortement décroître. Aujourd'hui, beaucoup d'exploitants agricoles refusent de travailler avec lui (mais certains s'en moquent complètement et continuent à le faire) et il n'offre plus de travail qu'à un petit nombre de personnes, seulement ceux qui ne disposent pas

¹¹⁷ Voir annexe 21.

d'autre solution et se résignent à se diriger vers lui en le payant. Il ne semble pas non plus que les autorités locales ne soient jamais intervenues pour mettre fin à ces pratiques, même lorsque celles-ci furent rendues publiques (Dorin, le 02/04/08, Relu, le 18/04/08 et Tim, le 13/04/08).

Annexe 25 : La dispersion Roumaine.

Cet autre tableau de Rafael Viruela Martínez montre bien comment les Roumains semblent s'être peu-à-peu dispersés au départ de quelques régions.

Figure N° 46 : Les provinces dans lesquelles les Roumains occupent la première position parmi les résidents étrangers.

Provincias en las que los rumanos ocupan la primera posición entre los residentes extranjeros										
2001	2002		2003		2004		2005		Regularización de 2005*	
	Provincia	%	Provincia	%	Provincia	%	Provincia	%	Provincia	%
E N N I N G U N A	Castellón	27'25	Castellón	35'45	Castellón	41'28	Castellón	44'21	Castellón	61'55
			Toledo	23'91	Toledo	28'86	Toledo	33'07	Toledo	45'09
			Teruel	25'35	Teruel	28'69	Teruel	30'41	Teruel	58'00
			Zaragoza	19'68	Zaragoza	22'39	Zaragoza	26'55	Zaragoza	41'71
			C. Real	23'05	C. Real	29'84	C. Real	36'21	C. Real	42'08
					Cuenca	26'57	Cuenca	36'53	Cuenca	44'41
					Guadalajara	20'30	Guadalajara	25'48	Guadalajara	46'18
							La Rioja	17'97	La Rioja	33'56
							Albacete	17'02	Albacete	21'94
							Huesca	16'98	Huesca	28'89
							Burgos	14'70	Burgos	25'78
									Badajoz	35'04
									Ávila	25'05
									Granada	23'84
								Córdoba	23'55	
								Huelva	22'76	
								Cantabria	17'51	
								Lleida	17'17	
								Salamanca	16'82	
								Sevilla	15'93	

* Ministerio de Trabajo y Asuntos Sociales (2005): *Balace del proceso de normalización de trabajadores extranjeros*, <<http://www.mtas.es>> Porcentajes sobre el total de extranjeros residentes (de las solicitudes presentadas en la Regularización de 2005).
Fuente: INE: *Padrón de Habitantes*, <<http://www.ine.es>>

Nous voyons qu'en 2002, les Roumains n'étaient majoritaires que dans la province de Castellón (de la ville du même nom). En 2003, ils le seront aussi dans les provinces aux alentours de Madrid et Castellón puis dans des provinces de plus en plus éloignées, selon une logique clairement concentrique qui correspondrait à des explorations depuis une zone de départ (voir Figure 22 des régions espagnoles).

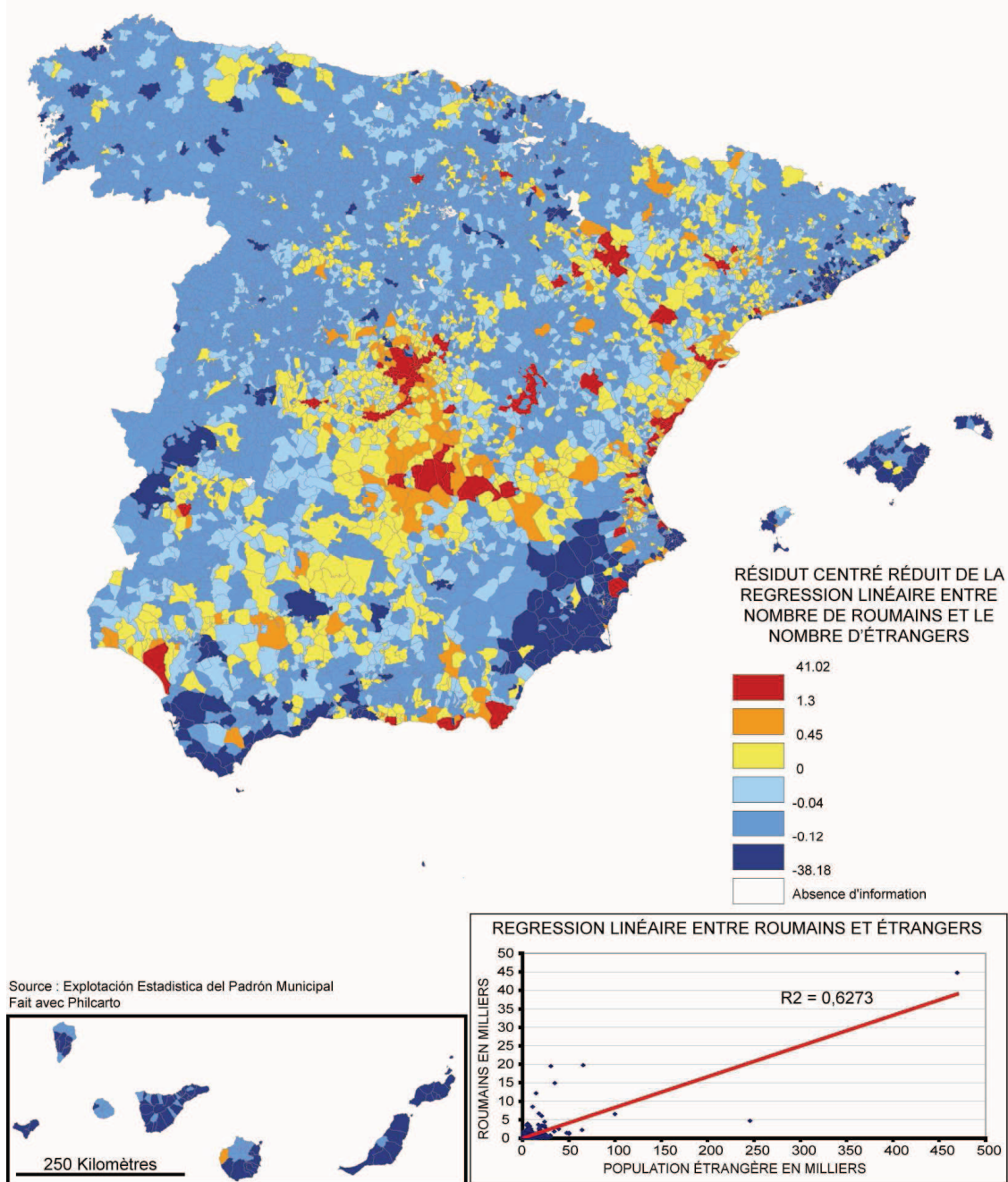
Annexe 26 : Les logiques "d'évitement" des autres populations migrantes.

Nous savons que des logiques de concurrence assez fortes existent en Espagne entre les différents collectifs immigrés pour la captation des emplois qui leur sont réservés dans des niches bien précises. C'est en partant de ce postulat que nous avons pensé que les migrants roumains qui vont quitter leurs zones traditionnelles d'implantation au début des années 2000 auraient tendance à ne pas pouvoir s'installer en grand nombre dans les espaces où l'on retrouvera beaucoup de migrants d'autres nationalités. C'est afin de vérifier cette proposition que nous avons construit la carte qui suit, qui nous permet de faire ressortir l'écart de chaque commune par rapport à une courbe de progression moyenne qui voudrait que le nombre de Roumains croisse proportionnellement au nombre d'étrangers présents

dans chacune d'entre elle. Nous avons pour ce faire utilisé la méthode statistique de la régression linéaire que nous avons appliquée aux données de populations des 8 108 communes espagnoles avant d'en cartographier le résultat.

Figure N° 47 : Les communes de plus forte présence roumaine par rapport aux autres populations étrangères.

REPARTITION DES ROUMAINS PAR RAPPORT À LA POPULATION ÉTRANGÈRE DANS LES MUNICIPIOS ESPAGNOLS EN 2007.



Les "logiques d'essaimage" que nous évoquions apparaissent plus fortement encore ici par le contraste des couleurs. Nous voyons aussi, comme nous le postulions, que certains espaces comptent beaucoup d'étranger mais très peu de Roumains (en bleu foncé). Outre les îles Baléares et Canaries, ou la côte sud du pays qui seraient plutôt des zones de villégiature dans lesquelles on retrouve beaucoup d'étranger qui ne sont pas des migrants économiques (Européens communautaires, souvent retraités) ou encore la Catalogne, le cas le plus clair reste celui de la région de Murcia.

Murcia est en effet une région très majoritairement agricole (les oranges) où la main d'œuvre immigrée est très nombreuse (voir Figure 26 et 27). C'est aussi cette forte présence étrangère qui fait que la zone apparaisse si nettement sur la carte. Hors le nombre de Roumains y est relativement faible, puisque dans toute la province, ils ne représentent que 3 % des étrangers (contre 11 % au niveau national). Par contre, les deux autres principaux collectifs, Marocains et Equatoriens y sont largement surreprésentés. On peut alors logiquement penser que les Roumains tenteront bien de s'implanter dans la zone, où le travail agricole est abondant, mais que ces espaces seront déjà occupés, et même peut-être déjà saturés, par d'autres collectifs, et qu'ils ne pourront pas y travailler en grand nombre.

Figure N° 48 : Les Roumains, les Marocains et les Equatoriens à Murcia.

Pop Extranjera 2007	Brut en Murcia	% en Murcia	Brut nacional	% nacional
Total	201 700	100	4 519 554	100
Rumania	7 526	3,73%	527 019	11,66%
Marruecos	54 452	26,99%	582 923	12,89%
Ecuador	48 005	23,8%	427 099	9,45%

Source: Explotación Estadística del Padrón Municipal.

Cet exemple révélateur nous permet de considérer comme juste la proposition selon laquelle les Roumains tendront, lors de leurs circulations à éviter les espaces dans lesquels ils rencontreront d'autres collectifs migrant en nombre important. Nous pensons que des logiques analogues se produiront par exemple à Barcelone. La ville compte en effet en 2007 245 999 étrangers inscrits au padrón, parmi lesquels seulement 4 673 Roumains.

Table d'illustrations.

Figure N° 1 : Les trois niveaux d'analyse proposés par Faist.	17
Figure N° 2 : Récapitulatif des individus interrogés.	23
Figure N° 3 : La position des individus interrogés au sein de la famille élargie.	23
Figure N° 4 : Notes de l'entretien de Stefanel.	26
Figure N° 5 : Mêmes informations formalisées.	26
Figure N° 6 : Exemple de Matrice Journalière.	27
Figure N° 7 : L'émigration roumaine.	37
Figure N° 8 : Les principales destinations des émigrations roumaines au cours des trois périodes.	39
Figure N° 9 : Des migrants de plus en plus jeunes.	40
Figure N° 10 : Situation spatiale en Roumanie.	41
Figure N° 11 : L'émigration dans les grandes régions de Roumanie.	42
Figure N° 12 : Principaux pays de destination dans les grandes régions de Roumanie.	42
Figure N° 13 : Zone d'origine de la famille élargie.	43
Figure N° 14 : Les villes d'origine des membres de la famille.	44
Figure N° 15 : Vues générales de Drobeta-Turnu Severin avec le Danube en arrière plan.	45
Figure N° 16 : Les regroupements villageois et communautaires Roms.	49
Figure N° 17 : Les minorités allemandes de Roumanie en 1930 et 1992.	52
Figure N° 18 : Les circulations de Nico et ses parents en Allemagne.	58
Figure N° 19 : Les circulations de Dorin en Allemagne.	59
Figure N° 20 : Les individus de la famille ayant participé à ces circulations en Allemagne.	61
Figure N° 21 : Les membres de la famille qui se rendront en Serbie.	65
Figure N° 22 : Les explorations de Ramona en France et son "parcours préférentiel"	78
Figure N° 23 : Les membres de la famille qui pratiqueront la mendicité en France.	79
Figure N° 24 : Les circulations d'Anna et Calin dans la région de Bordeaux.	87
Figure N° 25 : Les membres de la famille qui pourront travailler en France par l'intermédiaire de Stefanel.	87
Figure N° 26 : Carte générale du pays.	90
Figure N° 27 : Les zones d'implantation des immigrés en Espagne.	93
Figure N° 28 : Les plus anciennes et principales villes d'installation des Roumains en Espagne.	95
Figure N° 29 : Le nombre de Roumains dans les huit villes qui en comptent le plus en 2007.	95
Figure N° 30 : Repérage des différentes zones pratiquées par les membres de la famille en Espagne.	101
Figure N° 31 : Les membres de la famille à Alcanar.	101
Figure N° 32 : Les membres de la famille étant passés par Almonte.	102
Figure N° 33 : La progression récente des populations roumaines dans ces deux espaces.	103
Figure N° 34 : Les soldes de migrations interprovinciales des Roumains en 2003 – 2004.	106
Figure N° 35 : Indice de Variation relative des immigrés Roumains entre 2001 et 2005.	106
Figure N° 36 : La plus grande dispersion des populations roumaines et les zone de destinations de celle-ci (en trois cartes).	107
Figure N° 37 : L'implantation des principales communautés de migrants en Espagne, par taille de commune.	110
Figure N° 38 : Les secteurs d'activité des Roumains dans les grandes régions espagnoles.	111

Figure N° 39 : Les communes où Dorin nous a dit avoir travaillé dans le sud-ouest de l'Espagne.	113
Figure N° 40 : Pyramides des âges de la Roumanie en 1992.	122
Figure N° 41 : Les flux migratoires à l'époque communiste.	125
Figure N° 42 : Le difficile retour en Roumanie de Dorin et ses compagnons.	131
Figure N° 43 : Les villes "restantes" dans le parcours circulatoire que connaissait Relu en France.	144
Figure N° 44 : La Hacienda Tatambu, où logent des migrants roumains, à plusieurs kilomètres de la ville, au milieu des champs d'oliviers.	147
Figure N° 45 : Les principales nationalités de migrants en Espagne en 2006.	149
Figure N° 46 : Les provinces dans lesquelles les Roumains occupent la première position parmi les résidents étrangers.	153
Figure N° 47 : Les communes de plus forte présence roumaine par rapport aux autres populations étrangères.	154
Figure N° 48 : Les Roumains, les Marocains et les Equatoriens à Murcia.	155

Bibliographie

- Amselle, J.-L. (1992). "La corruption et le clientélisme au Mali et Europe de l'Est : Quelques points de comparaison." Cahiers d'études africaines **32**(128): 629 - 642.
- Anuarul statistic al României, 2006.
- Arborio, A.-M. and P. Fournier (2005). L'enquête et ses méthodes : L'observation directe. Paris, Armand Colin.
- Bennatig, R. and O. Brachet (1998). "Les dynamiques migratoires roumaines. Le cas des demandeurs d'asile en France." Migration Études(81): 12.
- Berthomière, W. and M.-A. Hily (2006). "Décrire les migrations internationales. Les expériences de la co-présence." Revue Européenne des Migrations Internationales **22**(2): 67 - 82.
- Bleahu, A. (2004). Romanian migration to Spain. Motivation, networks and strategies. New Patterns of Labour Migration in CEE. D. Pop. Cluj-Napoca, AMM Design: 21-35.
- Checa Olmos, F. (2001). El Ejido : la ciudad-cortijo. Claves socioeconómica del conflicto étnico. Barcelona, Icaria.
- De Miguel Luken, V. and M. Solana Solana (2007). Redes sociales de apoyo : la inserción de la población extranjera. Bilbao, Fundación BBVA.
- Diminescu, D. (1999). "Faire une saison. Pour une anthropologie des migrations roumaines en France. Le cas du pays d'Oas." Migration Études(91): 15.
- Diminescu, D. (2001). "L'installation dans la mobilité : les savoir-faire migratoires des Roumains." Migrations Société **13**(74): 107-116.
- Diminescu, D. (2002). "La désinstitutionnalisation de l'hospitalité et l'intégration par le bas. Le cas des migrants roumains." Ville-Ecole-Intégration Enjeux(131): 167-175.
- Diminescu, D. (2004). Évaluation des accords bilatéraux de main-d'œuvre signés par la Roumanie. Migration et Emploi : Les accords bilatéraux à la croisée des chemins. OCDE. Paris, OCDE: 71-81.
- Diminescu, D. (2004). "Ici et là-bas: bricoler avec les opportunités." Actualité des migrations(113): 28-36.
- Diminescu, D., R. Ohlinger, et al. (2001). "Les circulations migratoires roumaines : une intégration européenne par le bas ?" Social Recherches (résumés des rapports de la MIRE): 131.
- Ferrero, R. (2007). "Del Este al Oeste. Ampliación y flujos migratorios." Migraciones **21**: 59 - 75.
- Ferrero, R. and G. Pinyol (2007). El reto de la inmigración irregular : Los procesos de regularización en Europa. V Congreso sobre la Inmigración en España, Valencia.
- Florina Nedelcu, M. (2001). "Les migrations internationales de professionnels roumains hautement qualifiés." Ad Astra. Young Romanian Scientist's Journal **1**(1).

Gurak, D. T. and F. Caces (1998). Redes migratorias y la formación de sistemas de migración. Cruzando fronteras. Migraciones en el sistema mundial. G. C. Malgesini. Madrid, Icaria.

Hily, M.-A., W. Berthomière, et al. (2004). "La notion de "réseaux sociaux" en migration." Hommes & migrations(1250): 5-12.

Hily, M.-A. and E. Ma Mung (2002). "Catégories et lieux des circulations migratoires." Social Recherches (résumés des rapports de la MIRE): 235.

Hily, M.-A. and C. Rinaudo (2002). Entrepreneurs migrants sur le marché de Vintimille. La fin des norias ? Réseaux migrants dans les économies marchandes en Méditerranée. M. Péraldi. Paris, Maisonneuve & Larose: 335-351.

Hily, M. A., K. Dorai, et al. (1998). "La circulation migratoire. Bilan des travaux." Migrations Etudes(84): 12.

Kalibova, K. (2000). Les caractéristiques démographiques de la population Rom/Tsigane dans certains pays d'Europe Centrale et Orientale. Les caractéristiques démographiques des minorités nationales dans certains États européens W. Haug. Strasbourg, Conseil de l'Europe.

Kaufmann, J.-C. (1996). L'entretien compréhensif. Paris, Nathan.

Liégeois, J. P. and N. Gheorghe (1995). Roma/Gypsies : A European minority. Minority Rights. Londres, Group international Report.

Ma Mung, E. (1999). "La dispersion comme ressource." Cultures & Conflits(33-34): 89-103.

Marcu, S. (2007). "Dinámica y estructura migratoria laboral de los rumanos: 1990-2006. Flujos de emigración hacia España, destino Madrid." Migraciones(21): 115-157.

Mata Romeu, A. (2007). La lógica empresarial entorne a la contratación de trabajadores inmigrantes. V Congreso sobre la Inmigración en España, Valencia.

Maya Jariego, I. (2004). "La formación de comunidades de inmigrantes : Desplazamientos en cadena y contexto de recepción." Araucaria 5(12): 83-91.

Michalon, B. (2002). Circuler entre Roumanie et Allemagne. Les saxons de Transylvanie, de l'émigration ethnique au va-et-vient. Congrès Études Balkaniques: Etat des savoirs et pistes de recherche, Paris.

Michalon, B. (2004). Les retours: Diversité de la littérature, complexification des formes migratoires. Communication Ceped, Paris.

Morice, A. (1998). "Traffics de main d'œuvre et emploi illégal, les irréguliers dans l'étau des textes et des pratiques " Hommes & migrations(1214): 28-37.

Morokvasic, M. (1999). Entre l'Est et l'Ouest, des Migrations Pendulaires. Migrants, les nouvelles mobilités en Europe. M. Morokvasic and H. Rudolph. Paris, L'Harmattan.

Morokvasic, M. (1999). "La mobilité transnationale comme ressource: le cas des migrants d'Europe de l'est." Cultures et Conflits(33-34): 105-122.

Muntele, I. (2003). Migrations internationales dans la Roumanie moderne et contemporaine. Visibles mais peu nombreux... : Les circulations migratoires roumaines. D. Diminescu. Paris, Editions de la Maison des Sciences de l'Homme: 33-49.

Odden, G., Ed. (2006). Les migrants sénégalais à Salamanque. Stratégies de mobilité sociale et trajectoires migratoires. Mémoire de Master II. Poitiers, Migrinter.

Oso Casas, L. (2005). "La réussite paradoxale des bonnes espagnoles de Paris : stratégies de mobilités sociale et trajectoires biographiques." Revue Européenne des Migrations Internationales(1): 107-129.

Pajares, M. (2007). "Inmigrantes de un país de le Unión Europea : Red social, inmigración irregular y acceso al empleo de los inmigrantes rumanos." Migraciones(21): 191-212.

Pajares, M. (2007). Inmigrantes del Este. Procesos migratorios de los rumanos. Barcelona, Icaria.

Pajares, M. (2007). La red social en los procesos de inserción laboral de los inmigrantes rumanos. V Congreso nacional sobre la inmigración en España, Valencia.

Pajares, M. (2008). La inmigración en España, sus causas y las políticas con las que se gestiona. XI Congreso de Inmigración Universidad de Almería.

Péraldi, M. (2001). Cabas et Containers. Activités marchandes informelles et réseaux migrants transfrontaliers. Paris, Maisonneuve et Larose.

Periódico, E. (2008). Rumania promueve en España el retorno de sus trabajadores. El Periódico. Barcelona: 28.

Portes, A. (1999). "La mondialisation par le bas." Actes de la recherche en sciences sociales **129**(1): 15-25.

Potot, S. (2000). "Mobilités en Europe. Étude de deux réseaux migratoires roumains." Sociologie Românească **2000**(2): 97-115.

Potot, S. (2002). "Les migrants transnationaux: une nouvelle figure sociale en Roumanie." Revue d'études comparatives Est-Ouest **33**(1): 149-178.

Potot, S. (2006). "Le réseau migrant: une organisation entre solidarité et zone de libre échange." Migrations Société(105-106): 17.

Potot, S. (2007). Vivre à l'Est, travailler à l'Ouest : Les routes roumaines de l'Europe. Paris, L'Harmattan.

Requeña Santos, F. (1989). "El concepto de red social." Revista Española de Investigaciones Sociales(48): 137-152.

Requeña Santos, F. (2006). Redes sociales, mercado de trabajo y migraciones. X Congreso de Inmigración Universidad de Almería.

Rey, V. (2003). Les Roumains sur les chemins de l'Europe. Visibles mais peu nombreux... : les circulations migratoires roumaines. D. Diminescu. Paris, Editions de la Maison des Sciences de l'Homme: 28-32.

Reyniers, A. (2003). Migrations tsiganes de Roumanie. Visibles mais peu nombreux... : Les circulations migratoires roumaines. D. Diminescu. Paris, Editions de la Maison des Sciences de l'Homme: 51-63.

Sandu, D. (2000). "Migratia Circulatorie ca Startegie de Viata." Sociologie Româneasca(2): 5 - 29.

Sandu, D. (2007). "La emergente migración transnacional en las aldeas de Rumanía." Migraciones(21): 77-112.

Sánz Abad, J. (2007). La red migratoria y el Migragrama : Una aportación metodologica para el estudio de las estrategias económicas en el uso de las remesas de la migración ecuatoriana en España. V Congreso sobre la Inmigración en España, Valencia.

Schmoll, C., Ed. (2004). Une place marchande cosmopolite. Dynamique migratoire et circulations commerciales à Naples. Thèse de doctorat. Nanterre, Université de Paris X.

Șerban, M. (2007). "Mecanismos de desarrollo de la migración a nivel de comunidad : Redes de migrantes y tipos de vínculos." Migraciones(21): 159-188.

Simon, G. (1995). Géodynamique des migrations internationales dans le monde. Paris, PUF.

Solanes Corella, B. (2007). La incorporación de los inmigrantes al mercado de trabajo español : Del contingente a la economía sumergida. V Congreso sobre la Inmigración en España, Valencia.

Suárez Navas, L. (2007). La perspectiva transnacional en los estudios migratorios. Génesis, derroteros, y surcos metodológicos. V Congreso sobre la Inmigración en España, Valencia.

Tarrius, A. (1996). Territoires circulatoires et espaces urbains. Différenciation des groupes migrants. Migrants : les nouvelles mobilités en Europe. M. Morokvasic and H. Rudolph. Paris, L'Harmattan: 93-117.

Trinidad García, M. L. (2003). Marco legal de la inmigración. Los inmigrantes irregulares en la ley 4/2000 y su reforma hasta la entrada en vigor del reglamento : la regularización que no cesa. Sevilla, Consejo Económico y Social de Andalucía.

Urry, J. (2005). Sociologie des mobilités, une nouvelle frontière pour la sociologie ? Paris, Armand Colin.

Viruela Martínez, R. (2006). "Inmigrantes rumanos en España : Aspectos territoriales y procesos de sustitución laboral." Revista Electronica de Geografía y ciencias sociales X(222).

Zamfir, E. and C. Zamfir (1993). Tiganiile între ignorare și îngrijire. Bucharest, Éditions alternatives.